

QUESTIONS DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS ET DE L'EDIFICATION SOCIALISTE EN RPS D'ALBANIE

Sommaire :

Introduction (p. 2)

Nexhmije Hoxha — La lutte antifasciste de libération nationale, grande révolution populaire dirigée par le Parti communiste d'Albanie (p. 3)

Luan Omari — La question du pouvoir pendant la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais (p. 15)

Petro Lalaj — La question des partis politiques en Albanie au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale (p. 27)

Stefanaq Pollo — De la Lutte antifasciste de libération nationale à la révolution populaire (p. 43)

Hekuran Mara — L'essor des forces productives et la lutte pour la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme (p. 54)

Iliaz Fishta, Venlamin Toçi — La nationalisation des banques, la création de la Banque de l'Etat albanais et les mesures révolutionnaires concernant la monnaie et le crédit (1944-1946) (p. 66)

Vladimir Misja, Ylli Vejsiu — De l'accroissement démographique en RPS d'Albanie (p. 83)

Dilaver Sadikaj — Certains aspects de la participation croissante de la femme albanaise à la vie politique et sociale du pays (1967-1970) (p. 99)

La rédaction :

ILJAZ FISHTA

XHEMIL FRASHËRI

VENIAMIN TOÇI

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1983 par les Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

INTRODUCTION

Le présent ouvrage comprend des études d'auteurs albanais, portant sur des problèmes de la Lutte de libération nationale et de la construction du socialisme en Albanie. Ce recueil d'articles est publié dans le cadre du 40^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie (8 novembre 1941 - 8 novembre 1981).

Il illustre à l'intention du chercheur et du lecteur étranger des aspects particuliers de l'histoire de la lutte menée par le peuple albanais pour chasser les envahisseurs fascistes et instaurer le pouvoir populaire ainsi que quelques aspects de sa lutte et de son combat pour l'édification du socialisme.

La Lutte antifasciste de libération nationale tout comme la lutte pour la construction du socialisme constituent deux glorieuses épopées dans l'histoire de l'Albanie. Eclairé par la théorie marxiste-léniniste et guidé par le PTA, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, le peuple albanais a mis un terme à la misère et à la lourde servitude nationale et sociale et s'est engagé dans la voie de la liberté et de la véritable indépendance nationale, dans la voie du progrès et du développement socialiste.

LA REDACTION

Tirana, septembre 1981

Nexhmije Hoxha

LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE, GRANDE REVOLUTION POPULAIRE DIRIGEE PAR LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE

Plus le temps passe depuis l'époque de la Lutte de libération nationale, plus l'épopée de ce combat titanesque, qui fut couronné par la plus éclatante victoire de toutes les luttes libératrices menées par notre peuple, se détache sur le piédestal de son histoire pluriséculaire. Et cela tient à ce que la Lutte de libération nationale n'était pas seulement une lutte à outrance contre les envahisseurs pour la libération du pays, mais aussi une véritable révolution populaire, organisée et dirigée par le Parti communiste d'Albanie.

La Lutte antifasciste de libération nationale s'est poursuivie pendant plus de cinq ans et demi, depuis le jour où l'armée fasciste italienne perpétra son agression armée contre l'Albanie (7 avril 1939) jusqu'à l'expulsion totale de l'armée nazie allemande du sol albanais (29 novembre 1944). Durant cette période, le peuple albanais a triomphé dans sa lutte contre deux grandes puissances fascistes, l'Italie et l'Allemagne, qui envahirent successivement notre pays, ainsi que contre les organisations et les forces armées réactionnaires, instruments des occupants.

Bien qu'elle fût une épopée en soi, et qu'elle ait été livrée dans des conditions nationales et internationales tout à fait différentes de celles des autres luttes de libération, la Lutte de libération nationale n'est pas coupée des efforts multiséculaires de notre peuple pour sa liberté, son indépendance et le progrès. Elle constitue un maillon du processus historique révolutionnaire de libération nationale et sociale qui commença au dernier siècle avec la Renaissance nationale, et qui, ayant conduit à la proclamation de l'indépendance nationale en 1912, fut porté à un niveau supérieur, avec la Révolution de Juin 1924 et le mouvement démocratique et ouvrier des années '30, et enfin couronné par la victoire du 29 novembre 1944. La Lutte antifasciste de libération nationale était l'étape suprême et la plus décisive de ce processus. Elle se transforma en une révolution populaire d'une ampleur telle que l'histoire du pays n'en avait jamais connue. Cette révolution avait de profondes racines dans la lutte séculaire de notre peuple pour la liberté et la justice sociale et elle héritait du passé de brillantes traditions héroïques, patriotiques et révolutionnaires, une riche expérience historique.

En tant qu'étape suprême des mouvements révolutionnaires et populaires du pays, la révolution populaire différait des révolutions précédentes non seulement en ce qu'elle était accomplie dans de nouvelles conditions intérieures et extérieures, ou qu'elle était mieux organisée, plus consciente et plus massive, mais aussi en ce qu'elle était dotée d'une direction révolutionnaire, le Parti communiste d'Albanie, qui représentait la classe la plus avancée du pays et qui, dans les situations complexes créées par les événements et les phénomènes politiques et sociaux de la Seconde Guerre mondiale, se guidait sur la science marxiste-léniniste. Le Parti communiste d'Albanie dota la Lutte antifasciste de libération nationale d'un programme clair qui répondait aux intérêts des plus larges couches populaires, il mit en œuvre des formes et des méthodes d'organisation révolutionnaires qui assurèrent l'unité de pensée et d'action révolutionnaires du peuple insurgé et, par sa parole et son exemple, il inculqua aux masses une confiance inébranlable en leurs propres forces et en la victoire, confiance si indispensable à un petit peuple pour lutter contre des ennemis beaucoup plus nombreux et plus puissants, comme l'étaient les envahisseurs fascistes. A la différence, donc, de ce qui s'était produit dans les mouvements populaires antérieurs, la Lutte antifasciste de libération nationale connut d'importants processus politiques et sociaux qui en firent une révolution populaire, anti-impérialiste et profondément démocratique, dont la victoire marqua un tournant radical dans l'histoire du pays, et cela non seulement parce que la question nationale fut définitivement résolue, mais aussi parce que les rapports sociaux existants furent bouleversés et la voie ouverte au passage à une nouvelle étape supérieure, à la construction de la société socialiste.

La Lutte antifasciste de libération nationale se transforma en une révolution populaire anti-impérialiste démocratique. Les conditions objectives, sociales et politiques, elles-mêmes confèrent à cette Lutte un contenu anti-impérialiste démocratique. En Albanie existaient un régime fasciste d'oppression politique et économique et d'occupation, ainsi que des rapports sociaux féodalo-bourgeois, qui

constituaient la base sur laquelle s'appuyait l'envahisseur. Dans ces conditions, étaient apparues deux contradictions fondamentales : d'une part la contradiction entre le peuple et les occupants et d'autre part la contradiction entre les masses populaires et les principales classes et couches dominantes et exploiteuses, — féodaux, bayraktars, bourgeoisie réactionnaire. La solution de ces contradictions se posait comme une nécessité pour briser les obstacles qui entravaient le développement social, économique et culturel du pays.

Les conditions économiques, sociales et politiques objectives avaient depuis longtemps posé la question des tâches anti-impérialistes et démocratiques de la révolution à accomplir. Après la proclamation de l'indépendance et la création de l'Etat national albanais en 1912, l'Albanie n'acquiesça pas son indépendance complète. Elle demeura toujours un pays agraire semi-féodal, en un temps où l'Europe avait depuis longtemps éliminé le féodalisme et où la majorité des pays s'étaient engagés dans la phase supérieure du développement capitaliste.

Le premier effort, à l'échelle nationale, pour un renversement démocratique anti-impérialiste en Albanie fut la Révolution de Juin 1924. Cette révolution, qui fut réalisée sous la conduite de la bourgeoisie nationale, ne parvint pas à porter plus avant l'accomplissement des tâches nationales et sociales, car le régime démocratique-bourgeois qui accéda au pouvoir ne fit pas long feu, principalement à cause de l'intervention de la réaction internationale et en raison aussi de l'absence d'une direction et d'une organisation saines des forces démocratiques révolutionnaires. Sous le régime féodalo-bourgeois de Zogu, le pays loin d'acquiescer une plus grande indépendance, se transforma en une semi-colonie italienne.

Dans ces conditions, les classes dominantes, incapables de diriger la lutte contre le péril impérialiste, devinrent dans bien des cas des instruments et des véhicules de la pénétration impérialiste. Les féodaux, les bayraktars et la majeure partie de la grande bourgeoisie, qui ont toujours servi d'instruments aux asservisseurs étrangers, se firent aussi les instruments des envahisseurs fascistes. La bourgeoisie nationale de son côté était faible, instable et mal organisée.

La réalisation des tâches anti-impérialistes démocratiques fondamentales demeurait donc à l'ordre du jour.

Les groupes communistes s'employèrent à élaborer un programme dont l'objectif serait de réaliser ces tâches, mais ils n'y réussirent pas, car ils manquaient de la maturité et de la force nécessaires pour définir et mettre en œuvre une ligne politique révolutionnaire juste fondée sur des bases scientifiques. Les divers groupes faisaient souvent des appréciations erronées et contraires de la situation économique et sociale du pays et des tâches stratégiques qui en découlaient. Certains prétendaient que la classe ouvrière, la bourgeoisie, n'existaient pas dans le pays, que les conditions d'une révolution étaient par conséquent absentes, que les communistes devaient accomplir seulement «la révolution socialiste», que la paysannerie «n'était pas révolutionnaire», que le danger du fascisme menaçant le pays ne pouvait contraindre les communistes à rechercher la collaboration avec les nationalistes patriotes, etc. Ces vues suscitaient des divergences de principes, des conflits et la discorde entre les groupes, elles empêchaient l'élaboration d'un programme juste de lutte proprement dite contre le régime antipopulaire de Zogu et contre l'impérialisme et le fascisme. Des appréciations erronées de la situation et des conceptions peu judicieuses des tâches politiques du mouvement s'observaient également dans les attitudes des groupes communistes mêmes après l'occupation du pays et jusqu'à la veille de la fondation du Parti.

L'occupation italienne de l'Albanie créa des conditions qui posaient avec beaucoup d'acuité, d'urgence et d'insistance la nécessité de réaliser les tâches anti-impérialistes démocratiques. Surtout elle accentua et exacerba à l'extrême la contradiction extérieure entre le peuple albanais et l'impérialisme fasciste italien, qui se présentait maintenant non comme un ennemi menaçant l'indépendance nationale et l'Etat national albanais, mais comme un envahisseur qui avait réduit à néant l'indépendance et la souveraineté de l'Albanie.

La contradiction entre le peuple et l'impérialisme envahisseur italien surgit au premier plan. Il fallait donc avant tout liquider le régime politique économique et social de l'occupation, libérer le pays; c'était là une condition indispensable à remplir pour ouvrir la voie à la solution d'une autre contradiction, à la suppression des rapports féodalo-bourgeois.

Les féodaux, les bayraktars et la bourgeoisie réactionnaire, oui avaient laissé l'Albanie devenir une semi-colonie italienne, se firent, après l'invasion du pays, le soutien social du régime fasciste d'occupation, alors que les fascistes italiens appuyèrent les rapports féodalo-bourgeois et les classes exploiteuses. Cette imbrication ne devait pas pour autant toucher à l'ordre des tâches à remplir : «L'objectif essentiel, soulignait le camarade Enver Hoxha, c'est la lutte contre l'occupant et, dans le même temps, la lutte contre les traîtres».¹

La guerre antifasciste mondiale, dans le cadre de laquelle était menée la Lutte antifasciste du peuple albanais, influa également sur le choix des priorités dans la solution des contradictions fondamentales en Albanie. Avant même le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le fascisme était devenu le principal ennemi des peuples. Une fois la guerre éclatée, le monde entier était menacé d'un très grand danger, la servitude fasciste. L'Allemagne, l'Italie et le Japon envahirent la plupart des pays d'Europe, d'Afrique du Nord et une partie de l'Asie. L'Allemagne hitlérienne attaqua l'Union soviétique, le premier Etat socialiste. Dans ces circonstances, la tâche primordiale à laquelle notre peuple, tout comme les autres peuples du monde, était confronté consistait dans la lutte pour écraser le fascisme, le plus grand ennemi commun de l'humanité.

Conformément à ces conditions concrètes, intérieures et extérieures, les occupants fascistes étaient les ennemis principaux de notre peuple, et c'est précisément contre eux qu'il devait diriger le fer de lance de sa lutte. Les couches les plus larges du peuple avaient intérêt à combattre l'occupant, car le fascisme était le plus grand oppresseur non seulement de la liberté nationale, mais aussi des libertés démocratiques, le défenseur des forces des plus réactionnaires féodalo-bourgeoises et cléricalo-moyenâgeuses. Ces circonstances mêmes conféraient à la Lutte de libération nationale un caractère anti-impérialiste accentué et profondément démocratique.

C'est ce qu'explique aussi la composition de classe et sociale des forces motrices de la Lutte de libération nationale.

Les classes qui avaient le plus intérêt à la libération nationale et sociale du pays, étaient avant tout la classe ouvrière et la paysannerie, sur le dos desquelles pesait le plus lourd fardeau de l'oppression, de la misère, de l'exploitation et de la servitude fasciste. Aussi ces classes précisément devinrent-elles les principales forces motrices de la lutte et c'est elles qui lui donnaient le ton et la marquaient de leurs revendications portant sur le travail, le pain, la liberté et l'indépendance, la terre et la justice sociale. La libération nationale, qui constituait d'ailleurs la première tâche impérative, était le vœu et l'exigence non seulement de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais aussi de toutes les forces patriotiques et progressistes du pays. Le problème était donc de faire participer à la Lutte antifasciste de libération nationale «toutes les forces patriotiques et antifascistes² du pays, «sans distinction de religion, de région, de classe et de «courant politique»³. Ainsi, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie moyenne de la ville, les intellectuels patriotes des diverses couches, participèrent eux aussi à la lutte aux côtés de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et moyenne. La participation des jeunes et des femmes de notre pays y fut particulièrement importante.

Le fait que la Lutte de libération nationale était dirigée par le Parti communiste d'Albanie fut le facteur primordial qui raffermi son caractère de profonde révolution populaire, d'orientation générale anti-impérialiste et démocratique.

La victoire de la révolution, on le sait, ne dépend pas seulement de la situation révolutionnaire, créée par la crise générale consécutive à l'occupation ou par d'autres circonstances politiques et économiques. La victoire de la révolution nécessite également des conditions subjectives, l'élan et la conscience politique élevée des masses, une conduite et une organisation saines de celles-ci. Mais ces conditions ne se créent pas d'elles-mêmes. En Albanie c'est le PCA qui prépara les conditions subjectives de la révolution. Dans une situation profondément révolutionnaire, le Parti donna à la résistance antifasciste la cohésion, un programme clair, une organisation saine, un profond esprit révolutionnaire, un caractère de masse, une conscience élevée et une foi inébranlable en la victoire.

Adaptant son action à toutes ces conditions qui viennent d'être évoquées, le Parti sut élaborer les objectifs et les tâches stratégiques que cette lutte devait réaliser, il sut rattacher étroitement la question de libération nationale à celle de la libération sociale.

Le Parti, dès sa fondation, définit de façon claire et nette l'objectif stratégique de la lutte : «Combattre pour l'indépendance nationale du peuple albanais et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie libérée du fascisme». ⁴ Dans les appels qu'il adressait au peuple, cet objectif était exprimé dans le mot d'ordre suivant : «Lutte pour une Albanie libre, indépendante, démocratique et populaire».

En fixant cet objectif stratégique, le Parti visait à accomplir un renversement révolutionnaire radical dans la question nationale et dans le régime politique et social, il indiquait précisément la voie à suivre pour résoudre les contradictions fondamentales déjà évoquées.

«La question du pouvoir d'Etat, a indiqué Lénine, est la question la plus essentielle de toute révolution». ⁵ Aussi la Lutte antifasciste de libération nationale, en tant que révolution populaire, ne pouvait-elle pas ne pas poser le problème de la solution de cette question. Toutefois, dans les conditions concrètes où était menée notre lutte, cette question ne pouvait constituer l'unique question essentielle de la révolution, ni non plus être détachée de la question de libération nationale. C'est pourquoi l'objectif stratégique de la Lutte de libération nationale comportait et présentait comme étant toujours étroitement liées entre elles, à la fois les deux grandes tâches, la libération nationale et la création d'un gouvernement populaire démocratique.

Alors que la solution de la question nationale dont dépendait aussi la réalisation des autres tâches, se présentait comme un objectif primordial, et qu'il s'agissait de faire participer toutes les forces antifascistes du pays, sans distinction de classe et de conviction politique, à la lutte pour la mener à bien, la question du caractère de classe du régime politique ne pouvait être définie avec plus de précision. L'essentiel était que le gouvernement populaire démocratique et l'Albanie démocratique populaire représenteraient la négation de tout ancien gouvernement ou régime politique de l'époque de l'occupation ou d'avant l'occupation. Afin d'assurer l'union de tout le peuple en un front unique de libération nationale, sans exclure de cette lutte les couches du peuple ayant, tant soit peu, des inclinations ou des convictions monarchistes, le Parti jugea opportun de laisser le peuple libre de décider lui-même de la forme du régime après la libération.

En prenant la décision avisée et intangible de laisser au peuple le soin de définir la forme du régime après la libération (il s'agit de la forme du régime et non pas du type de pouvoir), d'une part on permettait à tout patriote et antifasciste, indépendamment de ses convictions politiques, de s'engager dans la lutte contre les occupants et les traîtres, et, d'autre part, on barrait la voie aux prétentions de Zogu et de ses tenants de proclamer, contrairement à la volonté du peuple, le régime monarchique zoguiste comme l'unique régime légal de l'Albanie.

L'objectif essentiel au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale était la victoire de la révolution dans le domaine politique. Mais cela ne veut pas dire que l'autre objectif, la réalisation de la tâche économique et sociale de la révolution, c'est-à-dire la liquidation de la base économique de l'ancien régime, eût été oubliée. La révolution politique n'est ni peut être un but en soi. La prise du pouvoir n'est que la première prémisses indispensable pour des transformations économiques et sociales dans la vie du pays.

Les profonds processus révolutionnaires qui se produisaient au cours de la Lutte de libération nationale, comme par exemple le fait que le PCA en avait assumé la conduite, la présence massive des ouvriers, des paysans pauvres et des autres couches opprimées dans le Front, les organes du pouvoir, les unités de partisans et de volontaires de l'Armée de libération nationale, et, d'autre part, la collaboration des classes exploiteuses avec les occupants, furent autant de facteurs qui permirent, entre autres, de prendre dans la cours même de la lutte, des mesures qui affectaient la base économique du capital étranger et des gros propriétaires terriens. Mais ces mesures furent toujours adoptées dans le cadre de la lutte contre les occupants et les traîtres. La II^e Conférence de libération nationale de Labinot décida la confiscation des biens des sociétés italiennes en Albanie (fabriques, mines, fermes agricoles, entrepôts de machines et de matériaux de construction, immeubles d'habitation, etc.), ainsi que la confiscation des biens des ennemis du peuple, dont la plupart étaient de gros propriétaires fonciers, des grands bayraktars et des notables. Les biens confisqués devenaient propriété du peuple et allaient grossir le fonds de libération nationale. Le Comité antifasciste, c'est-à-dire le gouvernement révolutionnaire provisoire issu du Congrès de Permet, donna l'ordre de laisser aux agriculteurs qui les

travaillaient les terres ayant appartenu aux traîtres ainsi que les récoltes, le bétail et l'équipement agricole. Les domaines de l'Etat également étaient laissés aux agriculteurs qui les travaillaient et qui, maintenant, en gardaient pour eux les produits et autres revenus. Le Comité antifasciste entreprit de procéder au recensement des terres, des superficies de terre cultivable, du bétail, du nombre de paysans dépourvus de terre ou n'en possédant que très peu et cela en tant que premier pas vers la mise en œuvre de la réforme agraire après la lutte.

Ces mesures attestent l'accentuation continue du caractère révolutionnaire de la Lutte antifasciste de libération nationale, qui, tout en ayant pour tâche principale la libération nationale, s'était également fixée comme un impératif de liquider la domination politique des féodaux et de la bourgeoisie et celle des occupants, tout en préparant de solides prémisses pour l'élimination de la base économique féodale et capitaliste et de celle du capital étranger.

Dans les circonstances politiques et sociales de la Lutte de libération nationale, quelque précis et clair qu'en fût l'objectif stratégique élaboré par le Parti, le sort de la révolution populaire devait dépendre également de l'ampleur et de la profondeur, des méthodes et des voies que les masses insurgées adopteraient pour la réalisation graduelle de cet objectif. Jugeant donc ainsi la voie à suivre pour atteindre l'objectif stratégique qu'était la conquête de l'indépendance nationale et l'instauration de la démocratie, le PCA lutta pour réaliser les trois tâches fondamentales qu'il définissait comme suit : l'union du peuple dans le Front de libération nationale; l'organisation de l'insurrection armée populaire générale et la création de l'Armée régulière de libération nationale; la liquidation de l'ancien pouvoir politique et la mise sur pied du nouveau pouvoir des conseils de libération nationale.

Le Parti considérait ces trois tâches comme trois parties constituantes de la révolution, organiquement liées entre elles, comme des tâches qu'il fallait réaliser simultanément et totalement dans le cours de la lutte. Il suffisait que l'une de ces tâches ne fût pas réalisée pour que l'objectif stratégique ne fût pas atteint, c'est-à-dire pour que la révolution fût défaite. «La révolution, dit le camarade Enver Hoxha, est l'œuvre des masses. Si celles-ci ne sont pas préparées, mobilisées et organisées, aucune révolution ne peut triompher».⁶ Il fallait un certain temps pour que les masses se persuadent elles-mêmes de la justesse de la ligne politique du Parti, de sa capacité de diriger la lutte, pour que le peuple s'unisse et s'organise et pour que la résistance se transforme en une lutte armée de libération.

Notre Parti communiste, dirigé par son Comité central et par le camarade Enver Hoxha, a le mérite éminent, que l'expérience vient d'ailleurs confirmer, d'avoir su mettre à profit avec maîtrise, sagesse et courage révolutionnaire les conditions concrètes objectives, les situations créées, les faiblesses des ennemis et les exigences et aspirations des larges masses populaires.

Ce n'est pas par hasard si dix mois après la fondation du Parti, se réunit, à son initiative, la Conférence de Peza, (septembre 1942), où le programme minimal du Parti devint en fait le programme de la Lutte de libération nationale. Cette conférence, définissant la réalisation des tâches susmentionnées comme une condition indispensable pour la réalisation de l'objectif stratégique de la Lutte de libération nationale, jeta dans le même temps les fondements politiques et organisationnels du Front de libération nationale, du pouvoir populaire, des conseils de libération nationale et de l'insurrection armée.

Le Parti considérait que la seule façon juste de réaliser toute tâche était de le faire par la voie révolutionnaire, sur la base d'une lutte intransigeante contre l'ennemi principal, les occupants et leurs instruments dans le pays, sans fléchir devant les difficultés et les obstacles dont est fatalement hérissée la voie de la révolution.

Le Parti insistait pour que l'union du peuple au sein du Front de libération nationale se réalisât dans la lutte et uniquement dans la lutte contre les occupants et les traîtres et sur la base de la plate-forme antifasciste révolutionnaire approuvée par la Conférence de Peza. Les négociations avec des représentants de tel ou tel courant de nationalistes n'étaient pas à exclure, mais leur seul objectif serait de trouver des points communs en vue de réaliser l'union, toujours sur la base de la lutte et de la plate-forme du Front de libération nationale, c'est-à-dire de la ligne révolutionnaire du Parti.

Grâce à une lutte et à une action révolutionnaires résolues on vit se créer une union d'acier des forces antifascistes démocratiques dans le Front de libération nationale, autour du Parti communiste. Le Parti maintint toujours inchangée son attitude stratégique pour l'union du peuple dans la lutte, sans

distinction de classes et de convictions politiques, considérant toujours l'occupant comme l'ennemi principal et dirigeant son fer de lance contre lui, en combattant le «Balli», le «Legaliteti» et les autres courants réactionnaires en tant qu'instruments des occupants fascistes et pas comme classes exploiteuses. On ne devait sortir de ce cadre, si l'en ne voulait pas voir compromises la lutte et la victoire des forces révolutionnaires unies autour du Parti communiste.

La réalisation de ces tâches de la révolution populaire par une voie foncièrement révolutionnaire, permettait d'approfondir constamment la différenciation de classe des forces politiques et sociales intérieures. A l'automne de 1943, cette différenciation atteignit son comble. Deux groupes, ennemis mortels et inconciliables, se dressaient l'un contre l'autre.

Dans le groupe des forces révolutionnaires, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les autres couches opprimées de la ville et de la campagne étaient les forces dominantes. Dans le groupe adverse dominaient les propriétaires terriens, les gros commerçants, les bayraktars, les paysans riches qui «s'unirent entièrement à l'ennemi envahisseur contre le peuple»⁷, pour défendre le régime féodal-bourgeois existant et conserver leurs richesses, leurs privilèges et leur pouvoir politique, qui étaient menacés par le victorieux achèvement de la Lutte de libération nationale.

L'union du peuple dans le Front de libération nationale se montra invulnérable face aux puissantes attaques de l'ennemi. Elle ne cessa de s'élargir, accueillant en son sein des gens fourvoyés, qui, voyant la marche triomphante de la Lutte de libération nationale, prenaient conscience de la faute qu'ils avaient commise, abandonnaient la voie de la trahison et ralliaient les forces antifascistes révolutionnaires.

L'approfondissement continu du caractère révolutionnaire de la Lutte de libération nationale et l'union des masses populaires dans le Front ne modifièrent pas la large base des forces politiques et sociales qui participaient à cette révolution.

Il convient de souligner que le Parti communiste, ayant en vue les conditions de notre pays, consacra une attention particulière à la paysannerie et jeta ainsi, dans la cours même de la Lutte, les fondements de l'alliance de cette classe avec la classe ouvrière. La paysannerie devint la plus large base du Front de libération nationale, la principale force de frappe de l'insurrection générale armée, le plus puissant soutien du pouvoir démocratique populaire né dans la lutte. Dans le flot du mouvement révolutionnaire antifasciste, elle se lia par des fils d'acier au Parti communiste, et à travers lui, à la classe ouvrière; elle lutta avec résolution pour appliquer la ligne politique révolutionnaire du Parti communiste, assumant ainsi la plus lourde charge de la lutte.

Et ce ne fut pas là un effet du hasard. La paysannerie, qui constituait la majorité écrasante de la population, conservait en son sein de profondes traditions patriotiques et une puissante énergie révolutionnaire. C'est seulement dans le programme du Parti communiste qu'elle vit et sentit la certitude que ses ardentes aspirations à la liberté, à la terre et au progrès seraient réalisées. C'est pour cela qu'elle se battit avec tant de détermination pour appliquer le programme du Parti au cours de la lutte de libération nationale, c'est pour cela qu'elle continua même après la guerre à avancer fermement dans la voie du Parti et qu'elle devint un appui sûr et un ardent défenseur de la dictature du prolétariat.

Il importe d'indiquer que, malgré la large base de forces sociales et politiques sur laquelle s'appuyait la Lutte antifasciste de libération nationale et malgré le rôle décisif joué dans cette Lutte par la paysannerie, qui en était la force principale, le Parti maintint, inentamé le rôle prépondérant de la classe ouvrière dans cette Lutte.

L'union du peuple et sa lutte armée créèrent la base et les possibilités indispensables à la naissance et à la croissance du pouvoir des conseils de libération nationale.

A propos de la question du pouvoir, le camarade Enver Hoxha soulignait, qu'il ne doit pas y avoir «d'équivoque possible: seul le pouvoir des conseils de libération nationale doit exister et aucun autre; sur cette question il ne saurait y avoir ni compromis, ni dualité»⁸. On sait bien avec combien de force furent dénoncés l'accord de triste mémoire de Mukje et les autres déviations par rapport à cette attitude révolutionnaire résolue. La proclamation par la II^e Conférence de libération nationale de Labinot, en septembre 1943, des conseils comme «l'unique pouvoir du peuple en Albanie» était le résultat logique de la ligne fixée par le Parti sur la question du pouvoir.

Dans le cours même de l'affrontement avec l'ennemi, le pouvoir des conseils de libération nationale se renforça et acquit une riche expérience de gouvernement en tant qu'unique pouvoir d'Etat du peuple en Albanie. Ce progrès rapide dans la question du pouvoir d'Etat et la marche victorieuse à tous égards de la lutte antifasciste révolutionnaire, rendirent nécessaire la convocation du Congrès de Përmet, qui fut tenu en mai 1944. Le Congrès fonda, selon la volonté du peuple, l'Etat nouveau de démocratie populaire, il créa le Conseil Antifasciste de libération nationale, en tant que première assemblée populaire, unique représentant de la souveraineté du peuple et de l'Etat albanais, et le Comité antifasciste en tant que gouvernement provisoire, qui, à la Seconde Réunion du Conseil antifasciste de libération nationale de Berat, en octobre 1944, se constitua en Gouvernement démocratique d'Albanie.

Ainsi l'ancien pouvoir fasciste et féodalo-bourgeois fut liquidé dans le courant de la lutte et avant même sors achèvement, et à sa place fut érigé le pouvoir nouveau démocratique des conseils de libération nationale; puis, lorsque furent créées les conditions requises, fut formé le gouvernement démocratique et mis sur pied, selon la volonté du peuple, le nouvel Etat albanais de démocratie populaire.

La lutte du peuple albanais insurgé pour la libération du pays, pour la liquidation de l'ancien régime politique et la mise sur pied du nouveau pouvoir, conduisit à la création d'une force populaire armée et organisée militairement, depuis les premières sections de guérillas et les détachements de partisans volontaires jusqu'à l'Armée régulière de libération nationale.

Le trait fondamental de cette armée, ce trait qui en fit une armée nouvelle de la révolution populaire, résidait dans le fait que sa direction politique et militaire était assurée par le Parti communiste d'Albanie. Le Parti cultiva chez les combattants de l'Armée de libération nationale, qui comprenait une grande part des ouvriers, des jeunes des plus révolutionnaires des villes, et un très grand nombre de paysans, surtout des paysans pauvres, l'esprit de combat, les sentiments révolutionnaires, les vertus de la morale prolétarienne et les meilleures traditions nationales, il assura leur prise de conscience afin qu'ils se mettent entièrement et uniquement au service des intérêts du peuple et de la Patrie. Créée sur ces bases, l'Armée de libération nationale aidait la population des zones libérées à édifier et à défendre le nouveau pouvoir politique, elle contribuait, de concert avec le pouvoir et le peuple, à résoudre les problèmes de caractère économique, social et culturel. Ces nouveaux traits de l'armée du peuple insurgé constituaient la garantie la plus saine de sa fidélité indéfectible à la révolution et à ses objectifs, fixés par le Parti.

Cette armée, de plus de 70 000 combattants, qui s'appuyait puissamment sur le peuple, qui était dirigée par le PCA et l'état-major général avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, s'acquitta avec succès de sa mission historique. Elle chassa du sol albanais les forces d'occupation, elle liquida l'ancien régime politique ainsi que les organisations et les forces réactionnaires qui s'étaient ralliées à l'envahisseur, et elle devint le sûr défenseur du nouveau pouvoir en cours d'érection.

D'une phase à l'autre, à travers des épreuves et des dangers sans nombre, comme la terreur dans les villes, les opérations militaires d'envergure menées sans discontinuité par d'importantes forces allemandes et quislings, les efforts brutaux des Anglo-Américains pour intervenir et sauver de la mort les forces réactionnaires zoguistes et ballistes et le régime féodalo-bourgeois, ainsi qu'à travers nombre d'autres difficultés politiques, économiques et militaires, la révolution populaire ne cessa de se tremper et de s'approfondir. L'union du peuple dans le Front de libération nationale, le pouvoir des conseils de libération nationale et l'Armée de libération nationale, sous la direction avisée et courageuse du PCA, se montrèrent invulnérables et parfaitement capables de remporter la victoire finale sur les ennemis extérieurs et intérieurs.

Comment le PCA parvint-il à devenir l'unique dirigeant du peuple insurgé dans la Lutte de libération nationale ?

Devenir le dirigeant des masses populaires, c'est là le vœu ardent de tout parti de la classe ouvrière, du fait même que la direction de la révolution par un parti de la classe ouvrière, qui y garantit le rôle prépondérant de la classe ouvrière, est un impératif pour en assurer le triomphe. Mais il n'est pas dit que tout parti ouvrier parvient à atteindre cet objectif.

Si notre Parti s'est assuré le rôle dirigeant dans la lutte, cela a tenu à des facteurs à la fois objectifs et subjectifs.

Un facteur important qui aida le PCA à devenir une force dirigeante et à atteindre relativement vite son objectif fut entre autres la situation révolutionnaire en Albanie. L'absence d'autres partis politiques dans le pays peut être considérée comme une circonstance favorable. La bourgeoisie albanaise, faible et incapable, ne put créer un parti politique à elle qui jouât un rôle important, et encore moins dirigeant, dans la lutte contre le fascisme. Mais ni la crise générale du fascisme, ni la situation révolutionnaire dans le pays, ni d'autres circonstances ne pouvaient faire automatiquement du PCA le dirigeant de la Lutte antifasciste.

Si le Parti assumait la direction de la Lutte, ce fut grâce à sa juste ligne politique marxiste-léniniste et à sa capacité de la mettre en œuvre, en se fondant sur la théorie marxiste-léniniste, sur les conditions objectives, sur la situation révolutionnaire, et sur sa propre expérience révolutionnaire ainsi que sur celle des masses populaires.

Le Parti, comme le dit le camarade Enver Hoxha, «fixa au peuple insurgé un clair programme d'action et lui indiqua l'unique voie juste pour l'appliquer».⁹ Ce programme répondait au mieux à l'aspiration générale des masses à la libération de la Patrie, aux désirs ardents des petites gens citadins et paysans de s'assurer la liberté, le pain, la terre, la démocratie et le progrès, aux intérêts du peuple et de la révolution à l'échelle nationale et internationale.

Mais l'élaboration d'une juste ligne n'est qu'un aspect du travail. Quelque juste que soit la ligne politique d'un parti de la classe ouvrière, elle demeure vide de sens, si le Parti ne fait pas preuve de détermination et de capacité pour la mettre en œuvre.

Le PCA fut créé en tant que parti d'action, pour défendre les intérêts du peuple et de la Patrie par la lutte. Ce ne fut pas une fraction détachée d'un parti social-démocrate. Le mouvement ouvrier albanais n'a quasiment connu aucune tradition sociale-démocrate. Le PCA fut créé, dès le début, comme un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, un parti de type nouveau, fondé sur des bases idéologiques et organisationnelles marxistes-léninistes, dépouillé des mentalités et des méthodes du parlementarisme et de l'activité légale. Il naquit dans les conditions d'une profonde clandestinité et de la terreur fasciste. «Le rôle du Parti dans cette lutte, soulignait le camarade Enver Hoxha, doit être un rôle d'animateur, de dirigeant, et ce rôle, il ne doit pas le remplir avec des paroles ou par des décrets, mais par un travail concret, en pénétrant dans les masses, dans leur vie quotidienne».¹⁰

Ce furent justement l'action révolutionnaire du Parti, le courage, l'esprit de justice, l'honnêteté, l'exemple de combattant d'avant-garde des communistes qui amenèrent les masses à se persuader, par leur propre expérience, de la justesse de la ligne politique du Parti, à embrasser cette ligne et à reconnaître le Parti comme leur unique dirigeant légitime.

Mais comment un Parti nouveau, petit et sans grande expérience révolutionnaire, parvint-il à élaborer une ligne si juste et à l'appliquer avec tant de détermination ?

Avant tout il se fonda puissamment sur l'idéologie de la classe ouvrière et sur l'expérience révolutionnaire de son peuple, il resta fidèle aux principes du marxisme-léninisme et les mit en œuvre de façon créatrice.

Son organisation prolétarienne, l'application révolutionnaire, rigoureuse et inébranlable des normes prolétariennes léninistes dans sa structure et sa vie intérieure, et surtout l'unité d'acier de ses rangs tant dans l'élaboration que dans la mise en œuvre de sa ligne politique révolutionnaire, jouèrent un rôle important dans ce sens. Le Parti se vit contraint de combattre entre deux feux, à la fois contre les ennemis extérieurs et contre les ennemis intérieurs dans son sein, à la fois contre les manifestations de sectarisme et d'opportunisme.

Cette lutte résolue, de principes et générale du Parti fit que les membres du Parti, indépendamment de leur origine sociale, principalement paysanne et petite-bourgeoise (et cela du fait même des conditions sociales objectives du pays), s'aguerrirent, se pétrirent de la conscience prolétarienne, œuvrèrent et combattirent en vrais prolétaires d'avant-garde, très étroitement liés aux masses populaires, et devinrent les ardents défenseurs de leurs intérêts.

Ce sont là certaines des circonstances et des traits qui firent de notre Parti numériquement fort petit (il ne comptait à sa création que 200 membres et 2 800 à la fin de la Lutte), une force aussi considérable et aussi capable d'organiser et de diriger tout un peuple dans la lutte contre des ennemis féroces et puissants et de remporter dans l'espace de trois ans des victoires d'une importance aussi décisive et vitale.

La ligne révolutionnaire suivie par le Parti communiste d'Albanie envers la grande coalition antifasciste mondiale joua un rôle important dans la transformation de la Lutte antifasciste de libération nationale en une révolution populaire.

La lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais était un élément directement constitutif de la grande Guerre antifasciste mondiale. En tant que telle, son destin était lié à la destruction du fascisme à l'échelle mondiale, qui était l'ennemi commun de tous les peuples. C'est dans cette optique que le PCA définit son attitude stratégique et tactique à l'égard de la Guerre antifasciste mondiale et des participants à cette lutte.

A peine le Parti communiste et le Front de libération nationale furent-ils créés, qu'ils lancèrent un appel «pour rattacher le plus étroitement possible notre Lutte de libération nationale à la guerre juste de l'Union soviétique, de l'Angleterre et des Etats-Unis, ainsi qu'à la lutte de tous les peuples opprimés sous la botte du fascisme»¹¹, mais surtout «à la guerre héroïque de l'Union soviétique qui se tient à la pointe de la lutte de libération contre le fascisme»¹².

Auparavant déjà, les communistes, les démocrates et les patriotes albanais, en luttant contre le danger qui menaçait l'Albanie, avaient manifesté leur solidarité avec les peuples attaqués par les fascistes: avec le peuple chinois, lorsque le Japon attaqua la Chine, avec le peuple éthiopien, lorsque l'Italie occupa l'Abyssinie, avec les peuples autrichien et tchécoslovaque, lorsque l'Allemagne envahit leurs pays. Les forces éprises de progrès et de liberté de notre pays condamnèrent la trahison des «démocraties occidentales» contre les peuples, trahison qui atteignit son paroxysme avec les honteux Accords de Munich. Les révolutionnaires et les patriotes albanais manifestèrent en particulier leurs sentiments antifascistes, lors de la lutte pour la défense de la révolution et de la république espagnoles, attaquées à la fois par l'Italie, l'Allemagne et les fascistes du pays. Des dizaines de volontaires albanais, dont un bon nombre firent don de leur vie dans la lutte contre le fascisme, combattirent côte à côte avec le peuple espagnol et les antifascistes internationaux.

Après avoir occupé notre pays, l'Italie fasciste s'efforça par tous les moyens d'entraîner notre pays derrière elle contre les Etats avec lesquels elle était elle-même en guerre. Mais notre peuple ne pactisa jamais avec les occupants. Au contraire, il se dressa avec encore plus de force contre eux et il rattacha toujours plus sa lutte de libération à celle des peuples asservis. Il réagit avec une vigueur particulière lorsque les troupes italiennes, utilisant le territoire albanais occupé, perpétrèrent leur agression contre le peuple grec. Il fit de même par la suite, lorsque les armées allemande et italienne attaquèrent la Yougoslavie. Notre peuple épris de liberté fit échouer le plan des asservisseurs italiens qui cherchaient à convertir l'Albanie en un pont tranquille et sûr pour la conquête d'autres pays des Balkans. L'Albanie se mua en une terre ardente qui brûlait sous les pieds des agresseurs italiens.

La lâche attaque allemande contre l'Union soviétique non seulement fut accueillie en Albanie avec un sentiment de révolte, mais elle donna une nouvelle impulsion à la lutte de libération du peuple, qui, comme le dit la camarade Enver Hoxha, «sentit que le sang qu'il versait ne le serait pas en vain».¹³

Le Parti communiste et le Front de libération nationale, jugeant très justement la coalition antifasciste des peuples et l'alliance de l'Union soviétique avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme une nécessité historique dictée par les circonstances pour sauver l'humanité de la servitude fasciste, œuvrèrent de toutes leurs forces, pendant la guerre, pour renforcer les liens entre notre lutte antifasciste et la guerre antifasciste mondiale et firent du peuple albanais insurgé l'un des participants les plus actifs de la coalition et de la Guerre antifasciste mondiale.

L'Albanie insurgée, proportionnellement à sa population et à son territoire très restreints, apporta une précieuse contribution à la victoire commune sur le fascisme, en engageant dans la lutte 15 divisions italiennes et allemandes et éprouvant durement l'ennemi. Elle ne permit pas que les occupants italiens et allemands envoient, ne fût ce qu'une petite unité de mercenaires albanais, se battre sur le front

soviétique ou ailleurs, hors du pays. En revanche, elle envoya plusieurs milliers de combattants de son Armée de libération nationale aider le vaillant peuple yougoslave, ainsi que ses frères de Kosove, de Macédoine et du Monténégro dans la lutte héroïque qu'ils menaient conjointement contre les nazis allemands.

Vingt-huit mille martyrs albanais firent don de leur vie pour la libération de la Patrie et la cause commune de la lutte contre le fascisme. Le rôle actif du peuple albanais dans la grande Guerre antifasciste est désormais universellement reconnu.

Certes, la contribution apportée par notre peuple à la guerre antifasciste mondiale comme membre de la coalition, n'est que l'un des aspects de la liaison existant entre notre Lutte de libération nationale et la Lutte antifasciste mondiale. L'autre aspect, c'est la grande aide que constituait, pour notre peuple insurgé, la lutte commune des grands Alliés et des peuples asservis contre le fascisme. Cette lutte constituait pour le peuple insurgé albanais, au même titre que pour tous les autres peuples asservis, un puissant soutien, en ce qu'elle hâtait la mort certaine du fascisme et ouvrait des perspectives à la libération définitive de ces peuples et du nôtre.

La grande Guerre patriotique du peuple soviétique et de l'Armée rouge dirigée par Staline joua particulièrement un rôle décisif dans la liquidation du fascisme.

Même si l'Armée rouge ne pénétra pas en Albanie, sa lutte contre l'Allemagne hitlérienne constitue un facteur extérieur décisif de la victoire historique du peuple albanais, en ce sens qu'elle créa des conditions favorables permettant à notre peuple de mener une lutte si héroïque et révolutionnaire et d'assurer, à travers ce combat, la libération complète de son pays et l'instauration du pouvoir populaire.

Mais ce serait une odieuse déformation de la vérité que d'affirmer que la guerre des grands Alliés en général ou de l'Union soviétique en particulier constitue l'unique facteur décisif de libération de l'Albanie et encore moins de la victoire de notre révolution populaire, comme le déclarent et l'écrivent dans l'Union soviétique social-impérialiste actuelle et ailleurs, des politiciens, des militaires et autres, qui ont trahi le marxisme-léninisme et la lutte antifasciste commune, pour laquelle des millions d'hommes ont donné leur vie.

Le sort de notre Lutte antifasciste, bien qu'elle se rattachât à la liquidation du fascisme à l'échelle mondiale, se décidait ici, en Albanie. Ce n'est pas la première fois que nous le disons. Le PTA et le Conseil général de Libération nationale appelant le peuple à s'unir et à se dresser dans la lutte contre les occupants et les traîtres, indiquait: «notre avenir dépend de la lutte», «le sort de notre pays dépend de la lutte que nous menons et plus cette lutte contre l'envahisseur devient âpre, plus proche sera le jour de libération».¹⁴

Le principe de l'appui sur ses propres forces, qui avait trouvé sa pleine expression dans le mot d'ordre «La liberté se conquiert par la lutte et le sang versé, elle ne se reçoit pas en cadeau», caractérisait toute la politique et l'action du PCA, du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale, toute la lutte insurrectionnelle populaire. C'est précisément l'application conséquente et ferme de ce principe qui permit à l'Albanie de se libérer et de remporter une victoire révolutionnaire aussi profonde par ses propres moyens, sans que la venue de l'Armée rouge ou de quelque autre armée amie ne devînt nécessaire.

L'application du principe de l'appui sur ses propres forces revêtait une importance vitale non seulement pour la libération du pays des occupants, mais aussi et avant tout pour le destin de la révolution populaire, pour l'avenir de l'Albanie, en tant que pays totalement indépendant et souverain, pour la liquidation du régime féodal-bourgeois d'oppression et l'édification d'un nouveau régime démocratique.

Mais les milieux impérialistes anglais et américains ne voulaient pas comprendre que «les temps anciens étaient révolus à jamais, que l'histoire ne se répéterait plus comme ils le souhaitaient et que l'Albanie ne deviendrait plus une monnaie d'échange...»¹⁵. Les grandes puissances impérialistes se sont toujours efforcées, dans notre cas sans succès, d'utiliser les petits pays comme des instruments au service de leurs seuls intérêts rapaces. C'est cette logique qui empreint toute leur politique et leurs menées à rencontre de l'Albanie durant la Seconde Guerre mondiale et après le conflit. Lorsqu'on lit les documents des Anglo-Américains du temps de guerre à propos de l'Albanie on n'y trouve que leurs

efforts continus pour établir leur contrôle complet sur la Lutte de libération nationale et sur toute la vie politique, sociale et économique du pays, pour empêcher que cette lutte ne s'oriente vers la «gauche» et que le Parti communiste n'en prenne la tête, en tant que guide du peuple insurgé. Leur principal souci était de porter à la direction du pays les féodaux, les bayraktars et la bourgeoisie réactionnaire, avec leurs organisations représentatives le «Legaliteti», et le «Balli Kombëtar», de sauver ces organisations (en dépit de leur étroite collaboration avec l'ennemi fasciste) du démantèlement et de la mort, de faire en sorte que l'Albanie n'entre pas dans «la zone d'influence soviétique», mais dans la «zone d'influence britannique». Les Anglo-Américains s'imaginaient que les Albanais ne pouvaient se passer de l'aide des Alliés, et que «après la guerre l'Albanie ne sera pas en mesure de se maintenir toute seule sur pied. Elle sera nécessairement contrainte d'accepter la tutelle britannique ou américaine».¹⁶

Voilà pourquoi les rapports du Conseil général et de l'Etat-major général avec les missions militaires et le commandement anglo-américains en Méditerranée furent tendus et très pénibles. Le Parti communiste, le Conseil général du Front et l'Etat-major général n'acceptaient ni les ordres, ni le contrôle, ni la stratégie du dehors, ils s'en tenaient aux ordres, à la politique et à la stratégie qu'ils avaient élaborées eux-mêmes. Ils ne permettaient aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Lutte de libération nationale, ils ne se laissèrent ébranler ni par le manque d'approvisionnement ni par le refus des Anglo-Américains de reconnaître le Gouvernement démocratique albanais et ils n'interrompirent à aucun moment leur lutte et leur action révolutionnaires pour la libération complète du pays, pour l'instauration et le renforcement du pouvoir populaire. Ils considérèrent la venue de troupes anglo-américaines en Albanie comme tout à fait inutile et ne la permirent même en aucune façon. Le camarade Enver Hoxha et l'Etat-major général de notre Armée rejetèrent la demande des Anglo-Américains de débarquer des forces à eux soi-disant pour nous aider dans la lutte contre les Allemands, car ils connaissaient fort bien leurs desseins impérialistes et étaient convaincus que l'Armée de libération nationale et le peuple albanais épris de liberté étaient parfaitement en mesure de libérer eux-mêmes leur pays.

Tout cela illustre que l'appui sur ses propres forces assure le triomphe de la révolution. Mais il n'en découle pas pour autant qu'il faille négliger le soutien que peuvent apporter les forces révolutionnaires du dehors. Nier et sous-estimer le soutien des forces révolutionnaires extérieures est très préjudiciable à la révolution. Par ailleurs, surestimer l'aide extérieure et appliquer de façon incomplète et peu résolue le principe de l'appui sur ses propres forces, conduit fatalement la lutte libératrice et la révolution à la catastrophe, comme cela s'est produit dans nombre de pays.

De tout ce qui vient d'être dit, il ressort que la Lutte antifasciste de libération nationale albanaise, en tant que révolution populaire, revêt un sens plus profond que celui de la révolution démocratique populaire en général et diffère par le contenu comme par les résultats de beaucoup d'autres révolutions démocratiques anti-impérialistes.

Notre révolution populaire n'a pas seulement entraîné l'immense majorité de la population et principalement les petites gens, elle a aussi été accomplie, en menant à bon terme des tâches anti-impérialistes démocratiques, sans jamais dépasser le cadre de la libération nationale, sous l'unique direction du Parti communiste, c'est-à-dire de la classe ouvrière, selon des méthodes et par des moyens profondément révolutionnaires, elle a conçu et fait croître en son sein la révolution socialiste, elle a conduit à la conquête complète de l'indépendance nationale, à l'instauration du pouvoir populaire, de la dictature du prolétariat, elle a détaché l'Albanie du système capitaliste mondial et l'a engagée dans la voie du développement socialiste. En tant que telle, elle est devenue partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est justement à cause de cette signification et de ce contenu de notre révolution populaire que le terme de «populaire» a été conservé chez nous même après la Libération ; notre Etat de dictature du prolétariat a été appelé «République populaire d'Albanie», et notre pouvoir prolétarien est généralement qualifié de «pouvoir populaire». Dans un cas comme dans l'autre le terme «populaire» sous-entend que le caractère prolétarien, socialiste du pouvoir et de l'Etat s'appuie largement sur les masses populaires, sur la classe ouvrière, sur la paysannerie travailleuse et l'intelligentsia socialiste, et cela sous la direction du parti de la classe ouvrière.

En menant à bon terme les tâches stratégiques anti-impérialistes, démocratiques, la Lutte antifasciste de libération nationale a préparé toutes les conditions favorables au développement ininterrompu de la révolution, à la sauvegarde et à la consolidation continue de la victoire remportée dans cette lutte, et au passage de cette révolution à l'étape socialiste.

A la différence de ce qui s'était produit auparavant avec les mouvements de libération nationale et démocratiques, en 1912, 1920 et en 1924, où les masses populaires de notre pays, malgré leur lutte et leur sang versé, furent obligées, une fois la victoire remportée, d'abandonner leurs armes et de laisser le pouvoir entre les mains des classes dominantes, exploiteuses; à la différence aussi de ce qui se produisit dans nombre de pays européens, en Albanie après la victoire sur le fascisme, le peuple insurgé, dirigé par le Parti communiste, garda cette fois les armes pour s'assurer non seulement la libération nationale, mais aussi la libération sociale. Avant la fin de la Lutte même, dès le mois de mai 1944, le Plénum du Comité central recommandait : «Nous devons détremper beaucoup de camarades qui croient que, une fois les Allemands partis, nos tâches seront terminées et qu'il ne nous restera qu'à déposer les armes et à rentrer chez nous. Il faut faire clairement comprendre aux camarades et à l'armée que nous ne déposerons jamais les armes, tant que notre pays et le peuple albanais n'auront pas conquis leurs pleines libertés.»¹⁷

L'Etat de démocratie populaire, issu de la Lutte anti-fasciste de libération nationale, fut proclamé au lendemain de la libération, République populaire par l'Assemblée constituante, interprète de la volonté du peuple. C'était un Etat de dictature du prolétariat.

L'Albanie, jadis le pays le plus arriéré d'Europe sur les plans social, économique et culturel, réussit à instaurer le régime politique économique et social le plus avancé, le socialisme, qui est l'avenir inéluctable de toute la société humaine. A partir de là, l'économie et la culture, la base matérielle et technique et le mieux-être de la population ont connu un essor sans précédent.

Le PTA n'a jamais considéré que la révolution se gagne une fois pour toutes. La poursuite résolue de la lutte pour gravir tous les échelons supérieurs de la révolution, remporter des victoires dans tous ses domaines et défendre ces acquisitions, est plus déterminante que de toute bataille partielle, pour remporter la victoire sur tel ou tel front, dans telle ou telle phase de la révolution.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 443.
2. Résolution de la Réunion des Groupes communistes, *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 26.
3. Résolution de la Conférence de Peza, dans *Documents des organes supérieurs du pouvoir de libération nationale révolutionnaire*, éd. alb., Tirana, 1962, p. 12.
4. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 26.
5. V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 25, p. 432.
6. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA*, éd. alb., Tirana, 1972, p. 235.
7. Enver Hoxha, *Rapport au IV^e Congrès du Front démocratique d'Albanie, Rapports et discours 1967-1968*, éd. alb., p. 165.
8. Enver Hoxha, Lettre envoyée à tous les comités régionaux du Parti ; 1^{er} octobre 1943, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 427.
9. Enver Hoxha. Discours prononcé à l'occasion du 25^e anniversaire de la libération du pays, *Rapports et discours 1969-1970*, éd. alb., p. 82.
10. Enver Hoxha, *Rapport à la réunion du CC du PCA*, février 1943, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 230.
11. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. I, p. 85.
12. *Ibid.*, p. 31.
13. Enver Hoxha, *Discours prononcé à la réunion de la Présidence du Conseil général de libération nationale*, 15 avril 1944, *ACP*.
14. Appel du CC du PCA. avril 1943, *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. I, p. 149.
15. Enver Hoxha, *Discours prononcé à Permet à l'occasion du 20^e anniversaire du Congrès de Permet, Zëri i popullit*, 27 mai 1964.
16. Document secret du Foreign Office, nr. R 1753/39/90, juin 1943. Public Record Office.
17. Enver Hoxha, Rapport au 1^{er} Plénum du CC du PCA mai 1944, *Œuvres*, éd. alb., t. 2., p. 204.

Luan Omari

LA QUESTION DU POUVOIR PENDANT LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS

L'Etat socialiste albanais tire ses origines de la Lutte antifasciste de libération nationale, car les conditions dans lesquelles vit le jour et se développa le Mouvement de libération nationale dans notre pays, la composition de ses forces motrices, le rôle dirigeant du Parti communiste d'Albanie et les rapports de classe établis dans notre pays à cette époque-là, étaient autant de facteurs qui mirent à l'ordre du jour, parallèlement à la question de la libération nationale, celle de la mise sur pied d'un pouvoir nouveau essentiellement différent du pouvoir antérieur.

La fondation du Parti communiste d'Albanie, en novembre 1941, créa les prémisses qui allaient permettre à la classe ouvrière d'assumer la direction de la lutte de libération nationale, car désormais seule la classe ouvrière quelque réduite qu'elle fût avait son parti politique organisé et militant qui s'appuyait sur la riche expérience du mouvement révolutionnaire international.

Le rapide développement révolutionnaire de la situation en Albanie ne peut être compris que si l'on tient compte de la profonde différenciation de classe qui s'opéra au sujet de la Lutte antifasciste de libération nationale. Alors que la petite et moyenne bourgeoisie et surtout la paysannerie ainsi que les intellectuels patriotes, qui souhaitaient voir libérer le pays et accomplir une révolution anti-impérialiste et antiféodale se rangèrent sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti dans le front de libération nationale, les principales classes exploiteuses, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire, qui avaient gouverné jusqu'alors l'Etat albanais indépendant, se mirent en général au service de l'Italie fasciste afin de garder intacts leurs privilèges, aidant de cette manière à la création et au renforcement de l'administration d'occupation.

Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaires ayant trahi les intérêts du pays, le Mouvement de libération nationale tourna contre eux aussi le fer de lance de sa lutte, car ils étaient devenus un appui social et des collaborateurs de l'ennemi. Cette lutte menée sous la conduite de la classe ouvrière et de son Parti et qui était dirigée tant contre l'occupant fasciste que contre ses collaborateurs dans le pays, les principales classes exploiteuses, ne pouvait pas être seulement une lutte de libération nationale; son objectif était en même temps la libération sociale, le renversement de l'ancien système féodal-bourgeois, l'instauration d'un nouveau régime et la mise sur pied d'un pouvoir nouveau, démocratique et populaire, issu de la lutte de libération nationale.

Le Parti communiste d'Albanie a eu, depuis sa fondation, le grand mérite historique de ne jamais détacher la question de la libération nationale de celle de la prise du pouvoir par les masses laborieuses, les considérant toutes deux toujours comme des tâches d'un seul et même objectif stratégique. D'autre part, l'expérience historique montrait le bien-fondé de cette attitude. Ainsi, les événements de 1924, au cours desquels on vit triompher la contre-révolution avec à sa tête Ahmet Zogu, aidé par le gouvernement yougoslave, et surtout ceux du 7 avril 1939, avaient clairement démontré que l'indépendance nationale ne pouvait être séparée de l'instauration d'un pouvoir véritablement démocratique qui s'appuierait puissamment sur les masses du peuple et réaliserait leurs aspirations. Non seulement l'ancien pouvoir des classes exploiteuses s'était montré complètement incapable d'assurer le moindre progrès social ainsi que l'indépendance et la souveraineté nationales, mais il avait aussi mis ces dernières à l'encan au profit d'une intime majorité d'exploiteurs.

En posant le problème de la libération nationale et de la mise sur pied d'un pouvoir nouveau, notre Parti considérait comme principal trait distinctif de sa tactique la voie de la lutte armée et conséquente contre l'occupant.

Les masses populaires s'engagèrent dans la lutte armée, ce qui allait leur permettre de décider elles-mêmes de leur avenir.

Cette lutte isola les classes exploiteuses, elle mit à nu la fausseté de leurs déclarations patriotiques et montra au grand jour qu'elles avaient trahi les intérêts nationaux. La lutte armée frappa également l'appareil de l'ancien régime féodal-bourgeois qui se mit au service de l'occupant afin d'étouffer la Lutte de libération nationale.

En Albanie, la question du pouvoir d'Etat ne fut pas résolue d'un seul coup, mais graduellement, par étapes successives.

La Résolution de la conférence des principaux groupes communistes sur la création du parti (le 8 novembre 1941) fixa comme tâche de mener, parallèlement au combat pour l'indépendance nationale, la lutte «pour un gouvernement démocratique populaire dans une Albanie libre du fascisme».¹

Comme on le voit, cette tâche stratégique avait été formulée en termes généraux sans préciser la façon dont serait menée cette lutte et encore moins la composition du gouvernement démocratique populaire ainsi que le moment de sa formation. On peut en déduire que dans ces circonstances fut envisagée la création d'un gouvernement populaire démocratique «dans une Albanie libre du fascisme». La Résolution ne définissait pas le caractère de classe de ce gouvernement ni l'attitude du Parti communiste envers lui. Toutefois, à voir de près la formulation susmentionnée et les autres tâches fixées par la Résolution, on peut conclure qu'il s'agissait d'un gouvernement démocratique qui, revêtant un profond caractère représentatif, réaliserait «les droits à la vie du peuple albanais travailleur» évoqués dans la Résolution. Le Parti communiste, ayant été le promoteur de l'idée sur la création d'un tel gouvernement, ne pouvait pas manquer d'y participer.

A peine deux ou trois mois s'étaient-ils écoulés depuis la fondation du Parti que les tâches relatives à la création du pouvoir nouveau se concrétisèrent à mesure que les événements se précipitaient et que l'on acquérait de l'expérience. Dans ses documents, le Parti se fixait désormais pour tâche principale et immédiate la mise sur pied, à la base, de tels organes, qui devaient mobiliser le peuple dans la Lutte de libération nationale et en même temps remplir quelques fonctions élémentaires de gouvernement. Ces organes, c'étaient les conseils de libération nationale. Dans la lettre que le Comité central du Parti envoyait aux comités régionaux en février 1942, les conseils de libération nationale étaient qualifiés d'«embryons de notre futur gouvernement», «qui exerceront le pouvoir judiciaire, assureront l'ordre public dans nos arrières et assisteront les pauvres», «Tout cela, poursuivait la lettre, pose les fondements de notre pouvoir».²

Les directives que le Comité central du Parti communiste d'Albanie donnait aux organisations du Parti en juin 1942 sur la création des conseils de libération nationale demandaient aux «communistes de proposer aux masses un *mode de gouverner véritablement démocratique* et populaire capable d'assurer au peuple albanais tous les droits démocratiques» (souligné dans le texte).³ Le Parti fixait pour tâche de «mettre sur pied, aussi bien dans les zones libérées que dans celles occupées, les conseils de libération nationale, ces liens de notre Parti avec les masses».⁴ Ces directives du CC du Parti définissaient le rôle des conseils de libération nationale en tant qu'organes à travers lesquels serait réalisée la mobilisation générale du peuple dans l'insurrection de libération nationale.

Conformément aux instructions du Comité central du Parti, pendant le printemps et l'été de 1942 on commença dans plusieurs villages du pays à mettre sur pied les conseils de libération nationale.

Toutefois, les fondements du pouvoir nouveau, populaire, furent jetés à la I^{ère} Conférence de libération nationale qui se tint au village de Peza, près de Tirana, le 16 septembre 1942, à l'initiative du Parti communiste d'Albanie.

La Conférence de Peza procéda à la création du Front de libération nationale et définit de façon claire le rôle des conseils en tant qu'organes de lutte et de pouvoir et surtout en tant que noyaux du futur pouvoir en Albanie, comme il ressort également du contenu de la Résolution de la Conférence, car «ces conseils ont les attributions d'un gouvernement».⁵ Les conseils avaient, dès le début, revêtu un caractère d'organes de pouvoir, mais à cette époque-là ils étaient confrontés, en premier lieu, à des tâches qu'ils devaient accomplir en tant qu'organes du Front de libération nationale travaillant à la union et à la mobilisation du peuple dans l'insurrection générale contre l'occupant.

Les Conseils étaient des organes à direction collégiale, composés de représentants des larges masses populaires. Bien que ressemblant aux soviets, les conseils de libération nationale en Albanie virent le jour dans les conditions particulières de la Lutte de libération nationale de notre peuple, ils avaient une composition différente de celle des soviets et devaient s'acquitter de tâches que leur étaient propres. Les conseils de libération nationale reposaient sur des fondements <4e classe plus larges. Ils étaient des organes du Front de libération nationale qui était, lui, un rassemblement des ouvriers, des paysans,

des intellectuels, des autres travailleurs et de tous les patriotes albanais qui s'unirent dans la lutte contre le fascisme. Ces conseils furent mis sur pied en opposition avec l'ancien appareil d'Etat non parce que celui-ci était un instrument entre les mains des classes exploiteuses, mais parce qu'il s'était mis au service des occupants fascistes. Le peuple albanais pouvait facilement faire sienne l'idée de la mise sur pied des conseils de libération nationale comme ses propres organes représentatifs, car, dans sa lutte contre l'occupant étranger, il avait réuni à plusieurs reprises des forums populaires comme organes de résistance et en même temps comme organismes d'autogouvernement, dont les décisions avaient eu force de loi pour toute la population. Mais en même temps, les conseils étaient, par leur contenu même, la négation de toute autre ancienne forme de pouvoir.

Avec l'élection du Conseil général de libération nationale (provisoire) à la Conférence de Peza, il fut procédé tout naturellement à l'organisation des conseils en tant que système unique d'organes, depuis les maillons inférieurs jusqu'aux supérieurs. Ce système était dirigé par le Conseil général de libération nationale, qui était l'organe politique suprême de la lutte contre l'ennemi et les traîtres au pays. La Résolution de la Conférence de Peza ne définit pas de façon particulière les tâches du Conseil général de libération nationale. Mais tant de cette Résolution que de l'appel lancé au peuple par le Conseil général de libération nationale lui-même, il ressort qu'il est l'organe dirigeant du Front de libération nationale, l'organe politique suprême de la lutte contre l'ennemi et les traîtres. Le Conseil général de libération nationale n'était pas investi de fonctions de pouvoir, car on pensait que l'organe central du pouvoir serait «Le Conseil supérieur provisoire d'Albanie» qui allait sortir de la lutte armée en même temps que «l'Etat-major».⁶ Mais le fait même qu'il se trouvait à la tête du système des conseils de libération nationale qui étaient, à l'époque, investis expressément de fonctions de pouvoir, mène à la conclusion logique que lui aussi, en principe, ne pouvait être dépouillé de ces fonctions, bien que, jusqu'à l'automne 1943, il n'en avait pas rempli de pareilles.

La Conférence de Peza fut d'une importance particulière pour la Lutte de libération nationale du peuple albanais, pour la création du pouvoir nouveau, populaire.

La Résolution de cette Conférence constitue le premier acte qui définit la forme et l'organisation du pouvoir populaire en Albanie quoique, vu les circonstances de l'époque, elle ne fût pas encore formulée sous une forme juridique précise, mais de manière générale.

La Conférence de Peza donna un nouvel essor à la mise sur pied des conseils de libération nationale. Cette rapide extension des conseils fut déterminée par un certain nombre de facteurs:

Premièrement, les conseils de libération nationale étaient, par leur nature même, des organisations d'un caractère largement représentatif qui, ayant gagné à leur cause les masses travailleuses, leur montrèrent dans la pratique leur supériorité sur les anciens organes de pouvoir. Les conseils pouvaient ainsi mobiliser un grand nombre de leurs membres et en même temps ils rassemblaient autour d'eux un encore plus grand nombre d'activistes et de tenants de la Lutte de libération nationale: aussi leurs décisions, surtout dans les zones rurales, étaient-elles adoptées avec la participation directe du peuple et traduisaient pleinement sa volonté.

Deuxièmement, les conseils de libération nationale revêtaient un caractère démocratique qui était d'autant plus frappant que les organes de l'ancien pouvoir étaient d'une nature antipopulaire qui fut encore plus accentuée lorsqu'ils se mirent au service de l'occupant. A la différence de ces organes, les conseils pouvaient être élus, même dans les conditions difficiles de la clandestinité et leurs membres qui n'étaient pas dignes de la confiance de leurs électeurs pouvaient être révoqués par ces derniers; la composition même des conseils de libération nationale a été, à plusieurs reprises, renouvelée au cours de la Lutte afin de remplacer tant leurs membres qui avaient rejoint les rangs de l'armée ou avaient été arrêtés par l'ennemi que ceux qui manquaient de fermeté.

Troisièmement, du point de vue de leur structure et de leur fonctionnement, contrairement à l'ancien appareil d'Etat dont les principes reposaient sur le centralisme bureaucratique, les conseils de libération nationale étaient fondés sur le principe du centralisme démocratique. Dans leur activité comme organes collectifs, les conseils de libération nationale appliquaient avec esprit de suite la méthode de la direction collégiale et leur présidence agissait au nom de la collectivité. Les conseils des maillons inférieurs appliquaient toujours les principes de la direction collégiale en étroite collaboration avec le peuple. Lorsque plus tard les conseils des maillons supérieurs eurent formé leurs organes

exécutifs dont l'objectif était de leur faciliter la tâche, ils préservèrent le droit de contrôle et de révocation de ces organes. Ainsi, le système des conseils et leur manière d'agir permirent de combiner, dans les maillons inférieurs, la démocratie directe avec le principe de la démocratie représentée.

Ce qui est propre au processus de la création du pouvoir des conseils de libération nationale en Albanie, c'est que dès le début il fut créé de bas en haut. La mise sur pied des conseils s'effectua d'abord dans les zones rurales et ce n'est que plus tard que fut créé le Conseil général de la libération nationale. Certes, cela ne signifie pas que ce processus se développa spontanément et sans aucune direction. Au contraire, il fut mené dès le début sous la direction directe du Comité central du Parti communiste qui donna les instructions nécessaires et dirigea le travail effectué pour la mise sur pied et le fonctionnement des conseils. Les unités partisans ont joué elles aussi un rôle important dans la formation des conseils. Ce qui est typique à cet égard, c'est que l'Armée de libération nationale remplit, à travers ses diverses formations et surtout ses commandements, au niveau des régions et des localités, des fonctions de pouvoir jusqu'à l'été 1944, époque à laquelle ces commandements furent placés sous la dépendance administrative des conseils de libération nationale.

La II^e Conférence de libération nationale qui se réunit à Labinot, près d'Elbasan, en septembre 1943, marqua le début d'une nouvelle étape dans le raffermissement et l'extension des conseils de libération nationale.

Sur la base de l'expérience acquise, les conseils de libération nationale s'affirmaient toujours plus comme les seuls organes du pouvoir populaire, ils avaient tenu tête à la campagne orchestrée par la réaction qui cherchait à les discréditer et à entraver leur extension. L'apparition sur la scène politique du «Balli kombëtar», en tant qu'organisation politique de la bourgeoisie réactionnaire, et les rapports que cette organisation entretenait avec les notables des campagnes surtout en Albanie du Sud, furent à l'origine de quelques hésitations chez plusieurs membres des conseils de libération nationale, ce qui conduisit même à la dissolution d'une partie des conseils. Mais la ferme opposition du Parti et du Front de libération nationale, leurs actions concrètes de concert avec les forces partisans, ainsi que la dénonciation de la politique du compromis avec l'occupant que poursuivait le «Balli kombëtar», accrurent la confiance du peuple dans les conseils de libération nationale, en tant qu'organes de lutte et de pouvoir, et permirent en même temps à ces derniers de surmonter les obstacles créés. En appliquant les directives de la I^{ère} Conférence nationale du PCA pour leur meilleure organisation dans les villes comme dans les campagnes, les conseils de libération nationale acquirent une riche expérience pendant l'accomplissement même de leurs tâches. Généralisant cette expérience, le Conseil général de libération nationale approuva, dans sa réunion de juillet 1943, convoquée à l'initiative du CC du PCA, les statuts et le Règlement des conseils qui furent soumis à l'approbation définitive à la II^{ème} Conférence de libération nationale. Les décisions prises par cette Conférence, qui figurent dans sa Résolution et dans les Statuts et le Règlement des conseils de libération nationale, reflètent la montée de la lutte de notre peuple, la profonde différenciation de classe qui s'était opérée et se poursuivait ainsi que l'extension graduelle du pouvoir des conseils dans le pays tout entier.

La reconnaissance des conseils par la majorité du peuple comme son pouvoir authentique, de même que la proche perspective de la libération de l'Albanie, à la suite de la destruction des puissances fascistes, fit prévoir dans ces documents des mesures concrètes pour le renforcement organisationnel des conseils de libération nationale en tant que pouvoir unique qui existerait en Albanie après la victoire sur le fascisme.

La Conférence de Labinot constitue un très important pas en avant dans le processus de la consolidation du pouvoir populaire. Malgré les grands succès remportés, la Conférence constata qu'il n'y avait pas eu jusque-là de liens solides entre le Conseil général et les autres conseils, que le premier, en raison du petit nombre de ses membres, n'avait pas assumé la direction effective des conseils à la base et que ces derniers accusaient beaucoup de faiblesses dans leur travail. C'est pourquoi la Conférence jugea opportun d'arrêter des mesures visant le renforcement des conseils du point de vue organisationnel afin que ces derniers puissent exercer effectivement leur pouvoir civil en étroite collaboration avec les commandements de l'Armée de libération nationale.

Le Conseil général de libération nationale issu de la Conférence devait élire une présidence en tant qu'organe exécutif. Dans le même temps, la Conférence décida de créer au sein du Conseil général

diverses sections comme la section de l'intérieur, la section des finances, celle de la presse et de la propagande, de la santé, etc. En fait, ces sections furent créées au sein non pas du Conseil général, mais de sa présidence qui peut être considérée comme le noyau d'un organe suprême de l'administration d'Etat, du futur gouvernement démocratique. La Conférence de Labinot réalisa de cette manière l'objectif, fixé par la Conférence de Peza, de la création du «Conseil supérieur provisoire d'Albanie» de même qu'en juillet 1943 avait été créé à Labinot l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale.

Dans le Règlement et les actes adoptés par la Conférence de Labinot les compétences des conseils de libération nationale furent mieux définies et avec une plus grande ampleur que dans la Résolution de la Conférence de Peza. Dans le même temps, l'organisation du système des conseils depuis leurs maillons inférieurs jusqu'aux supérieurs, y fut défini pour la première fois et de façon détaillée.

La Conférence de Labinot conduisit au renforcement et à la centralisation du pouvoir populaire. Toutefois, elle revêt une encore plus grande importance du fait qu'elle prit des décisions afférentes à un grand nombre de questions de principe comme la reconnaissance du pouvoir de libération nationale en tant qu'unique pouvoir dans notre pays et la liquidation de tous les organes du pouvoir ennemi dans les zones libérées.

Le processus de la création et du développement du pouvoir révolutionnaire était lié à l'attitude du Parti communiste d'Albanie et du Front de libération nationale envers l'ancien appareil d'Etat. Dès les premiers jours de l'occupation fasciste, l'appareil du régime féodalo-bourgeois se mit au service de l'ennemi.

L'ancien régime antipopulaire de Zogu était un régime réactionnaire et pro-fasciste. L'invasion italienne fit ressortir encore mieux la nature réactionnaire de cet appareil d'Etat qui se mit au service de l'occupant en se conformant à ses exigences. Ainsi, l'appareil réactionnaire des classes — «nationales» — féodalo-bourgeoises fut mis sur pied en tant qu'appareil au service de l'occupant fasciste, bien qu'il gardât sa forme «nationale».

Il va de soi que cet appareil d'Etat créé pour opprimer les masses travailleuses, et dont l'objectif, conformément aux nouvelles conditions, était d'assujettir le peuple albanais à l'occupant fasciste, ne pouvait ne pas être liquidé par le Mouvement de libération nationale. Les conseils de libération nationale étaient donc mis sur pied dans les zones libérées sur les ruines de l'ancien appareil d'Etat de l'occupant et des classes exploiteuses du pays liquidé par la lutte de libération nationale de notre peuple. Le Parti communiste d'Albanie agissait ainsi en conformité avec les conditions concrètes de la lutte de libération nationale et les enseignements du marxisme-léninisme selon lesquels l'objectif d'une révolution véritablement populaire est de liquider l'ancienne machine d'Etat. Cette réalité de notre Lutte de libération nationale se refléta dans la Résolution de la Conférence de Labinot sur la suppression de tous les anciens organes d'Etat en Albanie.

Le Parti communiste d'Albanie a mené une lutte résolue pour que le pouvoir passât entièrement aux mains du peuple et ne fût nullement partagé avec les anciennes classes exploiteuses qui cherchaient, sous diverses formes, à garder intacte leur domination. L'histoire du Mouvement de libération nationale reflète la lutte ferme et de principes menée par notre Parti afin de dévoiler et de frapper les plans de la réaction qui voulait créer, avec le soutien de l'occupant ou de l'impérialisme anglo-américain, dans le pays ou à l'étranger, un gouvernement à elle prêt à fonctionner après la guerre. La Conférence de Labinot approuva l'attitude adoptée par le Parti vis-à-vis de l'accord de Mukje. *[C'est dans le village de Mukje, à proximité de Tirana, qu'eut lieu, en août 1943, une rencontre entre une délégation du Conseil général de libération nationale, dont faisaient partie Ymer Dishnica, Mustafa Gjinishi et Abaz Kupa, et les chefs de file du «Balli kombëtar». La délégation du Conseil général de libération nationale souscrivit, contrairement aux instructions qu'elle avait reçues, à un accord qui était en opposition directe avec les intérêts de la Lutte de libération nationale. Cet accord fut immédiatement rejeté par le Comité central du Parti communiste et le Conseil général de libération nationale.]* Cet accord niait la Lutte de libération nationale, les victoires remportées par cette Lutte, mettait le «Balli kombëtar» sur le même plan que le Front de libération nationale et acceptait le partage du pouvoir avec cette organisation de traîtres qui s'était mise ouvertement au service de l'occupant. En un temps où le Front de libération nationale était en train de mobiliser les larges masses

travailleuses afin de vaincre le fascisme en Albanie et de liquider l'appareil qu'il avait mis sur pied, les chefs de file de «Balli kombëtar» à Mukje insistaient pour que fût annulée la décision de la prétendue Assemblée qui le 12 avril 1939 avait «donné» la couronne d'Albanie à Victor Emmanuel III, après quoi on proclamerait l'indépendance de l'Albanie. Accepter cette thèse signifiait entre autres reconnaître légalement l'occupation fasciste, attribuer une valeur juridique à la décision d'une «Assemblée» qui ne représentait rien et qui ne réunissait en son sein que des traîtres et des vendus y compris la plupart des chefs de file du «Balli kombëtar». En condamnant la capitulation de Mukje, la direction du Parti soulignait que «les conseils de libération nationale sont un pouvoir qui émane du peuple et de sa lutte, ils ont été élus de manière démocratique, aussi doivent-ils, en tant que pouvoir démocratique populaire, être reconnus par tout le monde»⁷.

En condamnant sans hésitation l'accord de Mukje, le Comité central du Parti et le camarade Enver Hoxha sauvèrent le Mouvement de libération nationale et le peuple albanais d'un grand danger, qui apparaît encore plus clairement à la lumière de ce qui se produisit dans les pays où les Mouvements de libération nationale avaient cédé à la pression de la réaction intérieure et des impérialistes anglo-américains. Accepter l'accord de trahison de Mukje aurait été pour notre pays lourd des mêmes conséquences qu'avait entraînées l'accord de Liban pour le Mouvement de libération nationale du peuple grec.

Face aux efforts du «Balli kombëtar» et de la réaction intérieure, face au danger d'un débarquement éventuel des Anglo-Américains en Albanie, le camarade Enver Hoxha soulignait, dans une lettre directive adressée le 10 septembre 1943 aux comités régionaux du Parti au nom du Comité central, la nécessité pour les conseils de libération nationale de se présenter, en cas d'un débarquement pareil, comme l'unique pouvoir du peuple albanais. «Les Alliés, était-il dit dans ce document, ne doivent se trouver en Albanie avec leurs armées que pour vaincre l'Allemagne et ses laquais, mais le gouvernement d'Albanie doit être entièrement dans les mains du Mouvement de libération nationale».⁸ Cette directive était soulignée encore plus dans une autre lettre datée du 1^{er} octobre 1943 où il était dit : «Il y a d'abord la question du pouvoir. Là-dessus, pas d'équivoque possible : seul le pouvoir des conseils de libération nationale doit exister et aucun autre; sur cette question, il ne saurait y avoir ni compromis, ni dualité».⁹

Cette attitude nette du Parti barrait ainsi la voie aux intrigues que les forces réactionnaires tramaient en vue de préserver leur pouvoir. Tant que l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste occupaient des positions solides, le pouvoir de l'occupant constituait pour les classes exploiteuses de notre pays un appui sûr et ce, aux dépens des masses travailleuses. Une fois les puissances de l'Axe en déclin, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire du pays commencèrent à s'inquiéter, car l'élimination du pouvoir de l'occupant les laisserait désarmés face au Mouvement de libération nationale, face au pouvoir nouveau, populaire, qui était en train de naître. Aussi les chefs de file du «Balli kombëtar» s'efforcèrent-ils, dès l'époque du gouvernement quisling d'Eqrem Libohova et surtout de celui de Maliq Bushati, de mettre sur pied une armée et une gendarmerie «albanaises» qui allaient servir soi-disant à la défense des frontières du pays au cas où le fascisme serait liquidé. En fait, cette armée et cette gendarmerie avaient pour objectif de réprimer la révolution populaire. Ces efforts du «Balli kombëtar» se concrétisèrent davantage avec l'accord du 5 mars 1943 signé par le général Dalmazzo, commandant en chef des forces italiennes d'occupation en Albanie, et Ali Këlcyra, un des chefs de file du «Balli kombëtar». Cet accord incarnait la collaboration bilatérale du «Balli kombëtar» avec l'occupant contre la Lutte de libération nationale du peuple albanais.

La réaction intérieure multiplia ses efforts en ce sens, surtout après la capitulation de l'Italie fasciste et l'occupation du pays par l'Allemagne hitlérienne, en créant le «Legaliteti», une autre organisation de traîtres. Créée sur l'initiative des impérialistes anglais, cette organisation visait à se faire passer moins pour un parti politique que pour un vaste mouvement légitimiste zogviste c'est-à-dire qu'elle voulait faire accepter la continuité et la restauration du régime du roi Zog. Dans la mise en œuvre de sa politique, elle fut activement soutenue par l'occupant allemand qui non seulement laissa le champ libre à sa propagande, mais encouragea les gouvernants quislings de Tirana à réadopter les statuts fondamentaux du Royaume de Zog.

Mais ces plans de la réaction albanaise se soldèrent par un échec face à la nouvelle réalité albanaise créée par l'influence ininterrompue et croissante du Front de libération nationale, par le raffermissement du pouvoir révolutionnaire et le renforcement du rôle dirigeant du Parti communiste.

Depuis la Conférence de Peza jusqu'au I^{er} Congrès de libération nationale de Permet, les conseils de libération nationale ne cessèrent d'être le noyau du pouvoir futur en même temps que des organes de lutte. Toutefois, après la Conférence de Labinot, on constata un élargissement incessant de la sphère d'activité et des tâches des conseils de libération nationale en tant qu'organes de pouvoir. La libération de quelques villes d'Albanie, comme Gjirokastrë et Krujë, par des forces partisans, au lendemain de la capitulation de l'Italie fasciste, confronta les organes du nouveau pouvoir à une importante épreuve. A un moment donné, bien que provisoirement, ces organes ne pouvaient plus remplir seulement les tâches qui avaient été jusque-là les leurs, ils devaient aussi assumer le gouvernement des zones et des villes libérées. Les conseils dans les régions libérées ne se contentaient pas de collecter des aides et de ravitailler l'armée de libération nationale en matériel divers, ils dirigeaient en plus toute la vie de leur ville et de leur région. Jouant le rôle d'un véritable gouvernement, la Présidence du Conseil général de libération nationale en particulier, arrêta des mesures en vue de l'organisation du travail de la part des conseils dans le domaine de l'économie, des finances, de la santé, de l'enseignement, etc. De cette manière on mettait en œuvre la directive du camarade Enver Hoxha selon laquelle «notre Parti doit être, en ce qui concerne l'organisation du pouvoir, à la hauteur de sa tâche au même titre qu'il l'a été dans l'organisation de la lutte.»¹⁰

L'essor inextinguible de la Lutte de libération nationale, l'élargissement des zones libérées ainsi que la perspective de la proche libération de toute l'Albanie fixa pour tâche au I^{er} Congrès de libération nationale qui tint ses assises le 24 mai 1944 dans la ville de Permet d'édifier une Albanie nouvelle et de créer un Etat albanais nouveau, démocratique et populaire.

Le Congrès, qui était une assemblée élue démocratiquement dans les limites permises par la guerre, adopta des mesures très importantes en vue du développement plus poussé de la Lutte de libération nationale et du pouvoir populaire en Albanie.

En fixant comme objectif l'édification d'une Albanie nouvelle, démocratique et populaire, selon la volonté du peuple, le Congrès de Permet élit le Conseil antifasciste de libération nationale en tant que principal corps législatif et exécutif qui représentait la souveraineté du peuple albanais.

En ce qui concerne sa structure organisationnelle, le Conseil antifasciste de libération nationale était édifié conformément au nouveau système de pouvoir. De ce point de vue, il n'était pas différent des autres conseils de libération nationale. Le Conseil antifasciste de libération nationale peut être considéré comme la continuation, à un niveau supérieur, du Conseil général de libération nationale. Néanmoins, le Conseil antifasciste de libération nationale était en même temps un nouvel organe, ayant une plus large composition et des compétences bien plus étendues. Il était avant tout l'organe suprême du pouvoir, alors que le Conseil général de libération nationale avait été en premier lieu, et surtout avant la Conférence de Labinot, la direction politique suprême du Mouvement de libération nationale sans que ses attributions de pouvoir en fussent pour autant niées.

Au nom du Conseil antifasciste de libération nationale, sa Présidence forma le Comité antifasciste de libération nationale ayant toutes les attributions d'un gouvernement populaire provisoire. Ce Comité, était-il dit dans les décisions du Congrès, était l'organe à travers lequel le Conseil antifasciste de libération nationale réalisait sa fonction exécutive. Le camarade Enver Hoxha, secrétaire général du Parti communiste d'Albanie, fut élu président du Comité antifasciste de libération nationale.

Bien que le Comité antifasciste de libération nationale eût toutes les attributions d'un gouvernement provisoire, du point de vue formel, il n'avait pas encore été proclamé gouvernement. Ses attributions de gouvernement provisoire consistaient en ce qu'il était l'organe exécutif et législatif suprême du pouvoir populaire, qu'il dirigeait toute la nouvelle administration d'Etat en cours de formation. S'il ne fut pas formellement appelé gouvernement, cela s'explique sans nul doute par les circonstances de l'époque, par le fait qu'une bonne partie du pays n'avait pas encore été libérée, que l'administration d'Etat en était encore à ses débuts et qu'il serait tactiquement prématuré de demander aussi la reconnaissance juridique internationale d'un tel gouvernement.

Toutefois, en ce qui concerne les compétences du Comité antifasciste de libération nationale et plus tard du Gouvernement démocratique, leur caractère provisoire ne supposait aucune restriction.

Ayant décidé l'édification d'une Albanie nouvelle, démocratique et populaire, et sanctionné la mise sur pied d'un pouvoir nouveau, le Congrès de Permet interdit à Ahmet Zogu et à sa clique de rentrer en Albanie, puisque la question du régime à instaurer serait définitivement résolue après la libération totale du pays par le peuple albanais lui-même. Le Congrès de Permet décida également de ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pouvait être formé en Albanie ou à l'étranger contre la volonté du peuple albanais qui n'était représenté que par le Conseil antifasciste de libération nationale.

Réaffirmant la décision du Congrès de Permet d'interdire le retour de Zog en Albanie, le Conseil antifasciste de libération nationale décida que tous les accords passés par le gouvernement de Zog avec des Etats étrangers devaient être revus et que les liens économiques et politiques noués avec eux par ce même gouvernement aux dépens du peuple albanais devaient être annulés; d'autres accords devaient être conclus à leur place.

La décision du Congrès sur l'approbation de l'activité menée et de toutes les directives données jusque-là par le Conseil général de libération nationale et par l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale, revêtait une grande importance non seulement politique, mais aussi juridique. En vertu de cette décision, toutes les ordonnances émises par ces organes avant la création de l'Etat démocratique populaire albanais prenaient entièrement force de loi et devaient être considérées comme partie intégrante du droit révolutionnaire.

A la suite des décisions du Congrès de Permet et du Conseil antifasciste de libération nationale, qui sont d'une grande importance en tant qu'actes ayant posé les fondements de notre droit constitutionnel, la question du pouvoir reçut une solution dans son ensemble. C'est précisément au Congrès de Permet et avec la création du Conseil antifasciste de libération nationale en tant qu'organe suprême du pouvoir, que fut achevée dans ses grandes lignes l'édification du nouveau système des organes d'Etat.

Avec la libération totale du pays du joug de l'occupant le 29 novembre 1944, le pouvoir populaire s'étendit à toute l'Albanie, mais on ne peut pourtant pas en conclure que le nouvel Etat albanais fut créé seulement après la victoire définitive remportée par le peuple dans sa Lutte de libération nationale, car l'étendue du territoire que couvre un pouvoir d'Etat dans un pays n'est pas un facteur déterminant de son existence.

De même, il serait injuste d'admettre que l'Etat nouveau, démocratique et populaire albanais fut créé avec la formation des premiers conseils de libération nationale dans les zones libérées du pays ou du moins à la Conférence de Peza à l'issue de laquelle fut constitué le Conseil général de libération nationale. Il est vrai que les premiers conseils assumaient des fonctions de pouvoir, qu'ils étaient la négation de l'ancien pouvoir et que le processus de démantèlement de ce dernier fut entamé avec la mise sur pied des conseils de libération nationale. Mais ces conseils ne constituaient pas encore un Etat. Ils ne représentaient que l'embryon du futur Etat albanais, ses débuts. Un Etat est, en premier lieu, une organisation politique de pouvoir, c'est-à-dire un ensemble d'organes de pouvoir ayant une unité interne dans le cadre d'un système politique donné. Ce nouveau système de pouvoir ne fut pas entièrement mis sur pied à la Conférence de Peza, ni même à celle de Labinot, bien qu'à cette dernière d'importants pas en avant furent enregistrés en ce sens.

Les Etats ne naissent pas sur la base de normes juridiques, fussent-elles des décrets d'organes désignés ou des décisions de congrès ou d'assemblées. Cela est d'autant plus vrai quand il s'agit de notre pouvoir populaire qui est né du *bout du fusil*. Toutefois, les décisions ou les actes juridiques viennent sanctionner la situation révolutionnaire qui appelle leur adoption. Aussi les décisions du Congrès de Permet ne peuvent-elles pas être considérées isolément de tous les autres événements révolutionnaires de l'époque, de tous les changements quantitatifs et qualitatifs survenus au cours de la Lutte de libération nationale qui conduisirent à la tenue de ce Congrès même. C'est bien dans le cadre de cette Lutte que l'on se rend compte de la grande portée historique de ces décisions qui couronnèrent de succès les efforts du peuple albanais pour la création du pouvoir populaire. Le Congrès de Permet marqua un tournant décisif en faveur du système de pouvoir populaire. Ses décisions sont le résultat du rapport entre l'insurrection de libération nationale et le processus de la révolution populaire, rapport qui, loin d'être fortuit, fut déterminé par la stratégie du Parti communiste d'Albanie.

Les décisions adoptées par le Congrès de Permet et le Conseil antifasciste de libération nationale montrent que notre pouvoir populaire, qui venait d'être mis sur pied, était un pouvoir nouveau, d'une type supérieur, par son contenu comme par sa forme.

Du point de vue de son contenu, il ne constituait pas simplement une dictature démocratique des forces révolutionnaires, mais un pouvoir qui avait pour embryon la dictature du prolétariat, car l'hégémonie de la classe ouvrière y était assurée à travers le Parti communiste qui, dès le début, ne partagea le pouvoir avec aucun autre parti. Les décisions du Congrès de Permet et du Conseil antifasciste de libération nationale sanctionnèrent le renversement du pouvoir politique des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie ainsi que la solution de la question du pouvoir au profit du peuple travailleur.

Du point de vue de sa structure, l'Etat nouveau, de démocratie populaire, fondé sur le principe de l'unité du pouvoir, différait totalement du pouvoir de la bourgeoisie. Le principe de l'unité du pouvoir qui se traduisait dans la concentration des compétences législatives et exécutives dans l'organe suprême du pouvoir qu'était le Conseil antifasciste de libération nationale avec sa Présidence, émanait du principe de la souveraineté du peuple, dont le Conseil mentionné était aussi le gardien.

A ce propos, le pouvoir révolutionnaire en Albanie suivit la voie et profita de l'expérience de la Commune de Paris et du pouvoir soviétique, car, à l'instar de la Commune de Paris et des Soviets, nos conseils de libération nationale, depuis ceux des maillons inférieurs jusqu'au Conseil antifasciste de libération nationale, étaient des organes non seulement représentatifs, mais aussi actifs.

Pour ce qui est de la notion de forme d'Etat, la forme de gouvernement est un élément très important qui définit le caractère des organes suprêmes du pouvoir d'Etat. Une question se pose : Quelle était la forme de gouvernement, ne fût-ce que temporaire, du nouvel Etat albanais ? Dans les ouvrages juridiques et historiques albanais et étrangers on trouve à ce sujet divers points de vue. Selon un certain point de vue, bien que le Congrès de Permet éliminât de fait la monarchie, cette forme de gouvernement fut conservée de droit jusqu'au 11 janvier 1946, date de la proclamation de la République populaire d'Albanie. Selon un autre point de vue, le Congrès de Permet sanctionna la fin de la monarchie de droit également. A notre avis, ce dernier point de vue est plus fondé.

En ce qui concerne la forme de gouvernement, et dans le cadre de la tactique très habile appliquée dès le début par le Parti dans une question si épineuse susceptible de susciter des divisions ou des hésitations dans des couches et groupes sociaux donnés, le Congrès de Permet ne supprima pas expressément la monarchie pas plus qu'il ne proclama la république. Mais cela ne signifie nullement qu'il n'observa pas une attitude bien définie envers la forme du gouvernement futur. Au contraire, il condamna catégoriquement le régime monarchique de Zog en exigeant qu'il «ne puisse plus se répéter». Il est hors de doute que la monarchie zoguiste fut supprimée de fait, d'ailleurs cela ne datait pas du Congrès de Permet, puisque la clique zoguiste était partie à l'étranger en trahissant le pays et laissant le peuple désarmé face à l'agresseur fasciste. Aussi la condamnation de la monarchie par le Congrès en question, qui exprimait la volonté du peuple albanais, était-elle plus qu'une liquidation de fait de la monarchie. C'est pourquoi on ne peut pas dire que le Congrès de Permet et le Conseil antifasciste de libération nationale aient laissé de droit la monarchie en vigueur, bien qu'ils n'aient pas expressément aboli la monarchie pour que le peuple puisse décider définitivement de la forme de gouvernement du pays après la libération du pays.

La création même de l'Etat albanais de démocratie populaire qui avait un caractère définitif, indépendamment de la forme concrète qu'il pouvait revêtir dans l'avenir, excluait la monarchie comme forme de gouvernement. Il était inconcevable qu'un Etat sorti d'une lutte révolutionnaire et qui était, à son embryon, une dictature du prolétariat, eût, même formellement, «de jure», la monarchie pour toute forme de gouvernement. La royauté fut donc définitivement enterrée par le Congrès de Permet, bien que sa liquidation ne fût pas expressément déclarée à l'époque, mais seulement à la suite de la décision de l'Assemblée constituante du 11 janvier 1946. Le fait que le Congrès de Permet ne déclara pas expressément l'abolition de la monarchie, ce qui n'était en fin de compte qu'une question de second ordre, car elle avait trait à la seule forme de l'Etat, peut apparaître comme une réserve exagérée de sa part, alors qu'il avait décidé quel serait le contenu de cet Etat, ce qui était une question primordiale. Mais on ne peut considérer cette décision en faisant abstraction des circonstances de l'époque, du cadre

de la Lutte de libération nationale, des rapports avec les Alliés, de l'obligation de s'en tenir au principe également reconnu dans les déclarations officielles de la coalition antifasciste selon lequel les peuples décideraient une fois pour toutes de leur destinée après leur libération du joug fasciste. Cette décision se rattachait à la tactique du Parti qui avait décidé dès le début que la question de la forme d'Etat serait résolue après la guerre et qui s'en tint avec esprit de suite à cette prise de position.

C'est pour cette raison que la décision du Congrès de Permet et du Conseil antifasciste de libération nationale concernant la condamnation de la monarchie était, quand au fond, claire et nette, mais en même temps pondérée et en conformité avec la situation intérieure et extérieure du pays.

Si nous admettons que la monarchie ne fut conservée ni de fait ni de droit, la question se pose de savoir quelle fut la forme de gouvernement de l'Etat albanais depuis le Congrès de Permet jusqu'à la proclamation de la République populaire d'Albanie. Certes, il ne saurait y exister un Etat sans une forme de gouvernement bien définie, sans une direction, collégiale ou monocratique, élue ou héritée; par conséquent, l'Etat albanais aussi revêtait une forme de gouvernement. Ainsi, le nouvel Etat albanais revêtit en fait une forme républicaine, quoique formellement, pour les raisons évoquées plus haut, cette forme ne fut sanctionnée expressément dans aucun acte du pouvoir d'Etat. A notre avis, cela apparût clairement si l'on pense à la désignation, à la tête de l'Etat, du Conseil antifasciste de libération nationale représenté, entre deux sessions, par sa Présidence. Ces organes réalisaient le pouvoir d'Etat suprême de façon collégiale. La Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale remplissait effectivement et sans interruption les fonctions du chef de l'Etat qui, plus tard, furent attribuées au Présidium de l'Assemblée populaire conformément à la Constitution de la République populaire d'Albanie. Le problème de la forme de gouvernement fut résolu intégralement, de manière définitive et sous une forme juridique appropriée, par l'Assemblée constituante qui sanctionna une situation créée pratiquement depuis la guerre.

Lorsqu'on dit que l'Etat albanais de démocratie populaire fondé à la suite des décisions du Congrès de Permet et du Conseil antifasciste de libération nationale, était un Etat nouveau, il s'agit de son contenu de classe, de son rôle en tant qu'organisation politique d'une classe donnée. De ce point de vue, le nouvel Etat n'avait rien à voir avec l'ancien Etat albanais indépendant, il n'était pas son prolongement, mais naquit à la suite de l'élimination révolutionnaire de l'ancien appareil d'Etat dont s'était servi également l'occupant. Toutefois, du point de vue du droit international, l'Etat albanais de démocratie populaire était bien le prolongement de l'Etat albanais indépendant antérieur. Il va de soi qu'il n'était pas tenu de reconnaître d'office comme valables toutes les obligations juridiques internationales assumées par l'ancien Etat albanais (d'autant plus que nombre de ces obligations avaient été acceptées à la suite de la dépendance de fait du pays vis-à-vis de l'impérialisme étranger). Aussi le Conseil antifasciste de libération nationale décida-t-il leur révision et l'annulation des accords passés au détriment du peuple albanais. Ainsi donc, après une interruption provoquée par l'occupation étrangère et l'absence d'un pouvoir souverain, l'Etat albanais recommençait sa vie en tant que sujet indépendant dans les relations internationales, jouissant de tous les droits qui découlent de cette qualité et retrouvant toutes ses frontières reconnues par les divers traités internationaux. Mais l'Albanie nouvelle occupait maintenant des positions internationales différentes de celles de l'Albanie de naguère. Grâce à sa lutte héroïque, non seulement le peuple albanais s'était assuré une indépendance et une souveraineté intégrale telles qu'il ne les avait jamais connues jusque-là, mais aussi il s'était fait de nouveaux amis et alliés parmi les pays et les forces progressistes, il acquit également un grand prestige dont il n'avait jamais joui dans le passé, en tant que membre de la coalition antifasciste des peuples qui avaient eu raison du fascisme.

Les décisions du Congrès de Permet donnèrent un nouvel essor à la Lutte de libération nationale. En l'espace de cinq mois, depuis la tenue du Congrès de Permet et jusqu'à la 2^e Réunion du Conseil antifasciste de libération nationale à Berat, furent libérés les trois quarts de l'Albanie. Avec la création du Comité antifasciste de libération nationale, le travail des conseils de libération nationale en tant qu'organes de pouvoir prit un grand essor. Le Comité antifasciste de libération nationale donna les instructions nécessaires pour la consolidation du pouvoir et l'intensification de son activité dans tous les domaines, puisque la libération successive des diverses régions du pays posait d'importantes tâches concernant le redressement de l'économie détruite par la guerre et l'organisation de la vie sociale, économique et culturelle.

La libération de la majeure partie du territoire du pays et la perspective immédiate de sa libération totale dictèrent la nécessité de réunir une seconde fois le Conseil antifasciste de libération nationale qui fut ainsi convoqué en octobre 1944 dans la ville libérée de Berat. Cette Réunion décida que le Comité antifasciste de libération nationale deviendrait Gouvernement démocratique d'Albanie.

Le Conseil antifasciste de libération nationale approuva la «Déclaration des droits des citoyens» et la loi sur les conseils de libération nationale des localités, sous-préfectures et préfectures, qui constitue le premier acte organique sous forme de loi de notre droit démocratique populaire, ainsi que la loi sur l'élection des conseils de libération nationale. Dans la loi sur les conseils de libération nationale, ceux-ci étaient sanctionnés en tant qu'uniques organes du pouvoir d'Etat.

Depuis la Réunion de Berat, les conseils de libération nationale, s'occupant exclusivement des problèmes du pouvoir, cessèrent d'être en même temps des organes du Front de libération nationale qui créa de son côté ses propres organisations à la base. De cette façon, les décisions du Congrès de Permet, furent complétées et concrétisées davantage à la veille de la libération du pays, l'ancien appareil d'Etat et tous ses organes avaient été, pour la plupart, détruits jusqu'à leurs fondements et sur leurs ruines avaient été mis sur pied les organes nouveaux du pouvoir populaire. Ce processus révolutionnaire fut achevé le 29 novembre 1944 avec la libération complète de l'Albanie.

C'est ainsi, a souligné le camarade Enver Hoxha, que «à la libération du pays, grâce à la juste attitude de classe de notre Parti et à sa tactique résolue, tout le pouvoir passa, entièrement dès le début aux mains de la classe ouvrière en alliance avec toutes les masses travailleuses et patriotiques albanaises, aux mains d'un seul parti, le Parti communiste d'Albanie. Ce fut là la condition fondamentale qui permit à notre pays de s'engager sans délai dans la voie du développement socialiste».¹¹

La création d'un tel Etat qui, à la libération complète de l'Albanie en novembre 1944, commença à assumer pleinement les fonctions de la dictature du prolétariat, est un trait distinctif de la Lutte de libération nationale du peuple albanais. Cette Lutte, qui revêtit en général Un caractère national, anti-impérialiste et démocratique, étant en même temps une révolution populaire, conduisit en fin de compte à l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière et réalisa ainsi une des tâches principales de la révolution socialiste. En Albanie, la voie de l'instauration d'un pouvoir socialiste passa non pas à travers une révolution socialiste classique, mais à travers la Lutte de libération nationale qui réalisa aussi les aspirations sociales du peuple.

L'union du peuple sur la base de ces objectifs nationaux et sociaux et à travers une profonde différenciation de classe ainsi que le rôle toujours plus considérable du Parti communiste en tant que force dirigeante de la Lutte de libération nationale, sont les principaux facteurs qui expliquent cette évolution rapide, irrésistible et ininterrompue qui eut une importance décisive pour le développement de l'Albanie après son affranchissement du joug nazi.

A la différence de certains pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, comme la Roumanie, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, qui, après leur libération, avant de procéder à l'instauration d'un pouvoir socialiste (en 1947 ou 1948), passèrent à l'étape d'un pouvoir démocratique et révolutionnaire, reposant sur une coalition qui comprenait des partis bourgeois, l'Albanie ne connut pas une pareille étape. Le Gouvernement démocratique d'Albanie était, par sa composition, le reflet du Front de libération nationale qui n'était pas une coalition de partis, mais une organisation unique des plus larges couches du peuple unies dans la Lutte antifasciste sous la conduite du Parti communiste, lequel ne partagea le pouvoir avec aucun autre parti du fait, entre autres, qu'il n'y eut pas d'autres partis antifascistes en Albanie.

Tout ce que nous venons d'exposer ne fait que mettre en lumière le rôle dirigeant joué par notre Parti dans la Lutte de libération nationale et le prestige incontesté dont il a joui parmi les masses populaires, ce qui fut sans aucun doute conditionné également par la faiblesse des forces bourgeoises qui participèrent à la Lutte de libération nationale, ainsi que par leur incapacité politique et organisationnelle. Ce fut donc là un facteur qui favorisa la lutte du peuple albanais pour sa libération nationale et surtout pour le triomphe de la révolution populaire et la réalisation des transformations socialistes.

La voie parcourue pour la mise sur pied du pouvoir populaire montre que le Parti communiste d'Albanie a appliqué de façon créatrice les enseignements du marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de notre pays. Les conseils de libération nationale, en même temps que l'armée, devinrent le facteur décisif de la victoire remportée dans la Lutte de libération nationale. Ce pouvoir populaire, révolutionnaire, a été, sous la direction du Parti, le facteur déterminant de tous les succès obtenus par le peuple albanais après la Libération. Il constitue une arme puissante pour la défense des victoires de la révolution socialiste face aux menées des ennemis intérieurs et extérieurs, et pour de nouvelles victoires dans la voie de la construction intégrale de la société socialiste.

Notes :

1. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., Tirana 1971, t. 1, p. 23.
2. Op. cit., p. 45.
3. Op. cit., p. 78.
4. *Ibid.*, p. 79.
5. Résolution de la Conférence de Peza, dans *Documents des organes supérieurs du pouvoir révolutionnaire de libération nationale*, éd. alb., Tirana 1962, p. 13.
6. Op. cit., *ibid.*
7. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., Tirana 1971, t. 1, p. 187.
8. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 370.
9. *Ibid.*, p. 426.
10. *Ibid.*, p. 385.
11. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 22, p. 92.

Petro Lalaj

LA QUESTION DES PARTIS POLITIQUES EN ALBANIE AU COURS DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE

La question de l'existence en Albanie de partis politiques, et en particulier d'un parti politique unique comme l'était le Parti communiste, est l'une des questions cardinales de l'histoire de notre peuple et de notre pays, elle se rattache à tous les problèmes, grands et petits, ainsi qu'aux événements les plus importants de la période de la Lutte de libération nationale, c'est une question clé si l'on veut comprendre le tournant historique radical qui eut lieu dans l'existence du peuple albanais avec la fondation du Parti communiste d'Albanie.

Une étude d'ensemble et approfondie de ce problème important et de ses aspects particuliers a non seulement une valeur scientifique, sur le plan des connaissances, mais aussi une valeur éducative actuelle parce qu'elle sert à doter nos travailleurs et en particulier la jeune génération de la riche et brillante expérience révolutionnaire de notre Parti, à tremper et à éduquer cette génération suivant les traditions d'un ardent patriotisme, de la fidélité au peuple et à la patrie et de sa révolutionnarisation marxiste-léniniste continue. Ces traditions constituent une source inépuisable pour former et tremper politiquement et idéologiquement la jeune génération afin de faire d'elle une génération militante, révolutionnaire et intrépide au même titre que notre Parti, capable de faire avancer notre révolution socialiste. L'étude de ce problème a une valeur actuelle parce que tout en faisant la synthèse de l'expérience révolutionnaire historique de notre Parti, elle met en relief l'importante contribution apportée par ce dernier au Mouvement de libération nationale et au mouvement ouvrier révolutionnaire international, elle fait également ressortir la contribution apportée par le PCA et notre révolution populaire à l'enrichissement de l'expérience révolutionnaire internationale, de la pratique et de la théorie marxistes-léninistes.

La question des partis politiques et de l'existence d'un seul parti politique en Albanie constitue l'un des grands problèmes complexes de nos sciences sociales, problème qui a été et sera un objet d'étude pour nos historiens, philosophes, sociologues, chercheurs et travailleurs en général. Dans cet article, nous n'avons l'intention de traiter, assez brièvement d'ailleurs, que deux aspects de ce problème : d'une part, les principaux facteurs qui ont déterminé l'échec des tentatives des classes exploiteuses du pays, des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, pour créer leurs propres organisations et partis politiques, et d'autre part l'attitude observée par le Parti communiste d'Albanie vis-à-vis des organisations traîtresses du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti». Ces deux aspects sont étroitement liés l'un à l'autre et traités en fonction de la question de savoir pourquoi le Parti communiste d'Albanie fut et demeura l'unique parti politique progressiste et révolutionnaire dans le pays.

1. Les principaux facteurs qui ont déterminé l'échec des tentatives de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens albanais pour créer leurs propres partis politiques.

Le fait que le PCA fut et demeura l'unique parti politique dans le pays, qu'il assura la direction indivisible de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais et de notre révolution populaire, s'explique par les conditions objectives favorables, les mérites et la sagesse du PCA, qui se montra à la hauteur des grandes tâches ardues auxquelles il se trouvait confronté à l'époque, ainsi que par l'échec complet des tentatives des autres classes, et de la bourgeoisie en particulier, pour créer leurs propres partis politiques. L'échec de ces tentatives rehaussa l'autorité du PCA et renforça son rôle dirigeant, il montra définitivement que le PCA était l'unique force politique qui représentait et défendait les intérêts de la patrie et de la nation albanaise, qui accélérerait le triomphe de la révolution populaire, l'instauration du pouvoir populaire et l'engagement de notre pays dans la voie de l'édification du socialisme.

L'incapacité des classes exploiteuses, de la bourgeoisie et des féodaux albanais, de créer leurs propres partis politiques, ainsi que la défaite qu'ils essuyèrent dans leurs tentatives en ce sens se rattachent à plusieurs facteurs dont nous allons mentionner les principaux:

Premièrement, les tentatives les plus sérieuses en vue de créer leur propre organisation politique furent menées durant la Lutte de libération nationale par la bourgeoisie albanaise et plus tard par les féodaux

albanais. Ces tentatives se concrétisèrent dans la pratique avec la création du «Balli Kombëtar» en novembre 1942 et du «Legaliteti» en novembre 1943. Mais et la bourgeoisie et les féodaux albanais pensèrent trop tard à entreprendre un tel travail. Ils n'y pensèrent que lorsque la lutte armée menée par les communistes avait pris de l'ampleur, qu'avaient été jetées les bases de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et que sur cette base s'était réalisée l'union du peuple albanais dans la lutte contre les envahisseurs fascistes, que, à l'initiative et sous la direction du PCA, s'était créé le Front antifasciste de libération nationale en tant qu'expression concrète de l'union du peuple dans la grande lutte antifasciste pour la liberté et l'indépendance nationale. Le peuple, qui avait besoin d'un dirigeant capable d'assumer la responsabilité historique de l'organisation et de la direction de sa lutte, l'avait déjà trouvé dans la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti communiste d'Albanie. Ce fut un dirigeant tel qu'il le voulait et qu'il n'en avait jamais eu auparavant, intrépide, fidèle, prêt à affronter toute situation, habile dans l'action, maître de la lutte révolutionnaire, sage et clairvoyant. Une telle direction satisfaisait toutes les exigences du moment, toutes les aspirations du peuple et répondait au mieux aux intérêts radicaux des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de tous les patriotes albanais; c'est pourquoi le problème de la direction de la lutte de libération contre les envahisseurs fascistes pouvait être considéré comme résolu et il l'était en effet. Aucune autre direction n'était nécessaire, car on n'en avait pas besoin. Dans ces circonstances, il était très difficile, pour ne pas dire impossible, de créer d'autres partis politiques en opposition avec le PCA et visant à l'écarter de la direction de la Lutte de libération nationale pour en prendre en main les rênes. C'est pourquoi les tentatives tardives de la bourgeoisie et des féodaux albanais pour créer leurs partis politiques ne pouvaient pas donner et ne donnèrent effectivement aucun résultat.

L'absence de partis politiques d'autres classes et les tentatives tardives de celles-ci pour en créer, étaient à l'avantage du PCA, ce qui favorisa et facilita tant la fondation de celui-ci que le rehaussement rapide de son autorité et de son rôle dirigeant dans la Lutte de libération nationale. Ce retard constituait donc un obstacle insurmontable pour la bourgeoisies et les féodaux, qui n'allaient jamais rattraper le temps perdu malgré leurs efforts incessants.

Ce retard n'était pas fortuit. C'était la conséquence logique et inévitable de l'attitude conformiste et opportuniste, de la ligne de conciliation et de soumission suivie par la bourgeoisie réactionnaire albanaise depuis la défaite de la révolution démocratique de 1924. Conformiste et soumise, la bourgeoisie albanaise ressemblait à un noyé qui a perdu tout espoir.

Le retard en ce sens de la classe des propriétaires terriens albanais également était inévitable, c'était la conséquence de la position de cette classe qui, à l'époque de Zogu, se maintenait au pouvoir par la violence et en usant de méthodes obscurantistes; sous l'occupation fasciste elle devint le principal appui social des envahisseurs. Dans ces circonstances, cette classe n'eut jamais besoin d'avoir son propre parti politique. Lorsque ses positions furent ébranlées et ce besoin devint manifeste, les possibilités offertes à cette classe, qui avait fait son temps, et sa capacité de créer un parti politique qui pût jouer un rôle tant soit peu positif dans la libération du pays, étaient extrêmement limitées, beaucoup plus limitées que celles de la bourgeoisie.

Deuxièmement, le conformisme et la soumission de la bourgeoisie albanaise étaient conditionnés et s'expliquent par sa nature réactionnaire et son égoïsme de classe. Bien que jeune en tant que classe et se rattachant à un ordre économique supérieur, la bourgeoisie albanaise, même quand elle eut accédé au pouvoir au lendemain de la révolution de 1924, ne lutta pas résolument pour indiquer à cet ordre la voie à suivre. Ayant pris peur de l'élan révolutionnaire et des tendances progressistes des masses, elle se mit à contenir cet élan, puis à le paralyser, à faire machine arrière, en ne réalisant pas les réformes démocratiques qu'elle avait promises, à hésiter, à passer des compromis avec les gros propriétaires fonciers et à laisser en chemin la révolution. Après la défaite de cette révolution, la grande bourgeoisie se tourna entièrement vers la réaction, se lia et conclut une nouvelle alliance avec les gros propriétaires fonciers et, de concert avec eux, opprima et exploita le peuple. Ce passage de la bourgeoisie albanaise de ses positions démocratiques et progressistes, fussent-elles vacillantes, à des positions franchement antidémocratiques et réactionnaires, fut déterminé non pas tant par la défaite qu'elle avait subie que par ses intérêts de classe égoïstes.

L'expérience historique a montré que ses intérêts de classe étroits, la crainte que lui inspirait le mouvement progressiste et révolutionnaire des masses populaires, ainsi que son anticommunisme forcené ont toujours aveuglé la bourgeoisie albanaise et ont été à la base de son attitude conformiste et de son alliance d'abord avec les gros propriétaires fonciers, ses ennemis de naguère, et ensuite, même de façon camouflée, avec les envahisseurs fascistes. La bourgeoisie albanaise considérait la clique réactionnaire de Zogu au début et le régime fasciste par la suite comme un moyen de coercition, un fouet lui permettant de juguler les masses travailleuses opprimées et exploitées. Tant que ce moyen restait efficace, tant que l'existence de la bourgeoisie était assurée, tant qu'elle continuait en toute tranquillité d'exploiter le peuple et de s'enrichir, tant que ses richesses et ses privilèges n'étaient pas mis en cause, elle n'avait aucune raison de s'opposer au régime de Zogu ou au régime d'occupation et, partant, elle n'éprouvait pas le besoin d'avoir son propre parti politique. Il en découle que cette classe ne fit jamais de sérieux efforts, sous le régime féodalo-bourgeois de Zogu et durant les premières années de l'occupation fasciste du pays, pour organiser la moindre opposition politique et encore moins pour fonder un parti politique qui lui fût propre. La bourgeoisie albanaise ne remua pas même son petit doigt au moment de l'occupation fasciste, qui fut si tragique pour les destinées du pays. Non contente d'avoir adopté une attitude de spectateur, elle fit tout pour saboter la résistance du peuple à l'occupant et sa lutte contre lui; bien plus, elle commença à flirter et à passer des compromis avec l'agresseur fasciste tout en se gardant de se compromettre aux yeux du peuple. Comme l'expérience historique l'a montré, la bourgeoisie albanaise n'hésitant devant aucune bassesse pour satisfaire ses intérêts de classe étroits et égoïstes, il n'y avait pour elle rien de sacré, elle était prête à fouler aux pieds et à vendre honneur et dignité, nation et patrie. En conséquence, une classe pareille ne pouvait plus jouer aucun rôle progressiste dans l'histoire du pays et aucun parti ni organisation politique progressiste et antifasciste ne pouvait sortir de son sein.

Troisièmement, un facteur important qui, d'une part, favorisa et facilita la création et la croissance du PCA, et rehaussa son rôle dirigeant, et qui, d'autre part, entrava et rendit impossible la création d'un parti politique bourgeois, ce fut la faiblesse et l'incapacité de la bourgeoisie albanaise en tant que classe. Cette faiblesse était due avant tout au fait que la bourgeoisie albanaise en tant que nouvelle classe en cours de formation, ne parvint à se consolider ni économiquement ni politiquement. C'est dans cette faiblesse, conditionnée par le niveau de son développement et sa position socio-économique, que le camarade Enver Hoxha voit l'une des principales raisons pour lesquelles la bourgeoisie albanaise ne réussit pas à créer son propre parti politique. «L'Albanie, dit-il, se trouvait au croisement de deux périodes historiques, à la phase du déclin du féodalisme et à la phase du développement du capitalisme, où les grands propriétaires terriens, en tant que vieille classe, se précipitaient à leur ruine et où la bourgeoisie n'avait pas encore atteint un degré de développement lui permettant d'avoir fût-ce un seul parti politique»¹. L'extension et la consolidation des positions économiques de la bourgeoisie en Albanie étaient extrêmement lentes en sorte que sa part relative dans l'économie du pays fut et demeura réduite; partant, elle ne pouvait jouer qu'un rôle de second ordre dans la vie économique et politique.

La faiblesse de la bourgeoisie albanaise s'expliquait aussi par tout le passé de cette classe et surtout par le tournant contre-révolutionnaire et réactionnaire qu'elle avait opéré. Le conformisme et l'attitude passive, l'esprit de compromis et les tendances marquées à trahir les intérêts nationaux, trouvèrent un terrain propice dans cette classe, ils y furent enracinés et cultivés si bien qu'ils en devinrent des traits caractéristiques. Les politiciens les plus connus et les plus capables de la bourgeoisie albanaise, élevés et formés dans un milieu marqué par un esprit de compromis et de soumission, n'avaient aucune expérience de la véritable lutte politique, il leur manquait donc le sens de la responsabilité historique, le courage et le flair politique, ils étaient incapables de manœuvrer dans les tournants politiques. La bourgeoisie albanaise ne sortit pas de son sein, et elle ne le pouvait pas, d'hommes politiques doués, elle s'en tint à ses politiciens de l'ancien type qui avaient fait leur temps et dont le passé était d'ailleurs fort douteux, à des politiciens qui avaient «cent drapeaux dans leur poche», qui, «manquant de courage, n'usaient que de ruses», tels que Mithat Frashëri, Ali Këlcyra, Kol Tromara et Fazlli Frashëri. Ces beys et intellectuels embourgeoisés avaient donc fait leur temps; loin de connaître et de comprendre la véritable lutte politique, ils l'identifiaient aux intrigues, aux tripotages et aux complots de cabinet et de coulisse.

La faiblesse de la bourgeoisie albanaise et de ses politiciens apparut au grand jour aux moments décisifs pour les destinées du peuple et de la patrie, car ils se montrèrent tout à fait incapables d'influer tant soit peu positivement sur le cours des événements. S'ils y exercèrent une certaine influence, elle ne fut que négative. Le dernier mot de cette classe fut la création de l'organisation du «Balli Kombëtar» qui n'était qu'une caricature politique sous tous les aspects. Cette organisation et surtout ses chefs de file offraient la synthèse de tous les traits négatifs de la bourgeoisie albanaise en tant que classe, elle reflétait son incapacité et ses faiblesses, toute sa pourriture.

Quatrièmement, dans les conditions de l'occupation fasciste et d'une situation révolutionnaire créée en Albanie à la suite de cette occupation, des partis politiques ne pouvaient naître, prendre racine et croître que sur le sol national, le sol du patriotisme et de la lutte contre l'occupant étranger, pour la liberté et l'indépendance nationale. En dehors de ce sol, les partis politiques, quelle que fût la classe ou couche sociale qu'ils eussent représentée, quel que fût leur programme, seraient demeurés formels, sans vie et auraient été voués à l'échec.

Un des facteurs importants qui contribuèrent à la naissance et au succès certain du PCA, ainsi qu'à accroître sans cesse son autorité et son rôle dirigeant, fut précisément le fait qu'il naquit et se tint fermement sur le sol national, sur le sol de la lutte pour la libération de la patrie du joug étranger. Etant le seul parti politique du pays, le PCA se dressa tout entier et sans réserve dans une lutte armée, incessante et intransigeante, contre l'occupant fasciste, il devint le porte-drapeau de cette lutte, le défenseur et le porte-parole des intérêts nationaux et de l'indépendance du pays, s'identifiant ainsi tout naturellement au patriotisme le plus pur et le plus élevé.

En revanche, les tentatives des autres classes, celles des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, pour créer leurs propres partis politiques étaient vouées à l'échec et elles échouèrent précisément parce qu'elles ne s'appuyèrent pas sur le sol national de la lutte pour la libération du pays. «Aucune classe, indique le camarade Enver Hoxha, aucune couche sociale, aucun autre groupe politique n'est apparu avec son propre parti pour arborer le drapeau de la libération nationale, parce qu'il n'était pas en mesure de jouer un rôle indépendant dans l'arène politique du pays, de dire, de façon indépendante, son mot, de créer un parti à lui, un parti politique stable, reposant sur de solides fondements idéologiques et organisationnels.»²

La classe des gros propriétaires fonciers albanais avait rompu depuis longtemps tout lien avec sa nation et sa patrie, elle les avait vendues et trahies en tout temps, elle était devenue un instrument aveugle dans les mains de l'occupant fasciste, aussi ne pouvait-elle dire son mot de façon indépendante. D'autre part, la bourgeoisie réactionnaire albanaise était, elle aussi, incapable de dire son mot, de façon indépendante, dans l'arène politique du pays, malgré ses efforts pour donner l'impression d'être pure de toute tâche, éviter de se compromettre en tant que classe et cacher avec soin sa collaboration avec l'occupant fasciste. De nombreux représentants de cette classe se mirent, dès le lendemain de l'occupation, au service de l'appareil d'Etat fasciste, mais cette même classe garda certains contingents en réserve, qu'elle mit en action à l'apparition du «Balli Kombëtar».

Il va de soi qu'il pouvait y avoir des éléments patriotes dans les rangs de la grande bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers albanais, et il y en eut effectivement, mais ils étaient fort rares. Ces mêmes éléments participèrent à titre individuel au Front de libération nationale ou lui apportèrent leur soutien. D'autre part, la moyenne et petite bourgeoisie albanaise, qui dans sa majorité, se tenait sur des positions patriotiques et démocratiques, ne put, elle non plus, créer un parti politique à elle, ni dire son mot de façon indépendante dans l'arène politique du pays. Mais, alors que la grande bourgeoisie albanaise ne fut pas capable de créer un parti ou une organisation politique progressiste et antifasciste en raison de sa nature réactionnaire et de ses liens de collaboration avec l'occupant fasciste, la moyenne et petite bourgeoisie qui se tenait sur des positions patriotiques ne fut pas à même de fonder un parti à part parce qu'elle était éparpillée, faible, souvent timide et hésitante, qu'elle ne constituait pas une force politique considérable et n'était pas capable d'assumer l'organisation et la direction de la lutte contre l'occupant fasciste. Cela explique pourquoi elle s'appuya sur le Front de libération nationale et y participa activement; ce Front satisfaisait toutes les demandes et les aspirations patriotiques et démocratiques de ces couches de la bourgeoisie. Ces couches firent leur la plate-forme politique du Front et restèrent dans ses rangs jusqu'au bout; elles n'éprouvèrent jamais le besoin de

s'organiser en tant que forces politiques à part eu sein ou en dehors du Front et ne firent aucune tentative en ce sens ; elles ne s'opposèrent jamais non plus au Front au cours de la Lutte de libération nationale. Cette attitude de leur part fut favorisée et renforcée par la lutte résolue que menaient les communistes albanais et par l'essor du Mouvement de libération nationale qui les aidèrent à surmonter toute hésitation ou oscillation, à manifester et à consolider librement leurs tendances patriotiques et progressistes.

La création et l'activité des organisations traîtresses du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti» montrèrent que la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers étaient incapables de dire leur mot de façon indépendante dans l'arène politique du pays, qu'aucun parti ou organisation patriotique et antifasciste ne pouvait sortir de leur sein. En dépit de leur masque de patriotisme et de leurs slogans de liberté, ces organisations se situèrent dès leur apparition dans la mouvance des accords et de la collaboration avec l'occupant.

Même si la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers, ces classes exploiteuses, avaient voulu mener un travail sérieux pour créer leurs propres partis ou organisations politiques animés d'un véritable patriotisme et favorable à la lutte contre l'occupant fasciste (ce qui était pratiquement impossible, car une chose pareille était contraire à la situation réelle de ces classes et à leur nature), ils n'auraient pu s'emparer de la direction de la Lutte antifasciste ni prendre le pouvoir, incapables qu'ils étaient de se mesurer au PCA et à la classe ouvrière dans le domaine de la lutte armée de libération, de la fermeté et de la volonté de combattre, du courage et de la bravoure, de l'esprit révolutionnaire et de l'abnégation. Même si les choses s'étaient passées ainsi, le PCA serait demeuré la force dirigeante fondamentale et aurait joué son rôle de catalyseur dans le Mouvement antifasciste de libération nationale.

De son côté, le PCA ne craignait pas la création d'autres partis politiques progressistes et antifascistes. Cependant, il ne favorisa ni n'encouragea, pas plus qu'il n'entrava ni ne contrecarra, la création de ces partis-là. Si de tels partis politiques antifascistes s'étaient formés, le PCA n'aurait pas hésité à collaborer avec eux au sein d'un seul et même front antifasciste. Le fait qu'il n'y eut pas en Albanie d'autres partis politiques, loin d'être un facteur négatif, revêtit une importance positive. S'ils s'étaient formés, ces partis auraient été hésitants, ils auraient passé des compromis avec l'ennemi, et, après la Libération, de partis à tendances antifascistes et progressistes qu'ils auraient été, ils seraient devenus des partis réactionnaires qui tenteraient d'entraver puis de freiner l'essor de la révolution populaire, de faire faire machine arrière à l'histoire en luttant pour porter de nouveau au pouvoir les classes exploiteuses.

Expliquant pourquoi il n'y eut pas d'autres partis politiques antifascistes en Albanie, le camarade Enver Hoxha a dit : «Considérant le fait historique de l'absence chez nous d'autres partis politiques, nous affirmons que pour la classe ouvrière et le peuple albanais, pour la cause de la révolution et du socialisme en Albanie, cela a été un grand bien, d'une importance incalculable, mais pour la bourgeoisie, par contre, pour la réaction nationale et internationale, un grand malheur, une perte fatale. Quelle caractère et quel but auraient eus les autres partis politiques, qu'auraient-ils représenté et quels intérêts auraient-ils défendus ? Bien entendu, les intérêts des beys, des agas, des commerçants, des capitalistes de la ville et de la campagne... Toute leur activité aurait été nuisible à l'unité du peuple, à la lutte de libération, elle aurait été dirigée contre le pouvoir populaire, contre les grandes réformes économiques, politiques et structurelles, elle aurait été nuisible au relèvement du pays et à l'édification du socialisme.

«Cela a été prouvé très clairement au cours de la Lutte de libération nationale, lorsque les organisations politiques du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti», dans lesquelles s'étaient rassemblés les représentants des classes dominantes et exploiteuses du pays, firent ouvertement cause commune avec les envahisseurs nazis-fascistes et devinrent des instruments des impérialistes anglo-américains pour saper la lutte de libération du peuple albanais. Cela a été confirmé aussi après la libération du pays, lorsque les représentants de la bourgeoisie et agents des Américains et des Anglais, Riza Dani, Shefqet Beja, Gjergj Kokoshi et autres, tentèrent de créer un parti politique pour miner le pouvoir populaire et l'édification de l'Albanie nouvelle, socialiste, tentative qui fut écrasée par notre Parti et le Front démocratique.»³

Cinquièmement, l'existence du Parti communiste d'Albanie, en tant que premier et unique parti politique créé dans le pays et devenu l'âme et le cerveau du Mouvement antifasciste de libération nationale du peuple albanais, était un important facteur qui, objectivement, joua un grand rôle dans la question de la création d'autres partis et organisations politiques.

Les classes exploiteuses, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie, étaient obligées de tenir compte de ce facteur. Ce furent justement l'existence du PC A et l'affirmation de son rôle dirigeant au sein du Front de libération nationale qui alarmèrent ces classes et les poussèrent à créer en hâte et fiévreusement leurs organisations du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti». Ces classes, qui ne s'étaient fait de soucis et n'avaient bougé ni quand l'Albanie avait été menacée, ni quand elle fut occupée, ni quand la terreur fasciste s'abattit lourdement sur le pays, ces classes donc enragèrent et se dressèrent en voyant que le peuple, dirigé par le PC A, allait prendre le pouvoir.

Ce qui frappait en particulier, c'était la réaction de la bourgeoisie. L'existence du PCA et du Front de libération nationale obligea la bourgeoisie albanaise à sortir de son repaire et à jeter les dés, à accepter l'affrontement et la bataille décisive dont dépendrait son sort. Avec la création du «Balli Kombëtar» fut amorcé en fait un tournant dans la conduite et la politique de la bourgeoisie réactionnaire albanaise, le passage de la politique traditionnelle de soumission passive et bienveillante et de collaboration timide et masquée, à une politique active de collaboration avec l'occupant fasciste italien à la suite de quoi elle mobilisa et engagea toutes ses forces dans la lutte contre le Mouvement de libération nationale. La bourgeoisie occupa ainsi le premier plan sur la scène politique de la réaction albanaise et devint le principal appui social de l'occupant en faisant passer au second plan les gros propriétaires fonciers. C'est de cette façon que s'élargit en Albanie l'appui social du fascisme. Les deux classes exploiteuses du pays, les bourgeois et les gros propriétaires fonciers, avaient désormais assumé sans aucune réserve ce rôle, mais, alors que ceux-ci le faisaient ouvertement, ceux-là s'y prenaient de façon dissimulée. Le tournant opéré par la bourgeoisie s'expliquait également par les changements que les fascistes italiens apportèrent à la politique qu'ils suivaient en Albanie: ils fondaient maintenant leurs espoirs et avaient jeté leur dévolu sur la bourgeoisie du pays, étaient très attentifs à elle et lui apportaient le plus gros de leur appui. Approuvée et soutenue par les fascistes italiens, la bourgeoisie devint l'initiatrice de «réformes» en vue de la création d'un «Etat albanais indépendant» dans le cadre de l'empire fasciste italien. Mais ces changements d'ordre tactique dans la politique suivie par le fascisme italien en Albanie eurent pour effet de faire de la bourgeoisie albanaise, à travers le «Balli Kombëtar», la plus puissante et la plus dangereuse des armes dans les mains de l'occupant, car cette bourgeoisie assumait un rôle de scissionniste, de cinquième colonne, dans les arrières du Mouvement de libération nationale, elle devint le promoteur d'une nouvelle démagogie, «nationaliste» par sa forme, fasciste par son contenu.

L'existence du PCA et la juste ligne qu'il suivait influèrent puissamment sur le destin de ces organisations, sur l'évolution du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti», qui, d'organisations démagogiques et pseudo-patriotiques qui collaboraient en sous main avec l'occupant, se transformèrent en des organisations traîtresses qui passèrent ouvertement dans le camp des fascistes, ennemis du peuple.

Cette influence revêtit un caractère objectif, et loin d'être arbitraire et de porter atteinte aux événements et au processus historique, elle fut le résultat inévitable de ce dernier. Se dressant tout entier dans une lutte armée à outrance contre les envahisseurs fascistes, poursuivant et étendant sans cesse cette lutte et se tenant à l'avant-garde du Mouvement de libération nationale, sans tenir compte des sacrifices à consentir et des difficultés à surmonter, le PCA devint objectivement un point de référence, une cime que l'on apercevait de toutes parts et qui permettait aux simples gens, aux ouvriers, aux intellectuels et à tous les honnêtes nationalistes de s'orienter comme il se devait et de ne pas se tromper, de comparer, de juger et d'apprécier à leur juste valeur les forces en présence, de choisir librement la voie juste menant à la victoire. Fortes de ce point de référence, les larges masses citadines et rurales ne se laissèrent pas tromper par la démagogie patriotique du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti» et ne tombèrent pas dans leur piège.

Grâce au PCA, fut créé et consolidé un nouveau type, supérieur, de patriotisme, jamais vu auparavant dans l'histoire de notre peuple et qui fit perdre son peu de valeur au faux patriotisme du «Balli

Kombëtar» et du «Legaliteti». Il va sans dire que ce nouveau patriotisme, sans précédent, ne tomba pas du ciel, mais fut animé et trempé par le PCA, qui, ayant hérité les plus brillantes traditions de patriotisme du passé, les enrichit et les porta à un niveau qu'elles n'avaient jamais atteint jusque-là. Ce nouveau patriotisme avait ses propres traits distinctifs : il était avant tout populaire, un patriotisme de masse, il se reflétait dans le courage et l'abnégation non pas de quelques éminentes personnalités ou d'un cercle restreint de personnes, mais chez des milliers de combattants, de partisans, il se reflétait dans l'esprit de sacrifice que montraient les larges masses dans les arrières de l'Armée de libération nationale albanaise, les paysans, les femmes, les jeunes, il se reflétait brillamment dans l'engagement des fils du peuple, des ouvriers et des paysans, dans les rangs du Parti et de l'ALNA pour devenir des commissaires politiques et commandants capables et talentueux, d'éminents organisateurs et dirigeants politiques; ce patriotisme faisait toujours passer avant tout les intérêts du peuple et de la patrie en défendant jusqu'au bout ces derniers sans reculer devant aucun obstacle, difficulté ou sacrifice; il se manifestait non seulement à des moments déterminés, non seulement dans la lutte armée et dans l'affrontement avec l'ennemi, mais aussi dans la vie et la pratique de tous les jours des combattants et de ceux qui participaient au Mouvement de libération nationale. Ce nouveau patriotisme, conscient, émanait de la justesse de la cause pour laquelle combattaient le peuple et le Parti, de l'enthousiasme et du pathétique que suscitait l'idéal de la liberté et de l'édification de la vie nouvelle et heureuse du peuple. Les communistes étaient les inspireurs et les promoteurs de ce nouveau patriotisme, du patriotisme des «vaillants qui allaient libérer l'Albanie». Le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti» ne trouvèrent rien d'autre à opposer à ce véritable et ardent patriotisme que leur phraséologie nationaliste démagogique et leur faux patriotisme ; ces organisations fondèrent leurs uniques espoirs sur la puissance mystificatrice de leurs vaines paroles, sur la création de la psychose nationaliste et anticommuniste et ils engagèrent pour ce faire toutes leurs énergies et toute leur intelligence. Il ne faut pas oublier que dans ce domaine le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti» disposaient de moyens financiers et de propagande illimités, car ils jouissaient du plein appui de la presse et de la machine de propagande énorme du fascisme et des quislings qui, tous ensemble, crachaient chaque jour leur fiel politique et idéologique contre les communistes et le Mouvement de libération nationale. Toutefois, la furieuse campagne de calomnies, inouïe jusque-là, orchestrée par les idéologues ballistes et tous les autres ennemis, ne put tromper le peuple albanais ni le faire tomber dans le piège de leur nationalisme pourri.

A part la lutte armée et intransigeante poursuivie chaque jour par le PCA et le Front de libération nationale, qui constituait la pierre angulaire et le facteur objectif décisif dans la dénonciation de la propagande trompeuse du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti», l'agitation et la propagande menée par le PCA jouèrent, elles aussi, un rôle important dans le dévoilement et la dénonciation de la trahison de ces organisations. Bien que le Parti manquât de moyens de propagande, sa parole était si convaincante, si vraie, qu'elle se répandait avec la rapidité de l'éclair. A travers les tracts, les communiqués, la presse clandestine et l'agitation quotidienne des communistes, la parole du Parti passait de bouche à oreille, d'une maison à l'autre, de quartier en quartier, d'une chaumière à l'autre et de village en village pour enflammer le cœur des Albanais. Grâce au travail inlassable que menaient chaque jour les communistes, des milliers de combattants de la liberté, des ouvriers et des paysans, des intellectuels et des patriotes non inscrits au Parti devinrent progressivement des agitateurs et de propagandistes de la ligne du Parti en sorte que la parole et les idées de ce dernier se matérialisaient, devenant ainsi une force qui dressait les larges masses du peuple dans la lutte contre l'occupant et les traîtres. Il y avait donc des liens et une dépendance mutuelle entre l'activité pratique, les actions et la lutte armée par le Parti d'une part, et sa parole et ses idées, de l'autre. La lutte et les actions quotidiennes étaient à la source et à la base du pouvoir persuasif de la parole du Parti et, inversement, la parole et les idées du Parti ouvraient de nouvelles perspectives pour de plus nombreuses actions, de plus grande envergure et d'une nouvelle force de frappe. C'est dans cette unité de la parole et de l'action, des idées et de la pratique révolutionnaire et combattante quotidienne que résidaient la force et l'invincibilité du PCA et du Mouvement de libération nationale. C'est précisément contre cette force que vinrent se briser le «Balli Kombëtar», le «Legaliteti» et leur faux patriotisme. C'était la première fois dans l'histoire de notre peuple que cet affrontement était total et irréversible, une véritable lutte à mort. Dans cet affrontement le faux patriotisme ne perdit pas seulement une bataille, il fut définitivement démantelé.

Ce genre de patriotisme ainsi que les classes dont il était le produit furent enterrés pour ne plus renaître.

Sixièmement, un autre facteur important qui conduisit également à l'échec des tentatives des autres classes pour créer leurs propres partis politiques, qui accéléra le processus de la faillite du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti» et qui, en même temps, aida le PCA à accroître son autorité et à remporter un plein succès, c'a été la question de la perspective d'avenir, la question des garanties offertes par chacune des forces en présence pour la satisfaction des revendications et la réalisation des aspirations du peuple après la libération du pays.

Les perspectives d'avenir offertes par les classes exploiteuses étaient sombres, c'était le retour en arrière. Si ces classes venaient à prendre de nouveau le pouvoir, elles ne pouvaient donner au peuple qu'oppression et exploitation. Dans le passé, chaque fois que les classes exploiteuses avaient demandé aux masses, et surtout à la paysannerie, de les soutenir, elles leur avaient fait des promesses, mais une fois au pouvoir, elles les avaient toujours trompées en ne tenant aucune de leurs promesses. Cette fois, les classes exploiteuses se trouvaient dans une très mauvaise posture, car le peuple avait gardé un souvenir très précis de l'amère expérience de son passé et surtout de 1924, il avait maintenant à sa tête le PCA, qui lui servait de point de référence en cette question aussi. C'est justement parce qu'elles se trouvaient dans une très mauvaise posture que les classes exploiteuses se montrèrent excessivement zélées pour faire des promesses, en s'enfonçant dans une démagogie effrénée qui dépassait toute limite. Elles promettaient d'éliminer l'exploitation des ouvriers et des paysans, elles promettaient une Albanie équilibrée du point de vue social, où chacun aurait un emploi et un logement, où l'agriculteur recevrait la terre et aurait une vie assurée, où l'on verrait s'accroître la dignité des ouvriers et des paysans, etc. Mais dans la bouche des chefs de file et des propagandistes du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti» ces promesses sonnaient creux et n'étaient que pur paradoxe. La réalisation de ces promesses auraient sonné le glas des prometteurs. Il apparaissait ainsi que les bourgeois et les gros propriétaires fonciers, par leur propre «volonté», étaient prêts à renoncer à leur domination, à l'exploitation des autres et à leurs richesses qu'ils donneraient au peuple, mais à une petite condition: qu'il se détourne des communistes. Les classes exploiteuses et leurs idéologues se rendaient bien compte que sans isoler le PCA des masses et sans le liquider, ils ne pouvaient pas empêcher la révolution populaire de progresser ni le pouvoir populaire de s'instaurer.

Or cette campagne effrénée de mystification et de fausses promesses n'eut pas l'effet que souhaitaient le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», bien au contraire, elle éveilla la méfiance des larges masses du peuple et, avec le temps, n'ayant plus aucune prise sur celles-ci, elle finit par leur devenir odieuse.

L'activité pratique quotidienne du «Balli Kombëtar», qui ne correspondait en aucun point à ses belles promesses, a été pour beaucoup dans l'échec de cette campagne et le discrédit qu'elle s'attira. Pratiquement, les bandes armées du «Balli kombëtar» qui rôdaient dans les zones libérées par l'ALNA, se comportaient brutalement avec le peuple, se livraient à des actes arbitraires, à des menaces, semaient la division, soutenaient les paysans riches, les spéculateurs et les usuriers au détriment des paysans pauvres et moyens, et, quand elles le pouvaient, elles pillaient et tuaient. Ces bandes devinrent des nids de criminels, de brigands, d'espions et, une fois chassées des zones libérées, elles se muèrent en bandes de bachi-bouzouks, de tueurs et de pilleurs, ouvertement au service des envahisseurs allemands. A la suite de ces agissements, le nom de «balliste» prit parmi le peuple un sens très péjoratif, devenant un synonyme de traître, démagogue, espion, criminel, voleur, poltron. Et lorsque le «Balli Kombëtar» se réduisit en cet état, il oublia ses promesses et ne garda dans ses mains que le poignard, c'est-à-dire qu'il montra enfin ouvertement son véritable visage, celui du bourreau du peuple et du traître à la patrie. Par contre, le PCA offrait d'autres perspectives d'avenir au peuple albanais, diamétralement opposées à celles offertes par le «Balli Kombëtar». Dès la fondation du PCA, on vit clairement la perspective réelle de l'avènement du peuple au pouvoir qui allait devenir le véritable maître tout-puissant de ses destinées. Cette perspective ne concernait pas seulement l'avenir, mais commença à devenir une réalité au cours même de la Lutte de libération nationale. Chaque pas en avant dans le renforcement et l'extension de cette Lutte était en même temps un pas en avant dans la réalisation de cette perspective qui, avant même la fin de la lutte armée contre l'occupant et les traîtres, devint une réalité et fut sanctionnée au Congrès de Permet qui posa ainsi les fondements d'un Etat albanais nouveau, populaire.

Le PCA montra également au peuple la perspective réelle de l'instauration du pouvoir populaire qui, après la libération du pays, procéderait à de profondes réformes sociales et économiques à son profit, réaliserait toutes ses aspirations, il lui montra également que c'était lui, le peuple, qui jouirait de tous les droits et de toutes les libertés démocratiques. D'ailleurs, ce n'était pas là seulement une perspective d'avenir, cela était immédiatement mis en œuvre dans la mesure, certes, où les conditions de la guerre le permettaient. Dans les zones libérées, le peuple jouissait effectivement de droits et de libertés démocratiques, il était devenu maître de ses destinées et gouvernait lui-même. Dans ces zones-là, l'ancien régime avait été renversé et démantelé, toutes ses lois annulées, tous les impôts, y compris la dîme, supprimés, et le Parti faisait appel au peuple dans les zones occupées pour qu'ils n'observât pas les lois de l'occupant et refusât de payer les impôts. Le Parti et l'ALNA luttait contre les spéculateurs et défendait les paysans des actions arbitraires des exploités, des criminels et des bandes du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti», ils aidaient le peuple dans ses travaux agricoles, ouvraient des écoles et organisaient des cours d'alphabétisation pour adultes, etc. Certes, ce n'était là qu'un début, les premiers signes des transformations qui seraient accomplies après la libération du pays et qui donneraient un tout autre aspect à l'économie et à la société albanaises.

C'est également au PCA que se liait la perspective à long terme, mais brillante, de la construction du communisme en Albanie, la perspective de l'élimination des disparités essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la ville et la campagne, la perspective du développement et de l'épanouissement total de l'homme en tant qu'individu et de la société albanaise dans son ensemble. Les classes exploiteuses, le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», ainsi que tous les autres ennemis, firent tout pour ternir cette brillante perspective, pour discréditer l'idée de communisme, présenter celui-ci comme un épouvantail et effrayer ainsi les masses afin de les amener à s'éloigner des communistes. Mais les attaques et les calomnies de ces ennemis étaient en opposition flagrante avec la réalité, l'activité pratique, les prises de position et le comportement quotidien des communistes albanais les mettant chaque jour en échec. Le peuple voyait les communistes lutter, mener des actions, déployer une activité pratique. Dans l'esprit du peuple l'image du communiste fut gravée en tant qu'image légendaire symbolisant le courage et l'abnégation, la sagesse et la maturité politiques, la modestie et une pureté morale de cristal, la fermeté révolutionnaire, la haine de l'ennemi fasciste et des traîtres, l'amour du peuple et le dévouement à sa cause. Ainsi, le peuple se convainquit, par sa propre expérience, que ceux qui pouvaient craindre le communisme et le PCA, c'étaient bien les classes exploiteuses et leurs organisations, le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», et non pas lui, le peuple. A travers la lutte menée et l'exemple donné par les communistes, sans forcer arbitrairement le processus historique du cours des événements, sans déborder le cadre des tâches à remplir par la Lutte de libération nationale, le communisme, loin de devenir un épouvantail pour le peuple, pénétrait peu à peu le cœur des gens, et devenait l'idéal des larges masses travailleuses. En même temps que le rôle dirigeant et l'autorité du PCA, s'accroissait aussi la sympathie pour le communisme. C'est ainsi que les fondements du radieux avenir de notre pays furent jetés au cours même de la Lutte de libération nationale.

C'étaient là les principaux facteurs qui déterminèrent l'échec des tentatives des classes exploiteuses pour créer leurs propres partis et organisations politiques. Ils furent en même temps au nombre des facteurs qui affirmèrent le Parti communiste d'Albanie comme l'unique parti politique dans le pays. Ce qui fut positif et progressiste, c'était que le Parti communiste d'Albanie fut et resta le seul parti politique en Albanie ; ce fait accéléra tout le processus historique de l'évolution de la société albanaise, il facilita et accéléra le triomphe de la révolution populaire, assura l'engagement immédiat du pays dans la voie du socialisme.

2. L'attitude du PCA envers le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti»

Le problème de l'attitude du PCA envers les divers courants, envers les autres organisations et partis politiques est peut-être celui qui a été le plus débattu, embrouillé à dessein et sciemment déformé par les idéologues des classes exploiteuses et ceux du «Balli Kombëtar» en particulier. S'efforçant de fausser les faits et la réalité historique, ces idéologues se creusèrent la cervelle pour inventer toutes sortes de faux arguments comme quoi le PCA aurait été contre la création d'autres partis politiques et aurait tout fait pour s'y opposer, animé d'un désir de dominer, d'établir son monopole en ce domaine ; il aurait donc été contraire à tout accord avec le «Balli Kombëtar», il aurait entravé et saboté toute

coopération avec ce dernier et aurait, par son intolérance, semé la discorde, poussé à une guerre fratricide, obligé le «Balli Kombëtar» à trahir et à se rallier à l'occupant fasciste. Mais un mensonge, quand bien même il serait bien tissé, reste un mensonge. Les calomnies et la déformation de la réalité, les tentatives pour rejeter toute responsabilité et sa propre faute sur le dos des autres, ne purent ni sauver ni justifier le «Balli Kombëtar». Sa trahison resta une trahison et il n'était pas possible de trouver des arguments pour le justifier et encore moins pour le blanchir, pour la bonne raison qu'il n'y en avait pas.

La vérité historique apparaît au grand jour dès qu'on se réfère aux documents, aux faits et aux événements de l'époque de la Lutte antifasciste. Bien que dans le pays il n'existât pas d'autres partis politiques, le PCA avait défini clairement et de façon catégorique son attitude aussi bien à l'égard des courants politiques existants, que vis-à-vis des groupes, organisations ou partis politiques qui auraient pu éventuellement se créer plus tard.

L'idée de la collaboration et de l'union avec tous les autres courants politiques sur la base de la lutte contre les envahisseurs fascistes fut avancée pour la première fois dans le document de la fondation du PCA, où il est dit entre autres : «... unissons-nous à tous les nationalistes qui aiment vraiment l'Albanie, à tous les Albanais honnêtes qui veulent lutter contre le fascisme.»⁴

C'est cette même idée que souligne l'éditorial du premier numéro du «Zëri i popullit», organe du PCA, paru en août 1942. Il fixait pour tâche: «d'unir tout le peuple albanais autour de lui, d'unir tout ce qui est honnête et antifasciste, sans tenir compte des croyances, des groupes politiques et des divers courants... pour une Albanie indépendante, libre et démocratique».⁵

L'attitude du PCA à l'égard des divers courants et groupes politiques constituait la base de tous les travaux de la Conférence de Peza, qui décida à l'unanimité la création du Front de libération nationale albanais. La Conférence de Peza souligna la nécessité de mener une lutte armée ininterrompue et à outrance contre l'occupant fasciste et d'unir dans cette lutte tout le peuple albanais, sans distinction de classe, de convictions politiques ou religieuses, de région d'origine et d'idées, au sein du Front de libération nationale.

Ces formulations qui reflétaient la situation réelle de l'époque ne font pas mention d'organisations ou de partis politiques parce qu'il n'en existait pas. Mais la clarté et le contenu de ces décisions, loin de donner lieu au moindre doute, conduisent à la conclusion que le PCA et le Front de libération nationale, en acceptant l'union avec d'autres courants politiques, étaient prêts à collaborer avec d'autres partis politiques qui pouvaient se créer plus tard.

Par la suite, lorsque les classes exploiteuses, les bourgeois et les grands propriétaires fonciers se mirent à faire de vains efforts pour mettre sur pied leurs propres partis politiques, mais échouèrent dans leurs tentatives dont il ne résulta que des caricatures de partis ou plutôt des organisations traîtresses seulement, le PCA réaffirmait, à ce sujet, son attitude inchangée qui admettait, en principe, l'éventualité de la naissance d'autres partis politiques et de la collaboration avec eux. «Cela ne signifie pas que nous sommes contre la formation de divers partis politiques, lit-on dans les orientations données par le CC du PCA en octobre 1943, mais ces partis éventuels doivent d'abord inscrire dans leur programme la lutte contre l'occupant, une lutte dans les faits et non pas en paroles, puis participer au Front de libération nationale tout en ayant le droit de conserver leur individualité».⁶

Ces décisions et directives du PCA n'étaient pas de simples déclarations insipides, elles constituaient la pierre angulaire, l'essence de la ligne politique générale élaborée et appliquée avec dévouement et sans hésitation par le PCA tout au long de la Lutte antifasciste de libération nationale.

Il faut souligner que tous les documents du PCA et du Front de libération nationale du temps de la guerre, sans exception, sont parcourus par l'idée de l'union des divers courants politiques, organisés ou non, dans une lutte armée et ininterrompue contre les envahisseurs fascistes.

Mais les faits et les événements historiques, la pratique du Mouvement révolutionnaire antifasciste en disent encore plus long à cet égard. La création même du Front de libération nationale était la preuve la plus brillante de la matérialisation de l'idée et de la ligne du PCA sur l'union de tout le peuple albanais dans un Front commun antifasciste. A tous les maillons du Front de libération nationale, y compris son Conseil général, participaient, à part les ouvriers et les paysans, qui en constituaient la

plus grande partie, son pivot même, des éléments appartenant à diverses classes et couches sociales, des représentants de divers courants politiques, quiconque voulait combattre le fascisme, indépendamment de ses convictions politiques et idéologiques ou de son origine de classe. La lutte armée elle-même, qui gagnait sans cesse en ampleur et se transforma en une insurrection populaire générale, démontrait ainsi la justesse de la ligne de l'union du peuple tout entier, ligne qui fut immédiatement mise en pratique. Les communistes ne pouvaient pas mener leur lutte tout seuls, mais de concert avec le peuple, et c'est ce qu'ils firent en effet, en prenant la tête du mouvement.

Toutefois, contrairement à ce que prouvent les documents, les faits et la réalité historique de l'époque, les idéologues du «Balli Kombëtar», du «Legaliteti» et leurs défenseurs, les impérialistes anglais et américains, n'ont jamais renoncé à leur thèse fautive, inventée de toutes pièces, selon laquelle le PCA étant contre la création d'autres partis politiques, en interdisait la création et établissait par la violence le monopole d'un seul parti. C'est un fait historique que le PCA fut et demeura l'unique parti politique en Albanie, et cela parce qu'il suivit une ligne juste, répondit aux intérêts fondamentaux du peuple, de la nation, de la patrie et, gagnant ainsi leur confiance et leur appui illimités, fut reconnu par eux comme l'unique force politique dirigeante du pays. Le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti» furent rejetés par le peuple, non pas parce que le PCA s'était opposé à eux et les combattait, mais parce qu'ils ne méritaient que d'être rejetés, parce que c'étaient des organisations de traîtres. Et cela est tout à l'honneur du PCA. A quoi bon après cela les radotages sur le monopole d'un seul parti, sur l'absence de démocratie parce qu'il n'y eut pas et il n'y a pas non plus aujourd'hui d'autres partis politiques dans le pays ? Y a-t-il une démocratie plus large, plus réelle et plus effective que quand un peuple tout entier, dirigé par un parti qu'il a lui-même choisi pour le guider et à qui il fait confiance, s'engage volontairement sur une voie hérissée d'obstacles et exigeant des sacrifices, mais la seule qui conduise à la liberté et à l'indépendance nationale, qui ouvre la perspective de l'édification d'une société nouvelle, sans oppresseurs ni exploités, et d'une vie heureuse pour le peuple ? Quant à la violence qu'évoquaient les ennemis en vue de désorienter les gens, il importe de souligner que la violence en soi ne crée ni ne fait disparaître les partis politiques. La fondation de ces partis en Albanie était fonction des conditions historiques et sociales du pays, de la structure de classe de la société, de la présence de classes antagonistes en son sein et non pas de la violence. La création éventuelle d'autres partis politiques ne dépendait pas du tout de la volonté du PCA d'en permettre ou non la fondation.

C'est pourquoi, en tant que véritable parti marxiste-léniniste, le PCA ne pouvait pas ne pas accepter en principe la possibilité de la création d'autres partis politiques. En outre, le PCA n'avait à l'époque ni la possibilité ni les moyens violents nécessaires pour empêcher la création d'autres partis politiques. Une thèse pareille ne pouvait être que le produit de l'imagination de l'ennemi. Les moyens de violence étaient comme on le sait entre les mains des envahisseurs fascistes et des organisations traîtresses du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti». Ils en disposaient à profusion, depuis les armes et le matériel de guerre, l'armée fasciste d'occupation et les forces de police, les tribunaux, les prisons et les camps de concentration, jusqu'aux bandes traîtresses de bachibouzouks, et tous ces moyens de violence ont été utilisés contre le PCA, mais cela n'empêcha pas celui-ci de voir le jour, d'accroître son autorité et d'assumer un rôle toujours plus important dans la lutte de libération en dépit des efforts que l'ennemi déploya pour le détruire. D'autre part, la violence des envahisseurs fascistes et de la réaction intérieure, le soutien que la réaction impérialiste anglo-américaine prêtait au «Balli Kombëtar» et au «Legaliteti» ainsi que ses menaces d'intervention n'ont pu éviter la défaite de ces organisations traîtresses.

Les idéologues des classes exploiteuses se servaient de la thèse fautive de l'interdiction de fonder d'autres partis politiques et de l'établissement du monopole d'un seul parti pour aller plus loin dans leurs intrigues, pour déformer l'attitude du PCA et du Front de libération nationale à l'égard du «Balli Kombëtar» et du «Legaliteti», pour camoufler et justifier leur ligne antinationale et leur défaite.

Les documents, les faits et les événements historiques rejettent également la thèse selon laquelle le PCA n'aurait pas souhaité ni accepté de s'entendre avec le «Balli Kombëtar».

Avec l'apparition du «Balli Kombëtar», le PCA définit tout de suite de façon concrète son attitude à son égard, en se prononçant pour l'union ou la collaboration du Mouvement de libération nationale avec cette organisation sur la base d'une lutte armée à outrance contre l'occupant fasciste. Cette attitude émanait des principes et de la ligne politique qu'avaient proclamés et appliqués le PCA et le

Front de libération nationale depuis leur fondation. Le PCA ne fit qu'observer cette même attitude, et cela depuis la création du «Balli Kombëtar» jusqu'au jour de sa trahison ouverte.

En accordant la primauté aux intérêts de la nation et de la patrie, le PCA fit preuve de sang froid, de patience et de tact dans les pourparlers qu'il eut avec le «Balli Kombëtar» et persévéra dans ses efforts pour s'entendre avec lui. Il essaya constamment de détourner le «Balli Kombëtar» du chemin erroné où il s'était engagé et de l'amener à se dresser dans la lutte contre le fascisme. Le PCA ne se borna pas à avoir des entretiens avec les chefs de file du «Balli Kombëtar», il donna aussi des instructions catégoriques pour organiser des entretiens de ce genre à la base aussi, et pour conclure, là où le «Balli Kombëtar» accepterait de combattre le fascisme par les armes, des accords avec lui sans attendre pour ce faire de nouvelles instructions. Mais nulle part dans le pays et à aucun moment le «Balli Kombëtar» n'accepta de se battre contre l'ennemi fasciste.

Les documents du PCA et les oeuvres du camarade Enver Hoxha, qui datent de la période de la Lutte de libération nationale, consacrent une large place aux efforts déployés par le Parti en vue de s'entendre et de collaborer avec le «Balli Kombëtar» dans la lutte contre l'occupant.

Tout en se prononçant pour l'union dans la lutte et en essayant de s'entendre à ce sujet avec le «Balli Kombëtar», le PCA critiquait ouvertement parmi le peuple et dans ses pourparlers avec cette organisation les côtés négatifs et les défauts de celle-ci, sa ligne opportuniste et attentiste, ainsi que ses tendances marquées au compromis avec les fascistes. Il avait donné des instructions pour dénoncer toute action du «Balli Kombëtar» allant à rencontre de la ligne de l'union dans la lutte contre le fascisme, pour démasquer sa propagande anticommuniste et chauvine qui ressemblait tellement à la propagande menée par les fascistes, pour dénoncer enfin nommément les collaborateurs de l'ennemi, ses nombreux espions et ses criminels notoires.

Même au moment où le «Balli Kombëtar» passait ouvertement à la trahison, le PCA lui offrit pour la dernière fois l'occasion de s'unir au Front de libération nationale ou du moins de collaborer avec lui. Cela, il le fit non pas pour des raisons sentimentales ou d'opportunité, mais au nom de l'extension de la lutte armée contre l'occupant.

«Nous voulons, écrivait le camarade Enver Hoxha en septembre 1943, que le «Balli Kombëtar» renonce à sa politique erronée et s'engage dans les rangs du Front de libération nationale en souscrivant au programme adopté par le Conseil de ce dernier. Néanmoins, pour profiter de toute occasion offerte en vue d'unir le peuple albanais, nous acceptons même une collaboration moins étroite avec l'organisation du «Balli Kombëtar», mais cette collaboration doit d'abord satisfaire les conditions minimales suivantes : 1) engager immédiatement une lutte incessante contre l'occupant fasciste italien et allemand ; 2) lutter aux côtés de nos grands alliés anglo-soviéto-américains, des peuples opprimés et surtout des mouvements de libération nationale des peuples de Yougoslavie et de Grèce... ; 3) reconnaître les conseils de libération nationale comme l'unique pouvoir démocratique et populaire et insister sur ce point ; 4) l'obligation pour le «Balli Kombëtar» d'épurer ses rangs des éléments liés à l'occupant fasciste, des espions, des criminels et des spéculateurs... ; 5) cesser immédiatement la lutte contre le Parti communiste et la propagande anticommuniste qui sont inconciliables avec la lutte pour l'instauration d'une démocratie populaire en Albanie».⁷

Mais le «Balli Kombëtar» s'y refusa et poursuivit dans la voie de sa trahison. Pour montrer la détermination et l'esprit de suite avec lesquels le PCA et le Front de libération nationale suivirent la ligne de l'union de toutes les forces vives de la nation dans la lutte contre le fascisme, il suffit de dire que, même après la trahison ouverte du «Balli Kombëtar», les portes du Front de libération nationale restèrent ouvertes à tous les éléments opposés au fascisme qui quittaient les rangs du «Balli Kombëtar» et acceptaient de se battre contre l'occupant. En octobre 1943 le camarade Enver Hoxha disait : «Nous nous unissons aux éléments qui reconnaissent leurs erreurs, qui adoptent notre ligne et rejoignent nos rangs, mais nous rejetons toute union avec l'organisation du «Balli Kombëtar»».⁸

Le PCA, durant toute la période de la Lutte de libération nationale ne négligea aucune possibilité de grossir les rangs du Front de libération nationale en menant auprès des gens fourvoyés un travail d'éclaircissement pour les ramener dans la juste voie de la lutte contre le fascisme. Il lança de nombreux appels aux soldats, aux miliciens, aux gendarmes, aux officiers et à tous ceux qui n'avaient pas trempé leurs mains dans le sang du peuple, pour qu'ils désertent les rangs de l'ennemi et se rallient

à la lutte antifasciste du peuple. Le PCA ne confondit jamais les véritables ennemis, les chefs de file des organisations traîtresses et les criminels de guerre, avec les simples gens dupés par l'ennemi.

Tout en rejetant la thèse du «Balli Kombëtar», les documents et faits historiques prouvent que cette organisation était *a priori* contre tout accord avec le PCA et le Front de libération nationale, qu'elle acceptait d'entamer des pourparlers avec ces derniers juste pour la forme afin de sauver ses apparences de patriotisme. Le «Balli Kombëtar» s'opposait catégoriquement à la lutte armée pour la libération du pays du joug des envahisseurs fascistes. Voilà pourquoi il n'avait pas intérêt à faire cause commune avec les forces armées qui combattaient le fascisme. Son objectif à lui n'était pas de lutter contre l'occupant, mais contre le PCA, le Front de libération nationale et le peuple. Usant de mots d'ordre et d'une phraséologie patriotiques de pure démagogie, il visait à affaiblir, à saper et à liquider le Mouvement de libération nationale.

En fait, l'organisation du «Balli Kombëtar» fut créée au su des fascistes. Afin de montrer son dévouement à l'occupant, elle se lia avec le fascisme par un traité secret connu sous le nom du protocole «Dalmazzo-Këlcyra». Les ballistes, en effet, s'étaient unis, depuis longtemps à l'occupant. Leurs chefs de file et la classe qu'ils représentaient avaient toujours nagé, bien que de façon plus ou moins camouflée, dans les eaux du fascisme. Ils étaient unis par un but commun : combattre les communistes et le peuple albanais.

Le «Balli Kombëtar» demeura fidèle à son alliance avec les ennemis, ce dont témoigne toute son activité. Les forces armées du «Balli Kombëtar», qui rôdaient dans les montagnes, ne tirèrent aucun coup de fusil contre le fascisme! Certes, il s'agit là de la prise de position et de la ligne officielle du «Balli Kombëtar» en tant qu'organisation et non pas d'individus éventuellement hostiles à cette ligne. Il y eut en effet des ballistes «rebelles», dont les idées et l'action allaient à l'encontre de la ligne officielle de leur organisation. Mais ils furent vite neutralisés et obligés d'adopter définitivement et sans réserve cette ligne, alors que ceux qui étaient de vrais antifascistes et patriotes se détachèrent du «Balli Kombëtar» pour s'unir au peuple insurgé.

Toute la propagande «patriotique» du «Balli Kombëtar» constitue une preuve de sa fidélité au fascisme. La presse soi-disant clandestine, les tracts et l'arsenal de propagande du «Balli Kombëtar» cependant qu'ils crachaient leur fiel contre les communistes, ne firent jamais la moindre critique à l'adresse du fascisme. Le «Balli Kombëtar» ne mentionnait jamais, dans sa propagande orale et écrite, les fascistes en tant qu'ennemis du peuple albanais, il se contentait tout juste de parler d'ennemis imaginaires, du péril serbe et grec.

Les ballistes et les fascistes étaient mutuellement fidèles. Le fascisme, de son côté, ne manquait pas de récompenser le «Balli Kombëtar», mais le faisait, évidemment en cachette. La meilleure des preuves, c'est qu'aucun balliste ne fut jamais ni poursuivi, ni arrêté ni emprisonné et que la presse et la propagande fascistes n'attaquèrent jamais le «Balli Kombëtar».

Les faits et les événements historiques montrent que cette organisation n'était ni ne pouvait être pour l'union au Mouvement de libération nationale. Rien ne la liait à la Lutte antifasciste du peuple. Le «Balli Kombëtar» ne pouvait admettre qu'un seul type d'accord, un accord de trahison comme celui de Mukje, lui permettant de prendre, sans le moindre mérite et sans tirer un seul coup de fusil, les rênes du Mouvement de libération nationale. Si le «Balli» acceptait un tel accord susceptible de lui faire prendre la direction du Mouvement de libération nationale, ce n'était pas parce qu'il voulait poursuivre la lutte armée contre le fascisme, mais parce qu'il cherchait à étouffer ce Mouvement, à l'obliger à suivre son exemple, à le faire dégénérer et à l'engager dans la voie du compromis et de la trahison qu'avait été la sienne. Cela lui permettrait de ménager la chèvre et le chou, d'assurer au fascisme un règne tranquille et de garder lui-même un masque de patriotisme dont il aurait besoin au cas où le fascisme perdrait la guerre. Le «Balli Kombëtar» entendait, donc, dominer au nom du «patriotisme et de l'antifascisme» et grâce au soutien de ses nouveaux amis et conseillers, les impérialistes anglo-américains, avec lesquels lui et toute la réaction albanaise s'entendaient déjà en sous main.

Loin de souscrire à des accords de ce genre, le PCA les dénonçait sans la moindre hésitation. «Notre attitude à l'égard du «Balli Kombëtar» est toujours la même, écrivait le camarade Enver Hoxha, une fois l'accord de Mukje dénoncé par le Parti. Nous ne voulons pas l'union pour l'union, ce serait creuser la tombe à l'union, mais une union reposant sur de solides fondements, ce qui reviendrait à ce que le

«Balli Kombëtar» procède à une révision de sa politique, condamne sa politique antérieure erronée et s'engage dans la lutte». Et plus loin : «union dans la lutte, mais non dans une lutte pour la trime que le «Balli» mènerait dans le seul but d'effacer ses, anciennes fautes, de s'approprier le drapeau de la lutte et de la saboter d'une nouvelle manière, après l'échec de sa première tentative ; union dans une lutte véritable, implacable et incessante contre le fascisme et les traîtres.»⁹

Bien qu'en flagrante opposition avec les documents de l'époque et la vérité historique, les idéologues du «Balli» et leurs soutiens impérialistes ne renoncèrent pas à leur thèse montée de toute pièce, selon laquelle le PCA avait été contre l'union avec le «Balli Kombëtar» et n'avait pas permis d'aboutir à un accord avec lui. Le passage du «Balli Kombëtar» du côté des envahisseurs fascistes allemands et sa trahison ouverte étaient dus, selon eux, à l'attitude intransigeante du PCA et à la politique qu'il avait suivie en barrant au «Balli Kombëtar» toute autre issue. Ils faisaient également retomber sur le PCA la responsabilité des désaccords avec le «Balli Kombëtar» et de l'acte de trahison qu'il avait commis.

Mais la vérité en est tout autre. Le «Balli Kombëtar» se joignit en toute conscience à l'ennemi, il ne fut contraint par personne de s'engager dans cette voie, qu'il choisit au fond de son propre chef, par sa volonté et avec son consentement. S'il opta pour cette voie, ce n'était pas parce qu'il n'avait pas d'autre issue, la voie de la lutte contre le fascisme lui était ouverte et il avait été constamment appelé à s'y engager, mais il avait fait ses calculs en partant des intérêts étroits de sa propre classe. Le «Balli» voulait à tout prix enlever le pouvoir au peuple. Afin d'y parvenir, il devait absolument liquider le PCA et le Front de libération nationale. Surestimant les capacités militaires des hitlériens, il comptait, de concert avec l'occupant allemand, noyer dans le sang le Mouvement de libération nationale et, peu soucieux du cours que pourraient prendre les événements après la Seconde Guerre mondiale, il entendait détenir le pouvoir soit à l'ombre des nazis allemands soit à l'ombre d'un autre patron éventuel. La trahison du «Balli Kombëtar» était donc réfléchie et préméditée. Si les ballistes se trompèrent dans leurs calculs, c'est que le peuple, par sa lutte, déjoua leurs plans. Ainsi le «Balli Kombëtar» ne profita en rien de sa trahison. Ce fut le peuple qui garda le pouvoir entre ses mains alors que le «Balli Kombëtar» fut marqué au sceau de la trahison.

Il serait erroné de se borner à souligner la vérité historique sur la trahison du «Balli Kombëtar», en tant qu'oeuvre consciente de cette organisation et conséquence de toute sa politique, sans la considérer comme un processus lié à la politique du PCA et du Front de libération nationale. Loin de rester les bras croisés et d'assister à ce processus en spectateur, le PCA exerça une forte influence sur son déroulement.

Au PCA revient d'ailleurs le mérite d'avoir, par sa politique, déchiré le masque du «Balli Kombëtar» et mis au grand jour son vrai visage de réactionnaire et de traître, de l'avoir empêché de rester assis plus longuement sur deux chaises à la fois. Et il ne le fit pas en recourant à la force ou à la violence. C'est grâce à sa juste ligne politique qui était à l'origine de l'ampleur et de l'intensification ininterrompue de la lutte armée à outrance du peuple contre les envahisseurs fascistes italiens et allemands, que le PCA put réaliser ses objectifs. Dans cette lutte le peuple vit de ses propres yeux quels étaient les vrais patriotes, ceux qui versaient leur sang pour lui et pour la patrie, et quels étaient les démagogues qui se comportaient en spectateurs. Ce furent justement cette ligne et cette lutte qui jetèrent le discrédit sur le «Balli Kombëtar», qui percèrent à jour son faux patriotisme et le mirent dans l'alternative suivante: ou bien faire cause commune avec le peuple dans sa lutte contre le fascisme, ou bien se rallier au fascisme contre le peuple et la patrie. Mais le «Balli Kombëtar», qui avait toujours nagé dans les eaux du compromis avec les fascistes, opta pour la voie de la trahison; son passage du côté des nazis allemands n'était que la fin logique de sa ligne, qu'une manifestation de son essence réactionnaire, qu'il avait jusque-là cachée avec soin.

Le PCA dévoila également la nature antinationale et réactionnaire du «Legaliteti», de cette autre organisation traîtresse, qui surgit au nom d'un régime et d'une classe depuis longtemps discrédités sur le plan politique. Par ailleurs, le «Legaliteti» faisait son apparition sur la scène justement au moment où le «Balli» était en train de s'en éloigner, après avoir joué la carte de la démagogie patriotique. Mais le peuple qui avait déjà acquis une grande expérience et maturité politique ne pouvait plus se laisser tromper par des manœuvres politiques rebattues. Après l'échec du «Balli Kombëtar», le jeu de patriotisme ne convenait guère au «Legaliteti», à cette organisation conçue à Londres et née en

Albanie dans le giron d' l'occupant allemand. Dès que le Legaliteti donna les premiers signes de vie, le PCA et le Front de libération nationale adoptèrent à son égard une attitude catégorique, mais fondée sur le principe de l'union de toutes les forces du pays, sans égard aux tendances et convictions politiques, dans la lutte armée contre les envahisseurs étrangers.

En septembre 1943, après que le tract annonçant la création du «Parti national zoguiste» fut lancé, le camarade Enver Hoxha donna des instructions claires sur l'attitude à adopter à son égard.

«Il faut dénoncer ce tract, écrivait-il, en tant que tract d'un parti qui, loin d'être progressiste, fait objectivement le jeu de l'occupant, car, se posant en national, au lieu de diriger son fer de lance contre celui-ci, il met *sur le tapis* [En français dans le texte.] la question du régime de Zogu et cherche à imposer au peuple un régime d'en haut et contre sa volonté. Ce parti est apparu et agit en dehors du Front de libération nationale, mais tout parti ou groupe de forces qui restent hors de ce Front et de l'Armée de libération nationale, il faut les combattre comme parti ou forces de bachibouzouks qui font le jeu de l'ennemi et qui réservent au peuple un sombre avenir... Notre peuple décidera lui-même de son sort et il choisira lui-même le régime qui lui plaira.»¹⁰

Le PCA et le Front de libération nationale invitèrent le «Legaliteti» à s'unir au Front dans la lutte contre le fascisme allemand, et à encadrer ses forces dans les rangs de l'ALNA. Pour ce qui est de la question du régime, c'est le peuple lui-même qui la résoudre après la Libération. Le «Legaliteti» se refusa à cette union, mais à la différence du «Balli Kombëtar» il s'efforça de ne pas passer ouvertement du côté des envahisseurs allemands et cela non pas parce qu'il se trouvait sur des positions plus «patriotiques», mais parce que l'union avec les Allemands, qui étaient sur leur déclin, ne lui était d'aucun profit. Toutefois le «Legaliteti» ne rompit en aucun moment sa collaboration et ses liens semi-clandestins avec l'occupant. Bien que les envoyés anglais lui eussent recommandé de mener un plus grand tapage «patriotique» et de faire semblant qu'il combattait par les armes l'occupant, il n'osa jamais tirer un coup de fusil contre les Allemands ne fût-ce qu'une fois, juste pour sauver les apparences. Ce n'est que sur ce point que le «Legaliteti» n'agissait pas selon les vœux et les instructions des Anglo-Américains, et cela non pas parce qu'il voulait désobéir à leurs ordres, mais parce qu'il était corps et âme lié aux Allemands.

Cela était d'autant plus vrai que les bandes du «Legaliteti» avaient très souvent combattu côte à côte avec les hitlériens contre le Mouvement de libération nationale. L'existence du «Legaliteti» ne pouvait être conçue en dehors du soutien que lui prêtait l'occupant. Toute brouille avec les Allemands aurait entraîné la liquidation du «Legaliteti» et elle pouvait être provoquée même si ce dernier faisait semblant de se battre contre l'occupant. Prétendant n'avoir pas attaché ses forces à celles de l'occupant, le «Legaliteti» se posait en «force antifasciste» et demandait à l'ALNA de ne pas pénétrer dans les zones qu'il contrôlait. Mais, comme on le sait, ces territoires étaient voisins de ceux occupés par les Allemands et les gens du «Legaliteti» ne pouvaient les détenir qu'avec l'approbation et le soutien de ces derniers.

C'est ce que demandèrent aussi les vrais patrons de cette organisation, les impérialistes anglo-américains, qui, violant leurs obligations en tant qu'alliés de la Lutte antifasciste, sommèrent l'Etat-major général de l'ALNA, de ne pas attaquer les forces du «Legaliteti». Mais, ils reçurent tous, et le «Legaliteti» et les impérialistes anglo-américains, la réponse qu'ils méritaient. On sentait donc dans toute l'activité du «Legaliteti» la présence impérialiste anglaise et américaine, qui cherchait à garder en réserve cette organisation, qui, après la libération du pays, se poserait en une force armée, pure de toute tâche, arborerait le drapeau de l'antifascisme et tenterait de prendre le pouvoir pour ouvrir la voie à l'intervention des Anglo-Américains et justifier cette action. Mais ils avaient fait leurs comptes sans leur hôte. Suivant les décisions du Congrès de Permet, l'Etat-major général de l'ALNA donna l'ordre d'anéantir et de mettre en déroute les forces de bachibouzouks du «Legaliteti».

Dès la première attaque, ces forces fondirent comme neige au soleil ; leur majeure partie se dispersa et rentra chez elle ou se rallia au Mouvement, alors que leurs débris s'unirent à l'occupant ou bien s'enfuirent à l'étranger, grâce à l'aide des Anglo-Américains.

Le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», ces deux organisations pseudo-patriotiques, furent mises sur pied en réaction contre le Mouvement de libération nationale du peuple albanais. Leur création est due d'ailleurs à l'aide et au soutien que leur prêtèrent l'occupant fasciste et l'impérialisme anglo-américain.

Mais lorsqu'elles virent échouer leur mission de subversion et de sape, elles se rallièrent aux occupants fascistes et combattirent côte à côte avec eux en faisant couler le sang de leur peuple et en commettant ainsi un acte de trahison sans précédent dans l'histoire de l'Albanie. L'échec de ces deux organisations traîtresses constituait aussi l'échec des deux classes qu'elles représentaient : la bourgeoisie et les féodaux albanais. Leur défaite, d'une part, et le triomphe de la révolution populaire dirigée par le PCA, de l'autre, sanctionnèrent définitivement le PCA comme l'unique parti politique qui jouissait de la confiance et de l'appui inconditionnel de la classe ouvrière, de la paysannerie travailleuse et de tout le peuple albanais, patriote et épris de liberté, comme l'unique parti politique appelé à répondre aux intérêts du peuple et de la patrie, en mettant toutes ses énergies à leur service.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1967-1968*, éd. alb., p. 154.
2. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1967-1968*, éd. alb., p. 155.
3. Enver Hoxha, *Rapports et discours 1967-1968*, éd. alb., pp 157-158.
4. Résolution de la Réunion des groupes communistes, *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 14.
5. «Zëri i popullit», Nr. 1, août 1942.
6. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 212.
7. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 195.
8. *Ibid.*, p. 206.
9. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, pp. 182, 187.
10. *Documents principaux du PTA*, éd. alb., t. 1, p. 207.

Stefanaq Pollo

DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE A LA REVOLUTION POPULAIRE

Notre peuple a lutté des siècles durant contre l'exploitation dont il a été l'objet de la part des classes dominantes ainsi que contre le joug étranger, mais, suivant la loi générale du développement progressif de la société, ce combat a eu, à chaque période historique donnée, ses propres traits définis par des facteurs économiques, sociaux, politiques et culturels. De ce point de vue, la Lutte antifasciste de libération nationale s'est développée, elle aussi, conformément à cette loi générale. Mais à la différence des autres luttes menées par notre peuple, cette Lutte a marqué non seulement une étape supérieure des mouvements révolutionnaires populaires du pays, mais aussi, par son triomphe, un tournant radical et décisif dans la destinée même de ce dernier. Ce tournant tient à ce que cette Lutte apporta non seulement la libération nationale, mais encore un bouleversement dans les rapports sociaux, un bouleversement d'une ampleur sans précédent, un bouleversement non seulement des rapports patriarcaux et féodaux, mais aussi des rapports capitalistes, qui furent remplacés par des rapports nouveaux, socialistes. Quels furent les prémisses et les facteurs qui déterminèrent ce tournant ? Pour pouvoir répondre à cette question, il est nécessaire de nous arrêter brièvement à l'histoire antérieure à la révolution populaire.

Au cours des dernières décennies, depuis le début du mouvement national jusqu'au triomphe de la révolution populaire, la société albanaise n'avait pas subi de profondes transformations économiques et sociales. Comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, «l'Albanie était restée entre deux périodes historiques, la chute du féodalisme et le développement du capitalisme...»¹. Toutefois, bien que notre pays fût resté un pays agraire arriéré, le développement, quelque restreint qu'il fût, des rapports capitalistes eut d'importantes conséquences sociales. Parallèlement à la paysannerie, qui constituait toujours la grande majorité de la population, parallèlement à la bourgeoisie et aux gros propriétaires fonciers, une nouvelle classe, la classe ouvrière, qui devait jouer un rôle historique important, avait été formée et elle se consolidait en tant que classe à part.

La connaissance de la situation socio-économique et de la physionomie politique des classes qui constituaient la société albanaise d'avant la Libération permet de comprendre les causes du profond marasme et du grand retard qui pesaient sur le dos des masses populaires ; d'autre part, cela permet de comprendre ce qui engendrait l'énergie révolutionnaire potentielle de ces masses, énergie qui était, certes, refoulée, mais qui ne demandait qu'à jaillir et constituait une des prémisses les plus importantes de la situation révolutionnaire que connaîtrait notre pays. Depuis longtemps déjà les grands propriétaires terriens albanais étaient devenus une classe profondément parasitaire, anachronique, dégénérée, hostile au peuple et à la patrie. Ils s'étaient discrédités aux yeux des masses travailleuses en tant que promoteurs d'une sauvage oppression économique et politique et de la collaboration avec l'occupant étranger afin de préserver leurs intérêts de classe. Ces propriétaires terriens s'étaient aliéné une fois pour toutes même le peu d'influence que certains de leurs représentants s'étaient acquise pendant la Renaissance nationale albanaise, par leur participation, en certaines occasions, au mouvement national. Cette classe était destinée à aller contre l'histoire, elle allait donc en être rejetée.

Quant à la bourgeoisie, l'autre classe dominante du pays, elle s'était relativement consolidée du point de vue économique, mais pas autant qu'il l'aurait fallu pour qu'elle jouât un rôle indépendant dans la vie politique du pays. Par conséquent, la collaboration et le partage du pouvoir avec les grands propriétaires terriens étaient et demeurèrent des traits caractéristiques de toute son activité. Nombre de ses représentants d'avant-garde arborèrent pendant la Renaissance nationale albanaise le drapeau du nationalisme et de la démocratie, devenant ainsi des dirigeants et des idéologues de la lutte pour la libération nationale et soutenus en cela par les masses populaires patriotiques du pays. Les milieux démocratiques de la bourgeoisie albanaise firent preuve d'un particulier élan révolutionnaire pendant les années 1920-1924. Mais le caractère hésitant, tronqué, de l'action politique de cette bourgeoisie, qui s'était déjà manifesté au cours de la lutte pour la libération nationale, apparut surtout durant la période de la lutte des masses populaires pour l'instauration d'un régime démocratique, période où, loin de résoudre la question agraire, problème fondamental de l'époque, la bourgeoisie fut effrayée par l'élan révolutionnaire des masses paysannes.

La bourgeoisie se rapprocha du régime antipopulaire et antinational du roi Zog et plus tard collabora étroitement et se fonda complètement avec lui. Ainsi, ses énergies révolutionnaires s'épuisèrent, elle devint une classe réactionnaire, contre-révolutionnaire.

La paysannerie albanaise, la classe la plus nombreuse du pays, qui avait été un puissant appui et la force motrice principale de la lutte pour la libération nationale, avait connu une profonde différenciation politique : ses couches aisées avaient joui du soutien des régimes féodalo-bourgeois de l'Etat albanais indépendant et étaient devenues un puissant appui social du régime zoguiste. L'autre partie de la paysannerie, la plus nombreuse, loin de voir se réaliser ses aspirations sociales dans l'Etat albanais indépendant, devint elle-même l'objet d'une farouche exploitation féodalo-bourgeoise et fut abandonnée à sa misère, à son retard et à son ignorance. Or ces masses paysannes avaient de brillantes traditions de combat. Leurs mouvements révolutionnaires remplissent des pages entières de l'histoire moderne et contemporaine du pays. Elles étaient les principales porteuses des traditions non seulement de la lutte pour la liberté et l'indépendance, mais aussi de la lutte contre l'exploitation féodalo-bourgeoise et pour l'instauration d'un régime démocratique. Mais les mouvements paysans avaient échoué. Leurs aspirations séculaires à la terre n'avaient pas été réalisées. Ainsi, loin de pactiser avec le régime zoguiste, les masses paysannes lui étaient profondément hostiles.

La classe ouvrière et en particulier les communistes, ses représentants, étaient les alliés naturels des masses paysannes. Bien que peu nombreuse et portant la marque du retard général du pays, la classe ouvrière albanaise, du fait de sa position sociale, du caractère de son activité, de son regroupement dans les villes, etc., avait la possibilité, à travers l'action menée par les communistes, de se développer et de se préparer plus vite sur le plan idéologique et politique. Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière pendant les années '30 avait dominé, à certains moments, par ses grèves et ses manifestations, la vie politique et sociale du pays. Mais dans sa lutte contre la politique antinationale et antipopulaire du régime zoguiste et contre la pénétration du fascisme en Albanie, la classe ouvrière albanaise était restée isolée des masses paysannes. Les communistes, s'ils dirigèrent le mouvement ouvrier, ne réussirent guère à promouvoir dans les campagnes l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

Voilà quelles étaient les forces de classe du pays et leur physionomie à la veille de la catastrophe nationale du 7 avril 1939.

L'instauration d'un régime fasciste d'occupation en Albanie y créa un rapport de classe et politique qui eut d'importantes conséquences sur la suite des événements. Non contents d'avoir assuré aux grands propriétaires terriens l'invulnérabilité de leurs propriétés et donné à la bourgeoisie la possibilité de s'enrichir sur le dos des masses travailleuses, les envahisseurs fascistes confèrent aux représentants de ces classes des postes importants dans l'administration fasciste. Ces classes réactionnaires en général devinrent partie intégrante du régime fasciste d'occupation. C'était là l'aboutissement logique de la voie suivie historiquement par elles, pour qui la liberté et l'indépendance de la patrie avaient perdu toute signification. Par conséquent, la lutte contre les envahisseurs fascistes ne pouvait ne pas être aussi, objectivement, une lutte contre les grands propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie. C'était là, sur le plan historique, la première prémisse importante de la transformation de la Lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais en révolution populaire.

L'instauration du régime fasciste dans le pays mit d'autre part à l'épreuve toutes les forces nationales saines auxquelles l'histoire assignait des tâches importantes et urgentes, elle mit à l'épreuve la conscience, la maturité politique et le patriotisme des individus, des classes et des diverses couches sociales. La conscience, on le sait, est déterminée par les conditions matérielles et les intérêts de classe, et le patriotisme, ce sentiment si profondément enraciné depuis des millénaires, revêt à chaque époque de l'histoire un contenu social et de classe bien défini.

Le régime fasciste d'occupation instauré en Albanie provoqua un grave traumatisme psychologique parmi les larges masses populaires rurales et urbaines. «La perte de la liberté et de l'indépendance nationale ébranla le peuple albanais, toucha profondément ses sentiments traditionnels d'ardent patriotisme et de fierté nationale».² La politique de fascisation et d'italianisation du pays, les féroces mesures policières que prirent les occupants dès le début contre les patriotes antifascistes, la ruine massive des artisans locaux du fait de la forte concurrence de l'industrie italienne, la dure exploitation

des ouvriers albanais et leur discrimination par rapport aux ouvriers italiens, la ruine graduelle et systématique de la paysannerie travailleuse provoquée par l'action des lois capitalistes du fascisme et l'expropriation des terres pour satisfaire les besoins militaires de l'occupant, etc., aggravèrent le mécontentement et attisèrent la haine du peuple à son encontre, créant ainsi un terrain favorable au développement du mouvement antifasciste de libération nationale.

Si la classe ouvrière albanaise et ses représentants, les communistes, s'opposèrent dès le début au régime d'occupation, ce fut pour des raisons idéologiques, politiques et économiques. Etant la classe la plus progressive de la société albanaise, dotée d'une certaine expérience politique, d'une idéologie avancée inspirée par ses dirigeants communistes, la classe ouvrière, bien que numériquement petite, avait pour tâche non seulement de poursuivre avec plus de force et sur une plus large échelle la lutte antifasciste qu'elle menait depuis les années '30, mais aussi d'assumer son rôle de promoteur et d'organisateur du mouvement de libération nationale. Dans les conditions concrètes de l'Albanie d'alors, aucune autre classe à part elle, n'était en mesure de prendre la direction du mouvement populaire antifasciste. Par conséquent, aucune autre idéologie à part l'idéologie marxiste-léniniste ne pouvait représenter les intérêts nationaux et sociaux vitaux du peuple albanais, ni devenir le drapeau qui inspirerait et orienterait les larges masses dans leur lutte de libération. La fondation, en novembre 1941, du Parti communiste d'Albanie, en tant que parti de la classe ouvrière, fut une condition subjective très importante pour l'accomplissement de cette tâche. C'étaient là de nouveaux facteurs sociaux, idéologiques et organisationnels que n'avaient pas connus les étapes antérieures de la lutte de libération de notre peuple et qui feraient connaître à cette lutte de nouvelles méthodes et prendre d'autres proportions, qui la doteraient d'une forme et d'un contenu nouveaux, qui joueraient enfin un rôle décisif dans la transformation de la Lutte de libération nationale en révolution populaire.

L'heureux accomplissement de cette tâche historique complexe et considérable exigeait en premier lieu l'application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions d'un pays agraire arriéré comme l'était l'Albanie. Mais il ne pouvait y avoir, pour ce faire, ni modèles ni schémas tout faits. Appliquer le marxisme de façon dogmatique et sans aucun égard aux conditions historiques concrètes, aurait voulu dire renoncer à la lutte pour la libération nationale et sociale et faire ainsi tout à fait le jeu de l'occupant fasciste. C'est à quoi conduisaient les vues erronées de certains communistes selon lesquels il fallait se dresser dans une action non pas de libération nationale mais socialiste et cela après la création et la croissance du prolétariat albanais. Notre Parti et le camarade Enver Hoxha eurent le grand mérite de rejeter avec courage ces vues et de suivre la voie révolutionnaire de la Lutte de libération nationale dictée par la situation concrète du pays. Et l'histoire montra que c'était là la seule voie juste. Notre Parti sut appliquer avec justesse et conformément aux conditions socio-politiques intérieures et internationales la théorie marxiste-léniniste du mouvement national, de la révolution démocratique et socialiste, du pouvoir d'Etat, de la lutte des classes, de la guerre populaire de partisans et de l'insurrection armée.

Le programme du Parti communiste d'Albanie approuvé en novembre 1941 et complété au cours de la lutte, marquait une victoire sur le dogmatisme, le sectarisme et l'opportunisme, il définissait une ligne politique qui répondait aux aspirations nationales et sociales des masses populaires.

La lutte pour la libération nationale et celle pour la libération sociale étaient deux aspects fondamentaux de l'activité du Parti et elles exercèrent une très grande influence sur le cours des événements, sur la différenciation de classe et politique du mouvement de libération. Le PCA s'en tint fidèlement et jusqu'au bout aux exigences de la lutte pour la libération nationale. Afin de mener à bon terme cette lutte, il était nécessaire en premier lieu et avant tout de rallier au Front antifasciste de libération nationale et de mobiliser en son sein toutes les forces vives du pays, tous les courants politiques, toutes les classes et couches sociales hostiles à l'occupation du pays. D'autre part, le PCA n'était pas contre la formation d'autres partis politiques ni contre la collaboration avec eux, à condition toutefois qu'ils mènent jusqu'au bout une lutte intransigeante contre le fascisme. Mais, par ailleurs, le PCA n'était pas favorable à n'importe quelle lutte nationale ni à un mouvement national bourgeois. Les temps, les conditions concrètes et les rapports de classe avaient changé. La lutte n'était plus menée, comme dans les étapes antérieures, par la bourgeoisie nationale, mais par la classe ouvrière et son Parti communiste qui prévoyait dans son programme la création d'une Albanie non seulement entièrement libre et indépendante, mais aussi démocratique et populaire. En plus, tout en menant une lutte

nationale et démocratique, le PCA veillait à l'intégrité de son individualité en tant que parti marxiste-léniniste. «Nous ne sommes pas des opportunistes, écrivait le camarade Enver Hoxha, dirigeant du Parti, en février 1943 et nous n'avons pas oublié nos tâches à long terme, mais avant d'atteindre cette étape, nous devons accomplir nos tâches les plus immédiates : la Lutte de libération nationale.»³ Le PCA avait donc pour objectif non seulement de transformer la lutte pour la libération nationale en révolution populaire, mais aussi, une fois les conditions favorables réunies, de la poursuivre et de la promouvoir au niveau d'une révolution socialiste. Le mouvement de libération nationale revêtait ainsi un contenu nouveau : le mouvement pour s'affranchir du joug étranger ne fit qu'un avec le mouvement pour la réalisation des aspirations sociales non pas de la bourgeoisie nationale, comme on avait tenté de le faire pendant la Renaissance nationale albanaise, mais des classes opprimées, c'est-à-dire de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse.

La fondation du PCA, son affirmation en tant que dirigeant de la Lutte de libération nationale et l'acceptation de son programme, comme plate-forme politique et idéologique de cette lutte, constituaient la seconde prémisse importante en vue de la transformation de la Lutte de libération nationale en révolution populaire, anti-impérialiste et démocratique.

Placé à la tête du mouvement antifasciste, le Parti devait, pour le mener jusqu'au bout, rassembler sous sa bannière les larges masses populaires, les unir et, conformément à son programme, leur faire prendre conscience. Le Parti se fixa pour tâche de réaliser d'abord ce que les premiers groupes de communistes albanais n'avaient pu faire : se lier étroitement avec la paysannerie. «Dans les conditions de notre pays, a dit le camarade Enver Hoxha, la victoire irait à la classe qui aurait la paysannerie avec elle».⁴ La classe ouvrière et la paysannerie se doteraient, chacune pour sa part, de ce qui manquait à l'autre : la première, à travers son Parti communiste, donnerait à la seconde une direction politique, idéologique et organisationnelle, une direction avancée, fidèle jusqu'au bout à la cause de la libération nationale et sociale, alors que la seconde, qui «plus que toute autre classe ou couche sociale en Albanie possédait de saines traditions patriotiques de combat»,⁵ donnerait à la première et au mouvement antifasciste de libération nationale dans son ensemble des forces physiques massives. Et le PCA atteignit son objectif. Grâce aux efforts inlassables de ses membres, grâce à sa détermination, à son courage et à sa bravoure dans la lutte armée, le PCA réussit à convaincre la paysannerie de la justesse de sa propre ligne. Au cours de cette lutte, la paysannerie vit dans le Parti de la classe ouvrière son unique dirigeant, son propre Parti. De réserve de la bourgeoisie qu'elle avait été dans tous les mouvements révolutionnaires antérieurs, la paysannerie devint, au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, la réserve de la classe ouvrière, d'une classe exploitée, qui aurait l'hégémonie dans l'alliance qu'elle constituerait avec elle. C'est donc dans la lutte que furent jetés les fondements de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, ce qui fut d'une importance positive incalculable pour l'avenir de la révolution. L'union de ces deux classes dota le patriotisme populaire d'une force exceptionnelle. Éduquée par le Parti, la paysannerie devint non seulement la principale armée du mouvement de libération nationale, mais aussi une grande force idéologique et politique consciente et profondément démocratique du sein de laquelle sortirent des milliers de communistes qui grossirent les rangs du Parti ainsi que de nombreux cadres militaires expérimentés. Cela influa beaucoup dans le sens de la profonde démocratisation du mouvement de libération nationale.

En histoire, comme on le sait, il est impossible, de tirer des lignes toutes droites ou de traiter les événements simplement en noir et blanc. L'histoire des peuples, des classes et des individus est très complexe et se développe en zigzag. Cela est particulièrement vrai dans des situations révolutionnaires. Les prises de position et l'orientation politiques des classes sociales, dans des situations historiques données, n'excluent pas les écarts ou les déviations partielles, en général déterminés par les conditions de vie matérielles et des facteurs politiques et psychologiques. Tel est le cas de l'attitude observée par la jeunesse scolaire et la paysannerie riche envers le mouvement populaire de libération nationale dirigé par le Parti communiste d'Albanie.

La jeunesse scolaire et la jeunesse estudiantine étaient essentiellement d'origine bourgeoise. Elles provenaient en majeure partie des rangs de la moyenne et petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie riche. Cette jeunesse, qui avait hérité de saines traditions patriotiques avait été déçue par le régime de Zog et sa politique, elle s'était donc opposée au régime féodal-bourgeois. Vu son jeune âge et ses grandes énergies, elle voulait passer à l'action révolutionnaire. Elle avait besoin d'un idéal

progressiste, d'un exemple à suivre qui fût à la hauteur de ses aspirations. Or les idéaux bourgeois ne la satisfaisaient plus. La classe bourgeoise ou bien s'était totalement ralliée au régime de Zog, comme c'était le cas de la grande bourgeoisie et de la paysannerie riche, ou bien elle s'était retirée de la vie politique et était tombée en léthargie, comme c'était le cas de la moyenne bourgeoisie des villes. Les idées communistes propagées et les actions révolutionnaires accomplies par la classe ouvrière attirèrent la jeunesse scolaire albanaise et lui firent prendre une part active aux événements. Cette jeunesse ressentit tout de suite et très profondément la trahison du roi Zog et de son régime qui avait saboté par tous les moyens sa lutte armée contre les agresseurs fascistes, elle fut donc très sensible à la perte de la liberté et de l'indépendance de sa patrie. Les grèves déclenchées par les ouvriers, les actions antifascistes menées par les communistes, leur idéologie avancée et révolutionnaire dotèrent la jeunesse scolaire albanaise de ce qu'elle cherchait, en lui donnant un idéal, un exemple à suivre, un mode d'action. Elle fut une des premières à faire siennes avec enthousiasme les idées communistes, à former, en même temps que la jeunesse ouvrière, les premières unités de la jeunesse communiste et du Parti communiste lui-même, à se dresser de toutes ses forces dans la Lutte de libération nationale. Elle devint une propagatrice énergique de la ligne du Parti communiste parmi les larges masses du peuple, servant aussi d'intermédiaire à l'influence du Parti sur le milieu social dont elle provenait, sur des couches de la moyenne et petite bourgeoisie des villes qui rallièrent le mouvement de libération ou du moins ne s'y opposèrent pas. Les aspirations de la jeunesse à une idéologie révolutionnaire et le facteur national qui fit jaillir avec force son patriotisme dressèrent la plus grande partie des jeunes, sans distinction de classe, dans la lutte pour la libération nationale en tant que communistes ou ardents sympathisants du Parti communiste.

Quant à la paysannerie aisée elle observa, dans son ensemble, une attitude tout à fait différente envers le mouvement populaire de libération nationale. Et pourtant elle avait pris une part active aux luttes antérieures pour la libération nationale et y avait joué un important rôle positif. Toutefois, pendant la Lutte antifasciste de libération nationale, elle ne se joignit pas à l'immense majorité de la paysannerie, mais observa même envers cette Lutte une attitude hostile.

Les raisons de cette attitude sont à rechercher dans la position de classe de la paysannerie aisée avant l'occupation du pays ainsi que dans l'activation des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire au sein de l'opposition au mouvement de libération nationale. La paysannerie riche avait conservé et renforcé ses liens avec la bourgeoisie des villes, elle avait bénéficié du soutien des régimes féodalo-bourgeois et en particulier de celui du régime zoguiste, devenant ainsi, comme on l'a évoqué plus haut, son appui social le plus sûr et le plus massif. D'autre part, des liens solides la rattachaient étroitement à la bourgeoisie des villes et aux grands propriétaires fonciers en raison de la position qu'elle occupait en tant que classe exploiteuse qui utilisait des méthodes d'exploitation semi-féodales et semi-bourgeoises. Ces conditions ne pouvaient donc ne pas tendre à former en elle une conception du monde et une mentalité profondément conservatrices, réactionnaires et contre-révolutionnaires.

L'affirmation, en un bref laps de temps, du Parti communiste en tant que dirigeant du mouvement de libération nationale surtout à partir de la Conférence de Peza en septembre 1942, le ralliement de la paysannerie pauvre et moyenne sous le drapeau du Parti communiste, inquiétèrent à l'extrême les propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire qui avaient fait cause commune avec l'occupant fasciste. Ils se rendirent vite compte qu'il ne s'agissait pas seulement d'un simple mouvement de libération dirigé contre les envahisseurs étrangers comme il en avait été dans le passé où le peuple albanaise avait versé son sang et c'étaient eux qui avaient cueilli les fruits de la victoire. Cette fois, il s'agissait bel et bien d'un mouvement national et social antifasciste, anti-impérialiste et profondément démocratique déclenché par les classes opprimées et dirigé par le parti de ces mêmes classes, le Parti communiste d'Albanie. Leur flair de classe leur fit sentir le péril qui menaçait leurs positions dominantes et ils se rendirent compte que la chute du fascisme et la libération du pays amèneraient inévitablement leur propre chute en tant que classes dominantes ou tout au moins un affaiblissement marqué de leurs positions. Les appels incessants que leur adressait le Parti communiste pour qu'ils rejoignent les rangs du Front de libération nationale et mènent une lutte intransigeante contre l'occupant, même comme un parti à part et jouissant du droit de conserver leur propre individualité, demeurèrent sans réponse. En tant que classes politiquement dégénérées, incapables de combattre et de consentir des sacrifices au nom de la liberté et de l'indépendance du pays, préoccupées seulement de

garder intacts leurs liens et leur collaboration étroite avec les envahisseurs fascistes, les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire du pays tentèrent de trouver d'autres voies afin d'être prêts à toute éventualité pour pouvoir conserver à l'avenir également leurs positions. Dans les nouvelles conditions créées par le mouvement de libération nationale et à la suite de son influence grandissante parmi les masses, les projets des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire ne pouvaient pas se réaliser au nom du fascisme et d'un régime étranger fondé sur la servitude. Ils choisirent alors pour arme l'idéologie anticommuniste et la démagogie nationaliste, ils créèrent également leurs organisations politiques, le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti» qui avaient pour mission de donner l'impression, fausse bien entendu, de ne pas dépendre du fascisme, d'étendre leur influence parmi les larges masses du peuple, de les détacher du Front de libération nationale et de faire, d'elles leurs propres réserves, d'isoler puis de liquider le Parti communiste d'Albanie. Le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti», dans leurs calculs, avaient tenu compte également de la situation internationale. Ils avaient fondé de grands espoirs, au reste pas injustifiés, sur l'aide des Anglo-Américains qui, malgré l'intérêt militaire qu'ils portaient à la lutte contre le fascisme, n'oubliaient à aucun moment leurs intérêts politiques impérialistes dans les pays asservis par le fascisme et faisaient tout pour regrouper et organiser les forces réactionnaires anticommunistes de ces pays, même s'il s'agissait de forces ouvertement collaboratrices.

Mettant à profit leurs liens traditionnels et leur influence, ces organisations traîtresses réussirent, par leur démagogie, à tromper et à gagner à leur cause des groupes de paysans aisés et de montagnards politiquement non formés. La paysannerie aisée se lia consciemment à ces organisations réactionnaires et en devint le principal appui social. Ses traditions patriotiques s'effacèrent et passèrent au dernier plan devant son conservatisme, devant sa haine des communistes et sa peur de la «plèbe» qui s'était dressée dans la révolution et dirigeait le mouvement de libération nationale.

La déviation de la paysannerie riche par rapport à la voie que suivait l'immense majorité de la paysannerie, son ralliement inconditionné à la réaction et son passage à une lutte ouverte et armée, de concert avec les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire, aux côtés des envahisseurs fascistes, contre le Front de libération nationale, marquèrent encore plus profondément la différenciation des forces de classe dans le pays et renforcèrent le caractère populaire démocratique du mouvement de libération nationale. C'était là une autre importante prémisse de la transformation de la Lutte de libération nationale en révolution populaire et, dans le même temps, une prémisse du passage immédiat à la révolution socialiste. Par leur ralliement aux envahisseurs étrangers et par leur lutte ouverte à leurs côtés contre le mouvement de libération nationale, les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire des villes et la paysannerie riche imposèrent à ce mouvement une guerre civile. Démantelant militairement ces forces sociales réactionnaires dans le cours même de la Lutte de libération nationale et les éliminant ainsi de la scène politique, les forces populaires révolutionnaires, dirigées par le Parti communiste, facilitèrent considérablement le développement ininterrompu de la révolution, le passage à la révolution socialiste ainsi que l'accomplissement des transformations démocratiques et socialistes dans le domaine économique également.

La transformation de la Lutte antifasciste de libération nationale en révolution populaire était un processus social et politique qui se refléterait nécessairement aussi dans les organismes de cette lutte, tels que l'armée et les conseils de libération nationale, qui devinrent, de leur côté, d'importants facteurs de l'accentuation de ce processus.

Tout mouvement libérateur, toute révolution a triomphé de ses ennemis en recourant à la violence. L'histoire ne connaît pas d'exemples où les gouvernements étrangers ou les classes exploiteuses aient abandonné volontairement les positions qu'ils occupaient. Le mouvement antifasciste albanais de libération nationale ne pouvait pas faire exception à cette règle. Il fallait donc, pour vaincre l'ennemi par la violence, créer l'armée destinée à la réalisation de cet objectif. C'est ce que fit le Parti communiste albanais et c'est sous sa conduite que cette armée grandit, se trempa et devint le facteur primordial de la lutte pour la libération nationale et sociale. Cette armée fut le produit du Parti communiste et du peuple travailleur. Né de leur sein, composée, comme le soulignait le camarade Enver Hoxha, «des meilleurs fils du peuple qui ont profondément ressenti l'oppression exercée par les occupants et les traîtres»,⁶ dirigée par le Parti communiste, l'armée de libération nationale devait inmanquablement acquérir des traits moralo-politiques reflétant le profond caractère populaire de la

lutte et de la révolution, des traits qui avaient fait défaut à toutes les armées libératrices du passé. Certes, pendant la Renaissance nationale albanaise, à la bataille de Vlore de 1920 ou au cours de la Révolution de Juin 1924, c'est les masses populaires et en premier lieu la paysannerie qui avaient constitué la force armée de l'insurrection. Mais la bourgeoisie nationale qui les dirigeait les utilisa comme sa propre réserve, comme des instruments pour assurer la libération nationale ou pour surmonter les obstacles dressés par les féodaux, et non pas pour réaliser leurs profondes aspirations sociales. Une armée populaire révolutionnaire devient trop dangereuse pour la domination de la bourgeoisie, aussi celle-ci abandonne-t-elle très vite les forces populaires qui l'ont portée au pouvoir, les disperse pour pouvoir créer à leur place une autre armée, dotée de ses propres traits moraux et politiques, capable de préserver sa domination. C'est ce qui est arrivé dans notre pays au cours des mouvements libérateurs et démocratiques de 1912, 1920 ou 1924.

Ainsi, les forces populaires insurgées, mais politiquement non formées, après avoir remporté une victoire que s'approprièrent aussitôt les classes dominantes déposaient leurs armes et rentraient chez eux en espérant que leurs aspirations sociales seraient réalisées par les classes au pouvoir. Un cas significatif à cet égard est celui de la bataille de Vlore en 1920 à l'issue de laquelle, comme l'a affirmé un des participants au III^e Congrès du Front démocratique d'Albanie, «... après avoir remporté la victoire, les combattants se virent donner à chacun une toque blanche et furent renvoyés chez eux».

L'armée dirigée par le PCA était une armée de type nouveau. Le Parti la mit sur pied pour réaliser non seulement la libération nationale, mais aussi la libération sociale. Il étendit le réseau de ses membres à tous les postes dirigeants des formations de partisans attribuant ainsi aux communistes un rôle dirigeant dans l'armée. Le Parti mena une vaste activité politique et idéologique parmi les masses des combattants afin de leur faire prendre pleinement conscience de leur mission et conserver jusqu'au bout, même quand les rangs de l'armée eurent très rapidement grossi, son caractère populaire révolutionnaire. Cette armée, composée dans son immense majorité par les classes opprimées et exploitées, dirigée par le Parti de la classe ouvrière, était l'arme la plus efficace non seulement pour assurer la liberté et l'indépendance du pays, mais aussi pour détruire jusque dans ses fondements le pouvoir féodal-bourgeois, porter le peuple au pouvoir et défendre ce même pouvoir. L'armée de libération nationale albanaise, en tant qu'armée populaire révolutionnaire, joua un rôle extrêmement important dans la transformation de la lutte antifasciste en révolution populaire. Contrairement à ce qui s'était produit dans le passé, le Parti ne dispersa pas, mais conserva et consolida son armée pour en faire un puissant appui indispensable au développement incessant et victorieux de la révolution populaire, à sa transformation en révolution socialiste, à la défense de ses victoires face aux visées et aux agissements hostiles de la réaction intérieure, des impérialistes et des révisionnistes modernes.

La mise sur pied d'un pouvoir démocratique populaire entièrement nouveau fut le résultat logique, inévitable, aussi bien de la Lutte de libération nationale et sociale du peuple albanaise, dirigée par un seul parti, le PCA, que des rapports de classe et politiques créés dès le début de cette Lutte et qui se développèrent par la suite. On sait que la question essentielle de toute révolution est la question du pouvoir d'Etat. Ce pouvoir, dans les conditions historiques concrètes de notre pays, ne pouvait être qu'un pouvoir nouveau par sa forme comme par son contenu, et en tant que tel, il devait être la pure négation de l'ancien pouvoir. Aussi les conseils de libération nationale n'avaient-ils rien qui rappela l'ancienne forme des communes, des sous-préfectures, des mairies, etc., et encore moins leur contenu. Leur nouveau contenu devait inévitablement correspondre en tous points au caractère même de la révolution. Ces conseils seraient donc des organes profondément démocratiques dirigés par le Parti et qui combattraient pour une application fidèle de sa ligne.

L'action du PCA en vue de mettre sur pied et d'étendre les conseils de libération nationale à tout le pays, de les renforcer sur le plan organisationnel et en particulier d'assumer entièrement et sans partage leur direction, revêtait une importance décisive pour le sort de la lutte et de la révolution. La création, l'extension et la mobilisation de ces conseils pour résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux à l'ordre du jour, étaient également des facteurs importants qui conduirent à une différenciation de classe et politique toujours plus marquée du mouvement de libération, conférèrent à la révolution populaire un caractère démocratique, antiféodal et anti-impérialiste de plus en plus prononcé et créèrent ainsi la prémisse fondamentale du passage de la révolution de l'étape démocratique à une étape supérieure, socialiste.

Si ces conseils s'acquittèrent de leur mission historique en tant que «fondements du régime démocratique et véritables organismes de la Lutte de libération nationale»⁷, c'est en premier lieu parce qu'ils conservèrent jusqu'au bout leur caractère révolutionnaire et populaire.

Le Parti communiste et son dirigeant, le camarade Enver Hoxha, ont eu le mérite d'avoir su apprécier à leur juste valeur l'importance colossale des conseils de libération nationale en tant que puissants leviers dans les mains du Parti et de leur avoir fait appliquer leur ligne politique. A la suite des succès remportés par le mouvement antifasciste dans toutes les régions du pays, la II^e Conférence de Labinot prit, en septembre 1943, une décision historique aux termes de laquelle les conseils de libération nationale devaient être reconnus comme l'unique pouvoir du peuple en Albanie. Un mois plus tard, en octobre 1943, le camarade Enver Hoxha donnait aux comités régionaux du Parti des instructions catégoriques : «Seul le pouvoir des conseils de libération nationale doit exister et aucun autre ; sur cette question il ne saurait y avoir ni compromis, ni dualité». Par cette décision, le PCA sanctionnait les attributions exclusives des conseils de libération nationale en tant qu'organes de pouvoir et barrait la route à toute tentative et à tout espoir des organisations traîtresses du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti» de partager le pouvoir avec lui. Ainsi, les fondements étaient jetés et les perspectives ouvertes pour la transformation des conseils, d'organes de la dictature des masses révolutionnaires qu'ils étaient, en organes de la dictature du prolétariat. Voilà pourquoi le camarade Enver Hoxha écrivait que le pouvoir qui s'édifiait était «... tout l'avenir de notre pays et de notre peuple».⁸

Les rapports de notre révolution populaire avec les puissances de la coalition antifasciste et les mouvements de libération nationale des peuples opprimés expriment également son contenu antiféodal, anti-impérialiste et démocratique. Trois grands Etats à système politique et social différent s'étaient engagés dans la lutte contre le fascisme : un pays socialiste, l'Union soviétique, et deux pays capitalistes, l'Angleterre et les Etats-Unis. Du point de vue de la stratégie militaire, ces Etats avaient un objectif commun : vaincre les agresseurs fascistes allemands, italiens et japonais. C'était là le fondement même de l'alliance anglo-soviéto-américaine. Notre Parti fit une très juste appréciation de cette alliance «la jugeant comme une alliance militaire requise par les circonstances pour sauver le monde du péril de la servitude fasciste»⁹. Mais vu la grande différence de système politique et social entre l'Union soviétique, d'une part, et la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de l'autre, leur rôle dans la guerre et les buts finals de leur politique et stratégie n'étaient pas identiques. Les peuples soviétiques, qui constituaient la force principale de la coalition antifasciste, se battaient non seulement pour défendre la liberté et l'indépendance de leur patrie socialiste et instaurer une paix juste et durable dans le monde, mais aussi pour aider à la libération des peuples asservis par le fascisme et dressés dans la lutte pour la liberté, afin de leur créer les conditions nécessaires pour qu'ils décident librement de leur destinée et choisissent le régime politique qui leur conviendrait le mieux. Les Etats-Unis et l'Angleterre, pour leur part, en tant qu'Etats impérialistes, visaient à liquider leurs concurrents capitalistes, à affaiblir autant que possible l'Union soviétique, à restaurer des régimes politiques réactionnaires dans les pays libérés et à établir après la guerre leur domination sur le monde.

Il était donc naturel que, dans ces circonstances, notre Parti, qui dirigeait la révolution populaire chez nous, fit une appréciation différente du rôle rempli par chacun de ces trois Etats dans la guerre et définît à leur égard une attitude différenciée. L'Union soviétique était la principale force de la coalition antifasciste et offrait un gage sûr de la victoire sur les forces ténébreuses du fascisme. Avec son engagement dans la guerre, «... notre peuple prit conscience que le sang versé ne le serait pas en vain».¹⁰ L'Union soviétique, dirigée par le Parti communiste avec à sa tête J. Staline, était, aux yeux des ouvriers et des paysans de notre pays dressés dans la révolution, non seulement un allié de guerre, mais aussi un allié de classe. Les deux partis communistes qui conduisaient ces pays avaient une idéologie commune et, chacun dans son propre pays, poursuivaient les mêmes objectifs immédiats et à plus long terme. Les principes de la politique étrangère soviétique concordaient entièrement avec les aspirations des masses populaires albanaises et le programme de notre mouvement de libération nationale. Aussi notre Parti considéra-t-il l'Union soviétique comme l'alliée fidèle et sincère du peuple albanais. C'est ce qui explique le vaste travail de propagande en vue de populariser l'Union soviétique, ses grandes réalisations socialistes, la lutte héroïque de l'Armée rouge, etc. Cette popularisation était nécessaire, dit le camarade Enver Hoxha, pour que le peuple se persuadât que c'était l'Union soviétique qui défendrait également les intérêts et la liberté des petits peuples contre les vagues de la réaction.¹¹

En pays impérialistes qu'ils étaient, les Etats-Unis et l'Angleterre avaient toujours suivi une politique hostile au peuple albanais. Or, maintenant, la lutte contre le fascisme rangeait notre peuple sur le même front qu'eux. Mais notre Parti les considérait comme des alliés temporaires. Il ne relâcha jamais sa vigilance ni n'oublia son devoir sacré qui consistait à défendre jusqu'au bout les intérêts vitaux de la révolution populaire contre toute ingérence des Anglo-Américains portant atteinte à ces intérêts.

«Nous savons qui sont les Anglo-Américains, écrivait le camarade Enver Hoxha en octobre 1943, et nous n'oublions en aucun moment que ce sont des capitalistes, qu'ils sont hostiles au communisme, au socialisme, et que pas plus que nous n'oublions qui ils sont, ils n'oublient qui nous sommes».¹²

L'activité de la mission militaire soviétique et les menées des missions anglo-américaines en Albanie pendant la guerre confirmèrent au mieux les prévisions de notre Parti et la justesse de son attitude envers elles. Le développement et l'approfondissement de la révolution populaire dans notre pays fit apparaître au grand jour les visées des Etats-Unis et de l'Angleterre. La polarisation des forces politiques du pays conduisit d'autre part à une claire définition de deux orientations dans les rapports de ces forces avec les grands Etats de la coalition antifasciste: le mouvement de libération nationale s'orienta vers l'Union soviétique, alors que le «Balli kombëtar», le «Legaliteti» et toute la réaction albanaise se rapprochèrent des Etats-Unis et de l'Angleterre. Les diverses forces politiques du pays observèrent également des attitudes différenciées envers la résistance anti-fasciste des peuples asservis. Le Parti communiste d'Albanie et les organes dirigeants du pouvoir populaire exprimèrent plus d'une fois leur entière solidarité avec les mouvements antifascistes de libération nationale des peuples opprimés par le fascisme, en particulier des peuples voisins, avec lesquels ils nouèrent d'étroits liens fraternels. Ces liens se traduisirent avec une grande force dans les actions militaires communes contre les envahisseurs fascistes et surtout dans les combats héroïques que menèrent les V^e et VI^e divisions de l'Armée de libération nationale albanaise aux côtés des partisans yougoslaves en décembre 1944 et en janvier-février 1945 au Monténégro, au Sandjak et dans la partie sud de la Bosnie pour la libération des peuples de Yougoslavie. Dans les pays voisins, tout comme en Albanie, les forces réactionnaires avaient créé leurs organisations et forces armées. C'est justement avec ces forces de la réaction balkanique que le «Balli kombëtar» tenta d'établir des contacts et de coordonner son action pour réprimer les mouvements populaires révolutionnaires.

La Lutte antifasciste de libération nationale fut une grande épreuve historique pour la maturité politique, les capacités d'organisation et le courage de notre Parti et de notre peuple. La victoire remportée fut payée très chère. Des milliers de fils et de filles de notre peuple donnèrent leur vie dans le feu de la lutte en jetant grâce à leur sang versé les fondements inébranlables de la liberté et de l'indépendance du pays, de l'Albanie socialiste. A la suite de cette victoire sur les ennemis, non seulement l'Albanie fut libérée du joug des envahisseurs fascistes et des traîtres au pays, mais aussi «tout le pouvoir passa complètement et définitivement dans les mains du peuple travailleur, sous la direction du Parti communiste, rendant ainsi possible le progrès du pays dans la voie radieuse du socialisme».¹³

Notre mouvement antifasciste de libération nationale marque donc une étape supérieure par rapport aux mouvements de libération antérieurs et un tournant radical dans l'histoire du pays et ce, non seulement parce qu'il se développa dans de nouvelles conditions intérieures et extérieures, qu'il était plus massif, mieux organisé et plus conscient, mais aussi parce que durant la lutte eurent lieu d'importants processus politiques et sociaux qui étaient sans précédent dans l'histoire du pays. Ces processus conférèrent graduellement au mouvement de libération les traits d'une révolution populaire antiféodale, anti-impérialiste et profondément démocratique au sein de laquelle se firent jour des éléments socialistes. Ces éléments se développèrent en revêtant une forme et un contenu clairement définis à la libération totale du pays et surtout à l'adoption de la première Constitution de la République populaire d'Albanie en mars 1946. A cette époque «fut achevé le processus d'organisation politique du système de démocratie populaire en tant qu'Etat de dictature du prolétariat».¹⁴

Les prémisses d'un développement ininterrompu de la révolution furent donc créées au cours même de la Lutte de libération nationale. La grande victoire politique du 29 novembre 1944 en fut le facteur déterminant. Avec la libération complète du pays commença la phase supérieure de la révolution populaire, qui plongeait ses racines dans la Lutte de libération nationale, mais qui se dota d'un contenu

nouveau. La lutte contre les ennemis intérieurs et les classes renversées, qui persistaient dans leur résistance désespérée, ainsi que contre les ennemis extérieurs, les impérialistes et leurs instruments, passait maintenant au second plan pour laisser la place à une lutte tout aussi difficile sinon plus, pour la reconstruction de la patrie détruite par la guerre et l'édification de la société socialiste.

Mener jusqu'au bout la révolution démocratique dans le domaine économique également et, parallèlement, amorcer des transformations à caractère socialiste, devint une nécessité historique, car le pouvoir nouveau, révolutionnaire ne pouvait pas se maintenir sur une base économique et sociale ancienne. Ces transformations furent favorisées, entre autres, par les nouveaux rapports politiques et de classe qui existaient à la fin de la guerre. Grâce à sa juste ligne, à sa ferme lutte et à sa fidélité à la cause de la patrie et du peuple, le Parti communiste d'Albanie jouissait d'une très grande autorité auprès de la classe ouvrière, mais aussi parmi la paysannerie et les couches de la moyenne et petite bourgeoisie des villes. Reconnu par l'immense majorité du peuple, comme le dirigeant unique et incontestable, se fondant sur l'enthousiasme populaire qui jaillit et se développa au cours de la lutte et après la victoire totale sur l'ennemi, et vu que les gros propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire des villes et la paysannerie riche avaient été politiquement démantelés, notre Parti se mit à appliquer sur-le-champ et avec courage une politique de profondes transformations démocratiques et socialistes dans le domaine de l'économie et de la culture. Ces transformations devaient liquider non seulement le capital étranger, les accords asservissants conclus avec les impérialistes par le régime zoguiste et les survivances féodales, mais aussi les rapports capitalistes, en créant ainsi des conditions favorables à la construction du socialisme dans les villes comme dans les campagnes.

La socialisation des principaux moyens de production et la réforme agraire, réalisées dans les années qui suivirent la Libération, apportèrent des changements radicaux dans la structure économique et sociale du pays. L'économie du pays revêtit trois formes principales : la forme socialiste qui, en 1947, couvrait 95 pour cent de la production industrielle globale, la forme de la petite production qui englobait la plus grande partie des masses travailleuses et représentait environ 90 pour cent du volume total de l'économie nationale, et la forme capitaliste, dont la part dans le volume global de l'économie nationale était d'environ 5 pour cent. Des trois classes sociales qui correspondaient à ces trois formes d'économie, la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse devinrent les deux classes principales de la société albanaise, alors que la bourgeoisie alla disparaissant. C'étaient là des transformations colossales, réalisées en un laps de temps relativement court. Mais, en ce qui concernait les perspectives d'avenir, ces transformations ne firent que jeter les fondements d'un développement socialiste plus poussé du pays. L'édification du socialisme dans un pays économiquement et culturellement arriéré où prédominait la petite production agricole et qui avait une population essentiellement petite-bourgeoise, constituait une tâche très difficile dont la solution exigeait non moins de sagesse et de clairvoyance, de travail inlassable et héroïque que pendant la Lutte de libération nationale.

Notre Parti sut remplir avec succès cette tâche historique. L'industrialisation socialiste du pays qui entraîna la croissance, l'extension et la modernisation de l'industrie, dota par ailleurs la classe ouvrière albanaise de nouveaux traits. Cette dernière augmenta numériquement en tant que classe et sa conscience socialiste se raffermi; par conséquent, la classe ouvrière commença à réaliser son hégémonie dans la révolution socialiste non seulement à travers son Parti, comme il en fut pendant la Lutte de libération nationale, mais aussi par elle-même, par son nombre. Le rôle toujours plus prépondérant de la classe ouvrière dans la vie politique et économique du pays était, d'autre part, un facteur important dans l'accélération des rythmes de construction socialiste.

Mais l'aspect le plus difficile et le plus complexe de l'édification de la société socialiste, c'était la coopération des paysans et des artisans, il fallait employer ici une méthode tout à fait différente de celle utilisée lors de l'industrialisation du pays, il fallait changer le caractère de la propriété, transformer la propriété privée en propriété coopérative et, par conséquent, bouleverser la tradition, la mentalité et la spontanéité petites-bourgeoises enracinées depuis des siècles. A la différence de l'industrie qui avait appartenu à la bourgeoisie exploiteuse, dans l'artisanat et l'agriculture, les propriétaires des moyens de production étaient les artisans et la paysannerie travailleuse, qui avaient pris une part active à la Lutte de libération nationale et représentaient la majeure partie de la population.

La paysannerie riche ne posait aucun problème, car les fondements de sa domination économique avaient été sérieusement ébranlés au cours même de la Lutte de libération nationale.

Par conséquent, le principe de base de la coopération dans les campagnes comme dans les villes ne pouvait être que le principe du libre consentement. Mais il fallait mener un grand travail politique et idéologique pour convaincre les paysans et les artisans de la supériorité de la propriété coopérative sur la propriété privée. Il fallait donc déclencher une véritable révolution dans les rapports économiques et sociaux. Dirigée par le Parti, cette révolution aussi fut accomplie à la suite du triomphe de l'ordre coopératif dans les campagnes comme dans les villes. Cette victoire transforma la nature petite-bourgeoise des paysans et des artisans. La paysannerie coopérée devint, à cette nouvelle étape de la construction socialiste, l'alliée de la classe ouvrière. Ces deux classes principales, dotées de traits nouveaux, déterminent aujourd'hui la physionomie de notre société socialiste. Quant aux autres couches sociales, ou bien elles ont disparu en tant que telles, ou bien elles se sont intégrées ou sont en train de s'intégrer dans les deux classes principales, ou bien encore elles proviennent de ces deux classes.

La construction de la base économique du socialisme qui fut achevée en 1960, les nouvelles tâches fixées pour la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme, ainsi que les nouvelles conjonctures internationales créées après la dégénérescence révisionniste d'un certain nombre de pays socialistes rendirent nécessaires l'intensification et l'extension sur un large front de la lutte contre les survivances de l'idéologie patriarcale, féodale, bourgeoise et petite-bourgeoise afin de créer les conditions nécessaires au triomphe complet de l'idéologie et de la morale communistes. Notre société socialiste est en train de vivre cette étape qui se caractérise par la révolutionnarisation plus poussée des cœurs et des esprits, de toute la vie du pays.

Le programme de la reconstruction et de la construction socialiste du pays, élaboré par notre Parti, est, dans son orientation générale comme dans ses composantes, un programme fondé sur les principes marxistes-léninistes et qui tient compte de la situation concrète intérieure et internationale du pays. Les voies suivies pour la réalisation de ce programme dans les domaines politique, économique, idéologique et culturel, ainsi que leur appréciation à partir de positions rétrospectives et perspectives historiques, revêtent une grande importance. Les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha, de même que l'expérience de la construction socialiste du pays, constituent une précieuse contribution à l'application créatrice du marxisme-léninisme et enrichissent la pratique révolutionnaire des peuples qui édifient le socialisme chez eux.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport sur le rôle et les tâches du Front démocratique dans sa lutte pour la victoire totale du socialisme en Albanie*, éd. alb., Tirana 1987, p. 10.
2. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, éd. alb., Tirana 1968, p. 56.
3. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 230.
4. Enver Hoxha. Discours prononcé à la réunion solennelle tenue à l'occasion du 15^{ème} anniversaire de la libération de la patrie, éd. alb., Tirana, 1959, p. 9.
5. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, éd. alb., Tirana, 1968, pp. 186-187.
6. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 2, p. 241.
7. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 2, p. 19.
8. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 2, p. 427.
9. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, éd. alb., Tirana, 1968, p. 79.
10. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, éd. alb., Tirana. 1968, p. 68.
11. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 2, pp. 10-11.
12. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 1, p. 435.
13. Enver Hoxha, *Vingt années d'Albanie nouvelle, socialiste*, éd. alb., Tirana, 1964, p. 11.
14. *Histoire du Parti du Travail d'Albanie*, éd. alb., Tirana, 1968, p. 217.

Hekuran Mara

L'ESSOR DES FORCES PRODUCTIVES ET LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION INTEGRALE DE LA BASE MATERIELLE ET TECHNIQUE DU SOCIALISME

Le peuple albanais, qui au cours des siècles a mené une lutte continue pour ses idéaux les plus sacrés, pour la liberté et l'indépendance, l'intégrité territoriale et la pleine souveraineté nationale, n'a jamais cessé de nourrir d'ardentes aspirations à sa libération sociale, au progrès matériel et spirituel.

Mais, ce n'est qu'à l'époque du Parti que ce pays antique a vu ouvrir largement la voie à la réalisation de tous ces idéaux, et pour les traduire dans les faits il lui a fallu attendre le triomphe de la révolution populaire, l'instauration de la dictature du prolétariat et son acheminement vers le développement socialiste.

La réalité actuelle est le résultat du développement ininterrompu de notre révolution socialiste

Une fois les rapports de production socialistes établis dans les villes et dans les campagnes, notre pays s'est créé la base économique du socialisme. La construction de la base économique du socialisme et les changements quantitatifs et qualitatifs qu'a connus toute la vie sociale, marquaient déjà le début de l'édification intégrale de la société socialiste. Cette étape constitue une période historique en soi, qui, comme le démontre l'expérience de notre construction socialiste, est plus longue que celle de la construction de la base économique. La construction complète de la base matérielle et technique du socialisme s'inscrit également dans le cadre des tâches fondamentales de cette étape, tâches dont la solution permettra à la société socialiste d'atteindre sa maturité sous tous les aspects.

L'établissement de nouveaux rapports de production socialistes, la juste politique économique du Parti, toute activité consciente de la superstructure, étaient un facteur déterminant du développement rapide et ininterrompu des forces productives dans notre pays. Le développement graduel des forces productives et l'activité que la superstructure engagée dans la voie marxiste-léniniste, a exercée sur les rapports de production, ont permis de renforcer et de révolutionnariser sans cesse les rapports socialistes de production, d'en perfectionner de temps à autre les aspects particuliers, conformément au nouveau niveau du développement des forces productives. L'expérience révolutionnaire de notre Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha montrent que le développement des forces productives dans la société socialiste n'est pas un problème purement ou essentiellement économique, comme les révisionnistes modernes veulent le faire croire, mais il est avant tout un problème politique, parce que c'est uniquement à travers la juste politique économique marxiste-léniniste suivie par le parti de la classe ouvrière et non pas à travers la soi-disant technocratie économique, que le développement des forces productives sert directement la consolidation de la dictature du prolétariat, l'édification du socialisme et le développement ininterrompu de la révolution socialiste.

Si l'on suit le développement qu'a connu notre économie pendant trois décennies et demi on sera frappé par sa croissance continue, qui a eu pour trait caractéristique l'augmentation rapide du produit social et du revenu national. Durant la période de construction socialiste par rapport à la période d'avant la libération, le produit social global a augmenté de plus de 20 fois, et le revenu national assure dans le pays de plus de 13 fois. Actuellement les revenus par habitant sont de 5 fois supérieurs à ceux d'avant la libération. Il convient de rappeler le fait très significatif que l'accroissement du revenu national est dû pour la plupart à l'augmentation de la productivité sociale du travail, ce qu'exprime l'un des aspects qualitatifs les plus importants du développement des forces productives au cours de ces 35 années de construction socialiste.

Aucun pays du monde capitaliste, bourgeois et révisionniste n'a connu de rythmes de développement aussi élevés constants durant une si longue période, que ceux enregistrés dans notre pays au cours de ces 35 ans. La stabilité de ces rythmes rejette la conception bourgeoisie-révisionniste selon laquelle plus le produit social s'accroît et ses proportions absolues augmentent, plus les possibilités d'essor relatif de l'économie diminuent. Si l'économie des pays capitalistes, bourgeois et révisionnistes se développe à des rythmes inférieurs et que ces rythmes baissent au-dessous du niveau antérieur, c'est dans certains facteurs économiques et sociaux comme l'exploitation féroce des masses travailleuses,

l'appauvrissement et la limitation de leur consommation, la spontanéité, l'anarchie, les crises économiques, le chômage massif chronique, la hausse continue des prix, la non-exploitation des capacités productrices et d'autres plaies caractéristiques des rapports capitalistes de production, du système capitaliste, bourgeois et révisionniste de l'économie, qu'il faut chercher la raison.

Pendant toute la période de 35 ans, le rythme annuel moyen de l'augmentation du produit social global et celui de l'accroissement du revenu national, ont été d'environ 4 fois supérieurs au rythme annuel moyen de la croissance démographique qui, selon les calculs est approximativement de 25 sur mille et constitue le rythme le plus élevé atteint en Europe. Nous soulignons cette proportion de rythmes afin de mettre en évidence un fait très important, c'est qu'elle a permis de créer les possibilités matérielle, économique et financière pour harmoniser et résoudre justement des problèmes vitaux de développement économique et social et d'édification du socialisme comme la croissance démographique rapide, le maintien d'une haute norme d'accumulation, la création de nouveaux postes de travail, le plein emploi des travailleurs, l'amélioration systématique du bien-être des masses laborieuses, les ressources énergétiques, les matières premières et la production des produits alimentaires pour la population.

Le niveau de développement des forces productives dans notre pays témoigne des grands changements, profonds d'ordre quantitatif et qualitatif incomparables avec le passé. L'application de la juste politique marxiste-léniniste du développement prioritaire de l'industrie et de son harmonisation avec le développement de l'agriculture et des autres branches a permis de mettre sur pied une économie nationale diversifiée et complexe. Depuis longtemps déjà l'Albanie socialiste s'est transformée d'un pays profondément agricole en un pays agricole industriel avancé. Notre industrie nationale est en mesure de traiter les richesses naturelles du sol et du sous-sol, de satisfaire les besoins de l'économie et de la population, notre agriculture socialiste se développe et progresse sur la voie de son intensification, il a été créé également un nouveau réseau de transports et de communications. Toutes ces réalisations ont renforcé davantage l'indépendance politique et économique, la capacité de défense et la souveraineté nationale du pays. Le développement rapide des forces productives n'a jamais été détaché de leur fonction sociale essentielle, l'amélioration du bien-être de la population, ce qui constitue également le but suprême de la production sociale en régime socialiste. C'est pour cette raison que nous mesurons et jugeons les résultats de notre économie à la quantité et à la qualité de ce qui a été offert au peuple et à la façon dont ont été satisfaits ses besoins matériels et culturels et ceux de la reproduction élargie et de la défense de la patrie. C'est là aussi une ligne de démarcation entre notre production socialiste et la production capitaliste, bourgeoise et révisionniste, dont le but final est de tirer le maximum de profit à travers l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, à travers l'asservissement des peuples et les luttes d'agression impérialistes.

Puisque les différences entre les revenus des classes et de leurs groupes, sont chez nous les plus restreintes au monde, l'augmentation de consommation des produits industriels et alimentaires constitue à juste titre l'indice le plus réel de l'amélioration du bien-être de la population. En 1978 par rapport à 1938 la consommation par habitant s'est accrue comme suit : les produits industriels de 4-5 fois et les produits alimentaires de 2-3 fois. Ces données ne reflètent pas, naturellement, tout le cadre du niveau de vie matériel et culturel et le mode de vie de notre peuple, qui sont beaucoup plus vastes et plus complètes, parce qu'ils englobent aussi la satisfaction des besoins dans le domaine de l'enseignement et de la santé publique, les dépenses de l'Etat pour les retraites, renseignement et les services sanitaires, les bourses, la construction des immeubles d'appartements, la culture et les sports, le repos des travailleurs, etc. Les résultats obtenus dans le développement des forces productives de notre pays apparaissent encore plus significatifs si l'on a en vue la grave et profonde crise économique qui sévit dans les pays capitalistes, bourgeois et révisionnistes, le chômage massif et chronique, l'inflation effrénée, renchérissement de la vie et d'autres plaies irrémédiables qui rongent l'économie et tout le système social de ces pays. «Dans cette période de graves crises économiques qui tenaillent le monde capitaliste-révisionniste, a souligné le camarade Enver Hoxha, la force et la fermeté de l'Albanie socialiste, sa stabilité politique et économique témoignent de la supériorité du socialisme, de la sagesse de la ligne marxiste-léniniste du Parti, de la justesse du principe de l'appui sur ses propres forces».¹

Le développement plus poussé de l'industrie, facteur principal de la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme

Se fondant puissamment sur les enseignements du marxisme-léninisme et sur l'expérience de notre construction socialiste, le Parti a élaboré une vaste conception scientifique de la base matérielle et technique du socialisme, et il applique avec esprit de suite, un programme d'envergure en vue de sa construction intégrale. Selon cette conception, édifier la base matérielle et technique complète du socialisme, signifie:

— atteindre un haut niveau d'électrification et d'industrialisation sur la base d'une industrie lourde et légère complexe, capable de produire la majeure partie des moyens et des objets de travail nécessaires à l'économie nationale, afin d'augmenter la productivité sociale du travail et d'assurer la reproduction élargie à des rythmes rapides aux termes du principe de l'appui sur ses propres forces.

— mettre sur pied une agriculture intensive diversifiée, munie de moyens matériels et techniques et en appliquant les processus technologiques nécessaires pour exploiter le plus rationnellement possible la terre, augmenter sans cesse les rendements, baisser le prix de revient par unité de production, améliorer la qualité des produits agricoles, et faciliter la tâche aux agriculteurs.

— permettre à l'industrie, à l'agriculture et aux autres branches de la production et des services de pourvoir aux besoins matériels et culturels individuels et sociaux des travailleurs, selon certaines normes établies pour garantir leur bien-être général et une mode de vie propre à l'ordre socialiste.

— rendre l'économie toute entière, capable de satisfaire les besoins qu'éprouve le pays sur le plan de la défense et de continuer à affronter avec succès et en toute circonstance la pression que l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes exercent sur nous. Les importantes transformations, quantitatives et qualitatives, qui ont eu lieu au cours de la construction de la base matérielle et technique du socialisme, et qui ont été déterminantes pour notre pays, se rattachent en premier lieu, aux réalisations obtenues dans l'industrialisation socialiste, à la création d'un potentiel industriel productif puissant et moderne.

Depuis la fin du dernier siècle et le début du nôtre, à l'époque où se levait le jour de la libération de l'Albanie du joug ottoman le peuple albanais rêvait entre autres de mettre sur pied une riche et puissante industrie nationale. Soucieux de fonder dans l'avenir un Etat albanais prospère et indépendant, les représentants les plus remarquables et les plus clairvoyants de notre Renaissance nationale, ont avancé plus d'une fois l'idée de la mise sur pied et du développement d'une industrie nationale.

Mais dans l'ancienne Albanie féodalo-bourgeoise, dépendante et semi-coloniale, il n'était pas possible de créer une industrie nationale. Par conséquent les meilleures aspirations de notre peuple et de ses hommes célèbres restèrent sur le papier. A peine engagé dans la voie de l'édification du socialisme, notre pays a été confronté à la tâche immédiate de son industrialisation socialiste, qui se posait en tant que nécessité historique et loi objective, car il fallait rattraper d'abord le retard hérité du passé et puis construire le socialisme. Il a été créé de nouvelles conditions politiques, économiques et sociales qui garantissaient pleinement sa réalisation.

Toutefois, une série de problèmes ont surgi au cours du travail accompli pour la mise en œuvre de l'industrialisation, qu'était un maillon principal de la stratégie de construction de la base matérielle et technique du socialisme. Après avoir procédé à une analyse approfondie de la réalité nationale sur la base de l'application créatrice des enseignements marxistes-léninistes dans le domaine de l'industrialisation socialiste, le Parti a traité des problèmes comme la transformation de l'Albanie, par étapes, d'abord en un pays agricole industriel, puis en un pays industriel-agricole et enfin en un pays industriel doté d'une agriculture moderne et développée ; l'harmonisation du développement de l'industrie avec le développement de l'agriculture, la création de l'industrie en tant que système complexe, qui engloberait les industries lourde et légère, les moyens financiers et matériels, la préparation d'ouvriers qualifiés et de cadres ingénieurs et, techniciens. Le Parti a résolu chacun de ces problèmes en tenant compte des besoins, des conditions, et des possibilités de notre construction socialiste, des tâches relatives au renforcement de l'indépendance politique et économique du pays, à l'amélioration du bien-être du peuple et à l'accroissement de la capacité de défense de la Patrie.

Dès le début de la construction du socialisme, notre Parti était convaincu que l'industrialisation du pays devrait être étroitement liée avec l'édification du socialisme à la campagne, avec le développement de l'agriculture, et les besoins de son intensification. A cette fin, il fallait attacher un soin particulier au processus d'industrialisation en vue d'harmoniser surtout la priorité et les rythmes élevés du développement de l'industrie avec les rythmes du développement de l'agriculture, la priorité des investissements et des constructions fondamentales dans le domaine de l'industrie avec les investissements et les constructions dans l'agriculture, ainsi que les proportions entre eux. Il s'agissait également de planifier et de diriger rigoureusement le mouvement mécanique des forces de travail de la campagne à la ville, pour satisfaire les besoins de l'industrie et des autres branches, d'harmoniser l'élargissement du marché à la ville et à la campagne. Voilà pourquoi l'Etat l'engageait à assurer des produits agricoles à travers un système de stockage et des achats de ces produits agricoles aux coopératives, à approvisionner les économies agricoles en moyens de travail, à appliquer une juste politique des prix, l'échange des produits agricoles contre des produits industriels. Notre expérience a démontré que toute violation des justes proportions établies dans l'harmonisation de ces liens ou toute action hâtive tendant à accélérer les rythmes du développement de l'industrie au détriment du développement de l'agriculture sont grosses de graves conséquences politiques, économiques et sociales, qui entravent le développement plus poussé de l'industrie, qui affaiblissent l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse et qui portent atteinte au niveau de vie du peuple et à la construction du socialisme. Afin d'harmoniser le développement de l'industrie avec celui de l'agriculture, il faut partir du principe marxiste-léniniste selon lequel l'industrie joue le rôle dirigeant dans le développement de toute l'économie, d'où la raison pour laquelle elle doit se développer plus rapidement que l'agriculture.

Tenant compte de façon juste et réaliste de tous les facteurs objectifs et subjectifs, notre Parti, à, dès le début de l'industrialisation, suivi et continue de suivre fermement le cours du développement de l'industrie lourde et de l'industrie légère. Mais malgré tout, dans le programme de l'industrialisation socialiste du pays qu'il a élaboré, il n'en considère pas moins le développement prioritaire de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère, comme le problème clé de cette industrialisation.

Surestimer l'industrie légère et, qui pis est, concentrer ses forces en vue de son développement exclusif en se fondant sur les argumentations déjà connues selon lesquelles cette industrie demande moins d'investissements de base, qu'elle restitue plus rapidement les moyens investis, qu'elle assure une plus grande rentabilité, qu'elle contribue pour une part plus importante que l'industrie lourde à l'accumulation, ce sont là des vues antimarxistes, bourgeoises et révisionnistes sur l'une des questions essentielles de l'industrialisation socialiste. Ce point de vue était également soutenu par le traître à notre peuple Tuk Jakova, qui affirmait que les principaux moyens de pays devraient être employés en premier lieu pour mettre sur pied et développer l'industrie légère. Mao Tsétoung aussi soutient en théorie des vues antimarxistes sur le rapport qui doit exister entre l'industrie lourde et l'industrie légère, lorsque dans son écrit «Les dix grandes proportions», il conseille de suivre, dans le processus d'industrialisation de la Chine pour le développement des branches de l'économie, l'ordre suivant : agriculture, industrie légère, industrie lourde.

La clique révisionniste yougoslave a fait des tentatives directes pour saper notre industrialisation socialiste et transformer notre économie en un appendice de la sienne qui l'approvisionnerait en matières premières. Selon cette clique, l'Albanie ne pouvait construire que quelque petite fabrique ou quelque atelier de production d'objets de consommation courante en renonçant ainsi une fois pour toutes à son industrialisation. C'est la même perspective de développement économique et la même variante d'industrialisation sinon pire que le renégat Khrouchtchev proposait à notre pays. Mais le Parti du Travail a rejeté, démasqué et combattu en temps voulu les tentatives de la clique révisionniste yougoslave et les conseils du traître Khrouchtchev ; il a poursuivi avec esprit de suite sa politique marxiste-léniniste de l'industrialisation socialiste. Dans sa lutte pour la mise en œuvre de cette politique, le Parti a démasqué et combattu sévèrement l'activité hostile d'Abdyl Këllezi et de Koco Theodhosi, qui ont tenté de saper le développement de l'industrie lourde et surtout de la base énergétique du pays.

Les résultats obtenus dans le développement de notre industrie et les brillantes perspectives, qui s'ouvrent devant elle, mettent en pleine lumière la profonde signification de cette lutte résolue, juste et

clairvoyante que le Parti a menée contre les «conseils» et les pressions des révisionnistes yougoslaves, soviétiques et dernièrement des révisionnistes chinois, ainsi que contre les conceptions opportunistes et défaitistes des ennemis de l'intérieur qui tous ensemble, ont essayé de le détourner de la juste voie de l'industrialisation socialiste du pays.

Grâce aux efforts communs de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia populaire et à l'entière mobilisation de toutes leurs forces, de leurs connaissances et de leur pensée créatrice, notre pays a pu mettre sur pied une nouvelle industrie complexe d'extraction et de traitement, une industrie lourde et légère, qui est appuyée sur une technologie avancée et sur des bases de niveau contemporain. Elle assure à notre économie de la fonte, du fer, de l'acier, du nickel et du cobalt, diverses alliages métalliques de haute qualité, et raffine le pétrole selon des processus catalytiques. Les puissants ouvrages de notre hydro-électricité fournissent la plus grosse partie de tout le système unique énergétique national, qui est en mesure de satisfaire les besoins croissant du développement économique et culturel de notre pays. L'augmentation de l'extraction du pétrole et de son traitement dans le pays ont permis de renforcer l'indépendance de notre économie ces ressources énergétiques nécessaires au développement intensif de la production. Notre pays est un des rares pays d'Europe qui satisfait ses besoins en énergie par sa propre production, qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme, bien que la consommation d'énergie par habitant se soit accrue à des rythmes élevés d'un quinquennat à l'autre. L'industrie mécanique produit actuellement des tracteurs, des machines et des équipements, des fabriques complexes, satisfait environ 95 pour cent des besoins du pays en pièces de rechange, et s'efforce d'assurer l'efficacité de tout le secteur de la production. Développée en largeur et en profondeur, l'industrie chimique de base est en mesure de produire une série de produits comme des sels minéraux, des engrais azotés, de l'acide sulfurique et chlorhydrique, des monomères et polymères vinyliques, qui satisfont les besoins du marché intérieur et de l'exportation. Les industries légère et alimentaire assurent actuellement plus de 85 pour cent des biens de consommation courante, libérant ainsi l'économie du lourd fardeau de leur importation.

Suivant ce cours d'industrialisation, l'Albanie s'est transformée d'un pays agricole-industriel en un pays industriel-agricole. Dans les années '70, notre industrialisation socialiste est entrée dans une étape décisive, qui marque le processus du passage naturel à un plus haut degré. Ce qui est propre à cette étape, c'est que l'industrialisation se concentre essentiellement sur le développement horizontal et vertical de l'industrie lourde de traitement, sans pour autant renoncer au développement de l'industrie légère. Certaines branches de notre industrie, comme la sidérurgie, la métallurgie non ferreuse, l'extraction et le traitement du pétrole, l'enrichissement des minerais et des matières combustibles, l'industrie mécanique et, en particulier, l'industrie de construction de machines, l'industrie électrique et électrotechnique, l'industrie chimique et des matériaux de construction commencent à devenir les principaux piliers sur lesquels s'appuiera la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme.

Le développement rapide actuel et futur de l'industrie et de l'économie nationale en général nécessite l'élargissement urgent de la base de matières premières et de ressources énergétiques nécessaires pour assurer un développement indépendant et à long terme de notre économie socialiste. D'autre part, il est important d'approfondir la découverte et de connaître sous tous les aspects le contenu des richesses naturelles du pays, en vue de définir le mieux possible la technologie de leur utilisation et de leur traitement. La solution de ces problèmes ouvre de brillantes perspectives au développement des branches existantes de l'industrie et à la création de branches nouvelles.

La mise sur pied de nouvelles branches et l'extension des branches existantes de l'industrie lourde de traitement porteront à un niveau supérieur l'initiative de l'économie et son indépendance. Elles accroîtront les possibilités matérielles et techniques pour mieux apprécier les richesses minières ou non minières, à travers leur traitement plus approfondi en vue de les transformer en produits semi-finis ou finis. Sur cette base on peut se présenter sur le marché mondial avec de nouveaux produits industriels des plus recherchés et des plus rentables. L'augmentation des exportations permettra également d'accroître les importations des objets qui ne sont pas produits dans le pays.

Naturellement, à l'étape actuelle de l'industrialisation surgissent certaines difficultés déjà connues, qui se rattachent au volume considérable des investissements et des constructions de base, qu'exige le

développement de l'industrie lourde de traitement. Afin de surmonter ces difficultés, il faut absolument utiliser avec la plus grande efficacité possible les capacités productrices existantes, les régénérer plus amplement, achever la construction des diverses unités industrielles dans les délais fixés ou même avant terme, couvrir leur construction par les investissements planifiés ou par moins d'investissements, établir et maintenir de justes proportions entre l'accroissement des investissements fondamentaux et l'accroissement de fonds productifs de base, fixer et garder une limite optimale pour les constructions inachevées au cours d'un an ou d'un quinquennat, élever le rendement du travail, améliorer la qualité des produits et des biens de consommation, abaisser leur coût et établir là-dessus des normes rigoureuses.

La juste répartition rationnelle et harmonieuse des forces productives sur tout le territoire du pays a été et demeure l'un des traits les plus importants de l'industrialisation et de la transformation de la base matérielle et technique du socialisme. Traitant de la supériorité du socialisme dans le développement des forces productives, Engels a écrit : «Seule une société qui est en mesure d'assurer une combinaison harmonieuse des forces productives, selon un plan unique et général, peut permettre à l'industrie de se développer dans tout le pays.»²

Le niveau des forces productives héritées du passé reflétait l'état arriéré de l'économie nationale, son caractère colonial unilatéral et profondément agraire. Même les richesses naturelles découvertes dans les régions du nord, du centre et du sud du pays étaient uniquement exploitées par le capital monopoliste étranger.

Durant la période de construction socialiste de nombreux travaux techniques et scientifiques ont été réalisés pour approfondir les connaissances relatives aux richesses naturelles découvertes et la prospection des nouvelles (des minerais utiles, matières combustibles, ressources hydro-énergétiques, etc.) C'était là un pas indispensable, qui a joué un rôle important dans la mise en exploitation des richesses naturelles et la répartition rationnelle des forces productives sur le territoire du pays surtout dans les secteurs de l'industrie d'extraction, de l'énergie électrique et des matériaux de construction.

Actuellement, l'agriculture et les autres branches de l'économie s'étendent sur tout le territoire du pays. Toutes les régions du pays sont transformées en des régions agraires-industrielles ou industrielles-agraires. Pendant la construction du socialisme certains districts de notre pays comme ceux de Kukës, Dibër, Pukë, Mirditë, Mat, Lezhë, Krujë, Gramsh, Librazhd, Kolonjë, Skrapar, Lushnjë, Fier et Tepelenë, qui étaient, dans le passé, les régions les plus arriérées par rapports aux autres régions du pays, ont connu un développement industriel plus accéléré et plus vaste. Ces districts fournissent aujourd'hui une part importante de la production industrielle nationale.

L'intensification plus poussée de l'agriculture, voie principale permettant d'augmenter son rôle de branche fondamentale de l'économie nationale

La théorie économique marxiste-léniniste et notre expérience de construction socialiste ont démontré que le développement prioritaire de l'industrie ne renie ni ne diminue le rôle et l'importance de l'agriculture en tant que branche fondamentale de notre économie.

Aussi tout pas en avant accompli dans le développement industriel du pays requiert nécessairement un développement adéquat de l'agriculture de notre pays.

«Notre Parti, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, s'en tient à la ligne selon laquelle nous devons avoir non seulement une industrie développée, mais aussi une agriculture avancée, notre économie doit s'appuyer sur ses deux jambes, l'industrie et l'agriculture, pour pouvoir être puissante et indépendante».³

La majorité de la population albanaise du pays habite la campagne (66% environ). Malgré les changements que peut subir dans l'avenir le rapport entre la population urbaine et la population rurale, une grande partie de la population continuera à être engagée dans l'agriculture et à vivre à la campagne. L'exode rural n'est pas un signe du «développement économique et social spectaculaire», comme le prêchent les théories bourgeoises et révisionnistes, mais une conséquence de l'exploitation, de la paupérisation et de la ruine des masses travailleuses agricoles en régime capitaliste, bourgeois et révisionniste, qui sont contraintes de quitter la campagne, en grossissant ainsi les rangs de l'armée des chômeurs dans les villes.

Les besoins de l'économie en produits végétaux et animaux vont croissant, par suite de la croissance démographique et de l'amélioration du niveau de vie de la population.

Les possibilités d'élargissement de l'industrie légère et alimentaire sont conditionnées dans une grande mesure par les proportions de la production fournie par l'agriculture, qui assure le plus gros volume de matières premières (80%) utilisées dans cette industrie. Le développement de l'agriculture constitue le principal facteur matériel pour la diminution des différences essentielles entre la ville et la campagne. L'accroissement de la production agricole doit par ailleurs être considéré comme une source importante d'augmentation des exportations. C'est pour toutes ces raisons que l'appui de notre économie sur ses deux jambes a été et demeure une ligne permanente du développement des forces productives et non pas une tâche provisoire provenant de quelque conjoncture ou de quelque étape particulière de la construction du socialisme.

L'établissement des rapports socialistes à la campagne, l'application continue de la ligne du développement simultané de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que le renforcement, sur cette base, de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie coopératrice ont fait subir à l'agriculture albanaise de grands et profonds changements d'ordre quantitatif et qualitatif. Une agriculture diversifiée vint se substituer à l'agriculture unilatérale et primitive. La quantité et la qualité des produits agricoles, la superficie de terre cultivable, la technologie de la production, les méthodes de labour, de plantation et l'élevage, le volume d'eau destinée à l'irrigation ont connu des transformations radicales incomparables avec la période d'avant la libération. Les terres irrigables représentent plus que la moitié de la surface cultivée, nombre de processus de travail sont en partie ou entièrement mécanisés, les engrais chimiques sont largement utilisés (environ 145 kg matière active par ha de terre cultivée). Les nouveaux facteurs sociaux et matériels, pris dans leur ensemble, aident notre agriculture à échapper au pouvoir des aléas climatiques si fréquents chez nous et qui constituaient, dans le passé le facteur déterminant du sort des produits agricoles, caractérisés d'une année à l'autre par des fluctuations profondes.

Pour se faire une idée plus complète des grandes transformations qui se sont produites dans l'agriculture albanaise et apprécier ces transformations, il ne suffit que de faire une seule comparaison, la production agricole globale par habitant. Selon les données, cette production et la production des céréales étaient en 1979 de 2 fois supérieures par rapport à la période d'avant la libération et la croissance démographique de 2,5 fois.

Depuis quelques années la production des céréales panifiables satisfait entièrement les besoins de la population. C'est là une grande victoire politique et économique de la ligne du Parti pour la construction du socialisme, une puissante base matérielle qui garantit l'indépendance de notre pays dans le domaine de la production du pain et dans la lutte contre l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes.

La structure des branches de notre agriculture est telle qu'elle s'adapte au terrain et au climat, qu'elle vise à satisfaire les besoins de la population en denrées alimentaires, de l'industrie légère et alimentaire en matière, premières, ainsi que les demandes de nos exportations. Elle s'améliorera encore dans l'avenir en vue d'accroître la production de plantes industrielles, de légumes, de fruits et de la base alimentaire du bétail. Il apparaît clairement que la part de la production animale dans la production agricole globale est toujours relativement peu élevée, d'où la nécessité d'attacher dans l'avenir une importance primordiale à l'augmentation des produits animaux. Afin que notre élevage puisse augmenter sa production et améliorer sa qualité, il faut résoudre des problèmes urgents comme la protection de la santé du bétail, l'extension des races de haute productivité, et l'élargissement et l'harmonisation de la base alimentaire. L'intensification et la modernisation continues de l'agriculture dans les zones de plaines, de montagnes et de collines, suivant le mot d'ordre «attaquons-nous aux collines et aux montagnes pour les rendre aussi fertiles que les champs», demeure le problème clé de l'augmentation du rôle de l'agriculture en tant que branche fondamentale de l'économie, dans un avenir proche et lointain. Cela n'empêchera naturellement pas d'étendre les superficies de terres cultivables et d'accroître le nombre d'animaux productifs et de bêtes de trait.

Le vaste programme d'action à long terme élaboré par le Parti est désormais notoire. Il vise à atteindre deux objectifs principaux : 1) élever le rendement des cultures des champs et de la productivité

animale, baisser le prix de revient par unité de production en fondant tout le travail d'organisation, de direction et de technologie de la production agricole sur des bases plus solides et entièrement scientifiques ; 2) étendre et aménager la superficie de terres arables, en défrichant des terres nouvelles ; et élever continuellement la productivité des terres.

Le vaste programme d'intensification et de modernisation de l'agriculture vise à accroître la production par chaque hectare de terre sous culture. Cela est d'une grande importance de principes pour le développement de l'agriculture dans les conditions de notre pays, où la superficie de terre par habitant est relativement limitée et où elle diminuera encore dans l'avenir par suite de croissance démographique. Toute en poursuivant la voie de l'accroissement de la production à travers l'accroissement des investissements de base par unité de terre cultivée, il faut faire des efforts pour diminuer constamment les dépenses par unité de production agricole.

La réalité même a démontré la justesse de la voie dans laquelle s'est engagée notre agriculture en vue de sa modernisation continue. Cette voie a permis de résoudre la tâche primordiale de notre agriculture, la production de la quantité nécessaire de céréales panifiables dans le pays. Sur cette base, des conditions ont été créées pour augmenter cette production en général, dans le but de faire avancer l'élevage, d'accroître la production de matières grasses, de légumes, de fruits et d'autres produits végétaux.

L'application du programme de modernisation continue de l'agriculture est conditionnée dans une grande mesure par l'application du principe selon lequel elle doit «préoccuper tout le peuple», par le fait de savoir dans quelle mesure l'industrie et les autres branches de l'économie satisferont les besoins de l'agriculture dans les domaines de la mécanisation du travail, de l'électrification, de la chimisation, des investissements et des constructions de base, des transports, de la conservation des produits, etc.

La structure des travailleurs, facteur important qui reflète le niveau de développement des forces productives

L'essor des forces productives au cours de toute la période de construction socialiste a entraîné de grandes transformations profondes dans l'autre facteur de production qu'est l'homme. La réalisation la plus importante dans ce domaine est l'accroissement incomparable avec le passé du nombre de travailleurs de diverses branches de l'économie et du secteur des services publics. En 1978, le nombre des travailleurs du secteur d'Etat a atteint le chiffre de 584 000 personnes.

Le développement de l'économie a permis de créer dans l'espace de 29 ans (1951-1979), dans le secteur d'Etat, environ 500 000 emplois. Durant cette période le nombre des gens ayant un emploi, était plus grand que celui de l'accroissement de la population en âge de travailler, parce que dans la production sociale ont été engagées des forces jusqu'alors disponibles, et surtout des femmes. La plupart des nouveaux postes de travail ont été créés dans les branches de la production matérielle et les autres dans le secteur des services publics. La tendance à trouver un emploi à la croissance de la population active au cours de ces 19 dernières années, a été juste et progressive, elle sera donc vérifiée dans l'avenir, dans une quantité et une intensité différentes. Le fait que le nombre dominant de travailleurs engagés dans les branches de la production matérielle et surtout dans les secteurs de l'industrie et de la construction constitue la plus profonde transformation qu'ait connue la structure des travailleurs selon les branches de production. Si au début des années '50 les travailleurs de ces deux branches représentaient 57 pour cent du nombre total des travailleurs des branches de la production matérielle, l'agriculture mise à part, en 1978, ils en représentaient 85 pour cent.

L'augmentation absolue du nombre de travailleurs de production matérielle et leur poids accru dans ses branches, ont entraîné l'accroissement du nombre de travailleurs du secteur non-productif. Mais l'analyse des proportions et des rythmes d'accroissement du nombre de travailleurs des sphères productives et non productives fait ressortir que dans des années particulières il s'est produit ce phénomène ; cependant que dans les branches et des succursales spécifiques de la production matérielle, la productivité du travail sociale n'a pas été assurée dans la mesure prévue par le plan, les objectifs fixés en vue d'élargir les divers secteurs de la sphère non productive ont été atteints et même dépassés. C'était-là un problème temporaire et provisoire qui a été résolu en temps voulu, grâce à des mesures de caractère économique, organisationnel et administratif.

La classe ouvrière a connu le plus rapide et le plus grand accroissement que tous les autres groupes de travailleurs, sur le plan de l'augmentation globale du nombre des gens ayant un emploi dans l'économie nationale. Le développement qu'a connu jusqu'à ce jour la classe ouvrière en général est caractérisé par des tendances et des traits qui ont contribué à augmenter et à renforcer son rôle d'avant-garde, prépondérant et dirigeant à la base et à la superstructure de notre société. Actuellement, la classe ouvrière compte parmi ses rangs environ 474 000 personnes, ou bien 81 pour cent du nombre total des ouvriers du secteur d'Etat de l'économie. Le fait que les femmes ouvrières représentent environ 43 pour cent du nombre global des ouvriers est significatif à cet égard.

Les ouvriers de 20 à 35 ans représentent environ les deux tiers de tous les ouvriers, ce qui est très important pour le développement plus rapide des forces productives. Mais cela pose certains problèmes particuliers, comme l'élévation du niveau de conscience politique et idéologique de classe, le renforcement des traits caractéristiques, des qualités et des traditions de classe, l'acquisition d'une plus grande expérience dans le travail de direction et d'administration de la production sociale, l'augmentation des capacités techniques et professionnelles. Le rapide accroissement numérique de la classe ouvrière constitue un facteur important, qui lui permettra de se reproduire elle-même, sur une plus vaste base, en consolidant aussi ses qualités et ses traits distinctifs de classe.

Les transformations du facteur homme dans l'ensemble des forces productives, sont indissolubles de l'élévation du niveau professionnel, d'éducation et culturel des ouvriers, de l'accroissement de l'intelligentsia et du changement de sa structure. Actuellement, la moitié des ouvriers sont dotés d'une instruction de huit ans et secondaire, alors que 32 pour cent d'eux ont atteint un niveau de qualification moyen et supérieur. Rien que dans les 18 dernières années le nombre de travailleurs dotés d'une instruction supérieure et secondaire professionnelle a augmenté de plus de 123 000 personnes, c'est-à-dire, plus de 9 fois par rapport à 1960. De 35 ingénieurs que comptait notre pays avant la libération, leur nombre est maintenant de plus de 8300 spécialistes en diverses matières.

Les tendances constatées jusqu'à ce jour, agiront avec une plus grande intensité dans l'avenir. Quelques calculs approximatifs, font ressortir que dans un proche avenir la majorité écrasante de la population active de notre pays aura reçu une formation secondaire. Le nombre de spécialistes de formation professionnelle secondaire et supérieure tend à augmenter. Toutes ces tendances constituent donc un facteur très important pour le développement des forces productives et l'approfondissement de la révolution technique et scientifique. Dans ces conditions, la préparation et le niveau d'instruction technique et professionnelle des ouvriers correspondront mieux au niveau de la technique appliquée.

La solution du problème d'accumulation sur la base du principe de compter sur ses propres forces

Les victoires remportées dans notre pays dans le développement des forces productives ont démontré que pour résoudre les nombreux problèmes économique-sociaux que pose l'édification du socialisme, il faut s'en tenir constamment au principe révolutionnaire de compter sur ses propres forces. «Suivant ce principe, nous enseigne le camarade Enver Hoxha, le facteur intérieur est décisif aussi bien dans la révolution que dans la construction du socialisme et le peuple, dans chaque action, doit compter sur ses propres forces».

En réalité, tout pays, quelque petit, quelque arriéré et pauvre qu'il ait été dans le passé, possède une quantité donnée de richesses naturelles et des forces humaines suffisantes. Si après le triomphe de la révolution socialiste les principaux moyens de production et de circulation appartenant à la bourgeoisie sont nationalisés sans indemnisation et qu'ils soient concentrés entre les mains de la dictature du prolétariat, si, dans la rétribution et l'utilisation du revenu national une juste politique est menée visant à faire cesser leur pillage de la part des impérialistes et des social-impérialistes et à éliminer la consommation parasitaire de la part des classes exploiteuses, si l'accumulation est réalisée de façon centralisée selon un plan bien défini, tout pays pourra assurer, en premier lieu, en vue du développement des forces productives, les moyens financiers et matériels et les cadres, les spécialistes et les techniques nécessaires à la construction du socialisme.

Le principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces est indispensable et salutaire à tout pays qui édifie le socialisme, qu'il soit grand ou petit, parce qu'il lui permet de sauvegarder et de renforcer son indépendance idéologique, politique et économique, d'asseoir son économie nationale

sur des fondements solides et la faire marcher de ses propres jambes. C'est ce que démontre l'expérience de la construction du socialisme dans notre pays. C'est uniquement en s'en tenant à la juste orientation courageuse du Parti sur l'appui sur ses propres forces dans la construction du socialisme, que notre pays a affronté avec succès le blocus économique et l'encerclement impérialistes et révisionnistes, qu'il a défendu son indépendance et sa pleine souveraineté nationale, que le peuple albanais ne s'est jamais agenouillé, mais qu'il poursuit au contraire victorieusement l'œuvre historique de l'édification du socialisme et de la défense de la Patrie.

En opposition ouverte avec le principe de l'appui sur ses propres forces, les révisionnistes modernes soviétiques, yougoslaves et chinois prêchent la thèse réactionnaire, bourgeoise-impérialiste, avilissante et démobilisatrice aux peuples et aux pays qui luttent pour la liberté, l'indépendance, le progrès matériel et spirituel. Selon cette thèse, les pays les moins développés, «socialistes» ou capitalistes, doivent tourner leurs yeux vers les pays industriels développés, tendre la main et accepter à tout prix leur «aide» financière, technique et technologique, s'ils veulent faire accélérer leur développement, par contre, ils n'y pourront rien, en comptant uniquement sur leurs propres forces. Il n'est pas difficile de découvrir leur intention: soumettre les pays en voie de développement au pouvoir économique, politique et idéologique des pays industriels développés impérialistes et social-impérialistes.

L'appui sur ses propres forces ne renie ni n'exclut l'aide extérieure internationaliste, sincère et sans intérêt que les pays socialistes s'offrent mutuellement l'un à l'autre, l'aide du prolétariat mondial et des peuples progressistes du monde. Mais cette aide demeure toujours un facteur auxiliaire, secondaire qui ne peut alléger que provisoirement le fardeau intérieur d'un pays, en vue d'accélérer les rythmes de développement et de rattraper le temps perdu dans le développement historique précédent.

S'appuyer sur ses propres forces ne veut pas dire «s'isoler», rompre les liens économiques technico-scientifiques avec les autres pays ; ce principe ne signifie pas non plus vivre en autarcie comme le prétendent les révisionnistes. Il crée par contre une base plus solide et durable de relations économiques et technico-scientifiques avec les autres pays selon le principe de l'égalité, de l'intérêt et de l'avantage réciproque, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et du respect de la souveraineté nationale, sans fétichiser ces liens, sans s'attacher à eux de façon spontanée, sans se réduire non plus à la merci de leur conjoncture.

Notre expérience de plusieurs années montre que la solution du problème des investissements de base, qui constituent un facteur absolument indispensable de développement rapide de la reproduction socialiste élargie, est une des questions essentielles de l'appui sur ses propres forces. Entre les rythmes de l'accroissement des investissements de base et les rythmes du développement de l'économie existe, comme cela a été démontré en théorie et dans la pratique, il existe d'étroits liens de corrélation. Il convient de souligner que, pour maintenir de justes proportions au niveau des investissements de base, il faut assurer à tout prix une accumulation financière accélérée, une norme élevée et une base matérielle qui puisse réaliser cette accumulation, sans baisser pour autant le niveau de vie des masses travailleuses, mais en l'élevant graduellement. C'est là une voie juste qu'a suivie et continue à suivre l'accumulation dans notre pays.

Au début de la construction du socialisme notre pays était obligé pour les raisons déjà connues du retard économique hérité du passé, d'utiliser comme investissements de base des moyens financiers et matériels relativement limités. Au cours du 1^{er} quinquennat il a été réalisé un volume d'investissements de 2 milliard 379 millions de leks, et il a été maintenu une norme d'accumulation de 25,6 pour cent du revenu national. Puis, les ressources d'accumulation intérieure ont augmenté d'un quinquennat à l'autre, ce qui a permis d'élargir la base matérielle réservée aux investissements de base. Par conséquent, au 6^e quinquennat il a été décidé de faire des investissements qui se montaient à 21 milliards et 411 millions de leks au bien 9 fois plus qu'au 1^{er} quinquennat et de maintenir une norme d'accumulation d'environ 35 pour cent de revenu national utilisé.

Ces proportions d'investissements de base et le maintien d'une norme d'accumulation relativement élevée constituaient une nécessité historique pour notre pays. Ils ont été conditionnées par l'action de certains facteurs particuliers, comme le profond retard hérité du passé et le besoin impérieux de rattraper ce retard le plus tôt possible, la création rapide de nouvelles branches d'une industrie diversifiée, le développement intensif de l'agriculture, l'augmentation de la productivité du travail

social, l'élargissement et le renforcement de la base matérielle et technique de la sphère non-productive, la croissance démographique rapide et l'augmentation du nombre des gens aptes au travail, la création de nouveaux emplois, l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes, etc. Tous ces facteurs agiront dans l'avenir également et certains d'entre eux avec une plus grande intensité que dans le passé. D'où la nécessité objective de maintenir toujours une norme d'accumulation élevée pour que les proportions des investissements de base accroissent de façon absolue. Dans le même temps, il est indispensable d'utiliser plus efficacement les investissements de base et le fonds d'accumulation en général.

L'analyse de l'expérience acquise jusqu'à ce jour, fait ressortir que pour créer un nouvel emploi dans le secteur d'Etat, y compris les sphère productive et non-productive, il a fallu faire les investissements de base suivants : 35 mille leks au cours de la décennie (1951-1960), 73 mille leks au cours de la décennie 1961-1970 et plus de 100 mille leks au cours de la décennie 1971-1980. C'est là une tendance manifeste à l'augmentation continue de dépenses pour créer un nouvel emploi. Cette tendance témoigne, de l'accroissement continu du pouvoir d'investissements de notre économie et de la juste politique suivie par le Parti du Travail dans ce secteur. Voilà pourquoi la plupart des investissements ont été faits en vue de développer la sphère productive, de mettre sur pied de nouvelles branches de l'industrie en général et de l'industrie lourde en particulier, d'intensifier l'agriculture et de développer divers types de transport, de porter à un niveau supérieur l'équipement technique du travail et d'élargir la base matérielle et technique de la sphère non-productive.

La question se pose : est-ce que dans l'avenir le coût tendra à augmenter pour créer de nouveaux emplois ? Cela dépendra de la structure des nouveaux postes de travail, c'est-à-dire qu'ils s'agit de savoir si ces emplois seront créés dans les branches existantes de l'économie ou dans les branches récemment créées, s'ils seront créés à travers la reconstruction, la modernisation et le développement des capacités existantes ou bien à travers de nouvelles capacités productives et d'autres facteurs.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, c'est que l'objectif de ces investissements est d'assurer à tout prix le développement ininterrompu des forces productives et l'accroissement de la productivité sociale du travail. D'autre part, il faut viser à ce que l'accroissement de la productivité du travail assure la majeure partie de l'augmentation du produit social et du revenu national. Cela permettra d'accorder la priorité à l'augmentation du produit pour la société par rapport au produit pour soi, ce qui constitue un facteur constant susceptible d'accroître les proportions des investissements de base et le nombre de nouveaux emplois, d'élever le niveau de vie du peuple et d'assurer le développement rapide de toute l'économie.

Arriver à accorder la priorité à la production des moyens de production, à fonder la structure matérielle de l'accumulation nécessaire à la réalisation des investissements et des constructions de base, à assurer l'unité entre l'accumulation d'ordre monétaire et l'accumulation d'ordre matériel, constitue un problème très aigu dans les conditions actuelles de développement de notre économie. Si l'on s'exprime en termes de mathématiques, il est de fait que l'accumulation est une variable, qui dépend de sa structure matérielle. Par conséquent, les limites de l'accumulation sont créées ou établies par la structure matérielle, même du produit social. Ces limites ne peuvent être dépassées, car l'accumulation serait dans ce cas fictive et les moyens financiers réservés aux investissements de base ne seraient pas couverts par la base matérielle et technique requise, autrement dit ils ne pourraient être réalisés,

Les moyens de production et les produits de consommation occupent respectivement les 4/5 et 1/5 de l'accumulation actuelle de notre pays, tandis que l'accroissement des principaux fonds productifs représente 60 pour cent du total de l'accumulation réservée aux investissements de base dans les branches de l'économie. D'autre part, on sait que les objets de travail (la production de l'industrie d'extraction) et les pièces de rechanges, occupent la part la plus importante dans le volume global des moyens de production produits dans le pays.

Dans ces conditions, il faut absolument augmenter plus rapidement la production des moyens de travail, les matières combustibles et d'énergie électrique, tout en accordant la priorité à l'accroissement absolu de la production des moyens de production, afin d'assurer par ses propres forces, la structure matérielle des constructions et des investissements de base.

La production par ses propres forces des machines et équipements techniques ayant pour objectif de créer de nouvelles capacités productives ou bien d'élargir ou de moderniser les capacités existantes, de mettre sur pied des fabriques, des ateliers et chaînes de fabrication, de porter à un degré supérieur la mécanisation du travail et d'appliquer des processus technologiques plus avancés, constitue une des tâches impératives de notre économie, une condition indispensable pour réaliser à des rythmes rapides une reproduction élargie.

Poser de cette façon le problème de création par ses propres forces de la base matérielle en vue d'une accumulation intérieure ne signifie pas que notre industrie s'acheminera désormais vers l'autarcie. Dans l'avenir comme aujourd'hui notre industrie aura besoin d'importer de l'étranger des moyens de production (instruments et objets de travail). Notre pays ne tendra jamais à produire tous les moyens de production nécessaires à la reproduction élargie, en comptant uniquement sur ses propres forces. Il continuera donc, comme il l'a fait jusqu'à présent, à échanger sur le marché étranger, une partie du produit social, qui comprend évidemment des produits industriels et agricoles, contre des moyens de production conformément aux besoins qui émanent de la reproduction élargie. Au fur et à mesure que la base matérielle et technique du socialisme se renforce, les possibilités de notre économie pour augmenter le volume des exportations et améliorer sa structure, en produisant le plus grand nombre de produits ouverts ou semi-ouverts, s'accroissent. L'augmentation des exportations permettra de mieux satisfaire, à travers les importations, aux besoins en produits nécessaires à la construction du socialisme.

Ayant atteint un stade élevé de développement, notre économie socialiste est en mesure d'avancer sans cesse, en comptant uniquement sur ses propres forces, sans recevoir aucune aide et aucun crédit de l'étranger. Notre pays a achevé ou est en train de construire à lui seul les unités industrielles que les révisionnistes chinois ont perfidement laissés en plan. Les révisionnistes chinois ont vu échouer leur plan anti-albanais. Éliminant en un très bref laps de temps les conséquences du séisme de 1979, le peuple albanais a remporté en comptant uniquement sur ses propres forces une nouvelle victoire grandiose, qui témoigne de la force de notre économie socialiste. Depuis 1979 notre pays couvre entièrement ses importations par ses exportations. Tout cela atteste la vitalité de notre économie socialiste, la véritable voie marxiste-léniniste qu'elle a suivie et qu'elle continue à suivre sous la direction du Parti.

Le développement ininterrompu et accéléré des forces productives d'un pays donné n'est ni un don naturel ni une particularité nationale.

L'essor des forces productives durant les années de l'édification socialiste est le résultat direct du nouvel ordre social socialiste établi chez nous, du travail, de la pensée créatrice et de l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia, guidées par la juste politique marxiste-léniniste que le PTA et le camarade Enver Hoxha ont suivie et appliquée de façon créatrice pour construire le socialisme, défendre et renforcer la dictature du prolétariat, l'indépendance politique et économique de la Patrie, sa pleine souveraineté nationale.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, éd. alb., p. 8.
2. F. Engels, *Anti-Dühring*, éd. alb., p. 280.
3. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA*, éd. alb., Tirana, 1966, p. 55.

Iliaz Fishta, Veniamin Toçi

**LA NATIONALISATION DES BANQUES, LA CREATION DE LA
BANQUE DE L'ETAT ALBANAIS ET LES MESURES
REVOLUTIONNAIRES CONCERNANT LA MONNAIE ET LE CREDIT
(1944-1946)**

Après le triomphe de la révolution, et l'instauration au pouvoir populaire, la classe ouvrière et les autres masses travailleuses, sous la direction du PCA, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, s'engagèrent dans la lutte pour exproprier les classes renversées, éliminer l'ancienne base économique et en créer une nouvelle. A cette fin, il fut arrêté une série de mesures révolutionnaires de caractère socialiste. C'est dans ce cadre que s'inscrivaient aussi la nationalisation des banques et la création de la Banque de l'Etat Albanais.

1. La nationalisation des banques et la création de la Banque de l'Etat albanais

Le problème de la nationalisation des banques constitue l'une des exigences programme du Parti de la classe ouvrière, dès que celle-ci prend le pouvoir politique, et aussi l'une des conditions nécessaires pour la construction du socialisme.

Marx et Engels considéraient, à leur époque, la question de la nationalisation des banques et leur passage aux mains de la classe ouvrière comme l'une des questions les plus urgentes, dont la solution permet de dépouiller la bourgeoisie des moyens de production et de circulation et de construire la base économique adéquate de la dictature du prolétariat. Ils formulèrent cette thèse dans le Manifeste du Parti communiste, où ils traitent de la nécessité de centraliser le crédit entre les mains de l'Etat de la classe ouvrière, au moyen de la nationalisation des banques.¹ Ils considéraient la nationalisation des banques comme une mesure primordiale pour la liquidation du pouvoir bourgeois sur l'argent et pour l'utilisation du système monétaire et du crédit dans l'intérêt de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses.

Analysant les erreurs de la Commune de Paris, qui ne procéda pas à la nationalisation des banques, Marx et Engels montrèrent que la Commune, d'une part, laissa intacte la base économique de la bourgeoisie, et d'autre part, elle se priva de la possibilité d'utiliser les moyens monétaires des banques pour les besoins de la poursuite de la révolution.²

Lénine et Staline développèrent les thèses marxistes sur la nationalisation des banques et des principaux moyens de production, une fois la classe ouvrière arrivée au pouvoir politique. Dans son article intitulé «Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir d'Etat ?», Lénine écrivait que «sans les banques, le socialisme est irréalisable», que «les grandes banques constituent «L'appareil d'Etat» dont nous avons besoin pour réaliser le socialisme et que nous prenons tout prêt du capitalisme ; notre seule tâche est alors de retrancher de cet excellent appareil d'Etat ce qui en fait un monstre capitaliste, de l'agrandir encore, de le rendre plus universel.»³

Le Parti communiste d'Albanie (actuellement le Parti du Travail d'Albanie) a appliqué avec esprit de suite et de façon créatrice la théorie marxiste-léniniste, dans le domaine des banques, de la monnaie et du crédit, tout comme il l'a fait dans les autres domaines. Il était persuadé que la nationalisation des banques était une exigence programme de la révolution.

Le Congrès antifasciste de libération nationale, qui se tint en mai 1944 dans la ville libérée de Permet, arrêta des décisions historiques pour l'avenir de l'Albanie, pour sa liberté, son indépendance et sa souveraineté nationale. Le Conseil antifasciste de libération nationale, qui fut élu par ce congrès, décida, dans sa première réunion, d'annuler tous les accords avec les Etats étrangers, tous les rapports économiques et politiques que le gouvernement de Zog avait établis aux dépens du peuple albanais.⁴ Sa décision stipulait également, qu'il n'acceptait aucun accord, aucun rapport international, auxquels les cliques réactionnaires, en tant que groupe politique ou gouvernement, pouvaient éventuellement aboutir dans le pays ou à l'étranger.⁵

Cette décision était un coup décisif qui frappait l'intervention du capital étranger dans le système monétaire et de crédit en Albanie ; elle définissait d'ailleurs clairement l'attitude qu'adopterait le

pouvoir populaire dans ce domaine, après le triomphe de la révolution. Dans cette optique, l'annulation de la convention de la Banque nationale et la nationalisation des banques au lendemain de la Libération n'étaient pas des phénomènes fortuits, mais le reflet et l'application conséquente de l'esprit de la révolution populaire et des décisions qui avaient été arrêtées au cours de son processus.

Au fur et à mesure que les régions et les villes d'Albanie se libéraient, l'activité des branches de la Banque nationale, était soumise à un contrôle immédiat. Ainsi donc, le Conseil de libération nationale de la région de Tirana, sur la recommandation du Gouvernement démocratique (qui siégeait à cette époque-là à Berat) décida de bloquer les activités de la Banque nationale. Dans le même temps il mit les scellés aux archives de cette banque.⁶ Ces mesures barraient la voie à l'utilisation de moyens bancaires aux dépens de la révolution et de la patrie nouvellement libérée.

Alors que l'Albanie voyait approcher le jour de sa libération, des éléments bourgeois, qui, animés d'intentions tout à fait contraires au programme du Front de libération nationale, s'étaient infiltrés dans les rangs de cette vaste organisation politique du peuple albanais dirigée par le PCA, se mirent à agir selon les instructions de leurs patrons anglo-américains, en s'efforçant de saboter les réformes révolutionnaires auxquelles procédait le pouvoir populaire et de renverser celui-ci. Leur activité hostile et de sabotage s'étendit également sur les réformes concernant les banques, la monnaie et le crédit.

En novembre 1944 le Gouvernement démocratique étudiait et préparait les projets de nationalisation des banques en Albanie, et cela dans le cadre de toutes les transformations révolutionnaires visant à renverser l'ancienne base économique et à créer, à sa place, la base économique du nouveau pouvoir. Afin de traiter la question de la Banque nationale, de la monnaie et du crédit à partir de positions bourgeoises, les éléments hostiles et opportunistes commencèrent à agir ouvertement et dans les coulisses.

Ces tentatives trouvèrent leur expression dans les projets et les propositions que les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, présentèrent au Gouvernement démocratique.

L'un de ces projets, daté du 14 novembre 1944 et portant sur la nationalisation de la banque d'émission, proposait certaines solutions. Son auteur acceptait la nationalisation de la banque, mais dans le sens bourgeois du terme. En principe il était d'accord avec «l'expropriation de la banque pour l'utilité publique», mais à condition qu'une indemnité fût accordée aux actionnaires italiens qui avaient effectivement constitué le capital de la banque. Les actions seraient achetées par l'Etat albanais, qui déciderait par la suite du mode d'organisation de la banque d'émission.⁷ Selon lui les actionnaires italiens protesteraient contre ces mesures étant donné qu'ils profitaient d'une concession qui leur avait été attribuée, aux termes d'un accord bipartite, pour une période de 50 ans, qu'ils avaient déposé leur capital en fr. or et non pas en fr. alb, que la concession de la Banque avait des rapports avec le crédit SVEA. Bien qu'il admît que ces arguments de la partie adverse pouvaient être facilement rejetés, l'auteur en question suggérait de réunir autour d'une table ronde des représentants de notre banque et du capital monopoliste italien.⁸ Or, l'accord sur la Banque et le crédit SVEA était purement anti-albanais et l'Italie avait causé un très grave préjudice à l'Albanie sous le règne de Zog et durant l'occupation fasciste.

Par ailleurs cet élément bourgeois et ceux qui se cachaient derrière lui, proposaient, dans un autre projet, daté du 22 novembre 1944, de ne pas procéder immédiatement à l'étatisation de la Banque mais à sa nationalisation fictive. Ce projet s'en tenait strictement à celui que les représentants de la bourgeoisie avaient préparé lors de l'occupation allemande. Etant donné que, selon le même auteur, la révision et la modification du projet, dans l'esprit de la Lutte de libération nationale, demanderait beaucoup de temps et que les besoins de l'économie étaient urgents, la Banque Nationale d'Albanie devait ouvrir immédiatement ses succursales à Tirana, Durrës, Berat, Vlorë, Elbasan, Gjirokastër, etc. afin de soutenir la restauration du pays et de relancer le capital privé.⁹ Afin de rouvrir la Banque, il avançait l'idée de la création d'un conseil administratif qui serait nommé par l'Etat, et dont feraient partie des éléments de la bourgeoisie marchande. Du sein de ce conseil serait élu le Comité Administratif de la Banque.¹⁰

Malgré leur étiquette de «nationalisation de la Banque Nationale», ces projets n'avaient qu'un caractère et un contenu bourgeois. S'ils ne s'opposaient pas à l'expropriation du capital italien à la Banque nationale d'Albanie, ils demandaient que cette expropriation se fit sur la base d'une indemnisation. Il se

créait ainsi des illusions comme quoi l'impérialisme italien, après la Guerre aurait changé de nature et il aurait renoncé à ses plans d'expansion à l'égard de l'Albanie. Puis, on concevait la Banque sous la forme d'un institut capitaliste d'Etat et privé, qui aurait à sa direction même des représentants de la bourgeoisie, et qui accorderait des crédits aux sociétés et aux entreprises capitalistes.

Le 13 janvier 1945, la Présidence du Conseil antifasciste de libération nationale approuva une loi qui annulait la Convention de la Banque nationale d'Albanie et ses actions.¹¹ Cette mesure était un droit légitime du peuple albanais qui, avec le triomphe de la révolution populaire, exerçait sa pleine souveraineté sur son territoire, sur les richesses de son soi et de son sous-sol, sur les banques, la monnaie et le crédit. La nationalisation de la Banque nationale était d'ailleurs une conséquence logique du triomphe de la révolution populaire sur l'Italie fasciste, qui, à travers cette banque, avait causé à Albanie, avant et durant l'occupation, d'énormes pertes et dégâts.

La Banque nationale servit en effet de point d'appui à l'expansion du capital italien en Albanie et elle contribua à préparer et à réaliser l'occupation fasciste au pays, le 7 avril 1939, à financer les mesures de répression contre la Lutte de libération nationale du peuple albanais, guidé par le PCA. L'annulation de la Convention de la Banque nationale et sa nationalisation par le pouvoir populaire constituaient l'une des conditions nécessaires de l'expropriation des classes renversées et de la construction de la société socialiste.

Le 13 janvier 1945 fut approuvée la loi organique de la Banque de l'Etat Albanais. Cette dernière fut créée en tant qu'institution importante du système financier, aux attributions de la monnaie et du crédit.¹² Dans l'histoire du peuple albanais c'était la première banque effectivement nationale, qui accorderait des crédits non pas à la bourgeoisie, aux propriétaires fonciers, et au capital étranger, mais aux entreprises et aux organisations économiques socialistes, au développement du pays.

Cette haute mission de la Banque de l'Etat albanais fut entravée dès le début de son activité, par des éléments opportuniste et bourgeois, comme Sejfulla Malëshova, Shefqet Beja, Kostandin Boshnjaku, Kol Kuqali, qui avaient pénétré dans sa direction. Mus par des intentions hostiles, ces éléments agissaient contre le pouvoir populaire, afin de réaliser les intérêts de la bourgeoisie nationale et de l'officine d'espionnage de la bourgeoisie impérialiste. Profitant de leurs fonctions, ils s'efforcèrent de détourner la Banque de la mission importante dont l'avait chargée le pouvoir populaire, au cours du processus d'expropriation de la bourgeoisie des moyens de production et financiers ; ils tentèrent de freiner les réformes entreprises par le pouvoir populaire en matière de monnaie et de crédit et de leur donner un caractère bourgeois.

La nationalisation de la Banque nationale et la création de la Banque de l'Etat albanais furent suivies, peu de temps après, de mesures visant la liquidation totale du capital bancaire étranger en Albanie. En août et en novembre 1945 furent supprimées respectivement la Banque nationale du Travail¹³ et la Banque de Naples.¹⁴ C'est ainsi que cessèrent les activités de ces deux banques italiennes en Albanie, et furent confisquées, en faveur du pouvoir populaire, les dépôts des institutions, des entreprises et des sociétés d'Etat et pré-étatiques italiennes, ainsi que ceux des anciens fonctionnaires italiens dans ces banques. Les sommes accumulées après la liquidation de ces banques, furent versées à la Banque de l'Etat albanais, où elles devraient être bloqués jusqu'au moment il en serait décidé définitivement. Tous les biens meubles ou immeubles appartenant aux banques en question furent placés sous séquestre.

La nationalisation des banques et la création de la Banque de l'Etat albanais revêtaient une importance politique, économique et sociale particulière. Ces mesures mirent un terme à l'intervention du capital monopoliste italien dans le système monétaire et de crédit en Albanie. Dans le même temps, il fut porté un rude coup économique à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers du pays, qui seraient désormais dépourvus d'un moyen essentiel dont ils se servaient pour exploiter les masses travailleuses urbaines et rurales. C'est bien le cas de citer l'expression de Staline qui disait : «Avec la nationalisation des banques, la bourgeoisie s'est vu enlever le nerf principal de la vie économique, et elle est demeurée, en quelque sorte, inanimée».¹⁵

La création de la Banque de l'Etat albanais fut suivie de la mise sur pied d'un système monétaire et de crédit socialiste, qui ne cessa de se perfectionner. Il devint un puissant point d'appui de la révolution et de la construction du socialisme en Albanie.

2. Les mesures révolutionnaires dans le domaine de la monnaie

Afin de frapper avec esprit de suite et jusqu'au bout la puissance économique de la féodalobourgeoisie et d'avancer résolument sur la voie du socialisme, il ne suffisait pas seulement de nationaliser les principaux moyens de production et les banques et de frapper d'un impôt extraordinaire les bénéfices de la guerre. Ces mesures revêtaient sans aucun doute une importance décisive pour l'expropriation des classes renversées des moyens de production et des accumulations monétaires. Mais encore faudrait-il prendre d'autres mesures radicales et complémentaires dans le domaine de la monnaie et du crédit.

A cette fin, il était absolument nécessaire d'en changer entièrement la nature et le caractère ; d'éliminer les conséquences de la période d'occupation, de préserver la circulation monétaire des influences étrangères ; de concentrer à la Banque de l'Etat tout l'or et toutes les devises étrangères ; d'éviter l'inflation et les conséquences négatives qu'elle entraîne dans le domaine de l'économie, de stabiliser la circulation monétaire et de la mettre entièrement en la possession du pouvoir populaire ; de modifier l'objectif et l'orientation du crédit en faveur des masses travailleuses et du secteur socialiste de l'économie, qui venait d'être créé et qui commençait à se développer.

Le 15 décembre 1944 fut promulguée une loi qui interdisait l'exportation des métaux précieux et des produits agricoles et industriels.¹⁶ Défense était faite aux personnes particulières d'exporter de l'or, de l'argent, du platine et des pierres précieuses, sous quelque forme fussent-ils : monnaie, baguette, bijoux. Cette loi exigeait par ailleurs de soumettre au contrôle de l'Etat toute autre marchandise à exporter.

C'était là une mesure qui visait à empêcher l'évacuation du marché intérieur de l'or et des autres métaux précieux, dont une partie considérable avait été spoliée par les fascistes italiens et les nazis allemands. Par ailleurs, elle permettait de créer des réserves nécessaires à la constitution du trésor de l'Etat, réserves qui serviraient à renforcer le pouvoir d'achat de la monnaie, à restaurer l'économie et à en assurer le développement socialiste. L'interdiction d'exporter des produits agricoles et industriels était la première mesure qui établissait le contrôle du pouvoir populaire sur le commerce extérieur.

Cependant que le pouvoir populaire prenait des mesures initiales pour normaliser le marché monétaire, les milieux chauvins de Belgrade agissaient avec préméditation et dans des intentions hostiles, immédiates et à long terme, contre l'Albanie. L'un des premiers actes qu'ils entreprirent aux dépens de l'économie et des finances albanaises, c'était la dévaluation artificielle du franc albanais par rapport au nouveau dinar, qui fut mis en circulation du 20 au 30 avril 1945 en Yougoslavie, à travers une réforme d'unification monétaire.¹⁷ Celle-ci appliqua le cours de change suivant : 100 fr. alb. contre 250 nouveaux dinars. Etant donné que le franc albanais comptait 100 centimes, elle établit ce cours : 1 dinar équivalait à 40 centimes du franc albanais.

Ce n'était donc pas un cours réel, car il ne correspondait pas à la valeur du franc, par rapport au dinar, sur les marchés albanais et yougoslave. Selon les données de l'époque, un napoléon or, au début du mois de mai 1945 était échangé contre 3 000 nouveaux dinars, ou bien 610 fr. alb. Ainsi donc, 1 fr. alb. équivalait à 5 nouveaux dinars. Le dinar yougoslave ne représentait pas une valeur de 40 centimes mais de 20 centimes. Par conséquent, 1 franc albanais fut dévalué dans la mesure de 50%.¹⁸

L'application de ce cours de change aux dépens du franc albanais, entraîna des conséquences fâcheuses tant pour la population albanaise habitant en Yougoslavie, que pour l'économie et les finances de l'Albanie.

Face à cet état de choses, la population albanaise habitant en Yougoslavie, dans ses efforts pour échapper à la réforme d'unification monétaire, ne changea pas toutes ses disponibilités monétaires. La somme d'argent échangée montait à 17,8 millions de fr. alb.¹⁹ Il suffit de rappeler que rien que pendant l'année 1942 et la période de janvier-août 1943, sur les territoires albanais de Yougoslavie, l'ancienne Banque nationale d'Albanie, avait mis en circulation 22,1 millions de fr. alb.²⁰ Si l'on tient compte de la quantité de la monnaie mise en circulation avant et après cette période, les disponibilités monétaires qui devraient être échangées contre des dinars sur le territoire albanais en Yougoslavie, devaient être supérieures à 30 millions de fr. alb. Voilà donc le dommage direct que la réforme d'unification monétaire de la Yougoslavie fit subir aux Albanais de Kosovë, du Monténégro et de Macédoine.

La réforme en question entraîna des conséquences négatives pour l'économie et les finances de l'Albanie. Nombre de spéculateurs de Yougoslavie se précipitèrent sur le marché albanais, pour acheter de l'or et d'autres marchandises avec des francs albanais, sous forme de billets de banque. Par conséquent le prix de l'or monta au marché. Si le 28 avril 1945 un napoléon or équivalait à 610 fr. alb., le 4 mai de la même année le prix du napoléon s'éleva à 660 fr. alb., en tendant à augmenter très rapidement.²¹ Les acheteurs de Yougoslavie mirent à profit également le fait qu'à cette époque-là en Albanie le commerce de l'or était libre et les commerçants albanais vendaient leur or pour couvrir l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre. Dans ces circonstances et les conditions où l'Albanie entretenait des rapports amicaux avec la Yougoslavie, commença la fuite illégale de l'or albanais hors des frontières du pays.²²

Si cette situation avait duré longtemps, elle aurait entraîné de graves conséquences politiques, économiques, financières et sociales pour l'Albanie. Afin de parer à ce danger réel et de défendre les intérêts nationaux, le Ministère des Finances interdit le commerce de l'or²³, en promulguant, le 18 mai 1945, une ordonnance particulière qui arrêta l'achat et la vente, l'échange, le gage et d'autres opérations analogues du commerce de l'or sous forme de monnaie, de baguette ou de lingot. Le droit exclusif de ce genre de commerce fut strictement réservé à la Banque de l'Etat albanais, qui fixait également le cours de change de l'or. En outre, les zones frontalières étaient surveillées plus rigoureusement afin de mettre un terme à la contrebande de l'or sur le marché intérieur et à son expatriation. D'autre part, l'instruction fut donnée d'accepter, sans hésiter, l'or destiné à rembourser l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

La loi du 15 décembre 1944 sur l'interdiction de l'exportation des métaux précieux et l'ordonnance promulguée le 18 mai 1945 sur l'interdiction du commerce de l'or sur le marché intérieur, constituaient deux dispositions qui se complétaient et qui affirmaient l'Etat albanais (en la personne de sa banque) en tant qu'unique sujet pouvant faire des opérations de commerce de l'or à l'intérieur du pays et à l'étranger. Ce commerce fut concentré entièrement entre les mains de la Banque de l'Etat, qui exerçait le droit de monopole, ce qui marquait un nouveau pas vers l'établissement du monopole de l'Etat sur les devises.²⁴

Ces mesures produisirent leur effet positif. L'or et les autres métaux précieux furent accumulés dans des quantités plus considérables à la Banque de l'Etat. Cela influa sur la normalisation de la situation économique et financière du pays.

Toutefois, les voies d'influence étrangère sur la circulation n'étaient pas toutes fermées. A l'étranger il y avait des quantités importantes de billets de banque albanais, qui pouvaient pénétrer par les canaux de circulation monétaire, en provoquant toute sorte de dérèglement.

D'où la nécessité urgente d'interdire l'exportation et l'importation des billets de banque albanais, le commerce et l'exportation des devises de la part de personnes privées. C'est à cet effet que le Ministère des Finances promulgua le 2 juin 1945 une ordonnance spéciale²⁵, par laquelle il investissait la Banque de l'Etat du droit exclusif d'effectuer toutes les opérations en matière de devises.²⁶ Depuis ce temps-là le monopole de la Banque de l'Etat sur l'or et les métaux précieux fut complété par son monopole sur les devises. Ainsi donc, les mesures appliquées depuis décembre 1944 jusqu'au début juin 1945, permirent au pouvoir populaire de mettre tout à fait sous son contrôle l'or, les autres métaux précieux, les devises et le commerce extérieur. Ces mesures ne permettaient plus aux classes riches de spéculer par la voie légale sur le commerce de l'or et des devises.

Toutes ces mesures contribuèrent dans leur ensemble à préserver l'économie et les finances albanaises des influences étrangères et jouèrent un rôle bien précis dans la lutte du pouvoir populaire pour la liquidation de l'ancienne base économique et la mise sur pied de la base économique du socialisme.

La libération trouva l'Albanie envahie d'un grand chaos monétaire. L'inflation avait pris de vastes proportions et menaçait sérieusement l'économie, les finances et le niveau de vie de la population. Si à la fin de mars 1939 le total des billets de banque en circulation représentait 11.939.000 de fr. or., il se montait, à la fin de novembre 1944, à 379.808.895 de fr. alb., en enregistrant ainsi une augmentation d'environ 32 fois.²⁷

Une partie considérable de billets de banque avaient été emportées par les émigrés politiques qui pouvaient s'en servir contre le pouvoir populaire. Une autre quantité énorme de monnaies albanaises était toujours en circulation en Kosovë et dans d'autres régions peuplées d'Albanais, comme au Monténégro et en Macédoine. Les classes renversées par le pouvoir disposaient de leur côté de grandes quantités de billets de banque.

Cette situation chaotique en matière de monnaie était lourde de dangers pour l'économie du pays. Elle pouvait d'ailleurs être mise à profit pour financer la réaction extérieure et intérieure, et provoquer des troubles dans le domaine de l'économie et dans toute la vie du pays. C'était là un danger réel et imminent. Le pouvoir populaire ne pouvait rester les bras croisés face à cet état de choses et aux dangers qu'il présentait. Afin d'en prendre les devants, de recenser et de maîtriser la circulation monétaire et d'empêcher l'introduction en Albanie des billets de banque qui étaient restées à l'étranger, il était nécessaire de prendre des mesures urgentes pour substituer une nouvelle monnaie à celle qui était encore en cours.

Ce problème fut soulevé depuis le temps où le Gouvernement démocratique siégeait à Berat. Des instructions furent données pour étudier la façon dont il fallait le résoudre.

Les éléments bourgeois et opportunistes s'efforcèrent d'entraver la solution rapide et juste de cette question, en exerçant des pressions et en faisant clés «raisonnements» mystificateurs. Dans un projet élaboré par leurs porte-parole, le 13 novembre 1944, ces éléments, tout en admettant l'urgence de la solution du problème monétaire, suggéraient des variantes nuisibles aux destinées de la révolution populaire, à la liberté et à l'indépendance nationale. Ils proposaient de frapper de nouveaux billets de banque aux symboles albanais, en Angleterre ou en France.²⁸ Afin d'appuyer leur proposition, ils prétextaient le fait que les billets de banque de l'Etat albanais à l'époque du régime de Zogu, avaient été imprimés à Londres sur un papier et selon une technologie de très haute qualité. Selon eux, il fallait effectuer le plus vite possible cette émission, pour venir en aide avec du crédit, au secteur privé de l'économie et puis satisfaire les besoins de l'Etat.²⁹ Loin de tenir compte de la nouvelle réalité historique créée en Albanie, après le triomphe de la révolution, ce projet s'y opposait ouvertement. Frapper de la monnaie dans les pays impérialistes qui avaient nourri dans le passé des visées expansionnistes et qui avaient agi avant tout contre la Lutte de libération nationale et qui continuaient à agir, par divers moyens, contre le pouvoir populaire, c'était leur donner une puissante arme pour réaliser leurs objectifs anti-albanais. Le peuple albanais et son pouvoir révolutionnaire qui était né au feu de la Lutte antifasciste de libération nationale, avaient tiré des leçons du passé, de cette époque où l'Albanie servait de monnaie d'échange aux marchandages des puissances impérialistes. C'est pourquoi le projet en question fut rejeté.

Le pouvoir populaire traita et résolut la question de la monnaie conformément aux intérêts de la révolution et de la construction socialiste.

Dans les conditions où le pays venait de sortir de la guerre et où de nombreuses difficultés organisationnelles et techniques empêchaient d'émettre en un si court laps de temps des billets de banque aux nouveaux symboles, le cachetage des papiers-monnaie de l'ancienne Banque nationale d'Albanie, s'imposait en tant que la solution la plus convenable.

Suivant les instructions du Comité central du PCA, en juin 1945 la Banque de l'Etat albanais promulgua une ordonnance spéciale à propos du cachetage des billets de banque et des papiers-monnaie de l'ancienne Banque nationale d'Albanie.³⁰ Aux termes de cette ordonnance seraient cachetés les billets de banque de 20 à 100 fr. alb. et les papiers-monnaie de 20, 100, 500, 1000 et 5000 fr. alb. Le cachet était rectangulaire et portait un aigle bicéphale, une étoile au-dessus et l'appellation «La Banque de l'Etat albanais»³¹ Les papiers-monnaie de moins de 20 fr. alb. ne seraient pas cachetés.

Cette opération s'effectuerait très vite, en 10 jours (du 29 au 8 juillet 1945) dans tout le pays.

L'ordonnance prévoyait que les centres d'échange de la monnaie seraient répartis dans trois zones sur tout le territoire du pays.

Afin de barrer la voie à la contrebande, la priorité fut accordée aux régions frontalières. En même temps la répartition en trois zones et surtout la création de beaucoup de centres d'échange visaient à accélérer l'opération et à éviter les obstacles de caractère organisationnel et technique.

L'échange n'était pas limité. Toutefois des mesures furent prises pour prévenir deux dangers : l'introduction en contrebande des billets de banque et des papiers-monnaie de l'étranger et la distribution des moyens financiers par une tierce personne pour dissimuler l'identité de leur vrai propriétaire. Lorsque l'authenticité de la propriété était mise en doute, les sommes supérieures à 10.000 fr. alb. étaient déposées à la Banque jusqu'au moment où tout était tiré au clair. L'intéressé était muni d'un certificat.³²

Les billets de banque et les papiers-monnaie qui n'étaient pas soumis au cachetage dans les délais fixés, sortaient automatiquement de la circulation monétaire. Pour les sommes déposées à la Banque, il était prévu qu'elles seraient restituées à leurs propriétaires jusqu'au 31 août 1945, si, pendant le délai fixé à l'échange, la Banque ne disposait pas de papiers-monnaie cachetés.

Le cachetage constituait une mesure importante de caractère économique, financier, politique et social. 20 pour cent de la monnaie en circulation ne fut pas cacheté, n'ayant pas été prévu par l'ordonnance de la Banque de l'Etat albanais (il s'agit là des billets de banque au-dessous de 20 fr. alto.). Plus tard il s'avéra que les éléments opportunistes et bourgeois qui étaient à la direction de la Banque de l'Etat effectuèrent avec préméditation cette opération, pour permettre à la bourgeoisie, aux propriétaires terriens, et aux autres éléments réactionnaires de cacher une partie de leurs accumulations monétaires.

Afin de couronner de succès cette action, le peuple fut informé explicitement sous diverses formes, sur le but, les critères et les délais d'échange des anciennes monnaies. Dans le même temps des mesures organisationnelles et techniques furent prises pour faciliter les opérations nécessaires. L'imprimerie de la Banque de l'Etat et 14 autres imprimeries du pays furent chargées d'effectuer le cachetage des monnaies.³³

Les masses travailleuses de la ville et de la campagne répondirent immédiatement à l'appel pour échanger l'ancienne monnaie contre de la monnaie cachetée. Dès les premiers jours, elles se présentèrent aux centres d'échange avec les petites sommes dont elles disposaient.

Les classes riches et la réaction s'efforcèrent de contrecarrer les objectifs politiques et économiques de cette mesure et de saboter son application. Ils s'évertuèrent à créer des difficultés et des troubles et à défendre leurs propres intérêts de classe.

Afin de cacher les grosses sommes dont ils disposaient et d'échapper aux impôts, les éléments de la bourgeoisie et des riches propriétaires fonciers, firent des tentatives pour effectuer l'échange en distribuant leur argent à leurs gens.³⁴

La bourgeoisie se livra à une autre manœuvre qui consistait à échanger rapidement ses disponibilités contre des marchandises. Dans un de ses rapports adressé à la direction générale de la Banque de l'Etat, un inspecteur envoyé au district de Vlora, soulignait que les commerçants et les riches mettaient leurs monnaies en circulation, en faisant des achats à des prix élevés, afin de ne pas échanger eux-mêmes leur argent. D'autre part, il y avait des capitalistes, qui accumulèrent des billets de banque de valeur inférieure à celle des billets de banque changeables.³⁵

Une fois mis au courant du cachetage de la monnaie, divers commerçants s'efforcèrent de suspendre la vente des marchandises dont ils disposaient.³⁶

La bourgeoisie eut recours à d'autres faux-fuyants pour cacher ses disponibilités. Dans l'espoir de bien les placer à travers manœuvres et transactions, nombre d'éléments des classes riches ne se présentèrent pas aux centres d'échange dès les premiers jours. Un rapport envoyé à la Direction Générale de la Banque de l'Etat de la part de sa succursale de Korça, dit que les premiers jours les commerçants n'échangèrent que des sommes minimales, alors que le dernier jour ils échangèrent une grande quantité d'argent.³⁷

Se livrant à ces manœuvres, les classes renversées tentaient de créer des difficultés au marché. Et ils y parvinrent dans quelques centres où le commerce de détail se réduisit sensiblement, ce qui entraîna la hausse des prix.³⁸ Les ennemis intérieurs et extérieurs s'empressèrent d'entraver le cachetage et l'échange de la monnaie. C'est dans ces intentions qu'ils lançaient des mots d'ordre³⁹, surtout parmi les classes riches, afin de les persuader de ne pas déposer leurs sommes d'argent, car elles seraient confisquées par l'Etat, et de créer des troubles au marché.

Le pouvoir populaire fit preuve de vigilance à l'égard de cette activité hostile et des divers éléments spéculateurs des classes renversées. Il arrêta toutes les mesures nécessaires pour cacheter et échanger les monnaies. Les masses travailleuses citadines et rurales se présentèrent aux centres d'échange dès le premier jour. Elles contribuèrent également à éliminer définitivement l'activité des éléments riches et hostiles.

Afin d'empêcher l'introduction de la monnaie de l'étranger, il fut décidé de mieux surveiller les zones frontalières, dans une largeur de 10 km tout au long de la frontière.⁴⁰ Mais malgré tout, il y eut des tentatives de contrebande. A la foire de Saint-Naoum, près de Pogradec, à laquelle vinrent participer aussi des Albanais de Korça et de Pogradec, les spéculateurs de Yougoslavie avaient offert et vendu des billets de banque albanais de 20 fr. alb. qui devaient être cachetés contre 15 fr. alb. et des billets de banque au-dessous de 20 fr. alb. qui circulaient sans cachet. Mais le pouvoir populaire, après avoir découvert ces transactions, prit des mesures qui permirent de limiter sensiblement la quantité de billets de banque de contrebande.⁴¹

Le cachetage des papiers-monnaie de l'ancienne Banque nationale influa sensiblement sur la circulation monétaire. Le bilan de l'effet de cette mesure montra que la somme qui ne fut pas échangée, se montait à 101.054.765 de fr. alb. Cette somme sortit par conséquent de la circulation monétaire.⁴² Elle représentait plus d'un quart des billets de banque et des papiers-monnaie en circulation au seuil du cachetage. Si le 31 décembre 1944 il y avait en circulation une somme de plus de 384.396.000 de fr. alb., à la fin de 1945, à la suite du cachetage, la quantité de la monnaie en circulation diminua à 286.100.000 de fr. alb.⁴³

Les billets de banque hors de circulation comprenaient : les billets de banque spoliés par les émigrés politiques, ceux restés à Kosovë et sur d'autres territoires albanais, au Monténégro et en Macédoine, ceux qui ne furent pas soumis au cachetage et qui appartenaient aux classes riches, et enfin ceux brûlés, détériorés ou égarés dans les circonstances de la guerre.

Les milieux de Belgrade, qui avec préméditation et dans divers sens ourdissaient des complots contre la liberté et l'indépendance de l'Albanie, s'efforcèrent d'obliger notre pays à rembourser la valeur de 17.789.245 de fr. alb.⁴⁴, qu'ils avaient pris sur les territoires albanais de Yougoslavie au cours de leur réforme d'unification monétaire en avril 1945. Cette somme constituait une partie de la monnaie qui avait circulé durant les années d'occupation fasciste dans les régions albanaises de Yougoslavie. La population albanaise ne présenta pas toutes ses disponibilités monétaires, car le franc albanais, à la suite de la réforme d'unification monétaire en Yougoslavie subit une grande dévaluation.

Le gouvernement de la RP d'Albanie ne fut pas trompé par la démagogie et ne se soumit pas non plus aux tentatives yougoslaves pour rendre l'Albanie débitrice de la somme précitée. L'Etat yougoslave devait tenir une responsabilité directe à propos de l'échange du franc qui avait circulé sur les territoires albanais de Yougoslavie, tout comme il l'avait fait pour ce qui concerne les monnaies qui avaient circulé dans le pays avant la réforme d'unification monétaire.

L'analyse des résultats du cachetage de la monnaie fit ressortir que les principaux possesseurs de l'argent c'étaient les classes riches : les actionnaires des diverses sociétés, les commerçants, les propriétaires des fabriques, les grands propriétaires fonciers. De 73.087 personnes qui furent présentées aux centres d'échange, 15.818 appartenaient aux classes riches, 9.950 étaient de condition ouvrière, 5.026 artisans, 26.574 paysans.⁴⁵

Les éléments riches échangèrent de grosses sommes, tandis que celles des masses travailleuses étaient peu considérables. Du nombre total des ouvriers qui furent présentés à ces centres, 74,7 pour cent échangèrent des sommes qui ne dépassaient pas les 1000 fr. alb. et 21,8 pour cent des sommes allant de 1.001 à 5.000 fr. alb.

La majorité de la paysannerie avait hérité une situation économique misérable. Elle disposait par conséquent de sommes minimales. Sur une population rurale de 868.100 habitants, 26.574 (chefs de famille) se présentèrent aux centres d'échange. 20.690 d'entre eux n'avaient à l'étranger que des sommes allant jusqu'à 1 000 fr. alb., 5.261 échangèrent des sommes de 1 000 à 5 000 fr. alb. Dans la même situation, à peu de différences près, étaient les artisans et les employés, qui pour la plupart, échangèrent des sommes de 1.000 à 5.000 fr. alb.⁴⁶

Le cachetage de la monnaie constituait une mesure nécessaire pour mettre en relief la circulation monétaire, et le premier pas décisif vers la maîtrise de cette circulation. Il frappa directement l'élément ennemi, qui perdit les monnaies spoliées en Albanie et envoyées à l'étranger. Dans le même temps, il rendit invalable les monnaies albanaises des années d'occupation, qui se trouvaient dans les pays voisins. Diminuant la quantité de la monnaie en circulation, le cachetage des billets de banque et des papiers-monnaie influa directement sur l'atténuation de l'inflation et la normalisation partielle de la situation sur le marché du pays. Cette mesure servit de point de départ à la réforme monétaire qui fut appliquée un peu plus tard.

L'établissement du monopole de l'Etat sur l'or et les devises et le cachetage de la monnaie constituaient une première phase de la lutte contre l'inflation, pour la normalisation et la possession de la circulation monétaire de la part de l'Etat. Or, comme les classes exploiteuses disposaient d'importantes sommes d'argent, il n'était pas possible d'éliminer entièrement toutes les conséquences de l'inflation. En 1945 la restauration de l'économie avait beaucoup progressé et les premières transformations révolutionnaires se succédaient. A peine créé, le secteur socialiste de l'économie commença à se développer sur la base de la nationalisation de la propriété capitaliste de la part du pouvoir populaire. Le 5^e Plénum du Parti, tenu en février 1946, donna des orientations importantes à propos de l'accélération du processus de transformations socialistes en matière d'économie et de l'expropriation de la bourgeoisie des moyens de production et de circulation.

C'était là l'un des aspects du problème. L'autre aspect en était que sur le marché circulaient des monnaies de divers signes. Il y avait par exemple des billets de banque de 20 et de 100 fr. alb. émis par l'ancienne Banque nationale à l'époque de l'occupation fasciste et d'autres de 20 fr. alb. émis à l'époque de Zogu et portant le symbole de la Banque de l'Etat Albanais, des billets de banque de 5,2 1 et 0,40 fr. alb. datant de la période d'occupation, et des billets de banque de 5 fr. alb. de l'époque de Zogu, non scellées par la Banque de l'Etat; des papiers-monnaie de 5.000, 2.000, 1.000, 200 et 100 fr. alb. imprimés en Italie et émis par l'ancienne Banque nationale et portant le symbole de la Banque de l'Etat ; des papiers-monnaie de 500, 200 et 100 fr. alb. émis par la Banque de l'Etat Albanais et imprimés en Autriche selon les formulaires de l'ancienne Banque nationale (émission de février 1945) ; des papiers-monnaie imprimés et émis par la Banque de l'Etat albanais mais non cachetés (émission d'avril 1945).

Dans le pays régnait une grande confusion monétaire. La situation devenait encore plus compliquée par le fait que beaucoup de billets de banque aux symboles falsifiés circulaient à l'intérieur du pays et à l'étranger et bien que, après le cachetage du juin-juillet 1945, ils aient été mis hors de circulation, il y en eut qui en arrivèrent jusqu'aux caisses de la Banque de l'Etat. La falsification du cachet avait été appliqué essentiellement sur les billets de banque de 20 à 100 fr. alb. Les enquêtes et les données confrontées faisaient ressortir que la falsification avait été réalisée en Grèce et en Italie.⁴⁷ Des billets de banque falsifiés étaient venus aussi de Yougoslavie. En février 1946, les organes du pouvoir populaire découvrirent dans la ville de Pogradec un commerçant contrebandier, qui, en collaboration avec un groupe de spéculateurs de Struga et d'Ohrid, avait introduit en Albanie des monnaies aux symboles falsifiés, se montant à 30.000 fr. alb.⁴⁸

Cette situation était lourde de dangers et de conséquences fâcheuses. Après la révolution politique, qui avait porté au pouvoir la classe ouvrière, et les révolutions économique et idéologique qui ne cessaient de se développer, il était nécessaire que le pouvoir populaire eût sa propre monnaie, aux nouveaux symboles, qui incarnent justement la nouvelle réalité historique.

Tout cet ensemble de facteurs rendaient indispensable l'application d'une réforme monétaire radicale. Au début de 1946 on se mit au travail pour traiter cette réforme sur le plan social et de classe et pour la préparer plus concrètement.

Les éléments bourgeois qui avaient pénétré dans la direction de la Banque de l'Etat, s'efforcèrent de conférer à la réforme un caractère bourgeois. Selon eux, elle ne devait pas frapper les classes riches. Aux termes d'un rapport signé par Kostandin Boshnjaku, cette réforme devait avoir pour unique objectif de remplacer mécaniquement les anciennes monnaies par les nouvelles, en donnant à chacun la somme totale.⁴⁹ Afin de soutenir leur attitude réactionnaire, ils invoquèrent les «arguments» suivants⁵⁰ : l'inflation en Albanie n'avait pas été aussi grande que dans les autres pays, aussi la dévaluation de la monnaie avait été très petite; les mesures arrêtées jusqu'à ce jour avaient permis de

stabiliser la monnaie par rapport à l'or et le niveau de vie de la population ; l'échange proportionné et non à cent pour cent, provoquerait des troubles sur le marché, au niveau des comptes publics et privés, dans divers rapports économiques entre les firmes privées et dans l'économie nationale en général.

Ces affirmations ne s'accordaient pas avec la réalité. En fait en Albanie l'inflation durant l'occupation fasciste avait été supérieure à celle de nombreux pays d'Europe. Si l'on compare la situation de décembre 1945 avec celle de juin 1939, on aura les données suivantes sur l'Albanie et certains Etats d'Europe.⁵¹

(En pourcentage)

Nr.	Etats	L'augmentation du nombre de billets de banque en circulation en décembre 1945 par rapport à juin 1939
1.	Albanie a)	3.181
2.	Roumanie	3.105
3.	Bulgarie	2.419
4.	Italie b)	1.968
5.	Grèce	1.300
6.	France	472
7.	Danemark	360
8.	Belgique	323
9.	Norvège	311

Cette déformation de la réalité visait à garder intacts les intérêts de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers pendant les réformes du pouvoir populaire, et à maintenir ces réformes dans le cadre bourgeois.

Les éléments bourgeois faisant partie de la direction de la Banque de l'Etat s'efforcèrent de venir en aide à la bourgeoisie sous d'autres aspects également. Ils proposèrent que la réforme ne comprît pas l'échange de tous les billets de banque en circulation, mais seulement de ceux de 100 et de 20 fr. alb. et les papiers-monnaie de toute sorte. Cela aurait permis à la bourgeoisie de sauver une partie considérable de ses accumulations monétaires. Cette proposition pouvait entraîner les mêmes conséquences politiques et économique-sociales, que celles qui furent constatées lors du cachetage de la monnaie.

Le pouvoir populaire ne permit pas à cette ligne bourgeoise et opportuniste d'agir dans le domaine de la monnaie et de la politique monétaire. Elle fut frappée et la réforme monétaire prit en général un contenu social de classe solide, qui continuerait d'affaiblir la bourgeoisie.

Une fois les mesures préliminaires arrêtées, le Présidium de l'Assemblée populaire approuva le 11 juillet 1946 le décret-loi de l'échange des billets de banque et des papiers-monnaie émis par l'ancienne Banque nationale d'Albanie et cachetés par la Banque de l'Etat albanais, ainsi que des chèques-monnaies émis par cette dernière.⁵²

Le 15 juillet un numéro spécial du journal «Bashkimi», sous le grand titre «La nouvelle monnaie de la Banque de l'Etat albanais est mise en circulation», publiait le décret-loi et l'ordonnance du ministère des Finances accompagnés d'un éditorial sur l'importance de l'échange de la monnaie.⁵³

Aux termes de cette loi on enlevait de la circulation : les billets de banque de 20 et de 100 fr. émis par l'ancienne Banque nationale d'Albanie et cachetés par la Banque de l'Etat albanais; les papiers-monnaie de 20, 100, 200, 500, 1.000, 2.000 et 5.000 fr. alb. émis par l'ancienne Banque nationale d'Albanie et cachetés par la Banque de l'Etat albanais ; les papiers-monnaie de 100, 200 et 505 fr. alb. émis par la Banque de l'Etat albanais sur les formulaires de l'ancienne Banque nationale d'Albanie. Ces monnaies seraient remplacées par de nouvelles monnaies de 5, 20, 100 et 500 fr. émises par la Banque de l'Etat albanais.⁵⁴

Il fut prévu de maintenir provisoirement dans la circulation les billets de banque et les pièces de monnaie de 5 ; 2 ; 1 ; 0,40 ; 0,20 et 0,10 fr. alb. frappées par l'ancienne Banque nationale d'Albanie. Les autres menues monnaies métalliques perdaient leur valeur légale de circulation.⁵⁵

Il fut décidé par la loi de fixer le rapport d'échange des anciennes monnaies contre les nouvelles à 5 fr. alb. contre 1 fr.⁵⁶ Ce rapport était valable pour les autres monnaies qui restaient en circulation.⁵⁷ Les prix de marchandises, les tarifs des services, les loyers, les salaires, le débit-crédit étaient réduits en fonction du même rapport.

La somme d'argent que pouvait échanger chaque famille ne devait pas être supérieure à 5.000 fr. alb. Un des membres de chaque famille pouvait le faire, en présentant comme pièce d'identité la carte de rationnement du sucre. C'était là une mesure efficace pour éviter d'échanger de l'argent à deux ou plusieurs membres de la même famille. Les excédents de la somme fixée à 5.000 fr. alb. étaient déposés à la Banque de l'Etat pour le compte du «Dépôt destiné aux oeuvres de reconstruction». Les institutions, les entreprises d'Etat, les coopératives et les organisations de masse, étaient exemptes de cette limitation.⁵⁸

Une ordonnance spéciale du Ministère des Finances datée du 15 juillet 1946, et promulguée à la suite de la loi de l'échange des monnaies, fixait le cours du change de l'or et des devises des autres pays par rapport au franc. Le nouveau franc devint l'équivalent du franc or. Le rapport entre le franc et les autres monnaies était le suivant : 2,77 francs équivalaient à 1 dollar américain ; 11,08 francs étaient échangés contre une livre-sterling ; 69,84 francs contre 100 fr. suisses ; 1,53 fr. contre 100 francs français, etc.⁵⁹

Afin d'accélérer et de faciliter le travail, on ouvrit un grand nombre de centres et de bureaux d'échange dans tout le pays.⁶⁰ L'échange de l'ancienne monnaie contre la nouvelle s'effectua du 15 au 24 juillet 1946 dans tout le pays. Des mesures politiques, organisationnelles et techniques nécessaires furent prises pour couronner de succès la réforme.

Les classes renversées firent des tentatives pour sauver leurs accumulations monétaires. Elles calomnièrent la réforme, en considérant comme une spoliation le fait que leurs sommes supérieures à 5000 fr. alb. déposées à la banque étaient destinées à la reconstruction du pays. Ils cherchaient par là à provoquer le mécontentement populaire, à encourager des actes de sabotage contre la réforme et à créer des troubles sur le marché.

C'est justement dans les mêmes intentions hostiles que les premiers jours d'échange de la monnaie, les commerçants, surtout les gros, limitèrent la vente de leurs marchandises ou bien en augmentèrent les prix, afin d'éviter les anciens billets de banque. Par conséquent il y eut de nombreuses difficultés sur le marché: si la demande pour les marchandises s'accrut, l'offre diminua. Afin de ne pas déposer les sommes supérieures à 5.000 fr. alb. à la Banque de l'Etat, les commerçants et les autres éléments riches, recoururent à d'autres moyens ; ils achetèrent diverses marchandises, du gros et du menu bétail à des prix élevés ; ils se livrèrent au commerce de l'or de contrebande, en payant pour chaque napoléon or 1200 fr. alb. ; ils achetèrent des bijoux en or et en argent ; ils accumulèrent des billets de banque (de 5,2, 1 et 0,40 fr. alb.) puis s'empressèrent de rafler de ces monnaies nouvelles à travers la vente de leurs marchandises. Ils tentèrent d'autre part de répartir leur argent parmi leurs proches qui disposaient des sommes minimales. Les personnes frappées par l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de la guerre, se hâtèrent de rembourser en ancienne monnaie les impôts par tranches, ou bien ils s'entraidèrent pour payer les obligations envers l'Etat.⁶¹

Le décret-loi de l'échange de la monnaie fut promulgué avant que les divers éléments des classes renversées et leurs laquais n'entreprennent des actes diaboliques et de sabotage. Tous ceux qui tentaient de tricher, de commettre des transactions de ce genre, se voyaient confisquer leur argent et traduire en justice en tant que saboteurs.⁶² Ceux qui créaient des troubles au marché, en ne vendant par leurs marchandises, ou bien en les cachant durant la période d'échange⁶³, étaient considérés également comme des saboteurs.

Ces dispositions furent appliquées jusqu'au bout, en agissant avec une rigueur révolutionnaire contre les éléments hostiles et les saboteurs. Grâce à leur vigilance les organes du pouvoir populaire et les masses travailleuses prirent les devants de ces tentatives, découvrirent, démasquèrent et condamnèrent les éléments qui en toute conscience, s'efforcèrent de saboter la réforme monétaire. Ces éléments furent vite jugés en séances publiques.⁶⁴

La réforme agraire fut bien accueillie par les masses travailleuses, qui prirent une part active à sa réalisation en se présentant aux centres d'échange dès les premiers jours et en faisant preuve de vigilance à l'égard de l'activité de l'ennemi. Elles considérèrent cette réforme comme une mesure importante pour le renforcement de la monnaie, des finances et de l'économie comme une mesure qui barrait la voie à la falsification des monnaies de l'ancienne Banque Nationale, qui circulaient jusqu'à ce jour.

La réforme monétaire de 1946 donna immédiatement des résultats politiques, économiques et sociaux. Elle permit au pouvoir populaire d'avoir sa propre monnaie, la première monnaie émise par la Banque de l'Etat albanais, et portant des symboles qui exprimaient les changements politiques, sociaux et économiques produits en Albanie à la suite du triomphe de la révolution populaire. C'était une mesure très importante dans la lutte contre l'inflation et ses conséquences. L'échange selon le rapport de 5 fr. alb. contre 1 fr. réduisait de cinq fois la quantité de la monnaie en circulation.

Mais cette réduction était en réalité encore plus grande. Les classes riches, la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, n'échangèrent pas 9.512.860 de fr. alb. soit 1.902.526 de nouveaux fr.⁶⁵ Puis, une autre somme de 17.111.340 fr. alb. soit 3.422.268 de nouveaux fr.⁶⁶ passa à la Banque pour le compte de «Dépôts destinés aux œuvres de reconstruction», provenant des sommes supérieures à 5.000 fr. alb. échangées par chaque chef de famille. Le total de la monnaie qui demeura en dehors de la circulation se montait à 26.624. 200 de fr. alb. soit 5.324.840 de fr.⁶⁷ Si l'on tient compte des sommes qui ne furent pas échangées, ou bien qui furent déposées à la Banque de l'Etat, il résulte que la quantité des papiers-monnaie en circulation fut réduite plus de 5 fois.

Par les normes qu'elle fixait et les limitations qu'elle imposait, la réforme de juillet 1946 frappa économiquement les classes renversées, la bourgeoisie et les riches propriétaires fonciers. Elle affaiblit ces classes en réduisant leurs moyens monétaires.

3. Les mesures révolutionnaires en matière de crédit

La nationalisation socialiste de la Banque nationale et la création de la Banque de l'Etat albanais, la liquidation de la Banque de Naples en Albanie et de la Banque nationale du Travail (ces deux dernières étaient des succursales des banques respectives en Italie) devaient certainement entraîner des changements radicaux dans le domaine de la politique du crédit bancaire. La politique du crédit, en tant que partie intégrante de la politique économique, devait se mettre entièrement au service de la révolution et de la construction socialiste.

Mais la politique du crédit suivie au début par la Banque de l'Etat albanais, ne répondait pas aux changements survenus en Albanie pas plus qu'aux besoins de développement du secteur socialiste de l'économie. Dans ce domaine également, les éléments opportunistes et bourgeois de la Banque de l'Etat s'efforcèrent par tous les moyens de défendre les intérêts des classes exploiteuses, de saper la ligne du PCA et d'appliquer une politique de crédit aux dépens du peuple et de la construction socialiste. Dans le discours qu'il tint le 22 janvier 1945, à l'occasion du commencement de l'activité de la Banque de l'Etat, Sejfulla Malëshova, qui à l'époque était le président de son Conseil administratif, déclarait qu'elle «deviendra un important facteur qui encouragera l'initiative privée dans le commerce et l'industrie».⁶⁸

Lorsque la Banque de l'Etat entama son activité concrète, les éléments ennemis camouflés, qui étaient à sa direction, s'efforcèrent de la détourner de sa juste voie, dans laquelle elle s'était engagée, en tant qu'institution au service de la révolution et de la construction socialiste et de lui donner une orientation capitaliste. C'est dans ces intentions que Shefqet Beja, Kostandin Boshnjaku, Kol Kuçali et d'autres, recevant des instructions des missions anglo-américaines à Tirana, avaient discuté entre eux et avec d'autres éléments ennemis de projets subversifs. Ils firent l'impossible pour amener la Banque à accorder du crédit aux firmes capitalistes commerciales et industrielles. Ils donnèrent d'ailleurs du crédit aux capitalistes pour rembourser l'impôt extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre.⁶⁹ Cette politique de crédit qui aidait les classes riches, fut appliquée surtout en 1945.

Vers la deuxième moitié de la même année et le début de 1946 les organes du pouvoir populaire prenaient des mesures pour encaisser l'impôt extraordinaire et s'emparaient des capitaux de la bourgeoisie. A cette époque-là les éléments opportunistes et bourgeois de la direction de la Banque de

l'Etat se plaignaient du fait que ces mesures étouffaient l'initiative privée et menaçaient l'existence des moyens que la Banque avait accordés à crédit au secteur capitaliste. Dans une lettre qu'elle envoyait en novembre 1945 au Ministère des Finances, elle suggérait que, pour satisfaire aux besoins des divers producteurs et donner une impulsion au développement du pays, il fallait soutenir le secteur privé de l'économie. La lettre soulignait que tout était entravé par le fait que les titulaires des industries devaient obligatoirement payer l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de la guerre et appliquer les mesures prévues par les lois du pouvoir populaire. Dans le même temps la lettre demandait d'autoriser la Banque de l'Etat à continuer de donner du crédit au secteur capitaliste et dans le cas où les biens des personnes frappées par l'impôt seraient confisqués, de lui restituer les crédits accordés.⁷⁰ Cette fausse politique de crédit appliquée au début de l'activité de la Banque de l'Etat albanais apparaît clairement en suivant ces données⁷¹ :

(En pourcentage)

Mois	Total	Sec. privé	Sec. d'Etat	Sec. coopéré
Mars 1945	100	100	—	—
Juin 1945	100	100	—	—
Septembre 1945	100	100	—	—
Décembre 1945	100	95	5	—
Janvier 1946	100	84	8	8
Février 1946	100	75	23	2
Mars 1946	100	63	35	2

Pendant 1945 tout le crédit bancaire alla en faveur du secteur privé, tandis que durant le premier trimestre de 1946 il se vit accorder la plus grosse partie de ce crédit.

Non contents d'avoir accordé du crédit au secteur capitaliste de l'économie, des éléments bourgeois de la direction de la Banque de l'Etat, devinrent les promoteurs d'une société commerciale mixte d'Etat-capitaliste s'occupant de l'importation et de l'exportation des marchandises. Elle s'appelait Société commerciale d'import-Export (Importex). Elle fut créée le 10 septembre 1945 avec un capital de 5 millions de fr. alb., dont 16,3 pour cent appartenait au capital privé.⁷² La Banque aida cette société non seulement en participant elle-même à la constitution du capital fondamental, mais en lui attribuant des privilèges quant à l'octroi des crédits.

La politique du crédit suivie au début par la Banque de l'Etat Albanais était lourde de conséquences lâcheuses, car elle menaçait les victoires de la révolution populaire en Albanie. En décembre 1945 le Bureau Politique du CC du PCA critiqua et condamna l'activité opportuniste et pro-bourgeoise de Sejfulla Malëshova. Mais même après cette critique il poursuivit sa voie antiparti.⁷³

En février 1946 le CC du PCA tint son 5^e Plénum, qui revêtait une importance particulière pour le développement du pays sur la voie de la révolution et de la construction socialiste. Le camarade Enver Hoxha faisait dans son rapport une analyse de l'activité du Parti et tira la conclusion que la ligne du Parti avait été gravement atteinte par les conceptions et les actions opportunistes soutenues et appliquées par Sejfulla Malëshova dans les domaines politiques et économiques. Le plénum condamna unanimement l'opportunisme de droite manifesté au sein du Parti. Dans le même temps il dénonça la politique opportuniste suivie par les éléments bourgeois de la direction de la Banque de l'Etat en matière de crédit. «Sa tendance à favoriser les personnes frappés par l'impôt extraordinaire de la guerre, à renvoyer la date de paiement ou à autoriser la Banque à accorder du crédit aux éléments capitalistes, ainsi que d'autres tendances de ce genre dénotaient ses idées opportunistes accentuées à propos de notre politique économique (il s'agit des conceptions et des actions opportunistes de S. Malëshova, la note est la nôtre) mais elles ont eu aussi des répercussions dans notre travail et sur notre marché.»⁷⁴

Aux termes des orientations du 5^e Plénum du CC du PCA des mesures furent arrêtées pour assainir la situation et mettre la politique du crédit bancaire au service de la construction socialiste. Après ce Plénum, le 11 mars 1946, la Direction Générale de la Banque de l'Etat envoya une lettre d'instruction à toutes les succursales de la Banque à propos de la politique du crédit à suivre. Cette lettre faisait état, juste pour la forme, des erreurs commises en matière de crédit et ordonnait aux succursales d'arrêter le

crédit aux éléments qui n'avaient pas encore remboursé en entier l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de la guerre. Les éléments bourgeois de la direction de la Banque ne renonçaient toujours pas à la politique d'appui, en matière de crédit, du secteur capitaliste. La lettre en question signalait que «les succursales de la Banque de l'Etat seraient tout à fait autorisées à rétablir les rapports de crédit avec les firmes capitalistes, dès qu'elles se seraient acquittées de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de la guerre».⁷⁵

Dans le programme qu'il présenta le 24 mars 1946 à l'Assemblée populaire, au nom du Gouvernement de la République Populaire d'Albanie, le camarade Enver Hoxha soulignait que le développement de l'économie et la question financière étaient deux choses qui allaient de pair et qui se développeraient, en tant que telles, en parfaite harmonie. Un facteur important pour le fonctionnement heureux du secteur d'Etat ce serait la Banque de l'Etat albanais, qui ne fournirait plus de crédits aux gros commerçants, mais aiderait les entreprises d'Etat, l'économie et l'agriculture.⁷⁶

Aux termes de cette directive, des mesures radicales furent arrêtées en vue de liquider jusqu'au bout l'opportunisme de droite manifesté dans la politique du crédit de la Banque de l'Etat. Le 2 avril 1946 le Conseil des Ministres approuva tour à tour quatre décisions signées par le président de ce conseil, le camarade Enver Hoxha. La première décision destitua sur place le Conseil administratif de la Banque de l'Etat, nommé le 17 janvier 1945, tandis que les autres décisions nommaient le nouveau Conseil Administratif et les autres instances dirigeantes de cette Banque.⁷⁷

Ces mesures permirent d'assainir la situation dans la Banque, qui en se fondant sur les décisions du 5^e Plénum du CC du PCA et les instructions du Conseil des Ministres, promulgua de nouvelles ordonnances relatives au crédit. Le 16 avril 1946 la Direction générale donna aux succursales de la Banque la recommandation d'arrêter, à partir du 17 avril, tout crédit au secteur capitaliste. Dans le même temps il était ordonné d'encaisser immédiatement tous les crédits accordés à ce secteur jusqu'à ce moment-là.⁷⁸

Ce fut donc un tournant radical dans la politique du crédit bancaire. Ces mesures ne tardèrent pas à produire leurs effets. La Banque de l'Etat encaissa les crédits accordés aux commerçants. L'argent encaissé à la suite de la vente des marchandises bloquées des débiteurs de l'Etat, fut utilisé non seulement pour rembourser l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de la guerre, mais aussi pour s'acquitter des dettes envers la Banque de l'Etat, qui leur avait accordé du crédit.⁷⁹

Le 1 juillet 1946 la Direction générale de la Banque de l'Etat promulgua une ordonnance spéciale sur l'octroi des crédits au secteur socialiste de l'économie. Cette ordonnance, tout en soulignant que les crédits destinés à ce secteur devaient augmenter sans cesse, définissait les critères selon lesquels seraient accordés les crédits, c'est à dire leur caractère, le mode et le délai de leur remboursement.⁸⁰

Suite à ces mesures, toutes les dispositions et les circulaires décrétées par l'ancienne Banque nationale d'Albanie et la direction de la Banque de l'Etat albanais, devaient être annulées à partir du 1 septembre. L'ordonnance promulguée à cet effet, soulignait que le crédit, n'aiderait jamais les classes renversées. Son objectif à lui, était de promouvoir et de renforcer le secteur socialiste de l'économie, à travers les crédits en faveur des entreprises économiques d'Etat et les coopératives agricoles.⁸¹

Grâce à ces mesures, l'octroi et l'utilisation du crédit bancaire prit un contenu social tout à fait nouveau, ce qui s'observait d'ailleurs dans sa répartition. Vers la fin de 1946, le secteur socialiste de l'économie profita 98 pour cent de tout le crédit bancaire réparti, alors que le secteur privé n'en bénéficia que 2 pour cent.⁸²

Malgré toutes ces mesures, le crédit, jusqu'en 1948, n'arriva pas à s'organiser et à s'étendre sous une forme tout à fait socialiste. Les méthodes et les modes employés par la Banque de l'Etat albanais dans le domaine du crédit ne s'adaptaient pas aux nouvelles conditions créées à la suite de l'apparition, du renforcement et du développement du secteur socialiste de l'économie.

Après le tournant historique que prit la vie du pays, après la dénonciation de la clique révisionniste de Belgrade et à la veille du 1^{er} Congrès du PCA, le Conseil des Ministres promulgua l'ordonnance «A propos du nouveau système du crédit».⁸³ Les mesures que prévoyait cette ordonnance constituaient en réalité une réforme en matière de crédit. Elle précisait, complétait et définissait dans un système les

principes fondamentaux du crédit bancaire, comme l'octroi du crédit à des fins précises et pour des besoins réels, l'octroi du crédit à des délais fixés, sa garantie en marchandise.⁸⁴

Grâce à ces mesures et à celles qui furent arrêtées par la suite, le système de crédit fut établi sur de solides fondements socialistes. Ce système et le système monétaire devinrent un levier puissant dont se servit le pouvoir populaire pour soutenir les transformations révolutionnaires et le développement de l'économie sur la voie du socialisme.

La nationalisation socialiste des banques, la création de la Banque de l'Etat albanais et les mesures révolutionnaires en matière de monnaie et de crédit, au lendemain du triomphe de la révolution populaire, s'inscrivaient dans le cadre des premières mesures radicales adoptées par le pouvoir populaire pour dépouiller la bourgeoisie des moyens de production et de ses accumulations monétaires. Ces mesures revêtaient une importance décisive car elles permettaient de liquider, à travers la violence de la dictature du prolétariat, la base économique de la féodale-bourgeoisie et construire la base économique du socialisme.

Mais elles et d'autres mesures révolutionnaires comme celles-ci ne furent pas appliquées facilement. Elles faisaient partie du programme du Parti communiste d'Albanie concernant la construction du socialisme et furent mises en oeuvre à travers des actes révolutionnaires immédiats, dans une lutte à outrance et intransigeante contre les classes renversées, leurs instruments et agents au sein et en dehors du Parti, au sein et en dehors du pouvoir populaire. Elles furent appliquées dans une âpre lutte contre les ennemis impérialistes, monarcho-fascistes, néofascistes et révisionnistes.

Les transformations révolutionnaires s'effectuèrent grâce à la juste direction du PCA, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, grâce à sa détermination d'avancer sur la voie de la révolution socialiste, grâce à la disposition des larges masses travailleuses à appliquer jusqu'au bout le programme du Parti concernant la construction du socialisme en Albanie.

Notes :

1. K. Marx, F. Engels, *Œuvres choisies*, éd. alb., t. I, Tirana, 1975, p. 42.
2. Op. cit. *ibid.*
3. V. Lénine *Œuvres*, éd. alb., t. 23, p. 102.
4. *Gazeta Zyrtare* nr. 1, 1945, datée du 21 décembre 1944. Décision du Conseil antifasciste de libération nationale d'Albanie, nr. 3, le 27, 5. 1944.
5. *Ibid.*
6. Archives centrales de la République populaire socialiste d'Albanie (ACA), Fonds de la Banque Nationale d'Albanie (BNA) 1944. Lettre du Conseil antifasciste de libération nationale de la Région de Tirana adressée le 22 novembre 1944 à la Direction centrale de la Banque nationale à Tirana. «Bloquer l'activité de la Banque», nr. 1.
7. ACA, Fonds de la BNA, 1944, dossier nr. 100, Réflexion sur la nationalisation de la Banque nationale, Berat, le 14 novembre 1944.
8. ACA, Fonds BNA, *ibid.*
9. ACA, Fonds BNA, 1944, Dossier 100. Réflexion sur la direction de la Banque nationale, datée du 22 novembre 1944.
10. *Ibid.*
11. *Gazeta zyrtare* 1945, nr. 4, datée du premier février 1945. La loi de l'annulation de la Convention de la Banque nationale d'Albanie et de ses actions.
12. Op. cit. La loi organique de la Banque de l'Etat Albanais.
13. *Gazeta zyrtare*, nr. 30, 1945, Ordonnance nr. 15 du Ministère des Finances, datée du 13, 8. 1945.
14. *Gazeta zyrtare* nr. 71, 1945, Loi nr. 142, datée du 6 novembre 1945.
15. Staline, *Œuvres*, éd. alb., t. 4, p. 377-378.
16. *Gazeta zyrtare*, nr. 2, daté du 23 décembre 1944. Voir : Loi interdisant l'exportation des métaux précieux (or, argent, platine et pierres précieuses) sous quelque forme soient-ils, monnaie, baguette, bijoux, et des produits agricoles ou fabriqués, datée 15 décembre 1944.
17. ACA, Fonds de la Banque de l'Etat albanais (BEA), 1945, 42, Rapport d'unification monétaire en Yougoslavie et de ses conséquences sur le marché albanais, daté du 5 mai 1945.
18. ACA, Fonds BEA, *ibid.*
19. ACA, Fonds BEA, 1946, dos. 37, Rapport des réserves de la Direction Générale de la Banque de l'Etat. «A propos du change des anciens papiers-monnaie» en de nouveaux billets en date du 27 septembre 1946.

20. ACA, Fonds BNA, Relation de la Succursale de la BNA à Prizren, sur le bilan de 1942 (le 15. 2. 1943) et le bilan de 1943 (10. 4. 1944).
21. ACA, Fonds BEA 1945. dos. 42, Rapport d'unification monétaire en Yougoslavie et de ses conséquences sur le marché albanais, daté du 5 mai 1945.
22. *Ibid.*
23. *Gazeta zyrtare*, nr. 11, datée du 21 mai 1945, Ordonnance d'interdiction du commerce de l'or, 18 mai 1945.
24. A. Haxhi, Finances et crédit au service de la révolution et de la construction socialiste dans la République Populaire d'Albanie, Tirana, 1973, p. 52.
25. *Cazeta zyrtare*, nr. 14, datée du 9 juin 1945, Ordonnance nr. 7 relative à l'interdiction de l'exportation et de l'importation des billets de banque albanais et du commerce et de l'exportation des devises, 2 juin 1945.
26. A. Haxhi, op. cit., p. 53.
27. ACA, Fonds de la BNA, 1944, dossier intitulé «Notes de la circulation et de la liquidation de billets de banque provenant de l'ancienne Banque nationale d'Albanie.»
28. ACA, Fonds de la BNA, 1944, dos. 100, Document : Réflexion sur la question de la monnaie albanaise, Berat, 13 novembre 1944.
29. ACA, Fonds de la BNA, *ibid.*
30. *Gazeta zyrtare*, nr. 17, datée du 28 juin, 1945. Ordonnance nr. 9 de la Banque de l'Etat Albanais à propos de «La surcharge des billets de banque de 20 et 100 fr. alb. et des papiers-monnaie émis par l'ancienne Banque nationale d'Albanie», Tirana, 22 juin 1945.
31. *Bashkimi*, daté du premier juillet 1945.
32. ACA, Fonds de la BEA, 1945, Dos. 30. Circulaire de la Direction générale de la Banque de l'Etat albanais adressée le 19 juin 1945, à toutes les succursales de la Banque.
33. *Bashkimi*, daté du premier juillet 1945.
34. ACA, Fonds de la BEA, 1945, dos. 30/1. Rapport envoyé le premier juillet 1945, à la Direction générale de la Banque de l'Etat, par son inspecteur à Vlorë.
35. ACA, Fonds de la BEA, 1945, dos. 30/1. Rapport envoyé le 19, 7, 1945 à la Direction générale de la Banque de l'Etat, par son inspecteur à Vlorë.
36. ACA, Fonds de la BEA, 1945 dos. 30/1
37. *Ibid.* Lettre de la succursale de Korça, adressée le 26 juillet 1945, à la Dir. Gén. de la Banque de l'Etat.
38. *Ibid.* Lettre de la succursale de Berat, adressée le 19 juillet 1945, à la Direction générale, de la Banque de l'Etat.
38. *Ibid.* Lettre de la succursale de Berat, adressée le 19 juillet 1945 à la Direction générale de la Banque de l'Etat.
39. *Ibid.* Rapport adressé le 19 juillet 1945 à la Direction générale de la Banque de l'Etat par son inspecteur à Vlorë.
40. *Ibid.* le premier juillet 1945.
41. *Ibid.*
42. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 26. Rapport du bilan de 1946.
43. ACA, Fonds de la BEA, 1948, dos. 32. Exposé de la situation de la monnaie en circulation.
44. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 37. Rapport réservé à la Direction générale de la Banque de l'Etat «L'échange des papiers-monnaie contre de nouveaux billets de banque», 27 septembre 1946.
45. ACA, Fonds de la BEA, 1945, dos. 30, voir : Rapport général du cachetage de la monnaie.
46. ACA, Fonds de la BEA, 1945, dos. 30, *ibid.*
47. ACE, Fonds de la BEA 1946, dos. 351. Lettre réservée à la Direction générale de la Banque de l'Etat envoyée au Ministère de l'Intérieur sur : «La circulation, les billets de banque falsifiés sous le cachet de surcharge», 25 janvier 1946.
48. ACA, *ibid.* Lettre de la Section de l'intérieur de la région de Korça, envoyée le 21 février 1946 à la Présidence des ministres et au Ministère de l'Intérieur, nr. 89/5.
49. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 48. Rapport de la Direction Générale de la Banque de l'Etat envoyé le 5 mars 1946 au Ministère de l'Intérieur pour mettre au courant la Présidence des ministres de «La nécessité de remplacer un certain nombre de billets de banque et de papiers-monnaie».
50. ACA, Fonds de la BEA, *ibid.*
51. Banca dei Regolamenti Internazionali, diciassettesima rela-zione annuale, 1 aprile — 31 marzo 1947. Basilea, 16 giugno 1947, p. 116. a) Le pourcentage est extrait d'une comparaison de la situation de novembre 1944 avec celle de juin 1939. b) On y a tenu compte des billets mis en circulation par les forces anglo-américaines en Italie.
52. «*Gazeta zyrtare*», nr. 66, datée du 20 juillet 1946. Le décret-loi nr. 265, 11 juillet 1946.
53. «*Bashkimi*», numéro spécial, lundi 15 juillet 1946.
54. *Ibid.*
55. *Ibid.*
56. *Ibid.*

57. *Ibid.*
58. *Ibid.*
59. *Gazeta zyrtare*, nr. 66, datée du 20 juillet 1946. Ordonnance du Ministère des Finances relative à «l'échange des anciens papiers-monnaie contre la nouvelle monnaie de la Banque de l'Etat Albanais», nr. 8, 15 juillet 1946.
60. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 37, Rapport de la Direction générale de la Banque de l'Etat «sur l'échange des anciens papiers-monnaie contre les nouveaux billets de banque», 27 septembre 1946.
61. ACA, *Ibid.*
62. *Gazeta zyrtare*, nr. 66, datée du 20. 7. 1946. Le décret-loi nr. 265. 11.7.1946 (article 11).
63. *Ibid.* Ordonnance du Ministère des Finances relative à «L'échange des anciens papiers-monnaie contre la nouvelle monnaie de la Banque de l'Etat albanais», nr. 8, 15 juillet 1946 (article 9).
64. *Bashkimi*, daté du 18, 19 et 20 juillet 1946.
65. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 26, Rapport du bilan de 1946.
66. ACA, Fonds de la BEA, *ibid.*
67. ACA, Fonds de la BEA, *ibid.*
68. *Bashkimi* daté du 23 janvier 1945.
69. *Ibid.*, 18 septembre 1947. Extrait des dépositions de l'ennemi du peuple Shefqet Beja dans un procès judiciaire intenté contre un groupe de députés traîtres et d'autres ennemis.
70. ACA, Fonds de la BEA, Lettre de la Direction Générale de la Banque de l'Etat Albanais, envoyée le 26 novembre 1945 au ministère des Finances.
71. ACA, Fonds de la BEA, 1947, dos. 49. Voir les données dans l'étude «La Banque d'hier et la Banque d'aujourd'hui».
72. ACA, Fonds de la BNE, 1946. Rapport du contrôle effectué le 17 et le 18 avril 1946 à la Société (Importex).
73. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 3, p. 262. Voir note en bas de page.
74. *Ibid.*, p. 264.
75. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 10. Lettre de la Direction Générale de la Banque de l'Etat envoyée, le 11 mars 1946 aux directions des succursales de la Banque.
76. Enver Hoxha, *Œuvres*, t. 3, p. 309.
77. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 60. Décisions du Conseil des Ministres nr. 27, 28, 29 et 30, le 2 avril 1946.
78. *Ibid.*, dos. 10, Télégramme chiffre nr. 120/39, le 16 avril 1946.
79. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 10, Lettre de la Direction générale de la Banque de l'Etat envoyée le 8 mai 1946 aux directions des succursales.
80. *Ibid.*, Instruction de la Direction générale de la Banque de l'Etat envoyée le 1 juillet 1946 aux directions des succursales.
81. ACA, Fonds de la BEA, 1946, dos. 10. Instruction de la Direction générale de la Banque de l'Etat envoyée, le 31 août 1946 aux directions des succursales.
82. K. Zoga, La création et le développement du système monétaire et de crédit dans la RPA, Tirana 1963, p. 57.
83. *Gazeta zyrtare*, nr. 94, le 15 octobre 1948.
84. *Ibid.*

Vladimir Misja, Ylli Vejsiu

DE L'ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE EN RPS D'ALBANIE

Le 7 janvier 1979 eut lieu en Albanie un recensement général de la population. Ses données constituent un tableau vivant des transformations grandioses qui ont caractérisé l'impétueux développement économique et social du pays. Dans ce cadre, le développement numérique et structurel de la population albanaise revêt donc une importance particulière. De 1,1 million d'habitants qu'elle comptait en 1945, l'Albanie compte actuellement près de 2,7 millions. Le taux d'accroissement naturel a donc été d'environ 2,4 pour cent. Selon les prévisions, en l'an 2 000 le pays comptera plus de 4 millions d'habitants.

Le développement dynamique de la base économique, matérielle et technique dans tous les domaines ainsi que des aspects particuliers de la superstructure, a déterminé l'évolution des processus et des transformations démographiques en Albanie. La reproduction élargie elle-même du produit social est étroitement liée à la reproduction de la population et de la main-d'œuvre qui sont conditionnées par la nature des rapports de production et l'action des lois économiques. Les facteurs et les indices démographiques sont étroitement liés aux processus et aux indices du développement économique et social.

«Chacun des modes historiques de la production sociale, souligne Marx, a aussi sa loi de population propre, loi qui... n'a... qu'une valeur historique.»¹

Des facteurs économiques et sociaux comme le développement impétueux de l'économie, le perfectionnement incessant des rapports de production socialistes, l'élévation du niveau de vie et de culture des masses travailleuses, les rythmes élevés du progrès technique et scientifique, etc., expliquent les profondes transformations accomplies dans le développement général de la population albanaise au cours de cette période.

D'autre part, l'accroissement même de la population a influé sur le développement impétueux des forces productives et le renforcement de la capacité de défense du pays.

1. L'évolution du nombre de la population

L'étude de l'évolution du nombre de la population sous l'aspect général et territorial est d'une portée particulière pour l'analyse des phénomènes et des processus de nature économique et sociale, démographique, historique et géographique. Les données de l'étude portant sur l'évolution du nombre total de la population d'un pays, d'un district ou d'une unité administrative, sont principalement fournies par les recensements de la population, données qui, pour la période d'avant la libération de l'Albanie, présentent des lacunes sensibles.

Les données sur l'état et le mouvement de la population pour la période d'avant la Libération proviennent de deux recensements effectués en 1923 et en 1930. En 1945, aussitôt après la Libération, eut lieu un recensement de la population qui fut suivi de cinq autres recensements faits avec précision et comportant une vaste gamme d'indices statistiques.

Des données de ces recensements, il ressort que la population albanaise s'est accru, de 1923 à 1938, à un taux annuel moyen de 1,7 pour cent, qui, de 1938 à 1945, s'est réduit à 0,6 pour cent, ce qui s'explique par les pertes de vies humaines, la limitation des naissances et des mariages pendant la dernière guerre.

Les données des recensements effectués après la Libération témoignent que l'Albanie est un pays qui connaît la plus rapide poussée démographique. C'est là le résultat des profondes transformations économiques et sociales qui ont caractérisé et caractérisent le pays. Ce qui explique ce processus, qui constitue le trait le plus caractéristique du développement dynamique de la population du pays, c'est le taux élevé de l'accroissement naturel de la population à la suite d'une forte natalité et d'une mortalité de plus en plus réduite.

D'après les données des recensements, l'évolution du nombre de la population pour la période 1923-1979 se présente comme suit :

Pour 1000 habitants

N.	Années	Total de la population	Hommes	Femmes	Taux annuel moyen de croissance (%)
1.	Septembre 1923	803,9	—	—	—
	Septembre 1938	1040,4	—	—	1,7
2.	30 septembre 1945	1122,0	570,3	551,7	0,6
3.	3 septembre 1950	1218,9	625,9	593,0	1,7
4.	2 octobre 1955	1391,3	713,3	678,2	2,7
5.	2 octobre 1960	1626,3	835,3	791,0	3,2
6.	1 avril 1969	2068,1	1062,5	1005,6	2,7
7.	7 janvier 1979	2590,6	1337,4	1253,2	2,3

Les taux de croissance démographique en Albanie sont d'environ 4 fois plus élevés que ceux des autres pays européens.

Pour la période 1970-1979, le taux annuel moyen de croissance démographique en Albanie a été de 2,3 pour cent, alors que pour les pays d'Europe il a été de 0,6 pour cent, et plus précisément pour la Bulgarie de 0,5 pour cent, la Tchécoslovaquie de 0,7 pour cent, la France de 0,6 pour cent, la Grèce de 0,8 pour cent, l'Italie de 0,7 pour cent, la Yougoslavie de 0,9 pour cent, la Hongrie de 0,4 pour cent, l'Union soviétique de 0,9 pour cent, la Belgique de 0,4 pour cent, l'Angleterre de 0,1 pour cent, etc.²

Le trait fondamental de cette poussée démographique qui a déterminé le taux élevé de l'accroissement naturel de la population est la baisse constante de la mortalité et le maintien d'une forte natalité. Alors qu'en 1938 la mortalité en Albanie était de 17,8 pour mille, en 1979 elle n'était que de 6,7 pour mille, ce qui constitue une baisse d'environ 2,5 fois par rapport à la période d'avant la Libération.

Significatif est à cet égard le fait que durant ces vingt dernières années le taux de mortalité est allé diminuant en Albanie, alors que dans les autres pays d'Europe ou bien ce taux s'est maintenu ou bien il est allé croissant, ce que montrent d'ailleurs les données du tableau suivant :

Taux de mortalité pour 1000 habitants³

Pays	1960-1965	1966-1970	1971-1975
Albanie	9,5	8,4	7,6
Bulgarie	8,2	8,7	9,1
Tchécoslovaquie	9,5	10,4	10,7
Grèce	7,8	8,1	9,4
Hongrie	10,1	10,8	11,5
Portugal	7,7	8,1	10,0
Union soviétique	7,2	7,6	7,9
Roumanie	8,6	9,2	10,3

La baisse à des rythmes rapides du taux de mortalité en Albanie s'explique par l'application d'une politique visant le développement ininterrompu de l'économie, l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses, l'extension du réseau hygiénique-sanitaire et la protection de la santé du peuple, l'amélioration des conditions de vie et de logement, etc.

Il suffit de mentionner le fait que depuis 1978, par rapport à 1938, le nombre d'institutions sanitaires dans le pays a augmenté d'environ 70 fois, le nombre de lits de 17 fois, le nombre de médecins de 22 fois, le nombre des personnes examinées de 42 fois, etc. Avant la Libération chaque Albanais ne pouvait être examiné par le médecin que tous les 7 ans, alors qu'actuellement il le peut 3 fois par an.

Les mesures de caractère économique et social qui furent appliquées dans le pays durant la période de l'édification socialiste ont déterminé l'évolution des processus et le niveau des indices proprement démographiques tels que la mortalité, la natalité et, partant, la croissance naturelle de la population.

Les données du tableau suivant résument la dynamique des taux de natalité et de mortalité pour 1000 habitants, qui constituent les facteurs principaux ayant déterminé la dynamique de la croissance naturelle de la population :

Natalité, mortalité et croissance naturelle de la population pour 1000 habitants

	1938	1950	1970	1978
Natalité	34,7	38,5	32,5	27,5
Mortalité	17,8	14,0	9,2	6,3
Croissance naturelle	16,9	24,5	23,3	21,2

Caractéristique est à cet égard le maintien du taux élevé de natalité et la baisse constante de la mortalité dans un sens non seulement relatif mais aussi absolu. Ainsi, par exemple, alors qu'en 1938 il y avait eu, dans le sens absolu, 36,1 mille naissances et 185 mille décès, en 1978 on en a enregistré respectivement 70,6 mille et 16,2 mille, c'est-à-dire que, dans le sens absolu, le nombre des naissances a augmenté d'environ 2 fois et la mortalité a baissé d'environ 12 pour cent.

Un autre indice important du dynamisme de la poussée démographique et du développement économique-social du pays, révélateur du soin constant porté à l'élévation du bien-être des masses travailleuses, est celui de l'espérance de vie. «Aussi le souci de la santé du peuple, de sa longévité, a dit le camarade Enver Hoxha, a été et demeure une partie intégrante de la politique du Parti visant à l'amélioration du bien-être».⁴

L'indice de la durée moyenne de vie, dans le sens général du terme, représente le nombre moyen des années qu'on espère que le nouveau-né va vivre, à condition que soient maintenus, à l'avenir aussi, les taux actuels de la mortalité suivant les âges. Cet indice sert à caractériser du point de vue démographique l'évolution de la mortalité d'une population donnée. Son dynamisme sert, sous un aspect bien défini et dans des conditions déterminées, à refléter les transformations opérées au cours des processus démographiques et dans le développement économique et social du pays. Les calculs de l'indice de l'espérance de vie montrent que sous le pouvoir populaire la durée moyenne de vie des Albanais a été, en 1978-1979, de 69,2 ans, de 38,3 ans qu'elle était avant la Libération. De façon plus détaillée, le dynamisme de cet indice se reflète dans les données suivantes :

Espérance de vie de la population en RPS d'Albanie

	Total	Hommes	Femmes
1938	38,3	—	—
1950-1951	53,5	52,6	54,4
1960-1961	64,9	63,7	66,0
1965-1966	66,0	65,0	67,0
1978-1979	69,2	66,8	71,4

Les données susmentionnées attestent que pendant la période consécutive à la Libération la durée moyenne de vie en Albanie a augmenté de 31 ans. En 1978, le rythme de l'élévation de l'indice de l'espérance de vie pour les femmes a été de 31 pour cent et pour les hommes de 27 pour cent supérieur à celui de 1950, ce qui fit qu'en 1978-1979 l'espérance de vie des femmes fut 4,6 ans plus longue que celle des hommes.

Selon les calculs plus analytiques concernant l'indice de la durée moyenne de vie il apparaît qu'il est relativement plus élevé pour la population âgée de moins 40 ans, née et élevée sous le régime populaire. Les calculs faits pour la tranche des 20 à 40 ans, qui constitue la partie la plus active de la population de notre pays, montrent que l'espérance de vie est d'environ 76 ans. Les rythmes rapides du développement économique et social du pays, l'élévation incessante du niveau de vie des masses travailleuses, feront qu'à l'avenir également l'espérance de vie s'allongera et que d'autres transformations positives auront lieu dans les processus et les indices de l'évolution de la population albanaise.

2. La répartition territoriale et la densité de la population

Dans le cadre des proportions qu'a prises le développement de l'Albanie, une place importante revient aux proportions territoriales qui influent sur l'accroissement de l'efficacité de la production sociale, le perfectionnement des rapports de production socialistes, le développement harmonieux des agglomérations et la protection de l'environnement.

L'Albanie a hérité du passé un bas niveau de développement des forces productives qui, du point de vue spatial aussi, étaient réparties de façon irrationnelle. Or, le pouvoir populaire a eu pour objectif et a assuré non seulement un développement économique et social impétueux du pays dans son ensemble, mais aussi, sous l'aspect territorial, un développement capable d'éliminer graduellement l'inégalité, héritée du passé, entre les divers districts. Le développement territorial proportionné des branches de la production matérielle en général et de l'industrie en particulier a conduit à des changements dans la répartition et le mouvement de la population du point de vue territorial.

Si l'on procède à une analyse, suivant les périodes, des variations du nombre de la population selon les districts, on constatera que ces derniers ont tous connu après la Libération une poussée démographique.

A la comparaison du taux annuel moyen de l'accroissement démographique selon les districts avec celui du pays, il apparaît que dans les districts de Berat, Durrës, Elbasan, Fier, Kruje, Lezhe, Pute et Tirana ce taux a été, pour les périodes 1951-1960, 1961-1970 et 1971-1979, plus élevé que celui du pays tout entier, alors qu'il a été moins élevé dans les districts de Gjirokastër, Kolonje, Korçë, Permet, Sarande et Shkodër. On constate également que, alors que dans la période 1951-1960 le taux annuel moyen de l'accroissement de la population dans les districts de Gramsh, Kukës, Skrapar et Tropoje a été plus bas que celui de l'ensemble du pays, dans la période postérieure il a été plus élevé. Suivant les districts et les périodes, ces taux sont présentés de manière analytique dans les données du tableau suivant :

Taux annuel moyen de l'accroissement de la population selon les districts

En %	1951-1960	1969-1979	1971-1979
Le pays dans son ensemble	2,9	2,7	2,3
1. Berat	3,6	3,7	2,4
2. Dibër	2,1	2,3	2,4
3. Durrës	3,2	3,0	2,3
4. Elbasan	4,4	3,1	3,1
5. Fier	3,1	3,5	2,3
6. Gramsh	0,7	3,1	2,5
7. Gjirokastër	1,2	1,5	1,1
8. Kolonje	0,4	0,6	1,1
9. Korçë	2,3	1,8	1,3
10. Kruje	3,8	4,7	2,5
11. Kukës	1,2	3,2	2,9
12. Lezhe	2,9	3,1	3,1
13. Librazhd	2,2	2,2	2,8
14. Lushnje	5,5	3,3	2,0
15. Mat	2,6	2,5	2,4
16. Mirdite	1,3	4,4	3,0
17. Permet	0,1	1,2	1,2
18. Pogradec	1,3	2,5	3,5
19. Puke	3,0	2,7	3,5
20. Sarande	2,5	2,6	2,0
21. Skrapar	0,1	3,5	3,2
22. Shkodër	2,0	2,7	1,8
23. Tepelene	2,0	3,1	2,0
24. Tirana	5,5	2,7	2,3
25. Tropoje	2,3	3,1	2,9
26. Vlore	3,4	2,2	1,7

L'accroissement dynamique de la population albanaise a apporté des modifications également dans l'indice de la densité de la population globale (nombre d'habitants au km²). A cet égard, l'Albanie occupait, jusqu'en 1965, la dernière place par rapport aux autres pays balkaniques, mais à partir de 1975, elle a occupé la seconde place après la Roumanie et réduit toujours la distance qui l'en sépare.

Alors qu'en 1955 elle avait compté 48 habitants au km², en 1977 la densité de sa population était de 87 habitants au km². L'évolution de cet indice pour l'Albanie par rapport aux autres pays balkaniques apparaît dans les données du tableau suivant :

Pays	1960	1970	1977
1. Albanie	56	74	87
2. Bulgarie	71	77	79
3. Grèce	63	67	70
4. Roumanie	77	85	91
5. Yougoslavie	73	80	85

L'accroissement rapide de la densité de la population en Albanie est le résultat de l'accroissement de cette même population à des rythmes élevés, ce qui a été rendu possible grâce au développement impétueux et aux profondes transformations socio-économiques réalisés au cours de cette période.

L'analyse de la densité de la population selon les districts du pays met en lumière l'accroissement de cette densité en tant que trait caractéristique général, bien qu'à divers degrés d'intensité. Des taux de densité élevés de la population ont été enregistrés de 1955 à 1979 dans les districts de la côte et des plaines en général, comme ceux de Dürres, Tirana, Fier, Kruje, Lushnje, Berat, Elbasan et Lezhe. Une augmentation de niveau moyen a été constaté dans les districts de Dibër, Korçe, Mirdite, Pogradec et Vlore, alors que dans certains autres districts elle a été de moindre intensité. Au cours de cette dernière décennie on a observé des améliorations sensibles dans les taux de densité de la population suivant les districts, ce qui s'explique par l'application intense et continue des mesures prises en vue d'un développement socio-économique toujours plus harmonieux des districts et par la limitation des mouvements mécaniques de la population de la campagne vers la ville ou d'un district à l'autre.

L'accroissement de la population et son établissement harmonieux selon les districts s'inscrivent dans le cadre des résultats définitifs obtenus dans le développement économique et social harmonieux en ce qui concerne l'amélioration des justes proportions territoriales des forces productives en général et de l'industrie en particulier. L'inégalité du développement économique et social sous l'aspect territorial est l'une des caractéristiques de la période d'avant la Libération. En 1938, le cinquième du nombre des districts totalisait les 4/5 de la production industrielle du pays, alors qu'après la Libération, parallèlement au développement général, une importance particulière a été attachée aussi à une répartition rationnelle des forces productives du point de vue territorial pour éviter leur concentration dans un nombre restreint d'agglomérations ou de régions. Par rapport à 1960, la part de la production industrielle des sept districts les plus développés du pays avait diminué en 1979 de 15 pour cent en regard de la production industrielle globale du pays, en un temps où dans les sept districts les moins développés elle avait augmenté de trois fois.

Pour caractériser, de manière plus complète et complexe à la fois, les résultats obtenus dans l'élimination des disproportions héritées, ainsi que le développement économique et social toujours plus uniforme, on a calculé le coefficient de variation de certains indices économiques, démographiques et sociaux selon les districts. Plus la valeur du coefficient de variation est petite, plus la grandeur moyenne est typique, plus le phénomène et son indice sont homogènes et uniformes, plus est réduite l'oscillation des variantes (indices) par rapport à la moyenne générale. La baisse de cet indice reflète la baisse du degré d'inégalité entre les indices particuliers par rapport à la moyenne générale, c'est-à-dire qu'elle exprime la tendance générale à la réduction des différences et à l'élévation du degré d'égalité. Selon des données de fait, les valeurs du coefficient de variation suivant les divers districts examinés se présentent comme suit :

Coefficient de variation (En pourcentage)	1960	1979
1. Production industrielle par habitant	59	49
2. Taux de la population urbaine par rapport au total de la population	59	44
3. Nombre des élèves des écoles secondaires par habitant	89	32
4. Nombre de décès par habitant	22	16
5. Taux de mortalité infantile (pour les enfants de moins d'un an) sur mille nouveau-nés	33	26

Ces résultats obtenus dans le développement économique et social du point de vue territorial expriment clairement la tendance générale à l'harmonisation toujours meilleure des proportions dans le domaine de la production agricole en général et dans celui de la production industrielle en particulier. Ces résultats reflètent le nouveau système de rapports entre les districts ou les régions du pays et permettent l'utilisation harmonieuse des ressources naturelles et du travail au profit de l'élévation continue du niveau de vie des masses travailleuses.

Ces résultats et ce processus de transformations progressives dans le domaine de la répartition rationnelle de la production sociale et de la population du point de vue territorial ne sont possibles que dans les conditions créées par un régime socialiste. Ils se situent à l'opposé de la réalité des pays capitalistes et révisionnistes qui a pour traits caractéristiques le développement inégal des diverses régions et l'accentuation continue de cette inégalité.

3. L'évolution de la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes

Le processus de construction socialiste en Albanie se caractérise par le développement proportionné et harmonieux de toutes les branches de la production matérielle. Il a été créé une structure économique diversifiée qui s'appuie sur l'industrie en tant que branche dirigeante et sur l'agriculture en tant que branche fondamentale de l'économie nationale. «Nous devons posséder, a souligné le camarade Enver Hoxha, non seulement une industrie développée, mais aussi une agriculture avancée ; pour être solide et indépendante, notre économie doit s'appuyer sur ses deux jambes : sur l'industrie et sur l'agriculture».⁵

Le développement proportionné et harmonieux de l'industrie et de l'agriculture a toujours servi à une juste solution des problèmes à caractère social, économique, technique, idéologique et démographique. Dans ce cadre, une campagne peuplée est typique de notre régime socialiste.

Le développement impétueux de l'industrie en tant que branche dirigeante de la production matérielle a été et demeure un facteur important pour la construction et le perfectionnement de la base matérielle et technique du socialisme, pour l'élévation de la productivité du travail social, le perfectionnement des rapports de production socialistes et le raffermissement de l'indépendance et de la capacité de défense du pays. Mais cela est étroitement lié au développement impétueux et général de l'agriculture et de nos campagnes socialistes également.

Le processus du rapide développement industriel, surtout à sa période initiale, a dicté le besoin d'un mouvement de la population de la campagne à la ville. Mais loin d'être spontané, ce mouvement était dirigé et planifié par l'Etat, ce qui a assuré un développement impétueux et harmonieux de l'industrie et de l'agriculture, de la campagne et de la ville. Il n'a jamais été permis que dans ce processus l'industrie se développe aux dépens de l'agriculture, les villes au préjudice des campagnes, que celles-ci se dépeuplent, car «... le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement pour la classe ouvrière, il se construit aussi à la campagne, et aussi pour la paysannerie».⁶

Pendant toute la période consécutive à la Libération, le poids spécifique de la population urbaine est allé croissant, mais l'intensité de cet accroissement a baissé ces dernières années. La moyenne annuelle de l'accroissement absolu de la population urbaine pendant la période 1960-1979 a été d'environ 11 000 habitants, alors que pour la période 1950-1970 elle a été d'environ 16 000 habitants, c'est-à-dire 1,6 fois moins élevée ; concernant l'accroissement en pourcentage, il a été environ deux fois moins élevé. Quant à l'évolution de la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes, le tableau suivant est significatif :

Années	Population totale	Dans les campagnes	Dans les villes
1923	100,0	15,9	84,1
1938 ⁷	100,0	15,4	84,6
1950	100,0	20,5	79,5
1960	100,0	29,8	70,2
1969	100,0	32,3	67,7
1979	100,0	33,5	66,5

Les données relatives à la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes reflètent le processus de sa stabilisation. Ce qui a influé en ce sens, c'est la limitation continue du mouvement mécanique de la population rurale vers les villes. La moyenne annuelle de la population transférée de la campagne à la ville pour la période 1960-1969 ne représentait que 0,5 pour cent de la population rurale de cette même période, alors que pendant la période 1969-1979 elle a été de 0,4 pour cent.

L'impétueux développement économique et social du pays et l'évolution de la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes ont aussi été suivis de transformations progressives dans les agglomérations urbaines et rurales. Des transformations ont été faites non seulement dans la structure de la population urbaine et rurale, mais aussi en ce qui concerne le nombre et la répartition des agglomérations selon leur importance. De 26 qu'il était en 1945, le nombre des villes est actuellement de 63. Les villes ont également subi des changements quant au nombre de leurs habitants, ce qui ressort clairement aussi des données du tableau relatives aux recensements effectués :

La structure des villes d'après le nombre de leurs habitants

Importance numérique des villes	1955	1969	1979
Total	100,0	100,0	100,0
dont :			
— de moins de 5 000 habitants	62,2	58,2	49,2
— de 5 000 à 20 000 habitants	21,6	27,3	34,8
— de 20 000 à 50 000 habitants	13,5	10,9	6,4
— de plus de 50 000 habitants	2,7	3,6	9,6

Comme on le voit, le poids spécifique des villes de moins de 5 000 habitants et de celles de 20 à 30 mille habitants est allé diminuant, alors que le poids spécifique des autres villes a augmenté.

La structure de la population rurale et urbaine suivant les districts s'est améliorée à la suite du développement harmonieux et de la répartition rationnelle de l'industrie sur tout le territoire du pays. En 1950, le poids spécifique du nombre des districts avec moins de 20 pour cent de population urbaine (par rapport au total de la population du district) a été de 69 pour cent, alors qu'en 1979 il est descendu à 39 pour cent. En 1969, la population urbaine des huit districts le plus développés représentait 89 pour cent du total de la population urbaine du pays, alors qu'en 1979 ce taux était descendu à 76,7 pour cent. Les données du dernier recensement dans les divers districts montrent que la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes devient de plus en plus homogène. En 1979, le poids spécifique de la population urbaine de la moitié des districts par rapport à la population de tous les districts variait de 20 à 40 pour cent, alors qu'en 1960 le nombre des districts ayant ce taux avait été deux fois plus réduit.

Les campagnes aussi ont subi, en même temps que les villes, d'importants changements concernant le nombre de leurs habitants. En 1979, chaque village comptait en moyenne 654 habitants, alors qu'en 1955 il n'avait eu que 382. Les données du tableau ci-dessous sont révélatrices quant à l'évolution de la structure du nombre des villages suivant l'importance de leur population au cours d'un certain nombre de recensements :

Importance numérique des villages	1955	1969	1979
Total	100,0	100,0	100,0
dont :			
— de moins de 500 habitants	76,3	57,1	50,0
— de 501 à 1000 habitants	20,4	31,3	32,8
— de 1 001 à 2 000 habitants	3,0	10,5	15,2
— de plus de 2 000 habitants	0,3	1,1	2,0

Il faut souligner aussi que, d'après les données du recensement de 1979, seuls 25 pour cent des villages comptant jusqu'à 500 habitants, ont une population de 200 habitants, alors que le reste en a de 201 à 500.

L'amélioration de la structure des villages au point de vue de leur importance numérique est un processus progressif qui influe positivement sur l'élévation du niveau d'organisation économique et sociale, sur le développement de l'enseignement et de la culture, l'amélioration du niveau de vie et le perfectionnement des rapports de production socialistes.

L'amélioration de la structure de la population d'après la répartition en villes et campagnes a été suivie de la réduction progressive des disparités entre les campagnes et les villes, ce qui se traduit par le caractère complexe des indices démographiques et des autres indices de développement économique et social. Dans notre pays, la dictature du prolétariat et la propriété sociale des moyens de production ont assuré et assurent toujours la réduction progressive des disparités essentielles entre les villes et les campagnes dans tous les domaines, y compris le domaine démographique.

Ce processus progressif se caractérise par une série d'indices démographiques directs et indirects. Ainsi, par exemple, l'augmentation des revenus réels de la population rurale de 1976 à 1980, a été, par rapport à la décennie 1960-1970, de deux fois supérieure à celle des revenus réels de la population urbaine. Une place importante revient à cet égard aux indices de développement de l'enseignement et de la culture. Il n'est que de rappeler le fait que par rapport à 1969 la part de la population rurale dotée d'une instruction secondaire ou supérieure s'est accrue en 1979 d'environ trois fois. On peut caractériser ce processus de façon relativement plus complète en recourant aux indices de la différence de niveau d'instruction entre la population urbaine et la population rurale, différence qui en 1979 avait diminué, par rapport à 1960, d'environ trois fois. Et c'est bien ce que montrent les données du tableau ci-dessous :

Evolution de la différence de taux d'instruction entre la population urbaine et la population rurale

Années	Différence du niveau d'instruction entre la population urbaine et la population rurale
1960	18,9
1969	10,5
1979	6,9

L'impétueux développement économique et social de nos campagnes socialistes se reflète également dans l'amélioration continue des indices du niveau de vie et, en particulier, dans la diminution du taux de mortalité. Ce qui est significatif dans le cadre de la réduction des disparités entre les campagnes et les villes, c'est la baisse du rapport du nombre de morts pour 1 000 habitants dans les campagnes en comparaison avec les villes. L'évolution de ce rapport d'une période à l'autre apparaît dans les données du tableau ci-dessous :

Nr.	Années	Nombre de morts sur 1000 habitants		Taux de mortalité pour mille habitants dans les campagnes par rapport aux villes.
		Dans les villes	Dans les campagnes	
1.	1956-1960	6,9	12,1	1,8
2.	1961-1965	6,6	10,9	1,7
3.	1966-1970	6,1	9,5	1,6
4.	1971-1975	6,0	8,3	1,5
5.	1976-1979	5,8	7,0	1,2

Comme il ressort du tableau ci-dessus, le niveau des disparités entre les villes et les campagnes pour ce qui est du taux de mortalité a été, pour les années 1976-1979, de 4 fois inférieur à celui des années 1956-1960.

Les rapports de production socialistes et le grand essor des forces productives ont apporté aussi des changements considérables dans la structure sociale et de classe de la population rurale et même, sous certains aspects, ces changements ont été plus rapides que dans les villes. Significatif à cet égard est également le fait que dans les campagnes le taux de l'accroissement du nombre de familles ouvrières a été plus élevé que dans les villes. Ainsi, en 1979, le nombre de familles ouvrières dans les campagnes a augmenté de 70 pour cent, alors que dans les villes ce même nombre n'a augmenté que de 56 pour cent par rapport à 1965.

Cela est dû au développement dans les campagnes de certaines branches de l'industrie comme celles des mines et de l'industrie forestière, mais aussi à l'extension et au renforcement du secteur d'Etat de l'agriculture (les entreprises agricoles, les SMT, les entreprises des eaux et forêts, etc.), ainsi qu'à l'engagement de la population rurale active dans ces branches et secteurs.

L'accroissement rapide de la classe ouvrière et du nombre des familles ouvrières dans les campagnes a eu pour effet d'intensifier, plus que dans les villes, le processus du mélange des familles paysannes avec des éléments appartenant à divers groupes sociaux. Les résultats du dernier recensement de la population montrent qu'au cours de la dernière décennie le nombre de familles mélangées dans les campagnes a augmenté de plus de 45 pour cent, alors que dans les villes seulement de 33 pour cent.

Le développement impétueux et proportionné des branches de la production matérielle et les profondes transformations de caractère social qui se sont produites en Albanie sous le régime populaire ont apporté des changements progressifs dans la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes. L'établissement et le perfectionnement continu des rapports de production socialistes, le renforcement dynamique de la base matérielle et technique du socialisme, la révolution idéologique et culturelle ainsi que d'autres profondes transformations économiques et sociales, constituent la base objective du processus progressif de l'amélioration générale de la structure de la population suivant la répartition en villes et campagnes.

4. La structure d'âge de la population

La structure d'âge de la population est étroitement liée à des processus et à des indices tels que la natalité, la mortalité et le mouvement mécanique de la population. Elle reflète l'évolution démographique d'un pays en tant que composante de son développement économique et social. Le taux de natalité élevé et la diminution rapide de la mortalité ont influé sur l'accroissement naturel et l'amélioration de la structure d'âge de la population albanaise. La part considérable qu'y occupe la population jeune et, partant, l'augmentation continue du nombre des sources de travail sont des traits caractéristiques de l'ensemble de la population. Pour caractériser le côté jeune de la population albanaise il suffit de rappeler qu'en 1979 sa moyenne d'âge a été de 25,7 ans, et plus précisément de 27,3 ans pour la population urbaine et de 24,9 ans pour la population rurale. Plus du tiers de notre population est âgé de moins de 15 ans, ce qui la distingue de la population de tous les autres pays d'Europe, comme cela ressort aussi des données suivantes⁸ :

Pays	Années	Taux de la population âgée de 0 à 14 ans par rapport à toute la population
1. Albanie	1979	37,0
2. Bulgarie	1975	22,0
3. Grèce	1976	23,9
4. Yougoslavie	1975	25,6
5. Italie	1976	23,9
6. Roumanie	1976	25,4
7. Hongrie	1978	20,7
8. France	1975	24,1
9. R. D. Allemande	1976	21,1
10. Autriche	1976	22,8

Cette structure d'âge de la population albanaise montre qu'à l'avenir aussi la population active aura une part toujours élevée, bien que la population âgée de 30 à 39 ans se soit accrue relativement peu durant la période 1969-1979, ce qui s'explique essentiellement par le niveau relativement bas des naissances pendant la guerre et au cours des premières années qui suivirent la Libération. La structure d'âge de la population influe sur le déroulement du processus démographique de la reproduction de la population. Dans ce processus un rôle particulier est joué par la tranche d'âge des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans (aptes, donc, à la reproduction). L'examen de la structure d'âge et de sexe de la population montre que la part des filles et des femmes de cet âge par rapport à leur nombre global avait atteint en 1979 le taux de 48,3 pour cent, alors qu'en 1969 elle n'était que de 43,4 pour cent. Cet accroissement a été un des facteurs objectifs qui ont permis de maintenir un taux élevé des naissances.

L'examen de la structure d'âge de la population albanaise montre qu'en 1979 la part de la population âgée de 0 à 14 ans par rapport à la population globale a été de 31,6 pour cent dans les villes et de 39,7 pour cent dans les campagnes, bien que le mouvement mécanique de la population de la campagne vers la ville ait été essentiellement effectué par les contingents de cet âge-là. Les observations faites pendant ces deux dernières années montrent que plus de 70 pour cent des personnes venues de la campagne à la ville sont âgées de moins de 30 ans.

Pour ce qui est de la population urbaine en Albanie, la poussée démographique dans les villes contribue à l'accroissement de l'âge de la population en général et de la part de la population en âge de travailler. C'est bien ce que montrent les données suivantes sur la base des résultats du recensement de la population effectué en 1979 :

Nr.	Population des villes	Total	Dont à l'âge de			Taux de la population en âge de travailler
			0-14 ans	15-59 ans	60 ans et +	
1.	De moins de 5 000 habitants	100,0	37,2	57,5	5,3	56,1
2.	De 5 000 à 10 000 habitants	100,0	36,9	57,5	5,6	56,9
3.	De 10 000 à 20 000 habitants	100,0	32,7	60,9	6,4	59,5
4.	De 20 000 à 50 000 habitants	100,0	32,3	60,9	6,8	59,5
5.	De 50 000 à 100 000 habitants	100,0	30,5	61,9	7,6	60,5
6.	De plus de 100 000 habitants	100,0	26,7	65,3	8,0	63,5

Les données ci-dessus montrent que la poussée démographique dans les villes entraîne la diminution de la part de la population âgée de moins de 15 ans et l'augmentation de celle qui est plus âgée. Dans un certain nombre de villes comme Bulqize, Burrel, Patos, Laç, Elbasan, Ballsh, Fushë-Arrëz, Poliçan et Gramsh, qui ont connu une poussée démographique plus importante à la suite d'un mouvement mécanique de la population, la part de la population âgée de moins de 30 ans varie de 65,2 à 70,4 pour cent par rapport à la population globale.

Dans l'examen de l'évolution de la structure d'âge de la population, une place particulière revient à l'étude de la composition et au classement de la population en âge de travailler qui comprend les jeunes gens et les hommes de 15 à 59 ans et les jeunes filles et les femmes de 15 à 54 ans. L'étude de cet indice démographique porte sur les facteurs qui déterminent l'accroissement du produit social et le développement des forces productives. Dans la période allant de 1950 à 1979 la population en âge de travailler chez nous s'est accrue de plus de deux fois et à l'heure actuelle elle représente plus de la moitié de la population globale. L'évolution de la structure de la population en âge de travailler en Albanie pendant un certain nombre d'années se présente comme suit :

Structure de la population	1950	1960	1970	1979
— N'ayant pas atteint l'âge de travailler	38,7	41,1	42,2	36,3
— En âge de travailler	50,7	49,4	49,2	54,8
dont :				
— Jeunes gens et hommes	52,1	51,4	51,5	57,1
— Jeunes filles et femmes	49,2	47,2	46,8	52,4
— Ayant dépassé l'âge de travailler	10,6	9,5	8,6	8,9

Pendant la décennie 1969-1979, la population albanaise en âge de travailler s'est accrue à un rythme annuel moyen de 3,4 pour cent, qui est de 44 pour cent supérieur à celui de l'accroissement général de la population. Les données des deux derniers recensements de la population albanaise montrent également que la population en âge de travailler s'est accrue plus rapidement dans les villes que dans les campagnes. En 1979, cette population s'était accrue, par rapport à 1969, de 48 pour cent dans les villes et de 34 pour cent dans les campagnes de sorte que cette année-là la part de la population en âge de travailler par rapport à la population totale avait atteint dans les villes le taux de 59,9 pour cent et dans les campagnes celui de 51,1 pour cent. Ces changements sont dus en premier lieu à une natalité plus forte dans les campagnes que dans les villes. Dans les années 1964-1978 il y a eu dans les campagnes une natalité de 35,5 pour mille, alors que dans les villes elle n'a été que de 25,2 pour mille ; en conséquence, la part de la population âgée de moins de 15 ans, qui constitue l'essentiel de la population n'étant pas en âge de travailler, est plus importante dans les campagnes que dans les villes.

Un autre facteur qui a influé en ce sens, c'est aussi le mouvement mécanique de la population rurale vers la ville, ce qui a fait que les villes se sont principalement peuplées d'une population en âge de travailler. Le caractère dynamique de l'évolution de la population suivi de l'accroissement de la part qu'occupe la population en âge de travailler a été et demeure un des facteurs qui, en même temps que l'augmentation des rendements, ont assuré des rythmes élevés de la reproduction socialiste élargie. En Albanie, pays qui ne connaît ni chômage, ni émigration, ni crises, la population en âge de travailler est entièrement engagée dans une activité socialement utile, dans divers secteurs et branches de l'économie nationale. Le caractère jeune de la structure de la population albanaise se reflète également dans la structure d'âge de la population active. Celle-ci comprend la partie de la population employée dans les divers secteurs de notre économie. D'un intérêt particulier est, entre autres, l'examen de la structure d'âge de la population active concernant certains groupes sociaux particuliers. A la lumière des données du recensement de 1979, la structure par tranches d'âge de la population active en ce qui concerne ces groupes sociaux (ouvriers, coopérateurs et employés) se présente comme suit :

Tranches d'âge	Total	Ouvriers	Coopérateurs	Employés
Total	100,0	100,0	100,0	100,0
Jusqu'à 19 ans	15,3	11,9	22,5	1,6
De 20 à 39 ans	57,2	59,3	52,1	66,7
De 40 à 49 ans	18,2	19,8	15,9	20,8
Au-dessus de 50 ans	9,3	8,7	9,5	10,9

Comme on le voit, les $\frac{3}{4}$ environ de la population active du pays sont âgés de moins de 40 ans. Plus du tiers de la classe ouvrière est âgé de 20 à 39 ans, alors que sa moyenne d'âge est d'environ 34 ans. Plus de 60 pour cent de la classe ouvrière est né et a été formée sous le régime populaire.

De l'analyse de la structure d'âge des ouvriers il résulte que 65 pour cent des ouvriers du secteur industriel se situent dans la tranche des 20 à 39 ans, alors que la moyenne à l'échelle nationale est de 59,3 pour cent. La moyenne d'âge des ouvriers du secteur industriel est de 30,4 ans, alors que dans ce même secteur les plus jeunes, ce sont les ouvriers de l'industrie mécanique dont la moyenne d'âge est de 27,4 ans et que les plus âgés (à partir de 34 ans), ce sont les ouvriers de l'industrie alimentaire. A la lumière des données de 1979, la structure d'âge des ouvriers des diverses branches de l'industrie se présente, de façon plus analytique, comme suit :

Nr.	(En %)	Total des ouvriers	Dont :			
			Jusqu'à 19 ans	De 20 à 39 ans	De 40 à 49 ans	Au dessus de 50 ans
I. Toute l'industrie		100,0	9,4	65,0	18,9	6,7
Dont :						
1. L'industrie du pétrole		100,0	9,3	63,2	21,1	6,4
2. L'industrie minière		100,0	8,0	64,5	22,4	5,1
3. L'industrie mécanique		100,0	19,9	72,2	11,0	3,4
4. L'industrie chimique		100,0	5,8	74,6	14,2	5,4
5. L'industrie des matériaux de construction		100,0	10,3	55,9	23,3	10,0
6. L'industrie alimentaire		100,0	9,2	55,9	24,3	10,6
7. L'industrie des confections		100,0	6,9	66,7	19,6	6,8
8. Les autres branches de l'industrie		100,0	8,9	67,7	17,1	6,3
Nombre des ouvriers employés dans toutes les branches de l'industrie		100,0	11,9	59,3	19,8	8,7

La structure d'âge de la population active varie non seulement suivant les groupes sociaux et les branches de l'économie, mais aussi suivant les districts. De façon générale, dans les villes cette structure est également fonction du nombre d'habitants de chaque ville, du niveau économique qu'elle a hérité, etc. Dans les villes des districts de Durrës, Shkodër, Tirana et Korçe, la moyenne d'âge de la population active varie de 33 à 35 ans, alors que dans des villes telles que Gramsh, Dibër, Lezhe, Burrel et Puke, cette moyenne est inférieure à 31 ans.

La population albanaise se distingue non seulement par le caractère jeune et dynamique de son développement, mais aussi par l'élévation continue de son niveau d'instruction, culturel et idéologique. En 1979, alors que la population s'était accrue de 2,5 fois, le nombre des élèves et des étudiants avait augmenté d'environ 13 fois et celui des travailleurs doté d'instruction supérieure de 116 fois par rapport à l'avant-guerre. L'élévation rapide du niveau d'instruction est typique de toute la population active de notre pays et en particulier de notre classe ouvrière. Alors qu'en 1969 les ouvriers dotés d'instruction secondaire représentaient 5,3 pour cent de la totalité des ouvriers du pays, en 1979 ce taux était d'environ 33 pour cent. A cet égard, c'est l'industrie qui occupe la première place, dont les ouvriers dotés d'instruction secondaire représentent environ 40 pour cent de la totalité des ouvriers de cette branche de l'économie. De façon plus générale, l'élévation du niveau d'instruction de la population active en Albanie se caractérise par l'indice de *classe moyenne* qui tient compte non seulement des divers niveaux du degré d'instruction (classes terminées), mais aussi des rapports entre eux. Pour ce qui est de l'année 1979, le niveau de l'indice susmentionné pour les ouvriers des divers secteurs de l'économie se reflète, sous une forme abrégée, dans les données suivantes :

Branches	Total	Hommes	Femmes
<i>Total des ouvriers</i>	7,6	7,7	7,5
<i>Dont :</i>			
— Dans l'industrie	8,2	8,2	8,2
— Dans la construction	7,4	7,5	7,1
— Dans les entreprises agricoles	6,8	6,9	6,6
— Dans les transports et télécommunications	8,0	7,9	8,2
— Dans les SMT, les eaux et forêts	7,4	7,4	7,4
— Dans le commerce	7,8	7,3	7,3
— Dans l'économie communale	7,1	7,4	6,7

Les données ci-dessus montrent que l'indice le plus élevé de classe moyenne de toutes les branches de l'économie nationale est celui du secteur de l'industrie, et que cet indice est identique pour les deux sexes.

L'Albanie se caractérise par des rythmes élevés de la croissance démographique et par une amélioration continue de la structure d'âge de la population. On a vu également s'élever le niveau d'instruction de la population et s'améliorer la structure de son emploi dans les diverses branches de l'économie nationale. Le caractère dynamique et jeune de la population albanaise n'est qu'une composante des traits propres au développement économique et social du pays.

5. Les transformations démographiques dans la structure numérique, sociale et de classe de la famille albanaise

La période de temps d'avant la Libération se caractérisait par une situation bien grave et un état arriéré de la famille albanaise dus au profond retard du pays dans tous les domaines. Traitant de cette situation, le camarade Enver Hoxha a dit : «Il va sans dire que dans le passé la famille chez nous était mal organisée dès le départ et que l'harmonie y faisait défaut. Il est aisé de se rendre compte de l'ignorance et des nombreux maux, des souffrances et de la misère économique qui se cachaient au sein de l'ancienne famille albanaise.»⁹ La libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire assurèrent un développement dynamique de l'économie et de la société albanaises, ainsi que des rapports conjugaux et autres au sein de la famille.

Les transformations démographiques, et le développement de la famille socialiste en Albanie sont au nombre des profonds changements de caractère économique et social qui se sont produits pendant l'étape de la construction socialiste. La désagrégation de l'ancienne famille patriarcale, d'une part, et la consolidation économique, l'élévation du niveau de vie matériel et culturel, l'amélioration de la structure sociale, de classe et numérique, de la nouvelle famille albanaise, d'autre part, ont été autant de traits essentiels de son développement sous le régime populaire. Les transformations progressives de caractère démographique, en tant que composantes et reflets du développement général de la famille albanaise, ont été conditionnées par une série de facteurs dont :

Primo, la construction et le perfectionnement de la base économique du socialisme en tant qu'ensemble des rapports de production socialistes. La liquidation de la propriété privée des moyens de production et des classes exploiteuses a conduit à l'élimination de la base économique, sociale et de classe de la famille féodale et bourgeoise en affaiblissant ainsi son influence négative sur les rapports conjugaux et autres au sein de la famille. L'industrialisation socialiste du pays et la collectivisation socialiste de l'agriculture ont détruit les diverses formes de l'économie individuelle morcelée et créé les conditions objectives de la naissance et du développement d'une famille nouvelle, socialiste, aspirant à une vie meilleure et plus cultivée, ainsi que les conditions nécessaires à la création d'une structure permettant une plus vaste participation des membres de chaque famille à la production sociale et à une éducation saine de la nouvelle génération.

Secundo, les transformations au sein de la famille albanaise qui se rattachent à l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle et à la politique du Parti du Travail et de l'Etat socialiste albanaise en vue de créer et de parfaire sans cesse la législation socialiste. Les normes juridiques de cette législation influent positivement sur la formation, la consolidation et le perfectionnement de justes rapports au sein de la famille socialiste albanaise. D'autres part, les progrès grandioses réalisés en Albanie sous la direction du Parti dans l'élévation constante et multiforme du niveau d'instruction et de culture de la population ont conduit à la consolidation de la famille albanaise et à la création de nouveaux traits révolutionnaires en son sein.

Tertio, le développement de la famille nouvelle, socialiste, qui est en étroit rapport également avec la création et le développement ininterrompu de la base matérielle et technique du socialisme, avec l'essor impétueux des forces productives dans le pays. L'Albanie se caractérise par des rythmes élevés du développement de la base matérielle et technique, qui ont été atteints grâce aux rythmes élevés de l'accumulation socialiste et des investissements de base. Il suffit de rappeler que la moyenne annuelle des investissements de base ces dernières années a été environ 13 fois plus élevée que celle de la décennie 1946-1955. La consolidation de la base matérielle et technique du socialisme signifie le renforcement de la propriété et des rapports de production socialistes, elle signifie également le développement de la population du point de vue social et de classe, l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses et la participation plus active de la population apte au travail à un travail socialement utile, l'élévation aussi du niveau d'instruction et idéologique de la population, ce qui se reflète même dans les transformations structurelles, sociales et de classe de la famille albanaise.

Quarto, le fait que les transformations démographiques et le développement socialiste de la société albanaise se rattachent étroitement à l'essor qu'ont connu les services publics et la socialisation des travaux ménagers. L'accroissement de la production et l'extension du réseau de commerce, l'essor rapide des services sanitaires, l'extension des services artisanaux et communaux, ainsi que l'application d'autres mesures de ce caractère, ont conduit à une socialisation toujours plus accrue de l'économie ménagère, ils ont facilité la tâche de la famille, l'ont émancipée, elle, et surtout la femme, ce qui a influé positivement sur le développement de la famille socialiste albanaise. «L'extension de ces services, indique le camarade Enver Hoxha, a non seulement créé les conditions nécessaires à une vie plus commode et plus cultivée... mais constitue aussi un important facteur qui permet à la femme d'avoir du temps libre en lui épargnant nombre de travaux ménagers si fatigants.»¹⁰

Les tendances principales du développement de la famille albanaise se rattachent aux tendances générales du développement économique et social du pays qui ont conduit à des changements multiformes dans le perfectionnement des rapports socialistes, à des rythmes élevés de la production et du progrès technique et scientifique, à l'élévation du niveau culturel et d'instruction, à l'approfondissement de la révolution idéologique et à l'amélioration du niveau de vie des masses travailleuses. Toutes ces transformations se reflètent, en y exerçant en même temps leur influence, dans les changements progressifs de la dimension moyenne des ménages ainsi que dans leur structure numérique, sociale et de classe. La principale tendance du développement de la famille albanaise durant la décennie 1969-1979 a été à l'augmentation du nombre de familles à un rythme supérieur à celui de l'accroissement de la population du pays. Ainsi, alors qu'en 1969 la population s'était accrue de 25 pour cent par rapport à 1969, le nombre de familles a augmenté, durant cette même période, de 34 pour cent. En conséquence, la dimension moyenne des ménages est passée de 5,9 à 5,6 membres, dont 4,6 membres dans les familles citadines et 6,2 membres dans les familles paysannes.

Dans les campagnes, comme on le voit, ce taux est plus élevé, ce qui est dû essentiellement à une plus forte natalité et au plus grand nombre d'enfants dans chaque famille.

Ce qui a influé sur la réduction de la dimension moyenne des ménages, c'est en premier lieu la division en plusieurs petites familles des grandes familles composées de plusieurs couples. Ainsi, alors qu'en 1950 et en 1969, les familles comprenant un seul couple représentaient 61 et 65 pour cent de la totalité des familles albanaises, en 1979 elles en représentaient 71 pour cent. On a constaté une réduction importante du nombre des grandes familles composées d'au moins trois couples, dont la part en 1979 avait baissé d'environ 3 fois par rapport à 1950.

Dans les campagnes ce processus a été plus rapide que dans les villes. Les données fournies par les divers recensements de la population montrent que par rapport à l'augmentation générale du nombre de familles, l'augmentation du nombre de familles composées d'un seul couple a été plus rapide dans les campagnes que dans les villes. C'est ainsi que durant la période 1969-1979 le nombre moyen des couples par famille dans les villes a baissé de 3 pour cent, alors que dans les campagnes il a baissé de 8 pour cent.

La création de nouvelles familles à partir d'une seule famille nombreuse est un phénomène très important, un grand pas en avant vers la décomposition de l'ancienne famille patriarcale. Traitant de ce processus positif, le camarade Enver Hoxha a dit : « Certes, la création de familles distinctes par les couples d'une grande famille constitue un processus d'évolution juste et progressiste qui contribue à démanteler les conceptions patriarcales de la famille. »¹¹

Dans l'augmentation du nombre de familles et la réduction des dimensions de chaque famille en particulier un rôle important a été joué par les facteurs économiques et sociaux et surtout par l'amélioration des conditions de logement. La politique menée par le Parti en vue d'élever sans cesse le niveau d'instruction et de culture des masses s'est reflétée entre autres dans les rythmes élevés de la construction de logements. Ainsi, par rapport aux dix années écoulées, le nombre annuel moyen des appartements construits pendant les années 1971-1978 a été 37 pour cent plus élevé.

Par ailleurs, l'augmentation du nombre de mariages a joué dans ce processus un rôle positif. Leur nombre, de 6,8 pour 1 000 habitants qu'il avait été en 1971, n'est monté, en 1979, à 8,2, en un temps où dans plusieurs pays d'Europe ce taux est allé diminuant. L'augmentation du nombre de mariages a influé sur l'accroissement du nombre des familles nouvellement créées et sur le processus plus poussé de la division des familles nombreuses. Les changements survenus dans les dimensions de la famille albanaise ont été suivis d'importants changements structurels qui se reflètent dans le tableau suivant :

L'évolution de la structure du nombre de familles suivant le nombre de leurs membres (en pourcentage)

Nombre des membres	1969	1979
<i>Total des familles</i>	100,0	100,0
<i>Dont :</i>		
— familles composées de 1 à 2 membres	13,5	9,5
— familles composées de 3 à 4 membres	21,8	28,1
— familles composées de 5 à 7 membres	40,8	42,3
— familles composées de 8 membres et plus	24,0	20,1

Le tableau ci-dessus montre que la population albanaise se caractérise par une baisse relative du nombre de familles composées de 1 à 2 membres, par une augmentation du nombre de celles composées de 3 à 4 membres, par le maintien, à un niveau constant ou presque, pour une part dominante de 42 à 43 pour cent, du nombre de familles moyennes composées de 5 à 7 membres, et par la diminution relative du nombre de familles nombreuses composées de 8 membres et plus.

Ces traits positifs font que la famille albanaise est à l'opposé de la famille bourgeoise et révisionniste dont la diminution numérique prononcée, qui s'explique par une tendance à un mode de vie empreint d'individualisme bourgeois, par la limitation des naissances, les difficultés d'ordre économique quant à la création et au maintien de la famille et par la destruction de nombreuses familles à la suite des émigrations, des divorces, etc., est devenue actuellement un phénomène courant.

Cela se reflète également dans le tableau ci-dessous qui donne, pour un certain nombre de pays d'Europe, la part (en pourcentage) qu'y occupent les familles composées de 1 à 2 membres par rapport à la totalité des familles ainsi que la dimension moyenne des ménages.¹²

Pays	Dimension moyenne des ménages (nombre de personne)	La part des familles de 1 à 2 membres par rapport à la totalité des familles
Albanie	5,6	9,1
Autriche	2,9	51,1
Tchécoslovaquie	3,1	41,4
R. D. Allemande	2,6	54,1
R. F. d'Allemagne	2,7	52,3
Hongrie	3,0	43,2
Italie	3,3	34,9
Pologne	3,4	34,9
Angleterre	2,9	50,1
Yougoslavie	3,8	29,2

Ces données montrent que dans la plupart des pays bourgeois et révisionnistes d'Europe, les petites familles comprenant de 1 à 2 membres y représentent de 30 à 54 pour cent de la totalité des familles, alors qu'en Albanie elles n'en représentent que 9,5 pour cent.

Le grand essor de diverses branches de la production matérielle telles que l'industrie, la construction et les transports, ainsi l'élévation, à des rythmes accélérés, du niveau technique et scientifique de toutes les branches de l'économie nationale, y compris l'agriculture, ont été suivis d'un accroissement rapide du nombre de la classe ouvrière. Cela a influé sur les changements progressifs de la composition sociale et de classe de la famille albanaise. Ce processus progressif apparaît clairement si l'on considère les données du tableau ci-dessous¹³ :

L'évolution de la structure des familles en RPS d'Albanie selon leur situation sociale et de classe (en pourcentage)

La structure	1969	1979
Totalité des familles :	100,0	100,0
Dont :		
— Familles ouvrières	37,4	45,1
— Familles paysannes	17,1	16,7
— Familles d'employés	45,5	38,2

Il résulte de ce tableau que dans les années 1969-1979 le nombre des familles ouvrières s'est accru très rapidement par rapport au nombre des familles paysannes et d'employés. En conséquence, les familles ouvrières constituent aujourd'hui la moitié environ de la totalité des familles en Albanie. Il faut également souligner que dans les campagnes le taux de croissance des familles ouvrières a été plus élevé que dans les villes à la suite de l'essor de certaines branches de l'industrie, du développement et du renforcement du secteur d'Etat de l'agriculture (les entreprises agricoles, les SMT, les entreprises des eaux et forêts, etc.), ainsi que de la participation toujours plus vaste de la population active des campagnes à ces branches et secteurs.

Les transformations grandioses, de caractère social et de classe, qui ont eu lieu dans la population albanaise, le travail incessant mené par le PTA pour la formation de l'homme nouveau selon une conception nouvelle de la vie, ont effacé les frontières de classe qui entravaient dans le passé l'établissement de liens conjugaux entre individus appartenant à divers groupes et classes sociales. A relever le fait positif qu'actuellement en Albanie 23 pour cent des jeunes ouvriers épousent des jeunes employées ou de jeunes paysannes, et que 38 pour cent des jeunes employés épousent des jeunes ouvrières ou des jeunes paysannes. En conséquence, la famille nouvelle, socialiste, en Albanie présente aujourd'hui de nouveaux traits, on voit vivre ensemble dans son sein des ouvriers et des employés, des ouvriers, et des paysans, des employés et des paysans. Les données des derniers recensements de la population en Albanie reflètent l'évolution du processus positif du brassage de la famille socialiste albanaise, car le nombre des familles mixtes (dont les membres appartiennent à divers groupes sociaux) a augmenté plus rapidement que celui des familles homogènes.

Ainsi, dans les années 1969-1979, le nombre des familles homogènes (dont les membres occupés à un travail sont du même groupe social que le chef de famille) a augmenté de 23 pour cent, alors que celui des familles mixtes (dont les membres occupés à un travail ne sont pas du même groupe social que le chef de famille) s'est accru de 41 pour cent. A la suite de ce processus, la structure des familles selon ce critère a connu des changements sensibles qui apparaissent dans les données du tableau suivant :

La structure	1969	1979
<i>Totalité des familles :</i>	100,0	100,0
<i>Dont :</i>		
— Familles homogènes	64,7	61,6
— Familles mixtes	35,3	38,4

Dans les campagnes, le processus de brassage des familles, de la présence dans leur sein de membres appartenant à divers groupes sociaux, a été plus marqué que dans les villes. A la lumière des résultats du recensement de la population, le nombre des familles mixtes dans les campagnes au cours de ces dix dernières années a augmenté de 45 pour cent, alors que dans les villes de 33 pour cent seulement.

Ces phénomènes reflètent les rapports de coopération et d'alliance entre les divers groupes et classes sociales qui sont à la base de l'unité du peuple et du Parti en Albanie. Ils témoignent en même temps de l'importance que le Parti ne cesse d'attacher à la promotion sociale et économique des campagnes, à l'élévation du niveau de vie matériel et culturel de la paysannerie coopérée ; ils reflètent enfin l'évolution même de la famille albanaise dans les campagnes et l'élimination progressive des disparités entre celles-ci et les villes dans ce domaine également du développement social.

Le processus du développement impétueux et général de notre population est le résultat du développement et du perfectionnement dynamique de la base économique, du développement des forces productives et du perfectionnement de certains côtés particuliers de notre superstructure socialiste.

L'expérience positive et originale acquise par l'Albanie au cours de ces trente-sept années de vie socialiste servira à l'avenir également au PTA à résoudre avec succès, en se fondant entièrement sur les enseignements du marxisme-léninisme, les problèmes que pose croissance démographique et son intégration dans le développement économique et social général.

Cette politique démographique ne cessera de garantir les conquêtes de la révolution en Albanie afin que le pays devienne plus puissant et plus prospère.

Notes :

1. K. Marx, *Le Capital*, éd. alb., t. 3, p. 33, Tirana, 1971.
2. *Statistical Yearbook*, Edition de l'ONU, 1978, pp. 144-145.
3. *Compendium of social statistics*, New York 1977, p. 600.
4. Enver Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA*, éd. alb., p. 96, Tirana, 1976.
5. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA*, éd. alb Tirana 1966, p. 55.
6. Enver Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, éd. alb., Tirana 1976, p. 77.
7. Nombre annuel moyen de la population présente.
8. *Statistical Yearbook*, publié par l'ONU, 1977, pp. 210-218.
9. Enver Hoxha, *Œuvres*, éd. alb., t. 13, pp. 58-59.
10. Enver Hoxha, *Du problème de la femme*, éd. alb., Tirana, 1973, p. 149.
11. Enver Hoxha, *Rapports et Discours 1969-1970*, éd. alb., p. 32.
12. *Compendium of social-statistics 1977*, publication de l'ONU, pp. 561-562, ainsi que *Recueil des statistiques de l'habitation 1975-1977*, publication de l'ONU, 1980, pp. 282-284.
13. La situation sociale et de classe de chaque famille est déterminée par le groupe social auquel appartient son chef.

Dilaver Sadikaj

CERTAINS ASPECTS DE LA PARTICIPATION CROISSANTE DE LA FEMME ALBANAISE A LA VIE POLITIQUE ET SOCIALE DU PAYS (1967-1970)

Le mouvement de l'émancipation complète de la femme qui a eu lieu aussitôt après le V^e Congrès du Parti et le discours intitulé «La révolutionnarisation plus poussée du Parti et du pouvoir» prononcé par le camarade Enver Hoxha le 6 février 1967, s'est développé sous plusieurs aspects. Il s'était fixé pour objectif d'augmenter le rôle de la femme dans la production sociale, d'élever son niveau technique et professionnel, de libérer la femme du fardeau des travaux de ménage, de renforcer et de démocratiser les rapports socialistes au sein de la famille. Le mouvement s'est beaucoup étendu dans la sphère des rapports conjugaux. Il tendait également à élargir la participation des femmes à la vie politique et sociale du pays.

Il convient de souligner que les droits et la liberté des femmes se réalisent non seulement dans la sphère économique, à travers leur participation directe à la production, mais aussi dans une autre sphère importante, dans la sphère politique, à travers leur participation à la direction de l'Etat et à la gestion de toutes les affaires de l'Etat en général.

Traitant du rôle et de la nécessité impérieuse de la participation de la femme dans la vie politique et sociale, Lénine écrivait depuis 1917 :

«Car il est *impossible* d'assurer la vraie liberté, il est *impossible* de bâtir même la démocratie, et encore moins le socialisme, sans la participation des femmes aux fonctions publiques, à la milice, à la vie politique, sans les arracher à l'ambiance abrutissante du ménage et de la cuisine».¹

Lénine considérait la participation de la femme à la vie politique et sociale comme une nécessité impérieuse d'entraîner toutes les masses dans la vie politique. Parlant de cette nécessité en régime capitaliste, il soulignait :

«On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes ; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'«esclavage domestique»².

Lénine considérait la participation des femmes à la vie politique et sociale comme indispensable surtout après leur libération des chaînes d'oppression de classe, c'est à dire lorsqu'un nouveau système économique-social, l'ordre socialiste est établi. «La participation des femmes dans les affaires du Parti et de l'Etat, soulignait-il, revêt une grande importance précisément en ces moments où, la guerre étant finie, le travail à mener pour l'organisation pacifique de la vie occupe, j'espère pour très longtemps, une place primordiale. A ce propos, les femmes doivent jouer un rôle de premier ordre et il est certain qu'elles sauront assumer ce rôle.»³

Appliquant les enseignements du marxisme-léninisme, notre Parti a considéré la participation vaste et efficace de la femme à la vie politique et sociale, à la lutte de classe, à la gestion des affaires d'Etat et de notre société, comme un autre facteur décisif de son émancipation complète, comme une grande école d'éducation révolutionnaire. C'est là une voie qui permet aux femmes d'éveiller leur conscience idéologique et politique, de prendre conscience de leur grand rôle déterminant dans la société, de comprendre à fond la ligne de notre Parti, de s'éduquer selon ses idéaux révolutionnaires et de devenir des combattantes actives de leurs droits. Soucieux d'entraîner les masses des femmes dans la vie politique et sociale de notre pays, notre Parti n'a jamais cessé de considérer ce problème comme une condition décisive tant dans la lutte pour la libération que dans l'édification du socialisme.

Les premiers documents de notre Parti mettent l'accent sur la nécessité, pour la femme, de participer à la vie politique et sociale de notre pays. A la première Conférence consultative des cadres actifs du Parti communiste d'Albanie tenue en avril 1942 le camarade Enver soulignait :

«Nous devons préparer des remplaçants surtout parmi les femmes. Elles doivent faire partie de tous nos organes dirigeants. Sur ce point, en évitant de retomber dans nos anciennes erreurs et en bannissant tout sectarisme, nous devons nous persuader de toute l'importance du travail parmi les femmes, qui sont appelées à remplir un rôle considérable dans toutes nos activités».⁴

Les femmes de notre pays ont combattu pour leurs droits politiques même avant la fondation du Parti communiste, mais c'est uniquement après la fondation de celui-ci que leur lutte, au même titre que celle de tout le peuple, a revêtu un contenu tout à fait nouveau et un caractère organisé et qu'elle a traduit leurs aspirations dans les faits. Grâce à la Lutte libération nationale dirigée par le Parti communiste albanais, la femme albanaise s'est affranchie du joug séculaire qui pesait sur elle. Au cours de cette lutte, les organes suprêmes du pouvoir révolutionnaire de libération nationale dressant des actes de portée historique, ont créé les prémisses nécessaires qui engageaient la femme à avancer d'abord sur la voie de son émancipation politique et puis, une fois le pays libéré et la base économique socialiste établie, sur la voie de son émancipation économique.

Les autres décisions prises, au cours de la lutte, les arrêtés de la seconde réunion du Conseil antifasciste de libération nationale tenue à Berat à la veille de la libération du pays et la loi «Sur les élections de conseils de libération nationale des localités, des sous-préfectures et des préfectures»⁵, loi qui autorisait la femme à exercer son droit électoral au même titre que l'homme, marquaient un pas important dans le domaine de l'émancipation politique de la femme. La déclaration sur les droits civiques revêtait une particulière importance. Pour la première fois, les citoyens albanais se voyaient reconnaître les droits et les libertés démocratiques tels que la liberté de réunion, d'expression, d'association et de la presse, le droit de vote et à l'éligibilité de la femme et de l'homme tant dans la vie politique que dans l'activité sociale. «La déclaration du Conseil, souligne le camarade Enver Hoxha, accorde à la femme des droits égaux à ceux de l'homme, le droit de participer à la vie politique et social du pays. C'est là un droit légitime, qu'elle a obtenu au prix de son sang versé»⁶. La convocation du I^{er} Congrès de la Femme antifasciste albanaise était un événement très important pour ce qui est des droits, des femmes. L'obtention de ces droits constituait une condition indispensable et le premier pas permettant à la femme de s'engager dans la vie politique de notre pays et de jouer le rôle que lui revient dans le pouvoir populaire.

Avant la libération complète du pays déjà, la femme participait au même titre que l'homme à la vie politique. Elle prenait part aux conseils de libération nationale des villages, des villes, aux autres instances dirigeantes et sans doute aux formations militaires où elle remplissait les fonctions de commandant ou de commissaire. Ce n'est que grâce à la Lutte de libération nationale menée par le peuple albanais tout entier, sous la direction du PTA que la femme a pu participer à la vie politique du pays. Cela confirme la conception marxiste-léniniste selon laquelle les droits politiques des femmes et de toutes les masses populaires ne peuvent être assurés par des réformes, mais par la révolution populaire.

La révolution populaire a renversé la situation existante jusque dans ses fondements. Le nouveau pouvoir a éliminé dès ses premiers jours d'existence, toutes les normes et les lois du système d'exploitation et les normes du droit coutumier qui maintenaient la femme dans la servitude et la soumission. La nouvelle législation rédigée conformément aux exigences des lois objectives de l'évolution de notre société socialiste et aux aspirations des travailleurs a accordé aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes.

Après la libération, une série d'actes garantissaient à la femme ses droits politiques qu'elle exerce effectivement. Les femmes au même titre que les larges masses du peuple, ont participé aux élections du 2 décembre 1945 de l'Assemblée constitutionnelle. «Ces élections, affirmait le camarade Enver Hoxha, revêtent une importance exceptionnelle non seulement à cause de leur grand objectif, mais aussi parce que, les larges masses populaires et les femmes y participeront...»⁷.

La femme participait à la vie politique et sociale en prenant la parole, en traitant largement de chaque problème et en exprimant son approbation avec enthousiasme, aux conférences organisées dans tout le pays à propos du projet de statut. La Constitution de la République populaire d'Albanie proclamée en 1946 sanctionnait l'égalité de l'homme et de la femme dans chaque domaine de la vie privée, politique et sociale.

Ce principe a été incarné dans les lois qui régissent l'activité des gens dans tous les domaines de la vie, dans les lois relatives au travail, à la famille, à l'enseignement, à la vie politique, civile, etc. Ainsi donc, avec la création et l'instauration du nouveau pouvoir populaire, les femmes obtenaient pleinement, du point de vue juridique, l'égalité des droits avec les hommes.

Certes, la sanction juridique de l'égalité ne peut résoudre effectivement le problème. L'égalité totale entre l'homme et la femme exige la création de certaines conditions nécessaires, à caractère matériel et spirituel. Seul un pouvoir profondément démocratique issu du peuple et qui appartient à celui-ci, comme c'est le cas chez nous, peut assurer ces conditions. L'instauration de la dictature du prolétariat et les transformations économiques fondamentales effectuées dans notre pays, l'établissement des rapports de production socialistes dans tout le système de l'économie populaire, la révolution culturelle qui suivit les changements radicaux dans le domaine économique et social, la participation de la masse des femmes au travail de production social, sont autant de faits qui ont créé des conditions favorables aux femmes pour avancer sur la voie du Parti, et prendre une part plus active aux affaires du pouvoir et à toute la vie de l'Etat.

Après la libération du pays, la femme commence à participer toujours plus aux affaires du pouvoir et des organes d'Etat, à toute la vie politique et sociale en général. Au début, les femmes, dont le niveau de formation était fort bas, se trouvaient dans une grave situation. Elles n'avaient pas la formation nécessaire pour prendre part aux affaires de l'Etat. Mais le Parti a mis à profit un facteur important et positif des femmes d'Albanie — leur esprit combattant et révolutionnaire, les connaissances qu'elles avaient acquises pendant la révolution populaire et leur brillant patriotisme. Contrairement à toutes les théories bourgeoises et les autres thèses qui considèrent les femmes comme incapables de prendre part à la vie politique et de l'Etat, notre Parti, voyant en elles une force révolutionnaire, n'a pas attendu de préparer d'abord des cadres parmi les femmes ou de porter leur formation culturelle à un niveau supérieur, mais il a posé dès les premiers jours qui ont suivi la libération, le problème :

«Les femmes doivent participer aux conseils qui constituent leur pouvoir, elles doivent y discuter de tous les problèmes du pays»⁸.

Nous allons analyser, pour des raisons d'étude, la participation de la femme à la vie politique et sociale du pays sous deux aspects principaux bien qu'ils soient liés et enchevêtrés organiquement: Le premier comprend la large participation des femmes à la vie politique et sociale du pays. Le second, leur participation active à la vie politique et sociale. Chacun de ces deux aspects se rattache à certains problèmes, mais nous n'allons nous arrêter au cours de notre étude, que sur trois problèmes particulièrement importants pour la période dont nous traitons et durant laquelle il a été effectué un changement évident et il a fallu surmonter de nombreuses difficultés.

Les problèmes qui constituent l'objectif de cette analyse sont les suivants : 1) la participation active des femmes à la solution de divers problèmes de l'édification socialiste du pays, 2) l'importance croissante du rôle des femmes en général et de celles élues au pouvoir dans la révolutionnarisation plus poussée de la vie politique et sociale du pays, 3) l'augmentation du nombre de femmes membres du parti et leur rôle croissant dans la vie politique et sociale.

Les femmes ont obtenu dès le début de la période en question, des résultats satisfaisants en ce qui concerne leur participation à la vie politique et sociale du pays. Leur nombre augmentait d'une législature à l'autre. En 1966 le nombre des femmes députés à l'Assemblée populaire s'est accru de 13 fois par rapport à 1945.⁹ Les élues aux conseils populaires, aux tribunaux populaires, aux instances dirigeantes des organisations de masses remportaient un succès numérique inouï. Les femmes membres du PTA représentaient 12,47% du total.¹⁰ Les femmes donnaient leur avis à propos de chaque problème important de Parti ou d'Etat. Elles ont pris part à la discussion et à la rédaction du 4^e plan quinquennal, ont apporté une précieuse contribution à la lutte qu'a courageusement entreprise notre Parti contre les manifestations et les déformations bureaucratiques.

Si les femmes ont remporté des succès importants incomparables avec le passé, quant à leur participation à la vie politique et sociale, c'est parce que le Parti, dans les conditions de la dictature du prolétariat a rehaussé leur rôle qu'aucun autre pays n'a jamais connu.

Mais ces résultats signalait en même temps l'existence d'autres problèmes à résoudre. La participation de la femme à la vie politique et sociale n'avait pas encore atteint le niveau requis, elle ne s'appropriait donc pas aux conditions d'approfondissement de notre révolution, aux objectifs fixés par le Parti à propos de la révolutionnarisation de toute la vie du pays. Les attitudes conservatrices des hommes, l'oppression et l'état arriéré où se trouvait la femme durant des siècles, les conceptions patriarcales et bourgeoises qui avaient poussé de profondes racines dans les esprits des gens et qui constituaient une conception du monde rétrograde formée sous l'influence de l'exploitation économique de la femme dans la famille, sous l'influence des normes féodales et bourgeoises et de l'attitude de la religion envers la femme, empêchaient celles-ci de prendre une part active à la vie politique et sociale, même lorsqu'elle a commencé à s'engager largement dans la production et à avoir un niveau politique, idéologique, technique, professionnel et culturel élevé.

Les idées du V^e Congrès du Parti et surtout le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 6 février 1967 ont marqué une nouvelle phase, et donné une nouvelle impulsion à la lutte pour éliminer ces obstacles et obtenir une série de succès dans la large participation efficace de la femme à la vie politique et sociale. Une fois ces documents historiques du Parti divulgués, une lutte idéologique s'est engagée contre les conceptions inhibitrices et des mesures organisationnelles et administratives ont été arrêtées dans ce sens. Tout ceci a permis de remporter des succès rapides et importants dans la participation de la femme à la vie politique et sociale. Le nombre des élues à toutes les instances dirigeantes s'est accru en général. La participation des femmes élues dans les divers organes du pouvoir et des femmes en général à la vie politique et sociale du pays, devenait encore plus active.

Un important événement historique qui a donné une impulsion à la participation de la femme à la vie politique et sociale du pays et au mouvement d'émancipation complète de la femme durant ces années-là, c'était l'analyse qu'en faisait le Plénum du CC du PTA tenu le 15 juin 1967, et les perspectives qu'il ouvrait. Il a mis en évidence les résultats obtenus dans le rehaussement du rôle de la femme dans notre société et a assigné une série de tâches pour l'avenir. «... En appréciant le rôle des femmes comme l'une des forces les plus révolutionnaires de notre société, soulignait le Plénum, le parti pose la tâche d'une participation active plus vaste et plus efficace des femmes dans tous les domaines de la vie politique et sociale du pays». Et plus loin : «il ne faut pas oublier que dans le sens de l'élévation de la conscience politique des femmes et de leur engagement dans l'activité politique et sociale, nous constatons des faiblesses et des lacunes qui, actuellement, dans les conditions de la lutte pour la révolutionnarisation plus poussée de toute la vie du pays et de l'approfondissement de notre révolution deviennent encore plus évidentes»¹¹

Ces faiblesses et lacunes étaient dues à nombre d'hommes fanatiques, surtout à la campagne, qui empêchaient leurs femmes d'assister à des réunions et conférences, de s'engager dans diverses activités de la vie politique et sociale, et même souvent aux réunions de leur organisation. Les femmes de leur côté, ne combattaient pas tant qu'il fallait pour vaincre ces conceptions. Le Plénum s'est arrêté sur l'origine de ces attitudes erronées, il en a fait une analyse scientifique et puis il a posé la tâche immédiate : Il faut déraciner avec la plus grande fermeté ces conceptions étrangères à notre idéologie, parce qu'elles sont en opposition avec les principes de notre démocratie socialiste, ce qui renie à la femme les droits politiques que notre pouvoir populaire lui a garantis par la loi».¹²

Le Plénum a souligné que la participation de la femme à la vie politique et sociale suivrait quelques directions principales : les femmes donneraient leur avis à propos des problèmes d'édification socialiste, elles élèveraient leur niveau de conscience politique et pour ce faire, les organisations de l'UFA tout aussi bien que les organisations du Parti et les autres organisations des masses, devraient apporter leur contribution, amener les femmes à résoudre les problèmes relatifs à l'organisation et la direction de la production. Par ailleurs le Plénum fixait l'objectif d'attacher encore plus d'importance à la participation de la femme à la vie culturelle, artistique et sportive du pays. Le Plénum jugeait nécessaire de combattre sur deux fronts : a) d'une part il fallait amener les femmes à dire leur mot et à prendre une part active à la création et au développement de notre culture et de notre art national, b) d'autre part il fallait leur permettre de profiter le plus possible de toutes les activités culturelles, artistiques et Sportives qui avaient lieu dans notre pays.¹³ Le Plénum a attaché une importance particulière à l'augmentation du nombre des femmes membres du Parti.

Nous allons traiter le problème de la participation active de la femme à la vie politique et sociale durant cette période sous deux aspects : a) la masse des femmes s'engagerait à résoudre certains problèmes cardinaux posés par le V^e Congrès du Parti à propos de l'édification socialiste, b) la masse des femmes en général et les femmes élues exerceraient leur activité dans les divers organes du pouvoir et apporteraient leur contribution à la démocratisation et à la révolutionnarisation du pouvoir et de toute la vie politique et sociale du pays.

Les femmes prenaient elles-mêmes l'initiative de réaliser une série de tâches primordiales assignées par le V^e Congrès du Parti au cours du 4^e plan quinquennal. Après ce Congrès, les femmes des régions montagneuses au même titre que toute la paysannerie du pays, ont apporté leur contribution à la collectivisation de l'agriculture dans leurs propres zones, en s'acquittant de cette tâche en un temps record. Il y a eu des cas comme à Puke, Mirdite et quelques villages de Diber où les femmes ont courageusement assumé la direction de cette action.¹⁴

Les débats organisés à propos de la révolutionnarisation plus poussée de notre école, où les femmes ont apporté une importante contribution, constituaient une autre expression de la grande participation des femmes à la vie politique et sociale et à la réalisation des tâches pesées par le V^e Congrès du Parti. Dans ce cadre, l'UFA a organisé dans diverses régions une série de rencontres et de consultations pour solliciter l'avis de la masse des femmes et des divers spécialistes à propos des problèmes qui préoccupaient le plus les filles et les femmes.

Les femmes se sont engagées dans la lutte pour traduire dans les faits les décisions du V^e Congrès et du 6 février 1967 du camarade Enver Hoxha, pour éliminer les survivances de l'idéologie réactionnaire, féodale et bourgeoise. Dotées d'un esprit révolutionnaire élevé, elles ont pris des initiatives courageuses et ont rejeté les coutumes rétrogrades séculaires.

L'élan qui caractérisait les femmes et la contribution que des milliers de jeunes filles de tout le pays en général et des régions montagneuses en particulier, ont apportée à la construction de la voie ferrée Rogozhine-Fier, de la route Malësia e madhe, de la centrale hydroélectrique de Vau i Dejes, etc., étaient un témoignage des nouvelles énergies qu'elles renfermaient.

Les filles, les femmes et tout le peuple ont fait retentir leur voix à des assemblées et réunions, en condamnant tous les hommes fanatiques qui foulaient aux pieds la loi des droits de femmes et des jeunes filles.

A l'issue de ces réunions et assemblées les futures épouses mineures ou trop jeunes par rapport à leurs fiancés, ont pris l'initiative de rompre leurs fiançailles. Les femmes ont rejeté aussi d'autres coutumes qui abaissaient leur personnalité. Tout ceci atteste que les femmes combattaient elles-mêmes pour leurs droits et leur personnalité.

Engagées dans la lutte qui a été menée au cours de cette période contre la base matérielle de la religion et l'idéologie religieuse en général, elles exerçaient une activité intense dans la vie sociale. La lutte pour l'émancipation de la femme et la lutte pour son affranchissement de la servitude religieuse sont étroitement liées entre elles, elles influent l'une sur l'autre et forment un tout. En effet, les succès enregistrés dans ce sens ne pouvaient pas être détachés des succès obtenus par notre peuple et par nos femmes durant les années de sa lutte contre la religion. Les larges masses de femmes désormais éduquées dans un esprit athée s'apprétaient à entreprendre un pas décisif dans cette lutte.

Considérant la lutte contre l'Eglise, le clergé et l'idéologie religieuse en général comme une lutte libératrice, elles s'y engageaient au même titre que tout le peuple. C'est ce qui explique d'ailleurs le caractère massif et populaire du mouvement qui a eu lieu pendant cette période. Le rôle joué par les femmes dans ce sens ne peut être jugé à leur participation, mais surtout à leur contribution. Les femmes, qui étaient toujours à la pointe du combat contre la religion, l'Eglise et les préjugés religieux, ont exercé leur influence sur le mouvement parce que la religion avait fondé sur elles son seul espoir de prolonger son existence.

Le triomphe de la Lutte de libération nationale, l'instauration du pouvoir populaire et les succès obtenus dans l'édification socialiste avaient assuré aux femmes la liberté et l'égalité des droits avec les hommes, mais maintenant elles devaient secouer le joug spirituel que faisait peser sur elles la religion.

Au cours de l'action révolutionnaire contre cette dernière, les femmes de divers âges et de diverses professions ont dénoncé, dans leurs discussions, les maux dont la religion en général et le clergé catholique en particulier les avaient accablées. Les femmes, au même titre que tous les travailleurs de notre pays, par leur lutte ouverte et leur action continue, ont élevé leur conscience à un degré supérieur et ont fait un pas en avant vers l'athéisme.

Les initiatives importantes en question ont été à l'origine d'un grand nombre de résultats considérables, mais nous n'allons pas en parler davantage parce qu'elles dépassent le cadre du sujet de notre étude.

Pendant ces années-là les femmes se sont préparées mieux que jamais à la lutte pour la défense de la patrie et des conquêtes de l'édification socialiste. Conduites par le Parti, les femmes albanaises ont conservé et enrichi d'un nouveau contenu, leurs glorieuses traditions de combat. Elles font partie même des formations garde-frontières et s'entraînent pour défendre leur patrie. Encadrées dans les détachements et les bataillons territoriaux, les femmes ont obtenu, au cours de leur entraînement militaire, des résultats satisfaisants.

Aux réunions organisées dans les villes et les campagnes, les femmes ont approuvé unanimement l'importante décision du Parti de dénoncer le Traité de Varsovie, elles ont montré une fois de plus qu'elles comprenaient bien la politique et la ligne du Parti. Cette mesure arrêtée en temps voulu par le Parti, a mobilisé les femmes dans la réalisation des plans économiques, la défense et la consolidation de la patrie. Elles se sont rendu compte que leur tâche était double, car elles étaient à la fois soldats et mères qui devaient éduquer des révolutionnaires résolus pour la défense de la patrie.

Parallèlement au grand travail d'éducation patriotique que le Parti a mené auprès des femmes, on a organisé des rencontres où patriotes et vétérans de la Lutte antifasciste de libération nationale sont venus leur parler des brillantes traditions du peuple albanais dans la défense de la patrie et la prise de position envers l'ennemi de la nation et de classe. Les cadres de l'armée également ont mené un bon travail d'éducation auprès des femmes de la zone frontalière.

Pendant ces années-là les femmes ont pris un certain nombre d'initiatives à propos de leur préparation politique et militaire. Tout ceci a permis de bien préparer militairement les femmes à la lutte pour la défense de la patrie.

Intensifiant leur activité, la masse des femmes en général et celles des élues aux divers organes du pouvoir en particulier, commençaient à apporter une énorme contribution à la démocratisation et à la révolutionnarisation du pouvoir et de toute la vie politique et sociale du pays.

Conscientes de la nécessité d'exercer le contrôle ouvrier qui constitue l'une des orientations essentielles de la lutte de classe pour assurer la victoire du socialisme et une grande école d'éducation révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, les femmes, sous la direction des organisations de base du Parti, ont pris une part active à l'exercice de ce contrôle et organisé le débat sur les problèmes qui se posaient à cet égard. Exercé tant dans les villes que dans les campagnes, le contrôle ouvrier avait pour objectif de révolutionnariser les organes du pouvoir et les organismes économiques ainsi que leur mode de direction.

Les femmes ont soulevé aussi des problèmes à propos de la création de conditions qui faciliteraient leur tâche. Le contrôle de la part des femmes coopératrices qui a été organisé et qui a été exercé par les équipes de l'UFA, sur les institutions de la maternité et de l'enfance, dans quelques districts¹⁵ avait constaté qu'à part les résultats obtenus dans le sens de l'extension de ces institutions, de l'amélioration de leur service et de la lutte contre les conceptions qui entravaient leur création et leur fréquentation, il existait une série de problèmes à résoudre. Ce contrôle en tant que forme de travail a contribué non seulement à découvrir les faiblesses, mais aussi à éduquer les femmes. Il a aidé les femmes des campagnes à développer l'esprit de critique et d'autocritique et à vivifier leur organisation.

Dans les coopératives agricoles ou les lieux de travail, les femmes, toujours en plus grand nombre, discutaient des problèmes de production. Elles avançaient des propositions intéressantes dans le sens de l'accroissement de la productivité, de l'exploitation rationnelle des réserves d'agriculture. Elles critiquaient aussi assez souvent certains dirigeants de coopératives sur des questions relatives à la question de la production.

La participation des femmes à la révolution technique et scientifique est une autre preuve des transformations qu'elles avaient connues durant ces années-là. Attachés à réaliser les tâches du 3^e plénum ainsi que les orientations du discours programme du camarade Enver Hoxha à ce même plénum sur «La coopération et la révolution technique et scientifique», les organisations du Parti et celles des masses, les organes d'Etat et économiques, ont mené un vaste travail idéologique, politique et organisationnel pour entraîner dans ce front aussi la large masse des femmes. Les femmes ont été donc amenées à participer plus que jamais, à toutes les sessions techniques et scientifiques organisées dans diverses entreprises.

Les femmes, par leur pensée créatrice, ont apporté une précieuse contribution aux innovations et aux rationalisations qui profitaient énormément à l'économie, rehaussant ainsi leur propre personnalité.

Les femmes élues aux divers organes du pouvoir, ont, au même titre que toutes les femmes en général, beaucoup concouru à révolutionnariser la vie politique et sociale du pays. L'activité des femmes élues au pouvoir ne différait guère de celle des hommes. Parfois même, dans certains maillons des organes du pouvoir, surtout aux conseils populaires des quartiers, et des villes, les femmes se montraient plus actives que les hommes.

Eduquées selon les enseignements du Parti, les femmes d'Albanie qui représentaient la moitié de la population et des masses travailleuses et qui participaient à la direction et à l'administration du pouvoir et de l'économie, ont apporté une contribution appréciable à la révolutionnarisation plus poussée du pouvoir et surtout à l'élimination du bureaucratisme. Grâce à leur travail inlassable, les femmes élues à ces organes ont gagné la confiance et le respect de la masse, elles ont rejeté toutes les conceptions rétrogrades qui reniaient leurs capacités dirigeantes et ont ainsi rehaussé leur autorité.

Les conseillères ont sérieusement travaillé pour mobiliser les volontaires dans les actions de construction des immeubles d'appartements avec le concours bénévole de la population et pour répartir d'une façon plus judicieuse les appartements achevés. Elles ont également apporté une contribution considérable à la solution des problèmes concernant les rapports au sein de la famille.

Malgré les résultats obtenus dans le renforcement du rôle et du travail des conseillères, il existait encore de nombreux défauts qui étaient dus à la tendance à avoir une vue unilatérale et souvent superficielle des problèmes à résoudre à ne pas solliciter dans la mesure requise l'avis des masses de femmes, et qui entravaient la révolutionnarisation du pouvoir. Ces défauts et faiblesses résidaient dans les conceptions et les coutumes rétrogrades que l'on combattait sans cesse ainsi que dans la préparation idéologique, politique et professionnelle insuffisante des conseillères. C'est la nécessité de travailler pour élever leur niveau idéologique et politique.

Voilà ce qu'écrivait en 1923 Staline à ce propos : «L'ouvrière marche côte à côte avec l'ouvrier... Elle ne peut contribuer à la cause commune que si elle est consciencieuse et politiquement développée. Elle risquerait, au contraire, de lui porter préjudice, certainement pas en raison de sa mauvaise volonté, mais de son ignorance.»¹⁶ Staline disait la même chose de la femme paysanne.

Appréciant à sa juste valeur la nécessité impérieuse d'élever le niveau idéologique et politique de la masse des femmes, notre Parti a mis l'accent sur l'éducation idéologique, politique et professionnelle des conseillères en particulier et des femmes en général afin qu'elles deviennent aptes à s'acquitter toujours mieux de leurs tâches. Afin de réaliser cette tâche du Parti, il a été arrêté une série de mesures organisationnelles et il a été appliqué plusieurs méthodes de travail. Les comités exécutifs de leur côté ont rédigé des programmes annuels qui prévoyaient des sujets à traiter aux colloques organisés au niveau de district ou de zone. Des colloques de ce genre où il a été traité du discours du camarade Enver Hoxha sur le contrôle ouvrier et de celui qu'il a prononcé le 15 juin au plénum du CC du Parti et d'autres matériaux encore, qui ont été rattachés aux tâches concrètes assignées aux conseillères dans les villes et dans les campagnes ont eu lieu notamment dans les districts de Lushnje, Tirana, Korça, Shkodra¹⁷. La légalité socialiste et les compétences des membres des conseils populaires ont fait également l'objet de ces débats. Les conseillers de nombreux districts recevaient dans le même temps des thèses qui les orientaient sur les questions concrètes à traiter. Etudiant les documents du Parti, les discours du camarade Enver Hoxha et lisant la presse centrale et locale ainsi que les bulletins des conseils populaires, ils sont arrivés à élever considérablement leur niveau idéologique, politique et professionnel.

Dans certains districts comme à Elbasan et à Shkodra, des cours d'un mois et de deux semaines¹⁸ ont été organisés à l'intention des conseillers, ce qui leur a permis d'accroître leurs capacités.

Les réunions efficaces qui ont eu lieu dans divers quartiers, en vue de résoudre entre autres des problèmes de l'éducation des enfants, d'hygiène, des services communaux dans les campagnes, d'enseignement, de santé, ont joué un grand rôle dans l'éducation idéologique et politique et la qualification des conseillers. Au cours de ces réunions il a été procédé à un échange d'expérience de travail. La participation des conseillères à ces débats a été satisfaisante.¹⁹

Les organisations de l'UFA ont mené un bon travail dans les districts pour l'élévation idéologique et politique des conseillères. Les femmes élues aux conseils populaires et à toutes les instances depuis le district et jusqu'à la base²⁰ constituaient la majorité écrasante des actifs créés par leur organisation ; mobilisées dans cette action, elles seraient amenées à renforcer et à vivifier l'organisation des femmes à la base et à rehausser le rôle et la personnalité des conseillères en tant que représentantes du peuple. Dans les districts ont été utilisées diverses formes de travail à l'intention des conseillères. Par contre il y a eu des cas où les femmes élues n'ont pas constamment joué un rôle actif et où les membres du conseil populaire du district ont travaillé plus sérieusement que ceux de la campagne.

Grâce au travail mené pour l'élévation idéologique et politique des conseillères, elles ont remporté au cours de leur activité, des succès importants quant à leurs liens avec les masses, à l'extension de la gamme des problèmes dont elles discutaient ou qu'elles résolvaient, ou mieux, certains autres problèmes qui diffèrent de ceux de tous les jours et à propos desquels les femmes n'hésitent pas à élever leur voix, font parfois l'objet d'une analyse, d'une critique ou d'une solution de leur part.

Les conseillères commencent à déployer de multiples efforts pour engager la masse des femmes dans les affaires du pouvoir et les amener à exercer leur contrôle sur son activité, ce qui constitue un moyen essentiel servant à combattre le bureaucratisme et à vivifier les conseils populaires. Entretien d'étroits rapports avec les masses et écoutant attentivement leur voix, les conseillères exerçaient leur contrôle sur le travail du Comité exécutif du conseil populaire. Ce phénomène trouvait sa pleine expression dans les rencontres organisées de temps à autre sous diverses formes entre les conseillères et les électeurs. Elles avaient lieu dans les quartiers, les villages et les brigades.²¹ Dans ces réunions, les conseillères écoutaient la voix des masses, et les critiques, les observations et les suggestions qu'elles formulaient à leur adresse à propos de divers problèmes.

Nombre de conseillères suivaient aussi une autre pratique, qui consistait à tenir compte des suggestions et des propositions que leur faisaient les électeurs à propos des questions et des projets de décision dont elles avaient été préalablement mises au courant.

Les femmes élues aux commissions permanentes de conseils populaires comme à ceux de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé avaient établi de bonnes relations avec les larges masses. Dans la ville de Lushnje ces commissions comptaient 95 femmes tandis que dans la ville de Korça de 48 conseillères, 41 faisaient partie de ces mêmes commissions.²² A la campagne également la plupart des femmes élues étaient membres de diverses commissions. Formant des équipes ou des groupes de travail, les élues dans les quartiers de la ville et dans les campagnes ont organisé des consultations à propos des problèmes de commerce, de services communaux, d'éducation des enfants. Recourant à cette forme de travail, les conseillers, leurs électeurs et les divers travailleurs, qui s'étaient penchés sur ces problèmes, avançaient des idées et faisaient des propositions intéressantes, que les comités exécutifs et leurs appareils s'engageaient à traduire dans les faits.

Grâce au grand travail mené pour l'élévation du niveau idéologique et professionnel de conseillères, elles se sont mises à étudier vers la fin de la période en question des problèmes dont elles n'avaient jamais discuté. Cela dépassait donc le cadre de ces problèmes dont elles s'occupaient d'habitude. Les conseillères prenaient une part de plus en plus active aux diverses discussions populaires. Elles soulevaient et analysaient des problèmes importants relatifs aux administrations et aux cadres dirigeants, en critiquant directement quiconque ne travaillait pas bien. Au cours des débats sur la Lettre du CC du PTA de janvier 1971, les conseillères ont fait assez de remarques et soulevé nombre de problèmes concernant l'agriculture.

L'augmentation du nombre des femmes membres du Parti constitue un problème en soi qui se rattache à la participation de la femme à la vie politique et sociale. Notre Parti a consacré une attention particulière à la solution de ce problème. Grâce au travail mené dans ce sens, le nombre des femmes qui adhèrent au Parti s'est accru d'année en année, mais malgré tout il n'était pas suffisant. Vers la fin de 1966 les adhérentes ne représentaient que 12,47 pour cent de l'effectif du Parti.²³ Ce chiffre fait ressortir que le rythme des admissions de femmes au Parti ne répondait pas à l'essor, à la participation active et révolutionnaire des femmes et à la précieuse contribution qu'elles apportaient dans tous les domaines de l'édification socialiste du pays. Tenant compte de cette situation, le Parti a attaché ces dernières années un soin particulier à ce problème et a posé d'importantes tâches urgentes, dont la solution exigeait des mesures immédiates et une mobilisation totale, qui permettraient d'effectuer un tournant dans ce sens. «Dans le même temps, soulignait le camarade Enver Hoxha du haut de la tribune du V^e Congrès, considérant comme peu satisfaisant le fait que les femmes ne représentent encore qu'un petit nombre dans les rangs du Parti et que les membres du Parti âgés de moins de 30 ans ne constituent que 27,4% de l'effectif, il faudra veiller davantage à admettre au Parti de nouvelles candidates provenant des rangs des masses de femmes et de notre jeunesse héroïque, en combattant les conceptions et les attitudes conservatrices qui s'observent souvent dans ce sens».²⁴

C'étaient les diverses conceptions patriarcales et conservatrices qui, dans les conditions où les femmes avaient enregistré des succès dans tous les domaines, ralentissaient le rythme des admissions des femmes au Parti. Beaucoup d'hommes et même des communistes continuaient à avoir une ancienne conception féodale et patriarcale de la femme, de son rôle dans la vie politique et sociale, en prétendant qu'elle «n'y prend pas une part active», qu'«elle ne donne pas son exemple personnel», qu'«elle a un bas niveau» etc. Cette façon de présenter les choses était en opposition avec la réalité où les femmes travaillaient pour la plupart des cas mieux que les hommes, où elles étaient plus consciencieuses et plus disciplinées que ces derniers, où elles prenaient part aux diverses réunions et aux affaires sociales, en en critiquant les défauts. On présentait souvent les femmes comme des fanatiques. Certes, il y avait du fanatisme, mais il s'observait plutôt chez les hommes, qui empêchaient leurs femmes et leurs filles de montrer ce dont elles étaient capables dans le domaine de la vie politique et sociale. Nombre d'hommes conservateurs ne pouvaient imaginer leurs femmes membres du Parti, cependant qu'eux mêmes ne l'étaient pas. Ce fanatisme obligeait la femme à mener une lutte d'opinion et de conceptions contre son père, son mari ou son beau-frère, pour qu'elle puisse être admise au Parti. Il était bien plus difficile d'obtenir l'approbation de ceux-ci que celle de l'organisation de base du Parti.²⁵

Le nombre réduit des femmes membres du Parti reflétait le travail insuffisant mené jusqu'alors par les organisations de base du Parti auprès des femmes. Certains communistes se montraient conservateurs et avaient des opinions erronées sur le problème de l'admission des femmes au Parti, parce qu'ils craignaient, entre autres, que les femmes n'occupent pas leurs postes de direction. C'était là un phénomène plus répandu dans les coopératives agricoles où les femmes communistes étaient réparties d'une façon plus juste et travaillaient presque toutes dans la production. Aussi la tendance était-elle de gonfler les défauts de ces femmes auxquelles l'organisation de base était plus proche et assignait des tâches afin qu'elles se préparent en tant que futurs membres du Parti, et de déclarer enfin qu'il n'y avait pas d'éléments aptes à être admis au parti.²⁶

De tous ces faits il résulte que la découverte et la dénonciation de cette tendance devait faire l'objet d'un des fronts principaux de la lutte des organisations de base et de tous les communistes.

Au cours de son entretien avec un groupe de femmes et de jeunes filles qui ont assisté à la rencontre nationale de la femme combattante pour le nouveau et qui a eu lieu à Tirana le 19 avril 1967, le camarade Enver Hoxha a expliqué une fois de plus aux représentantes des femmes d'Albanie le facteur dans lequel résidaient ces attitudes qui sous-estimaient la femme et il leur a attiré l'attention sur les attitudes négatives adoptées par certains communistes envers ce problème.

«Les camarades communistes, soulignait le camarade Enver Hoxha, adoptent involontairement une attitude de ce genre. En fait, ce sont des révolutionnaires, des hommes d'avant-garde... mais il est clair que le passé leur pèse encore sur la conscience et ils sous-estiment malgré eux le nouveau et la femme».²⁷

Dans le même temps, par son ardent discours, le camarade Enver Hoxha armait les femmes de courage et de confiance, pour qu'elles avançaient sur la voie frayée par le Parti et pour qu'elles surmontent les obstacles et les difficultés qui surgissaient devant elles.

«Aussi, les encourageait le camarade Enver Hoxha, faut-il remettre à leur place ceux qui ferment les portes du Parti aux femmes et aux jeunes filles d'avant-garde comme vous et attaquer ces portes. Dites-leur que vous aspirez à adhérer au Parti, parlez-leur de votre pure biographie, de votre travail inlassable, et des sacrifices auxquels vous êtes prêts à consentir dans la lutte pour le socialisme, la défense et la consolidation de la patrie.»²⁸

Au cours de cette période, les comités du Parti et les organisations de base ont été confrontés à la tâche urgente d'accroître le nombre des femmes communistes. La question de l'admission des femmes au Parti a été analysée dans l'esprit des décisions du V^e Congrès et des autres matériaux du Parti et du camarade Enver Hoxha. Le II^e Plénum du CC du PTA qui a été tenu le 15 juillet 1967 et surtout l'analyse marxiste-léniniste que le camarade Enver Hoxha a faite de ce problème dans son discours ont donné une puissante impulsion à la solution de la question. Analysant les facteurs de lenteur de la solution de cette dernière, le camarade Enver Hoxha a mis l'accent sur le fait que quelques membres du Parti ne comprenaient pas idéologiquement le problème du rôle de la femme dans la révolution et le socialisme, et il a critiqué les conceptions féodalo-bourgeoises rétrogrades qui s'observaient chez certains autres.²⁹ Il a posé ensuite la tâche urgente : «Nous devons combattre et éliminer ces conceptions erronées, nous devons nous rendre compte de leur caractère dangereux et il faut que les conditions d'admission au Parti soient les mêmes pour tout le monde, pour les deux sexes, selon les statuts du Parti, mais surtout selon l'idéologie, dont sont pénétrés ses statuts et toute son activité. C'est là un point clé névralgique»³⁰. Le Plénum a assigné aux organisations du Parti la tâche d'améliorer radicalement leur travail politique, éducatif auprès des femmes et sans diminuer le nombre des demandes d'admission au Parti, elles devaient trouver, mobiliser et préparer les femmes les plus dignes sur ce plan.³¹

Aussitôt après le II^e Plénum du CC du PTA, toute une série de mesures ont été arrêtées pour mener un travail plus approfondi et mieux fondé en vue de mettre pleinement en œuvre les directives du Parti sur ce problème important et d'obtenir de bons résultats dans l'admission des femmes au Parti. Les organisations de base du Parti ont commencé à saisir la question d'une façon plus juste, elles ont fait un tournant dans leur travail en attachant plus d'attention à l'éducation des femmes et des jeunes filles.

Dans les régions montagneuses du pays où l'état arriéré des femmes était plus accentué il a été mené un travail particulier et intensif pour l'admission des femmes au Parti.

La collectivisation de l'agriculture dans ces zones a exercé une influence positive dans ce sens. La vie et le travail collectifs ont mieux mis en évidence le rôle et la figure de la femme montagnarde, qui tout en travaillant dans l'agriculture et l'élevage, devait apporter sa contribution à la lutte pour propager partout la ligne politique du Parti, donner de hauts exemples de maturité et de fermeté, montrer ses capacités dirigeantes et gagnait ainsi l'amour et le respect de toute la société. Mobilisées dans les actions révolutionnaires organisées à l'échelle nationale, les femmes ont joué un rôle important dans l'affirmation de leurs capacités et de leur maturité politique. Rien que dans le district de Dibra plus de 3 000 femmes et jeunes filles ont participé à l'ouverture de la route Malësia e Madhe et à la construction de la voie ferrée Rrogozhinë-Fier.³² Ces actions ont permis de former de jeunes révolutionnaires, combattantes inflexibles de la construction socialiste. Parmi leurs rangs on a élu ou nommé des camarades dans les organes dirigeants ou à d'autres postes de responsabilité. Il a été donc créé partout, dans chaque village, un bon noyau de femmes et de jeunes filles activistes, qui se distinguaient en tant que combattantes du nouveau. Les meilleures, les plus révolutionnaires d'entre elles étaient admises au Parti, ce qui contribuait à faire un important pas qualitatif dans l'accroissement du nombre des femmes membres du Parti.

Les organisations de l'UFA ont mené un travail concret, en aidant ainsi le Parti dans le choix de ses candidates.

Les équipes des camarades envoyées de la ville ont effectué un bon travail auprès de ces femmes qui avaient toutes les conditions requises pour être admises au parti. Afin de s'acquitter de leur tâche, ces équipes se sont appuyées essentiellement sur l'organisation du parti et celle de la femme des villages.

Les idées que quelques organisations de l'UFA à la campagne bien que peu nombreuses, avaient soumises aux organisations de base du Parti, pour admettre au Parti les meilleures camarades, témoignaient de l'accroissement du nombre de femmes communistes. L'organisation de l'UFA, grâce à son travail, amenait les femmes à prendre conscience de la nécessité d'être admises au Parti. Toutefois il y avait certaines organisations de femmes qui ne se souciaient guère du problème de l'augmentation du nombre de femmes communistes. Mais lorsque le Parti leur a attiré l'attention, elles ont pris leur tâche au sérieux. Le travail de différenciation auprès des femmes pour élever leur niveau idéologique et leur assigner des tâches concrètes n'a pas été bien organisé. Il était nécessaire de travailler davantage pour la propagation de l'exemple de femmes membres du Parti. Des efforts fructueux ont été déployés, durant ces années-là pour éduquer la masse des femmes pour qu'elles se préparent politiquement et idéologiquement de façon que d'une part elles prennent conscience de la nécessité d'adhérer au Parti et d'autre part, qu'elles deviennent combattantes actives dans les rangs du Parti. Les réunions ouvertes de l'organisation du parti où, à part les candidates au parti, on convoquait aussi le conseil de femmes et d'autres activistes qui se prononçaient sur le travail de leurs camarades, constituaient une bonne méthode de travail visant à éduquer et à convaincre les femmes et les jeunes filles de grossir les rangs du Parti. Grâce au travail mené pendant ces années-là par le Parti et les organisations de masse et en premier lieu par l'organisation de l'UFA sur tous les fronts, on a constaté un accroissement sans précédent du nombre des femmes membres du Parti. En 1971 leur total représentait de 22,05 pour cent de tout l'effectif du Parti, de 12,47 pour cent qu'il en occupait en 1966.³³ Il y a eu des cas où les rythmes d'admissions des femmes au Parti étaient beaucoup très élevés ; référons-nous aux rythmes d'admissions au parti pour la période de 1967-1970 dans la zone nr. 1 de Tirana :

Année	Total des admissions	Femmes	Nombre d'ouvrières sur les femmes admises
1967	22	6	4
1968	32	12	12
1969	89	48	38
1970	164	84	51

Comme on le constate le nombre des femmes admises au Parti dans la zone nr. 1 de Tirana s'est accru d'année en année et dans l'espace d'une période de 4 ans (1967-1970) il a augmenté de 14 fois. Au cours de cette période on y a admis au Parti 150 femmes, qui constituent 50,1 pour cent du total des admissions. Un fait caractéristique et positif c'est que les femmes de condition sociale ouvrière constituent la majorité des femmes admises au Parti. Sur 154 femmes admises au Parti ces dernières années, 105 soit 68,2 pour cent, étaient de condition ouvrière.³⁴

Cet accroissement numérique des femmes communistes en général, témoigne de la grande lutte révolutionnaire qui a été menée pendant ces années-là pour l'émancipation complète de la femme, en vue de libérer ses énergies créatrices. Les chiffres susmentionnés sont satisfaisants et montrent le travail soigneux mené par les organisations du Parti dans les conditions et la mesure des possibilités créées au cours du processus de développement de la révolution et de l'édification socialistes. L'accroissement du nombre des femmes adhérant au Parti eut pour effet d'animer la vie des organisations de l'UFA. Par leurs interventions avisées, par les problèmes qu'elles soulevaient les femmes communistes apportaient parmi la masse des femmes, l'esprit du Parti. De même, par leur exemple, les femmes communistes entraînaient les masses féminines dans des actions diverses. A travers les femmes membres du Parti les organisations de l'UFA assuraient en leur sein le rôle dirigeant et le soutien de l'organisation du Parti, pour résoudre les problèmes qui les préoccupaient. Faisant le bilan du travail et des résultats atteints, et analysant les conditions existantes, le camarade Enver Hoxha a assigné du haut de la tribune du VI^e Congrès des tâches pour l'avenir :

«Les femmes représentent une force immense et jouent un rôle très important dans le développement du pays dans tous les domaines. Elles ont maintenant terminé pour la plupart le cycle d'études de huit ans, elles ont été éduquées dans l'esprit du Parti et se sont trempées dans le creuset des actions de masse et des différents mouvements révolutionnaires. Aujourd'hui dans notre pays il s'affirme une juste et solide opinion sur le rôle de la femme dans la société. Tout cela rend possible et nécessaire d'avancer courageusement, dans l'avenir aussi, sur la voie de l'admission plus rapide des femmes au Parti».³⁵

Comme nous venons de le constater, les femmes ont pris une part toujours plus active dans la vie politique et sociale du pays. Dans le même temps le nombre de femmes élues aux divers organes et instances du pouvoir ou aux organisations de masse, s'est accru à des rythmes rapides. Tout ceci se rattache étroitement à la lutte et au travail du Parti, des organes d'Etat, des organisations de masse et de toute la société pour engager pleinement la masse des femmes à résoudre les problèmes politiques et sociaux du pays.

Après le V^e Congrès du Parti, donc durant toute la période analysée, des milliers de femmes, dont la candidature a été proposée par le peuple, ont été élues unanimement en juin 1967 aux organes locaux du pouvoir et aux tribunaux populaires. Ceci montre d'une part que les femmes ont gagné l'amour et la confiance des masses travailleuses et d'autre part, qu'elles ont participé activement à la vie politique et sociale. Il convient de souligner qu'au cours de ces élections un grand nombre de jeunes femmes venaient de la production et qu'elles ont apporté dans les organes du pouvoir l'esprit de la classe ouvrière.

Le nombre des femmes membres des comités exécutifs des districts et de celles des conseils populaires des villages et des villes, s'est accru sensiblement. Au début de l'année 1969 il y avait 5 femmes membres du Comité exécutif du district de Vlora.³⁶ Selon les données de 1970 les femmes représentaient 43,9 pour cent des conseillers de conseils populaires des districts, en d'autres termes, les femmes élues à tous les maillons des organes du pouvoir aux élections de 1970 constituaient 45,8 pour cent de tous les conseillers. Aux élections de 1970, 26 pour cent des membres du parquet était des femmes.³⁷

Le grand nombre de femmes élues aux organisations de masse était un indice de la large participation des femmes à la vie politique et sociale. En septembre 1970 les femmes élues aux conseils du front représentaient 53,8 pour cent de tous les cadres élus. Par ailleurs 50 pour cent des cadres élus aux organisations de la jeunesse étaient des femmes.³⁸ Seul dans le district de Tirana, aux élections du 20 septembre ont été élues 9 femmes députés, 60 femmes aux conseils populaires du district, 89 aux conseils des villages réunis, 205 aux conseils des quartiers et 326 aux conseils populaires des villages. La participation des femmes au Parti et aux organes du pouvoir populaire se présente comme suit :

Nr.	Appellation	En pourcentage par rapport au total	
		1966	1970
1.	Membres du PTA	12,6	22,1
2.	A l'Assemblée populaire	16,3	27,3
3.	A tous les organes locaux du pouvoir	36,1	45,8
4.	Aux organes dirigeants des organisations de masse	—	36,4

Toutes ces transformations positives qui ont eu lieu pendant ces années-là dans la vie politique et sociale du pays, ont permis d'élever en premier lieu la conscience politique et idéologique des femmes, de leur faire prendre conscience de leur grand rôle dans la société. Les femmes élues aux organes du pouvoir et aux diverses organisations politiques et économiques, devenaient toujours plus nombreuses. La masse féminine se prononçait sur les divers problèmes de notre vie politique et sociale, elle élevait sa voix et critiquait avec courage les défauts et les faiblesses qui apparaissaient dans le travail des organes d'Etat, afin de défendre les droits que les femmes avaient acquis et dont elles jouissaient dans notre société socialiste.

Mais indépendamment des succès obtenus et le grand bond marqué dans ce sens, il y avait encore une série de défauts à éviter et des tâches à réaliser dans l'avenir. Bien que le nombre des femmes élues aux divers organes du pouvoir, aux instances dirigeantes des organisations de masse ait augmenté, beaucoup d'entre elles ne semblaient pas si prédisposées à s'acquitter de leurs tâches. Même si les femmes participaient régulièrement aux réunions, elles n'y prenaient pas toutes la parole pour transmettre au pouvoir la voix de la masse qui les avait élues.

Ces défauts et d'autres comme ceux-ci étaient dus au bas niveau idéologique et politique des femmes, ce qui les empêche de participer activement à la vie politique et sociale, de résoudre les problèmes qui les préoccupaient. Incapables de fournir des arguments à leur cause, elles ne pouvaient mener un combat suffisamment persuasif.

La formation des femmes promues à des postes de responsabilité, des combattantes du nouveau, constituait un problème posé et à résoudre jusqu'au bout. L'élévation du niveau d'instruction et culturel des femmes en général mais surtout des femmes des zones montagneuses permettrait d'amener la femme à prendre une part plus active à la vie politique et sociale dans l'avenir.

Il était nécessaire de combattre systématiquement le conservatisme observé chez certaines anciennes conseillères, qui, en s'imaginant qu'elles seules savaient résoudre les problèmes d'Etat avaient tendance à monopoliser l'activité du conseil. C'est aux anciennes conseillères qu'il incombait de mobiliser davantage les jeunes conseillères, en leur assignant de nombreuses tâches, et de mieux combiner leur travail avec celui des jeunes conseillères. Par ailleurs, il s'agissait d'éliminer un autre phénomène qui consistait dans la mobilisation des femmes élues dans une seule direction, ce qui les empêchait de connaître les autres problèmes. En général les conseillères à la base étaient tenues de suivre les problèmes de services publics et d'hygiène ; il a été constaté également que les femmes dans la plupart des cas faisaient partie des commissions mises sur pied, surtout dans les campagnes, et chargées de suivre des problèmes d'hygiène, d'éducation, de services publics et non pas de ces commissions dont l'objectif était d'analyser et de résoudre des problèmes économiques et sociaux. Ce phénomène était dû à une conception conservatrice selon laquelle les problèmes d'hygiène, de services publics et d'autres comme ceux-ci étaient considérés comme des affaires de femmes. Il s'agissait donc de pousser les conseillères à contribuer, toujours dans la mesure de leurs possibilités et leurs capacités, à la solution de tous les problèmes de la vie politique et sociale. Les organisations de base du Parti et l'organisation de l'UFA devaient aider davantage les conseillères à élever le niveau de leurs discussions à propos des problèmes qui préoccupaient les conseils populaires.

Parallèlement au travail mené pour résoudre les questions relatives à une participation plus active des femmes à la vie politique et sociale du pays, il fallait déployer de multiples efforts pour accroître encore plus le nombre des femmes élues à tous les organes du pouvoir et aux instances des organisations de masse.

Malgré les résultats obtenus et les conditions créées pour l'admission des femmes au Parti, il y avait encore d'autres problèmes à résoudre dans l'avenir. Le travail mené dans ce sens ne s'arrêtait donc pas là. Nombre d'obstacles et de difficultés, qui avaient essentiellement un caractère objectif, se manifestaient sous diverses formes de conservatisme et de libéralisme. L'un des aspects de ce conservatisme s'observait chez certains communistes qui, loin de parrainer ceux qui se proposaient d'adhérer au Parti, étaient souvent «soucieux» de préserver la pureté du Parti, les qualités requises des nouveaux candidats, se montraient très rigides et réagissaient en bureaucrates chaque fois qu'il était question d'admettre une femme au Parti.

Les manifestations de conservatisme, de sectarisme et les cancons sur les nouveaux candidats au Parti se présentaient sous diverses formes et aspects, et variaient selon les régions, les zones et les districts, aussi il incombait à chaque district d'étudier à fond et concrètement sa propre situation, de prendre les mesures organisationnelles et pratiques nécessaires pour que la lutte et ses résultats soient meilleurs et plus efficaces dans l'avenir.

Notes :

1. V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 23, p. 402.

2. V. Lénine, *Œuvres*, t. 32, p. 179.

3. Dans *Du problème de la femme*, éd. alb., Tirana 1967, p. 45.

4. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, éd. alb., Tirana 1973, p. 5.

5. Archives de la Présidence du Conseil général de l'UFA (APCG de l'UFA) F. 1, d. 32, fl. 1, 1968.

6. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, éd. alb., Tirana 1973, p. 21.

7. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, Tirana, 1973, p. 23.

8. Op. cit., p. 34.

9. *Problèmes de la lutte pour l'émancipation complète de la femme*, éd. alb., Tirana 1969, p. 188.

10. Enver Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du Parti*, éd. alb., Tirana 1966, p. 87.

11. Ramiz Alia, *De l'approfondissement de la lutte pour l'émancipation complète de la femme et le rehaussement de son rôle dans la société socialiste*, éd. alb., Tirana, 1967, p. 25.

12. *Ibid*, p. 27.

13. *Ibid.*, p. 29.
14. *Bashkimi*, Tirana, 13.VII.1967.
15. APCG de l'UFA, d. 2, fl. 24, 1969.
16. Dans *Du problème de la femme*, éd. alb., Tirana 1967, pp. 50-51.
17. APCG de l'UFA, d. 1, fl. 31, 1970.
18. Op. cit.
19. *Ibid.*, d. 26, fl. 1, 1969.
20. *Ibid.*, d. 34, fl. 120, 1970.
21. *Ibid.*, fl. 109, 1970.
22. *Ibid.*, fl. 113.
23. Enver Hoxha. *Rapport au V^e Congrès du PTA*, éd. alb. Tirana, 1966, p. 87.
24. *Ibid.*
25. *Zëri i popullit*, Tirana, 28.V.1970.
26. *La voie du Parti*, n° 9, 1970, p. 76.
27. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, éd. alb. Tirana, 1973, p. 215.
28. *Ibid.*, p. 216.
29. *Ibid.*, p. 243.
30. *Ibid.*, p. 224.
31. Ramiz Alia, *Sur l'approfondissement de la lutte pour l'émancipation complète de la femme*, p. 31.
32. *Zëri i popullit*, Tirana, 3.1.1970.
33. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, éd. alb., f. 431.
34. *La voie du Parti*, n° 4, 1971, p. 70.
35. Enver Hoxha, *A propos du problème de la femme*, éd. alb., p. 431.
36. APCG de l'UFA F. I, d. 3, p. 20, 1969.
37. *L'Albanie de nos jours*, n° 6, 1973, p. 15.
38. APCG de l'UFA, F. 1, d. 6, septembre 1970.